

@

RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE



TOME XXXIII

(1991)

**L'EUROPE
RETROUVÉE ?**

Fritz STERN — Krzysztof POMIAN
György KONRÁD — Etienne BARILIER
Jean-Marie LUSTIGER — Jean-Pierre HOCKÉ
Kurt FURGLER — Adam MICHNIK — Igor ZOLOTOUSSKI

L'Europe retrouvée ?

Édition électronique réalisée à partir du tome XXXIII (1991) des Textes des conférences et des entretiens organisés par les Rencontres Internationales de Genève. Les Éditions de la Baconnière, Neuchâtel, 1992, 312 pages. Collection : Histoire et société d'aujourd'hui.



Promenade du Pin 1, CH-1204 Genève

TABLE DES MATIÈRES

(Les tomes)

[Introduction](#) — [Allocution d'ouverture](#)

[MENSONGES ET ILLUSIONS DANS L'HISTOIRE EUROPÉENNE \(1914-1989\)](#)

[Introduction par Jean-Claude Favez](#)

[Conférence de Fritz STERN](#)

[Entretien](#)

[L'EUROPE ET SES FRONTIÈRES](#)

[Introduction par Philippe Burrin](#)

[Conférence de Krzysztof POMIAN](#)

[Entretien](#)

[L'EUROPE DES CULTURES ET DES CIVILISATIONS](#)

[Introduction par Jean Starobinski](#)

[Conférence de György KONRÁD](#)

[L'ÉCRIVAIN ET SA MÉMOIRE DANS L'EUROPE D'AUJOURD'HUI](#)

[Introduction par Étienne BARILIER](#)

[Entretien](#)

[EUROPE DES NATIONS, QUEL PRINCIPE D'UNITÉ ?](#)

[Introduction par Marc Faessler](#)

[Conférence de Jean-Marie LUSTIGER](#)

[Entretien](#)

[LES MIGRATIONS : L'EUROPE EN QUESTION](#)

[Introduction par Anne Petitpierre](#)

[Conférence de Jean-Pierre HOCKÉ](#)

[Entretien](#)

L'Europe retrouvée ?

LA SUISSE DANS UNE EUROPE EN MOUVEMENT

Introduction par Claude Caillat

Conférence de Kurt FURGLER

Entretien

IDENTITÉ NATIONALE ET DÉFI DES TEMPS MODERNES

Introduction par Bronislaw Baczko

Conférence d'Adam MICHNIK

Entretien

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI A MI-CHEMIN VERS L'OCCIDENT

Introduction par Georges Nivat

Conférence d'Igor ZOLOTOUSSKI

Entretien

Jean STAROBINSKI : Conclusion

*

Index : Participants aux conférences et entretiens

@

L'Europe retrouvée ?

Nous tenons à remercier ici tous ceux qui ont rendu possibles ces conférences et ces débats, et le volume qui transcrit le texte des conférenciers et les moments essentiels des entretiens.

Nous disons notre gratitude aux conférenciers et aux personnes invitées aux entretiens ; aux présidents de nos séances de travail ; à nos traducteurs et interprètes ; à M. Denis Bertholet qui a établi le compte rendu des entretiens ; à Mme Marie-Claire Ducret qui a collaboré à la mise au point de ce volume ; à ceux qui le publient, avec un métier et une conscience rares.

Notre remerciement va à tous ceux qui assurent la vie des Rencontres : les autorités de la Ville et de l'Etat de Genève ; l'Université de Genève et son rectorat ; Mme Josiane Theubet qui veille de façon permanente sur le secrétariat des RIG et sur la parfaite organisation de nos sessions.

Nous ne saurions oublier les radios (très particulièrement Espace 2), la Télévision Suisse Romande, la presse d'ici et d'ailleurs. Sans elles, l'ouverture que nous souhaitons ne serait pas une promesse tenue.

Nous réitérons enfin ici l'expression de notre reconnaissance pour leur appui matériel à l'organisation de cette session et la publication de ce trente-troisième volume à : la Banque Populaire Suisse, le Bon Génie, Caterpillar Overseas SA, le Crédit Suisse, la Fédération des Coopératives Migros, Firmenich SA, les Laiteries Réunies, les Montres Rolex SA, Pictet & Cie, la Société Coopérative Migros-Genève, l'Union de Banques Suisses et, tout particulièrement, la Fondation Hans Wilsdorf.

BERNARD DUCRET
Secrétaire général

JEAN STAROBINSKI
Président

Une série de cassettes sonores complète très utilement cet ouvrage. Elles ont été enregistrées lors de la trente-troisième session des Rencontres Internationales de Genève et contiennent les entretiens et les discussions entre les conférenciers et les invités. Ces cassettes peuvent être obtenues auprès de la Médiathèque de l'Université de Genève, 3, place de l'Université, CH-1211 Genève 4.

@

L'Europe retrouvée ?

INTRODUCTION

@

p.007 Notre continent a changé de face. La séparation entre les deux Allemagnes, établie en 1945, appartient désormais au passé. Des appareils idéologiques se sont effondrés. On a vu apparaître au grand jour des réalités longtemps occultées. L'échec de systèmes sociaux qui se disaient scientifiques a finalement été reconnu par ceux mêmes qui en avaient longtemps proclamé la supériorité. La planification centralisée de l'économie a fait la preuve de son inefficacité. Des voix longtemps réprimées ont pu se faire entendre. D'anciens prisonniers politiques sont devenus des chefs d'Etat. Leur message, que beaucoup d'Occidentaux s'obstinaient à ne pas percevoir, a eu enfin raison d'un long mensonge officiel. L'Europe centrale et l'Europe de l'Est n'ont plus le même visage. La consultation démocratique, ou du moins le droit à l'expression obtenu par la société civile, ont évincé les systèmes dictatoriaux où un parti unique monopolisait le pouvoir en prétextant l'intérêt collectif. Multipartisme, liberté de la presse, libertés religieuses, libre entreprise ont pris pied — en principe et parfois en pratique — dans des Etats où ils n'avaient presque jamais été admis, ou dont ils avaient été bannis depuis longtemps. Ces changements feront date dans l'histoire du siècle, même s'ils sont encore incomplets et s'ils restent menacés en plusieurs pays. Car la situation nouvelle qui s'est ainsi créée est loin d'avoir pris forme de façon stable : le cours prochain des événements demeure à bien des égards imprévisible. Les esprits libres, dont la protestation a eu gain de cause, n'ont pas encore réussi à mettre en place un ensemble cohérent de nouvelles structures. Le manque de moyens, les inerties, les résistances, les résidus du passé entravent les initiatives les plus urgentes. C'est particulièrement le cas de l'Union soviétique, dont l'importance politique et démographique est telle que p.008 les événements qui l'affecteront ne pourront pas rester sans conséquence pour le reste du continent. Le sentiment prévaut de plus en plus qu'une transition s'est amorcée, que des mutations irréversibles se sont produites, sans pour autant qu'il soit possible de maîtriser l'évolution du processus en cours. Assurément, ce qui se déroule dans les autres régions du monde, et particulièrement dans l'espace proche-oriental, doit être pris en compte si l'on veut porter jugement sur les chances et les périls de la nouvelle Europe.

L'Europe retrouvée ?

Le désir de maintenir le contact avec la réalité présente nous invite donc à reprendre le débat que les Rencontres Internationales avaient engagé en 1985 (*L'Europe aujourd'hui*) et qu'elles avaient poursuivi en 1989 (*Les Usages de la liberté*). Les Rencontres Internationales, soucieuses de faire face à la diversité des problèmes philosophiques et moraux d'aujourd'hui, ont également le devoir de persévérer dans la question qu'elles posèrent dès leur début, en 1946, et qui s'impose maintenant dans de nouveaux termes : *L'Esprit européen*.

Le titre de ces *Rencontres — L'Europe retrouvée ?* — est délibérément provocateur. Il s'agit là d'une question, non d'une affirmation. Regretterions-nous l'Europe d'avant 1939 ? Elle connut déjà les crises et les dictatures. Rêverions-nous de l'Europe d'avant 1914 ? C'en est bien fini de ses empires et de ses colonies. Le Traité de Versailles avait tenté de résoudre, tant bien que mal, le problème des nationalités. L'après-guerre de 1945 avait tracé des lignes de démarcation entre les blocs. Maintenant que l'équilibre des forces militaires entre les « camps » antagonistes ne constitue plus une préoccupation immédiate, de nouveaux espoirs mais aussi de nouvelles inquiétudes se font jour. Ce que nous retrouvons, grâce à des contacts personnels plus nombreux et plus libres, c'est la possibilité de penser en commun un destin partagé, une solidarité élargie. Mais les Etats de l'Ouest, qui s'étaient donné pour tâche, à douze, de renforcer leur puissance économique et de resserrer leurs liens, se voient dans l'obligation de prendre en charge une part importante du redressement économique de leurs voisins du Centre et de l'Est. Risquent-ils, par là, de perdre les aptitudes concurrentielles qu'ils étaient en train d'acquérir face aux autres puissances industrielles mondiales ? Ce que nous gagnons, par le retour à des contacts normaux, par la suppression des barrières idéologiques, par le dialogue des cultures, se double d'un déséquilibre dans les niveaux de vie, dont les effets menacent de se faire sentir de façon désastreuse. L'intérêt primordial des sociétés européennes est de réduire dans les plus brefs délais ces disparités matérielles. C'est un constat désormais banal, mais il est difficile de passer aux actes.

La pénurie, la pauvreté relative, le chômage, provoquent des mouvements de population dont l'ampleur est difficilement mesurable. Quelle réponse donner à ce phénomène ? Ce serait un cruel paradoxe que la liberté de circulation des individus en Europe, si longtemps réclamée, prenne la proportion d'un mouvement migratoire mal accepté par les pays les plus prospères. Les

L'Europe retrouvée ?

problèmes suscités par les ébranlements européens récents ne doivent pas faire oublier les immigrants venus du pourtour méditerranéen ou du Proche-Orient : ils ont trouvé ou ils cherchent emploi et subsistance dans plusieurs pays de notre continent. Leur présence a ravivé, pour les hôtes comme pour les nouveaux venus, la question de l'aptitude à entrer avec l'étranger dans un rapport de compréhension, de respect, d'accord sur un certain nombre de principes fondamentaux. La réciprocité, l'intégration ne vont pas de soi : elles sont le produit d'une éducation et d'une transformation des mentalités qu'il n'est pas facile de mener à chef aussi rapidement qu'on le souhaiterait.

Après l'effondrement des mythes politiques, sommes-nous entrés dans l'âge de raison ? Nous voyons reparaître, enfin désentravées, de grandes traditions spirituelles, des solidarités de groupe, des mémoires collectives dont la légitimité ne saurait être niée. Mais il s'y ajoute trop souvent des particularismes ethniques, des nationalismes régionaux, qui deviennent à leur tour des mythes néfastes. Dans l'hostilité qui a dressé encore récemment communautés contre communautés, les adversaires aveuglés ont souvent oublié qu'ils faisaient le jeu de ceux qui attisent leur lutte pour tirer avantage du chaos. Dans un moment où l'on aurait dû enfin comprendre les leçons de l'histoire, les conflits entre populations de souche différente, les préjugés raciaux, les différends hérités du passé, les pouvoirs et les privilèges mal répartis entre majorités et minorités aboutissent à des violences stériles. On leur voit prendre l'aspect archaïque et cruel de la guerre de religion, laquelle trouve sans trop de peine ses fournisseurs d'armes. L'Ouest s'y trouve ^{p.010} concerné autant que l'Est. Il est indispensable d'inventer au plus vite des formules de coexistence et de solidarité librement consentie. Pourquoi ne seraient-elles pas confédérales ? Pourquoi le modèle suisse ne serait-il pas considéré, ne fût-ce qu'à titre de comparaison ? Nul effort ne doit être ménagé, afin que l'Europe, riche de ses diversités et de ses multiples traditions culturelles, construise enfin l'unité qui lui permettrait un meilleur emploi des forces qu'elle a trop souvent dépensées contre elle-même.

Jean Starobinski

@

L'Europe retrouvée ?

ALLOCUTION D'OUVERTURE

DE LA XXXIII^e SESSION DES RENCONTRES INTERNATIONALES DE GENÈVE

par Jean Starobinski
président des Rencontres Internationales de Genève

@

p.011 Il y a un an et demi, peu après la chute du mur de Berlin et l'avènement de la liberté en Tchécoslovaquie, nous cherchions le titre le plus juste qu'il conviendrait de donner à ces XXXIII^{es} *Rencontres*. Nous avons hésité entre *L'Europe à refaire* et *L'Europe retrouvée*. « L'Europe à refaire » : la formule n'était pas tout à fait acceptable. On ne refait que ce qui a une fois existé de manière satisfaisante, et qui a été défait. Il nous apparaissait peu indiqué de proposer pour tâche un retour impossible, une reconstruction à l'identique. Mais en adoptant pour titre *L'Europe retrouvée*, ne portions-nous pas l'erreur encore plus loin ? Ne suggérions-nous pas une image de conte de fées, quelque chose comme le réveil de la belle au bois dormant, retrouvant ses esprits et ses couleurs au sortir d'un long sommeil maléfique ? L'affirmation n'était-elle pas absurde et insoutenable ? Attention ! Ce titre, nous ne le formulions pas comme une affirmation, mais bien comme une question. D'emblée, nous avons assorti cette formule excessive d'un vigoureux point d'interrogation. Il fallait que la formule fût excessive, pour que l'interrogation fût d'autant plus énergique. Le titre, oui, suggère la nécessité de se souvenir de ce qu'a été l'Europe. Mais si l'on a bonne mémoire, il n'est pas permis de céder à l'illusion nostalgique. Rien d'un passé déjà lointain n'est retrouvable. Et ce passé est tel qu'il ne faut pas souhaiter le ressusciter. C'est un passé traversé de conflits, qui n'a pu allier la force à la raison, ni par suite empêcher que le XX^e siècle ne devienne l'ère des tyrannies. Nos pensées vont se tourner, certes, au cours de ces journées, vers ce p.012 que fut l'Europe avant sa longue division, mais elles vont surtout se tourner vers les choses qu'il y a à *faire* en Europe, vers les solutions qu'il convient de *trouver* (sans le sabot de freinage qu'est la syllabe *re-* devant *faire* et devant *trouver*). Je souhaite que nous gardions à l'esprit le point d'interrogation. L'ère des tyrannies a été l'œuvre d'individus qui

L'Europe retrouvée ?

ne supportaient pas les points d'interrogation et qui se ruaient vers la certitude : vers n'importe quelle certitude.

Telles sont les précisions préalables que je souhaitais apporter sur la manière dont nous avons libellé notre thème. Ce thème est trop évident, il coïncide trop avec le souci de chacun de nous pour appeler de plus amples explications.

J'ai le plaisir de souhaiter une très chaleureuse bienvenue à tous les participants de ces *Rencontres*, et tout particulièrement aux conférenciers qui nous ont fait l'honneur de répondre à notre invitation. Les barrières abattues depuis nos précédentes *Rencontres* nous permettent de compter parmi nos invités une proportion plus équitable d'amis venus du Centre et de l'Est européen. Qu'ils sachent que Genève se réjouit de les accueillir.

Depuis leur début, en 1946, les *Rencontres* ont entretenu des rapports très étroits avec l'Université de Genève. Cette collaboration, cette entente se poursuivent et s'approfondissent encore cette année. J'aimerais dire aux autorités universitaires, et d'abord au rectorat dont nous sommes les hôtes durant toute cette semaine, combien nous leur sommes reconnaissants.

@

L'Europe retrouvée ?

MENSONGES ET ILLUSIONS DANS L'HISTOIRE EUROPÉENNE (1914-1989) ¹

INTRODUCTION

par Jean-Claude Favez
professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève

@

p.013 Le comité des Rencontres Internationales a tenu à placer la réflexion d'un historien au début des travaux de cette XXXIII^e session. Quelle Europe allons-nous retrouver, c'est-à-dire redécouvrir ? A l'Est apparaissent déjà des éléments de réponse. L'effacement des régimes communistes et l'implosion de l'Empire soviétique entraînent le retour d'identités nationales ou régionales anciennes, et parfois inquiétantes, mais aussi l'instauration de démocraties libérales et l'affirmation des droits de l'homme, même là où le libéralisme n'avait encore jamais vraiment pris racine. Ces regards en arrière et ces avancées concernent également l'Europe que nous pouvons encore appeler occidentale, bien que le concept perde son sens politique avec la disparition de la guerre froide qui l'a vu naître. La division du continent et la disparition des libertés, dont l'Occident s'accommodait depuis 1945, font place à une identité continentale nouvelle, définie non seulement par la société de consommation, mais par une commune référence aux droits de l'homme et à la démocratie libérale. D'un bout à l'autre du continent, l'économie de marché, qui en fin de compte s'est révélée (malheureusement) plus efficace dans la production et la distribution des biens que la planification socialiste, pose et va poser à tous les Européens les mêmes problèmes de justice sociale, de solidarité et d'éthique. Au-delà du drame yougoslave et des douloureuses adaptations économiques et sociales devenues inévitables à l'Est, nous voici donc désormais unis par le même destin et non plus seulement par l'équilibre de la terreur entre les deux supergrands.

L'Europe retrouvée ? Un des moyens de répondre à cette question est d'enquêter sur les causes de la disparition elle-même, sur l'origine du drame,

¹ Le 30 septembre 1991.

L'Europe retrouvée ?

que Fritz Stern situe sans ambages dans le cours de la Grande Guerre « [qui] créa les conditions favorables au triomphe du bolchevisme et [dans] les séquelles de la guerre [qui] rendirent possible la montée du fascisme et du national-socialisme »^{p.013}. Mais les totalitarismes ne se sont pas imposés seulement par la violence physique, ni par la répression policière. Ils ont conquis la volonté des hommes par les mensonges et les illusions, la faillite des élites et des régimes précédents ayant pavé les voies de leur triomphe futur. En luttant pour rétablir la vérité sur le mensonge totalitaire, c'est-à-dire en faisant son métier, l'historien contribue à fonder sur des bases solides la redécouverte du passé, tout en participant à l'élucidation du présent. Car même avec l'aide de la vérité historique, nous ne sommes jamais certains de ne pas refaire les erreurs et les grosses bêtises, pour citer Marc Bloch, commises par ceux qui ont précédé le temps des illusions et des mensonges.

La vérité historique. Si ce mot apparaît présomptueux, parlons de la vérité de l'historien. Elle nous sera tout particulièrement précieuse et cela pour trois raisons qui définissent, je crois, l'œuvre et la personnalité de Fritz Stern.

Dans ses travaux et ses enseignements, Fritz Stern s'interroge sur la façon dont les idées gouvernent les conduites des individus et des sociétés. Et cela non d'un point de vue abstrait, comme peut l'être parfois le propos d'un historien des idées, ni de façon réductionniste, comme le font quelquefois les spécialistes des formes sociales, mais en prenant appui sur des existences réelles, à la charnière de l'individu et du groupe, là où se nouent, souvent à l'insu des consciences, la langue et les idées, l'émotion et le raisonnement.

L'un des objets privilégiés de cette interrogation toujours originale et libre, c'est l'Europe du Centre, et avant tout le destin du Reich et des Allemands. Dans son dernier grand livre Stern retrace avec minutie les relations de Bismarck et de son banquier Bleichröder. Mais derrière ces deux hommes, leurs travaux communs et même leur complicité, c'est tout le destin du *Jünkertum* et du *Judentum* allemands qui se jouent. L'introduction de ce livre mériterait d'être lue de bout en bout, car elle constitue non seulement une réflexion passionnante sur ce thème, mais une leçon sur la façon dont on écrit l'histoire, un autre domaine de prédilection de Fritz Stern.

Enfin, si je puis parler de l'auteur lui-même et non plus seulement de son œuvre, je conclurai en disant que votre biographie, à elle seule, est une

L'Europe retrouvée ?

illustration de l'Europe retrouvée. Né à Breslau, aujourd'hui Wroclaw, vous avez quitté l'Allemagne avec vos parents en septembre 1938. Entre la malheureuse conférence d'Evian, en été, et la terrible Nuit de cristal, le 9 novembre, c'est le destin des juifs allemands qui se joue. Dans le même temps à Munich, les Anglais et les Français abandonnent leur allié tchèque, préférant le déshonneur à la guerre, pour récolter en définitive et l'un et l'autre, comme Churchill l'avait bien vu. Il faudra que les Etats-Unis, votre nouvelle patrie, entrent à leur tour dans le conflit, pour que l'Europe trouve d'abord le moyen de vaincre et aujourd'hui de se retrouver. Votre parole sera donc celle aussi d'un Européen.

@

L'Europe retrouvée ?

FRITZ STERN Né le 2 février 1926, à Breslau. A l'âge de 12 ans, émigre avec ses parents aux Etats-Unis. Doctorat en philosophie à l'Université Columbia, en 1953. Professeur ordinaire d'histoire, 1963, et *Seth Low Professor of History*, dès 1967, à cette même Université. A également enseigné à Cornell, à Yale, à l'Université libre de Berlin, à Constance, à la Fondation nationale des Sciences politiques à Paris. De très nombreuses distinctions d'un grand nombre d'universités et autres institutions scientifiques, en particulier un doctorat *honoris causa* d'Oxford, en 1985, et le prix Leopold-Lucas, de la Faculté de Théologie de l'Université de Tübingen, en 1984.

Spécialiste mondialement reconnu de l'histoire européenne des XIXe et XXe siècles, Fritz Stern a prononcé de nombreuses conférences dans des universités des divers continents, y compris à Genève. Il a parallèlement publié livres et articles sur les thèmes qui ont principalement retenu son attention (la culture politique de l'Europe moderne ; l'histoire de l'Allemagne moderne depuis 1740 ; l'histoire de la Première Guerre mondiale ; le sentiment antibourgeois dans la pensée du XIXe siècle européen ; les origines culturelles du fascisme ; l'impérialisme depuis 1870 ; Nietzsche, Max Weber et Thomas Mann).

En ce qui concerne ses livres, mentionnons : *Rêves et illusions : le drame de l'histoire allemande* (Paris, Albin Michel, 1989) ; *Politique et désespoir : les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne d'avant Hitler* (Paris, Armand Colin, 1990) ; *L'Or et le fer : Bismarck, Bleichröder et la construction de l'empire allemand* (Paris, Fayard, 1990) ; *Geschichte und Geschichtsschreibung* (Munich, R. Piper Verlag, 1963) ; *The Failure of Illiberalism : Essays on the Political Culture of Modern Germany* (New York, Knopf, 1972 ; 2^e éd. Columbia University Press, 1992).

CONFÉRENCE DE FRITZ STERN ¹

C'est aussi facile que de mentir.

Hamlet, acte III, scène 2

C'est bien là la malédiction de la mauvaise action :
Sans cesse, elle donne naissance au mal.

Schiller, *Les Piccolomini*

Le silence est pire ; toutes les vérités tenues
secrètes deviennent empoisonnées.

Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*

Nous avons laissé faire, en 1919-1920 et après, de
trop grosses bêtises, — sans protester ou si peu.
Nous nous sommes abandonnés à de tristes bergers.
Nous avons vendu notre âme contre notre repos,
notre travail intellectuel, notre laisser-aller
d'hommes pressés de vivre vraiment après quatre
années d'horreur. Nous avons eu tort.

Marc Bloch à Lucien Febvre,
8 octobre 1939

@

¹ Traduit de l'anglais par Michel de Pauw.

L'Europe retrouvée ?

I

p.016 Les observateurs ont immédiatement reconnu que les révolutions pacifiques de 1989 étaient importantes et glorieuses. Deux ans plus tard, l'euphorie a cédé la place aux dures difficultés de la transition, de la construction d'institutions nouvelles et de la lutte contre les problèmes économiques. Dompter ou mettre à bas les régimes communistes était merveilleusement encourageant ; créer des économies de marché et des sociétés libérales est une difficulté immense. L'ennemi commun a disparu, ou presque — et avec lui, l'élément unificateur. Pour les Européens de l'Est, les luttes et les privations quotidiennes, les conflits et les antagonismes nouveaux, sont source de découragement. Les nations occidentales, y compris les Etats-Unis, ont été prodigues d'éloges, mais réticents en assistance économique. Reste que les événements de Pologne, de Hongrie et de Tchécoslovaquie (et de manière différente en Allemagne de l'Est), étaient empreints de grandeur, et en dépit de toutes les incertitudes nous savons que le processus de libération du communisme est irréversible.

Je suis convaincu que, vus avec un certain recul, et dans une perspective historique à long terme, les événements de 1989 revêtiront une dimension encore plus grande qu'au cours des moments dramatiques eux-mêmes. Je considère l'année 1989 comme aussi capitale dans l'histoire européenne que 1914 et 1917 car elle a mis fin à l'époque qui débuta alors. La Grande Guerre fut la première d'une longue série d'horreurs commises par les Etats, qui atteignit son point culminant lorsque deux grands courants idéologiques nés de la guerre s'emparèrent du pouvoir, instaurant ainsi la forme de tyrannie caractéristique de notre siècle, le totalitarisme. A partir de la Grande Guerre, la technique n'a pas

L'Europe retrouvée ?

cessé d'inventer des moyens nouveaux de tuer et de tromper les populations. Les destructions brutales exigeaient des esprits brutaux ou à tout le moins anesthésiés.

En 1917, les bolcheviques s'emparèrent du pouvoir en Russie, faisant par là même en sorte que, après la fin de la guerre des nations, une guerre de classes, une guerre civile, continuerait. En 1917, Wilson et Lénine entamèrent un duel dont l'enjeu était l'esprit et l'âme de l'Europe. Les Etats-Unis et le bolchevisme firent leur ^{p.017} apparition dans la politique européenne à peu près au même moment : la puissance de l'Allemagne avait provoqué les uns et ouvert la voie à l'autre. Après 1945, ils s'affrontèrent directement par delà une Europe elle-même prostrée. En 1989, le communisme s'est effondré — désormais il est mort et enterré, ou presque — et les Etats-Unis, apparemment triomphants, ayant accumulé leurs propres déficits, immenses et qui vont bien plus loin que l'aspect matériel des choses, ont découvert que leur puissance, leur influence, leur rôle même en Europe, étaient diminués. Il semble possible que surgisse une Europe nouvelle et autonome.

Les historiens débattront longtemps des causes de ces révolutions. Comment les peuples d'Europe de l'Est se sont-ils libérés de structures de domination longtemps considérées comme inattaquables ? Comme dans tous les grands bouleversements historiques, nous finirons par reconnaître la convergence de nombreux facteurs : tout d'abord, le pouvoir communiste en Europe de l'Est n'a jamais acquis de légitimité pleine et entière, et l'esprit d'opposition n'a jamais été totalement écrasé, et l'on peut situer le commencement du déclin de la puissance soviétique dans les années Brejnev ; la présence d'un pape polonais, les sommes

L'Europe retrouvée ?

immenses que représentaient la lutte contre les rebelles afghans et la nécessité de poursuivre une course aux armements avec les Etats-Unis, le fait que M. Gorbatchev a compris que la *glasnost* était une condition préalable à l'indispensable reconstruction de l'Union soviétique ; l'attrait exercé par l'Europe de 1992 : autant de facteurs dont il faudra mesurer l'importance.

Pour mon propos, je tiens à souligner ce que je considère comme la préoccupation principale des dirigeants de la révolution : l'insistance intraitable de Vaclav Havel sur la nécessité, pour les hommes et les femmes, de « vivre dans la vérité ». C'était là, je crois, l'inspiration commune des opposants à la tyrannie soviétique en Europe de l'Est, et, tous, ils ont compris que la libération devait être pacifique — pour protéger les vies et mettre fin à un enchaînement de violences et de mensonges.

Les intellectuels, dont beaucoup d'anciens dissidents emprisonnés pour leurs paroles plus souvent que pour leurs actes (à une époque où les paroles étaient des actes), se sont insurgés, contre les mensonges ^{p.018} officiels. Après des décennies de contre-vérités dogmatiques et de déformation des faits, ils ont exigé la vérité, recherché la vérité, considérée comme la rupture avec le passé et la condition préalable à toute reconstruction politique et morale. Vaclav Havel, Bronislaw Geremek, Adam Michnik, et bien d'autres, ont écrit ce que de nombreuses personnes *ressentaient*, et ce qui les poussait à prendre des risques, à descendre dans la rue : ils savaient que leur vie était calomniée par le mensonge officiel, par un parti corrompu, sur le déclin et prétendant détenir le monopole de la vérité. Bien sûr, les gens se révoltaient aussi contre la terne monotonie de la vie de tous les jours, contre l'enfermement au sein du bloc soviétique, mais ils étaient motivés par une profonde

L'Europe retrouvée ?

répulsion à l'égard des mensonges quotidiens de l'orthodoxie en place, de ce que George Orwell identifia comme la corruption du langage exercée par le parti, de ce que Vaclav Havel a qualifié de « pensée évasive ». Les compromis quotidiens devenaient insupportables, de même que le sentiment que les enfants étaient endoctrinés dans une parodie de la vérité ¹.

Ce sont cette soif de vérité et cet engagement à la non-violence qui nous permettent d'affirmer que 1989 marque la fin d'une période de l'histoire européenne caractérisée par un degré de mensonge et de violence sans pareil, d'une période où l'Etat apprit à mentir. La Grande Guerre vit le perfectionnement de la propagande mensongère et créa les conditions qui permettaient aux régimes totalitaires de s'imposer, d'utiliser tous les instruments du pouvoir pour s'emparer de la vérité et la déformer, pour prêcher la violence dans le but de s'y livrer. ^{p.019} Cet enchaînement de la violence et du mensonge n'a été brisé qu'en 1989.

Il convient de procéder tout de suite à une mise en garde : le mensonge, la dissimulation, le simulacre de conformité, le dogmatisme et l'hérésie subversive ont existé de tout temps. Une certaine part de dissimulation se trouve dans la nature et a été

¹ S'en prenant à toute interprétation économique de la révolution puritaine, Thomas Carlyle imagina la réponse que ferait un puritain au percepteur : « Prenez mon argent, puisque vous le *pouvez*, et qu'il vous paraît si désirable, et allez-vous-en avec lui ; et laissez-moi à mon travail. Je suis encore ici, et je peux encore travailler, après tout l'argent que vous m'avez pris ! » Mais si on lui demande de dire : « Reconnaissez un mensonge ; prétendez vénérer Dieu, alors que c'est faux ; croyez non pas ce que *vous* considérez comme vrai, mais ce que je crois moi, ou prétends croire ! », il répondra : « Non, Dieu m'en garde, non ! Vous pouvez prendre ma bourse, mais je ne peux pas voir annihilé mon moi moral. Ma bourse appartient à tout brigand susceptible de me rencontrer armé d'un pistolet chargé : mais mon moi m'appartient, ainsi qu'à mon Créateur ; il n'est pas à vous ; et je vous résisterai jusqu'à la mort et je me révolterai contre vous et, dans l'ensemble, j'affronterai toutes les extrémités, accusations, confusions, pour défendre ce principe. » « On Heroes, Hero-Worship, and the Heroic in History », cité dans Fritz Stern, ed., *The Varieties of History* (2e éd., New York, Vintage, 1973), p. 105.

L'Europe retrouvée ?

considérée comme faisant partie intégrante du processus de l'évolution ¹. Le mensonge est un élément de la vie, en dépit de toutes les censures morales et pratiques qui pèsent sur lui. (John McCloy, le type même du bâtisseur d'empire américain, avait coutume de dire que, pendant la Grande Guerre, son sergent avait exhorté ses hommes : « Dites la vérité : elle est plus facile à retenir. ») Mais il y eut aussi des temps où la dissimulation était un phénomène collectif, donc historique. L'orthodoxie religieuse imposée par des institutions comme l'Inquisition exigeait la conformité — et conduisait les tenants de croyances rivales à la mort ou au reniement, c'est-à-dire à la dissimulation comme moyen de survie ². Le mensonge comme partie intégrante de l'art de gouverner se retrouve dans l'idée moderne de la raison d'Etat avec son immense potentiel de mal qui est un des thèmes majeurs de Shakespeare.

La plupart d'entre nous croient en des demi-vérités ou des contre-vérités, qu'elles soient héritées ou acquises, communes ou profondément personnelles. Nous pouvons même avoir le sentiment que certaines demi-vérités sont ce qu'Edmund Burke appelait des « illusions agréables ». Le refoulement de la vérité comme acte individuel peut favoriser, ou détruire la vie, mais un pouvoir d'Etat qui impose une orthodoxie par la contrainte signifie toujours la mort pour l'hétérodoxe. Bien sûr, nombre de bolcheviques et de nazis croyaient en leur vérité ; ils y croyaient tellement, ou si peu, qu'ils bannissaient toutes les autres vérités.

¹ Cf. Randolph M. Nesse, « The Evolutionary Functions of Repression and the Ego Defenses », *The Journal of the American Academy of Psychoanalysis*, vol. 18, n° 2, été 1990, pp. 260-286.

² Un ouvrage capital sur ce thème est celui de Perez Zagorin, *Ways of Lying. Dissimulation, Persecution and Conformity in Early Modern Europe* (Cambridge, MA, 1990), qui examine les textes historiques justifiant la dissimulation.

L'Europe retrouvée ?

La peur d'être contaminé par une version différente de la vérité est le premier pas dans l'institution de la terreur. Je sais ^{p.020} que la notion de « vérité » est une énigme pour les philosophes, mais les vérités publiques diffamées ou réprimées se reconnaissent facilement, surtout lorsque cela implique la falsification ou la dissimulation du passé. Les circonlocutions et les euphémismes quotidiens du parti étaient ressentis comme des mensonges flagrants.

Dans l'Europe des Lumières, c'est sous la forme d'une idée, et dans l'Europe libérale du début du XIX^e siècle presque comme une réalité qu'une présomption de liberté a fait son apparition. A l'époque, cela signifiait la concurrence des vérités, des idées rivales sur la place publique, la liberté de parole, la tolérance, l'hétérodoxie et une série de lois destinées à protéger ces libertés. Le progrès scientifique, fondé sur l'expérimentation rationnelle, soutenait ou justifiait cette foi en la vérité. Je ne veux pas suggérer que, à une époque d'éducation de masse et de développement de sociétés démocratiques, les dirigeants politiques, les classes dominantes ou les historiens n'aient pas déformé la vérité, insisté sur des dogmes ou des mots d'ordre nationalistes, mais la plupart des pays avancés connaissaient une protection certaine des vues minoritaires. John Stuart Mill n'a pas seulement prescrit ces attitudes libérales, il les a reflétées. Le grand acquis du libéralisme, sans cesse remis en question, fut l'acceptation par l'Etat d'une opposition légale et d'une presse libre. Ces droits, garantis par les amendements de 1791 à la Constitution américaine, se retrouvent approximativement dans certaines parties de l'Europe. L'hypothèse libérale était que s'opposer à l'orthodoxie n'impliquait plus le martyre.

L'Europe retrouvée ?

Mais le monde rationnel et libéral était aussi, selon la formule de Max Weber, un « monde désenchanté ». Un monde où Dieu est mort ouvre la voie psychologiquement et intellectuellement à de nouveaux mythes, pseudo-religieux. Dans sa grande conférence « La science comme vocation », Weber a mis en garde contre la tentation que représentaient les mythes nouveaux ¹.

p.021 Le monde « désenchanté » d'avant 1914 fourmillait de mythes et de supercheries. Il connaissait des tentatives répétées d'étouffer la vérité, la plus notoire étant l'affaire Dreyfus, qui se termina par le triomphe de la vérité, défendue par des hommes déterminés et faisant usage des moyens d'une société libérale, à savoir une presse libre. L'arrogance même des Européens au sommet de leur pouvoir mondial impliquait des illusions : l'hypothèse de leur supériorité raciale ou l'image du sauvage ignoble. L'Allemagne impériale, pays le plus puissant d'Europe, souffrait des mensonges délibérés de ses dirigeants, qui avaient une crainte largement exagérée d'ennemis intérieurs et extérieurs. Ils croyaient que les socialistes étaient des révolutionnaires, et que des puissances étrangères encerclaient l'Allemagne. Le monde était caractérisé par l'exploitation, la répression et le mensonge, mais il existait des tendances correctrices, réformistes ; il existait une opposition. Un seul exemple : du vivant de Jean Jaurès, la répression politique était immanquablement dénoncée. Il fut tué

¹ A la fin de sa vie, Weber mit également en garde contre l'auto-illusion intellectuelle, affection très commune, et il choisit pour ce faire un exemple extrêmement important : « L'honnêteté d'un *Gelehrte* contemporain, et avant tout d'un philosophe contemporain, peut se mesurer à son attitude envers Nietzsche et Marx. Quiconque se refuse à reconnaître que des parts importantes de son œuvre auraient été inconcevables sans leur apport, se trompe et trompe les autres. Le monde dans lequel nous existons intellectuellement est, dans une grande mesure, marqué par Marx et Nietzsche. » Cité dans Wilhelm Hennis, *Max Webers Fragestellung. Studien zur Biographie des Werks* (Tübingen, 1987), p. 167.

L'Europe retrouvée ?

quelques heures avant le déclenchement de la Grande Guerre.

La Grande Guerre fut la négation même de l'Europe. Elle s'est aussi révélée être le prélude au totalitarisme. L'Etat mobilisa les hommes et les femmes « pour la durée de la guerre », régla la vie économique de la nation, et chercha à s'emparer de l'esprit des gens et à le dominer, nulle part ailleurs peut-être autant qu'en Allemagne. Le niveau élevé d'agression et de haine déclenchées ne pouvait pas prendre fin le 11 novembre. Il n'y eut pas d'armistice dans les esprits, pas de paix dans les consciences après le Traité de Versailles. Une Europe affaiblie, mais aussi enragée, créa les conditions du totalitarisme, les conditions qui permirent aux traditions extrémistes de prévaloir en Russie et en Allemagne.

Le bolchevisme comme le nazisme ont de profondes racines dans des courants opposés de la pensée du XIX^e siècle. Une fois au pouvoir, ces mouvements prêchèrent et pratiquèrent la guerre idéologique : les ennemis mortels méritaient d'être éliminés, croyaient-ils, de ^{p.022} sorte qu'une vision utopique — le nouvel homme soviétique ou le surhomme aryen bénéficiant d'un vaste *Lebensraum* — puisse se traduire dans les faits. Les deux régimes mirent en place la terreur d'Etat, et cette terreur devait être semi-publique de manière à intimider. Elle devait aussi être dissimulée : les nazis tuaient souvent en secret, la formule *Nacht und Nebel* vient ici à l'esprit. Le caractère semblable des deux régimes — qui passa si longtemps inaperçu — se manifestait de plusieurs manières : le fait que les camps de concentration nazis de Buchenwald et de Sachsenhausen devinrent des camps soviétiques après 1945 n'est pas sans signification symbolique.

Je parle du mensonge organisé, et je vais m'efforcer de vous rappeler les nombreuses manifestations différentes que peuvent

L'Europe retrouvée ?

revêtir la dissimulation ou la déformation de la vérité. Je commencerai par la décision prise en 1919 par le gouvernement démocratique allemand de *ne pas* publier les documents diplomatiques qui auraient démontré la responsabilité particulière de l'Allemagne impériale dans le déclenchement de la guerre. Cette décision permit la création du mythe de l'innocence totale de l'Allemagne, apaisant un peuple qui se sentait blessé à tort. Les bolcheviques firent preuve de duplicité d'entrée de jeu, prétendant que la duplicité était une arme de « vérité » contre leurs implacables ennemis. Ils ont eux rendu publics des accords secrets qui incriminaient leurs prédécesseurs immédiats, mais les Soviétiques n'avaient cure de la vérité, qu'ils croyaient être une vérité de classe. La vérité devint ce que le parti décidait qu'elle serait, et elle se fit donc infiniment changeante, tout en demeurant à chaque fois le canon absolu. Les nazis utilisaient un langage différent, mais eux aussi étaient convaincus qu'il fallait « démasquer » leurs ennemis — les juifs, les libéraux, les socialistes — accusés d'être des exploiters et des profiteurs ¹. Le pacte germano-soviétique de 1939 était un triomphe de mensonge réciproque : pour les uns comme pour les autres, il constituait une répudiation totale de leur raison d'être idéologique et ni les uns ni les autres n'y croyaient.

p.023 En Union soviétique, les procès publics furent une parodie diabolique de la vérité, facilitant les assassinats de masse qui les accompagnaient. Ou encore pensez aux meurtres de la forêt de Katyn : les Polonais savaient qui avait tué leurs officiers, mais

¹ L'utilisation politique du verbe *démasquer* peut se voir comme un tribut pervers à la « vérité ». Pour les Soviétiques, « démasquer » devint souvent le prélude à une exécution, et acquit ainsi une connotation désespérément cynique.

L'Europe retrouvée ?

après le triomphe de l'Armée rouge, il fallait se conformer au mensonge des Soviétiques dans toutes les écoles et dans toutes les cérémonies publiques.

Après 1945, les Européens hébétés et épuisés ne souhaitèrent pas se pencher sur leur passé. Les Allemands commencèrent par vivre dans une amnésie délibérée : ils ne pouvaient pas faire le deuil de la chute d'un régime auquel ils avaient été si nombreux à croire, ils ne pouvaient pas regarder en face leur complicité. Le silence et la négation furent les premières réactions, comme ce fut le cas dans certains pays brièvement occupés par l'Allemagne. Les mythes, les alibis voilaient la vérité déchirante des crimes et de la culpabilité passés. Et les historiens — comme si souvent avant et après — servirent les mythes nationaux, plutôt que de les dénoncer. Ce fut particulièrement vrai des historiens allemands qui contribuèrent, de 1914 au début des années 1960, à la faiblesse de la culture politique du pays.

Il y eut de nombreux modes de cacher la vérité, les mensonges engendrant des mensonges. Pendant toutes ces années d'horreur, les hommes de pouvoir cherchèrent à s'appuyer sur le mensonge et la violence, l'un impliquant l'autre, afin de tuer dans l'œuf toute remise en question de leur pouvoir. Ils n'y réussirent jamais entièrement : cela aussi fait partie de l'histoire et de notre mémoire.

II

Août 1914 fut un moment d'exaltation sans précédent, particulièrement en Allemagne. La guerre y fut saluée comme la fin des angoisses et de l'ennui. L'Allemagne sentit soudain l'excitation de l'unité, d'autant plus que les socialistes eux-mêmes se déclarèrent en faveur de la guerre, qu'ils considéraient comme

L'Europe retrouvée ?

une guerre défensive contre la Russie tsariste, forteresse de la réaction. Au début, le sentiment du caractère sacré du service rendu à la patrie fut spontané. A mesure que la guerre se prolongeait, il fallut alimenter ce sentiment et, p.024 dans chaque pays, les serviteurs de Dieu, entre autres, se prirent à entonner le chant de la noblesse du sacrifice, bénissant ainsi le carnage ¹.

Les gouvernements d'unité nationale, comme on les appelait, comprirent que l'esprit des hommes — comme les biens et les services — devait être mobilisé. Toutes les formes de propagande et de censure furent mises en place : la vérité — qui est toujours la première victime de la guerre — fut cachée. La guerre vit la naissance d'une propagande politique moderne, tentative de simplifier les choses pour manipuler les esprits. Les nations étaient entrées en guerre avec le slogan « Aimez votre pays et défendez-le ». Avec le temps, il se transforma en « Haïssez votre ennemi et tuez-le ».

Il existait bien sûr une minorité conspuée qui, dès le début, vit dans la guerre une tragédie pour la civilisation européenne. Peu à peu, la guerre se poursuivant, causant des pertes de plus en plus grandes sans justification apparente si ce n'est l'esprit de lucre et la haine, des désaccords se firent jour, les ouvriers se mirent en grève, les soldats se mutinèrent. Le style de la répression variait d'un pays à l'autre, mais partout la spontanéité du patriotisme céda le pas à un embrigadement de plus en plus grand. La plupart des nations en guerre adoptèrent des régimes dictatoriaux.

¹ Les Eglises n'étaient pas restées insensibles au chauvinisme belliqueux avant la guerre déjà. Songez par exemple à la manière dont elles s'adaptèrent au credo nationaliste de l'époque, au point que pendant la deuxième guerre du Maroc en 1911, le principal journal protestant allemand, *Allgemeine Evangelisch-lutherische Kirchzeitung*, écrivait : « Faire la guerre plutôt que céder !... [les nations ont besoin que] de temps à autre, le Tout-puissant fasse appel à elles ». Cité dans *Die Zeit*, 19 juillet 1991.

L'Europe retrouvée ?

Avant la guerre, l'Allemagne impériale, pays sur la voie de la suprématie, était déjà l'artisan principal du destin de l'Europe — et elle le resta pendant la Grande Guerre. Lorsque les troupes allemandes envahirent la Belgique et la France, l'image du pays devint celle de l'agresseur, même si les dirigeants allemands jurèrent à leur peuple qu'il s'agissait d'une guerre défensive. Aux yeux de la Grande-Bretagne, la violation de la neutralité belge était un *casus belli* qui unifiait la nation. Ses premières victoires donnèrent à l'Allemagne l'espoir d'une *Siegfrieden*, d'une paix victorieuse, et aux Alliés une ^{p.025} preuve tangible de l'agression allemande. Le fait que la bataille de la Marne avait détruit les espoirs allemands de victoire fut compris par quelques-uns, mais il ne fut reconnu par personne. Les Alliés s'indignaient de la brutalité de l'occupation allemande, et fabriquèrent de toutes pièces des récits d'atrocités. Les Allemands ne tranchaient pas les mains des enfants belges, même s'ils fusillaient des otages, même s'ils déportaient des centaines de milliers de travailleurs belges vers le Reich ¹. Pour les Britanniques en particulier, l'Allemand tant apprécié de l'avant-guerre céda la place au Hun abhorré. Le gouvernement britannique créa un bureau de presse, rapidement surnommé par les gens intelligents « bureau de la suppression » — suggérant ainsi sans le savoir un sobriquet applicable à la censure européenne en général ².

La censure fut facile à organiser en Allemagne, mais les buts de

¹ Pour une brillante — et surprenante — comparaison des deux occupations allemandes lors des deux guerres mondiales, voir Richard Cobb, *French and Germans, Germans and French. A Personal Interpretation of France under Two Occupations 1914-1918/1940-1944* (Hanovre et Londres, 1983), *passim*.

² M.L. Sanders et Philip M. Taylor, *British Propaganda during the First World War, 1914-1918* (Londres, 1982), p. 20.

L'Europe retrouvée ?

guerre du pays étaient difficiles à formuler. Il manquait aux Allemands un principe général pour justifier les sacrifices. Seule la promesse d'une *Siegfrieden* pouvait préserver le moral des Allemands, ou c'est du moins ce que pensaient les dirigeants. De quel mépris ces dirigeants ne faisaient-ils pas preuve, sans l'avouer, à l'égard de leur peuple ! Mais les maîtres du complexe agro-militaro-industriel étaient eux aussi convaincus que seule une victoire totale, installant l'Allemagne comme la puissance hégémonique incontestable de l'Europe, leur permettrait de conserver leur prééminence, et de préserver les dispositions constitutionnelles qui étaient le fondement de leur pouvoir. Les dirigeants menaient ainsi deux guerres : contre une série d'ennemis extérieurs *et* contre leurs opposants politiques de l'intérieur, qui estimaient que la Constitution devait être modifiée de manière à la débarrasser de ses traits antidémocratiques les plus flagrants, qui favorisaient une classe sociale. En attendant, il fallait censurer la vérité sur la guerre, mettre au pilori les ennemis, et dissimuler les buts de guerre impérialistes.

^{p.026} Dès l'été 1917, les dirigeants politiques modérés en Allemagne, mettant en doute la probabilité d'une fin victorieuse, firent adopter par le Reichstag une résolution invitant à une « paix de la réconciliation ». Dans le cadre de la crise politique soudaine qui en résulta, Walther Rathenau, un juif conscient des réalités, qui, en 1914, avait persuadé les militaires que les matières premières devaient être économisées en Allemagne et qui avait été chargé de la gestion de ces ressources, dit à Ludendorff que lui aussi avait des doutes quant à une *Siegfrieden*. Ludendorff souligna qu'il n'était pas quant à lui opposé à une paix négociée, mais que l'état d'esprit du pays y était défavorable. Rathenau

L'Europe retrouvée ?

répliqua que cet état d'esprit avait été soigneusement cultivé. La « façon de faire des Anglais, qui consistait [...] à expliquer constamment à la nation le sérieux de la situation [était préférable]. Nous avons émasculé l'opinion par trois années de mensonges, une trentaine au moins d'illusions avaient vu le jour en cette période et étaient entièrement crues » ¹.

La résolution du Reichstag aiguïsa les dissensions internes. En l'espace de quelques semaines, les groupes de droite mirent sur pied un immense parti, le parti de la Patrie, qui était pangermaniste, sauvagement annexionniste, violemment antisémite. Rapidement, il compta un million de membres, et se livrait à des attaques contre « les lâches de la gauche ». Dans une certaine mesure, la censure militaire le protégeait, mais Max Weber mit en garde contre ces « va-t-en guerre fanfarons » dont le programme délirant aboutirait à la mort au front de milliers de soldats. Il considérait que les soldats revenant en Allemagne ne devaient pas avoir un avenir dans lequel « les profiteurs de la guerre auraient l'exclusivité du pouvoir » ². Weber, Rathenau, Friedrich Meinecke et d'autres modérés observaient avec méfiance et inquiétude cette propagande violente.

Au printemps 1918, les victoires allemandes semblaient contredire les craintes des modérés. A Brest-Litovsk, les Allemands dictèrent une « paix carthaginoise » aux bolcheviques, qui menaient une ^{p.027} lutte pour la survie au sein même de la Russie. L'Allemagne s'adjugea de vastes régions en Europe de l'Est, y compris l'Ukraine, et ses armées libérées du front de l'Est, lancèrent une nouvelle

¹ Hartmut Pogge von Strandmann, éd., *Walther Rathenau. Industrialist, Banker, Intellectual and Politician. Notes and Diaries 1907-1922* (Oxford, 1985), p. 229.

² Max Weber, *Gesammelte Politische Schriften* (Munich, « Drei Marken », 1921), pp. 143-145.

L'Europe retrouvée ?

offensive à l'ouest — réussissant presque à atteindre Paris. Mais dès juillet, l'offensive s'enlisait, et en août, les armées allemandes connurent leurs heures les plus sombres. En septembre, Ludendorff commença à paniquer, demandant la constitution immédiate d'un gouvernement démocratique qui ferait appel au président Wilson en vue de conclure un armistice. Lorsque son représentant informa les députés du Reichstag réunis en séance secrète que la guerre était perdue, qu'à tout moment l'armée pouvait se décomposer, les députés furent choqués. Ils restèrent incrédules — et beaucoup fondirent en larmes. Le mensonge — et les mensonges que le pays se racontait à lui-même — avaient fait leur œuvre ; la plupart des Allemands avaient perdu tout sens de la réalité. Un peuple avait été induit en erreur, mal dirigé. Le coût du mensonge continuerait à monter — et pour tout le monde.

Désormais entièrement déconcertés, les Allemands succombèrent à une illusion nouvelle : ils crurent que le président Wilson garantirait une paix clémentine. (En permettant à Lénine de se rendre en wagon plombé à la gare de Finlande et à Wilson de devenir l'arbitre de l'Europe, Ludendorff avait bien sûr fait appel aux deux grandes puissances qui finiraient par vaincre son pays trente-cinq ans plus tard.) Wilson exigea que l'Allemagne se dote d'un régime démocratique digne de confiance. Les combats se poursuivant, l'ordre ancien finit par s'effondrer, le Kaiser se réfugia aux Pays-Bas, mais les anciens cadres, désormais apeurés, restèrent en place. Les socialistes héritèrent du pouvoir, mais à quelle fin ? Comme des patriotes à qui était confié un pays en faillite, ou comme des révolutionnaires qui mettraient en place un ordre nouveau ? Le 11 novembre, dernier jour de réjouissance universelle, personne ne connaissait la réponse.

L'Europe retrouvée ?

Les nouveaux dirigeants allemands, appelés — de façon sinistre pour les bourgeois — Conseil des Commissaires du Peuple, reçurent en héritage le chaos et la haine : comment pouvaient-ils mettre en place un nouvel ordre républicain dans le cadre d'un tel effondrement, sans précédent, où des millions de gens se retrouvaient dans les rues ? La plupart — y compris de nombreux socialistes — craignaient ^{p.028} la révolution sociale. Avec le recul du temps, nous savons qu'il n'existait pas de réel danger d'un coup d'Etat bolchevique, mais à l'époque, cette hypothèse suscitait une peur qui contribuait à empêcher des réformes radicales. Les commissaires du peuple devaient aussi faire face à la question qui, inévitablement, se pose dans une situation révolutionnaire : comment agir devant les échecs et les mensonges de l'ancien système ? Que faire des dirigeants allemands en place avant et pendant la guerre ? Fallait-il les discréditer, rechercher la vérité, détromper un peuple à qui on avait menti, le diviser et l'aigrir encore davantage ? Ici aussi, la crainte, largement exagérée, d'une révolution sociale rendait difficile une évaluation réelle du passé.

En novembre 1918 — quelques semaines seulement après l'armistice et un an après la publication par les bolcheviques de certains accords secrets conclus par la Russie, dans le but de mettre en évidence le caractère impérialiste de la guerre — Kurt Eisner, un socialiste indépendant qui était alors ministre-président de Bavière, publia, sous une forme abrégée, certains rapports diplomatiques émanant du ministre de Bavière à Berlin en juillet 1914 ¹. Ils montraient l'image d'un Kaiser chauvin et irresponsable, et d'une

¹ Eisner était socialiste et juif. Les juifs allemands avaient l'habitude de bousculer les tabous sentimentaux des Allemands : ainsi Marx, les intérêts économiques, Freud, le pouvoir inconscient des pulsions sexuelles, et maintenant Eisner, la responsabilité des origines de la guerre.

L'Europe retrouvée ?

politique agressive de l'Allemagne. De violentes protestations s'élevèrent contre ce que l'on estimait être une trahison de la part d'Eisner. Mais la question était fondamentale — et le Conseil semi-révolutionnaire des Commissaires de Berlin, qui proclamait lui-même son caractère intérimaire dans l'attente d'élections à l'échelon national, dut en effet y faire face. Il chargea Karl Kautsky, théoricien socialiste éminent de l'avant-guerre, désormais comme Eisner socialiste indépendant, d'étudier et de rassembler les documents relatifs à la politique de l'Allemagne avant le début des hostilités. En dépit de nombreux obstacles, en mars 1919, Kautsky put soumettre au gouvernement une sélection de documents révélant que dans les semaines qui avaient suivi l'assassinat de François-Ferdinand en 1914, la politique de l'Allemagne avait été rien moins que pacifique, que Berlin avait instamment incité Vienne à être inflexible dans ses p.029 exigences envers la Serbie. Les notes marginales du Kaiser étaient un tissu de vantardises belliqueuses. Ces documents réfutaient toutes les affirmations d'innocence de la part de l'Allemagne. L'ancien système avait trompé son propre peuple.

Alors même que les alliés forgeaient les termes de leur traité de paix à Paris, un nouveau gouvernement allemand, coalition de socialistes, de centristes et de démocrates, se réunit le 22 mars 1919 pour débattre de l'opportunité de publier ces documents. L'intervention du président Ebert souligna l'importance critique de la décision. De manière étonnante — vu ses penchants conservateurs — il s'exprima en faveur de la publication : « Condamnez dans les termes les plus vifs les péchés de l'ancien système. Définissez la position du nouveau gouvernement. » Un autre socialiste, Eduard David, soutenait ses positions : « Les documents doivent être publiés rapidement, sinon, la position sera

L'Europe retrouvée ?

difficile sur le plan intérieur et encore plus à l'étranger », disent les minutes. « Après cela, toutefois, l'ancien système ne peut plus être défendu. Le principal point de notre déclaration à Paris doit être que nous ne sommes pas responsables de décisions sur lesquelles nous n'avions pas d'influence. La culpabilité (*Schuld*) morale est largement du côté allemand. » David avait été un des principaux socialistes favorables à la guerre, soulignant sa nature défensive ; maintenant, il comprenait qu'il avait été trompé. Le démocrate Eugen Schiffer se prononça contre la publication, dans la crainte de répercussions sur le plan intérieur — et, pour l'instant, ses thèses prévalurent. Deux semaines plus tard, la question fut soulevée à nouveau, et à nouveau, David demanda la publication. Les Alliés connaissaient déjà la substance de ces documents, plaida-t-il, et dans ces circonstances, « seules une clarté et une vérité totales » pouvaient être de quelque secours : le monde devait savoir que le gouvernement actuel n'avait pas eu connaissance de ces documents et que « l'ancien système avait été totalement aboli ». Mais l'esprit de ce système continuait de vivre dans la société allemande, et le nouveau gouvernement choisit de ne pas le discréditer, et de ne pas publier les documents qui démontraient la culpabilité de son prédécesseur.

En août, le premier congrès de l'après-guerre réunissant les socialistes majoritaires débattit de la responsabilité de la guerre. La ^{p.030} plupart des orateurs félicitèrent le parti pour son patriotisme socialiste, et plaidèrent contre une auto-incrimination nationale. Seul le vieux révisionniste pacifiste Eduard Bernstein, qui, par colère devant la guerre, avait rejoint les rangs des socialistes indépendants, demanda que les documents soient révélés et mit en garde son parti contre le danger de rester

L'Europe retrouvée ?

prisonnier de sa décision originelle en faveur de la guerre : « Libérons-nous des concepts bourgeois de l'honneur, seule la vérité, toute la vérité, peut nous aider. » Sa voix ne fut pas entendue ¹.

On peut démontrer les conséquences de ce refus. Elles sont effrayantes, et les raisonnements qui envisageaient ce qui se serait produit si le gouvernement avait reconnu la responsabilité de l'Allemagne sont nécessairement de l'ordre de la spéculation. Il est clair que son silence permit à la droite nationaliste tout entière de répandre la notion de l'innocence de l'Allemagne, formule qualifiée plus tard de *Kriegsunschuldlüge*, le mensonge de l'innocence de l'Allemagne. L'article 231 du Traité de Paix de Versailles, que l'on a qualifié de clause de la culpabilité pour la guerre, contribua à faire enrager tous les Allemands, ou presque, convaincus que, si les Alliés affirmaient que l'Allemagne portait la responsabilité de la guerre, l'inverse était nécessairement vrai. En fait, l'article n'avait pas pour but de désigner les responsables du conflit — les Alliés avaient chargé une commission d'historiens de rédiger un rapport sur les causes de la guerre, mais ce rapport n'avait pas encore été soumis — mais plutôt d'introduire et de justifier la section relative aux réparations, dont le montant exact devait être fixé plus tard. La délégation américaine avait plaidé en faveur d'un délai, dans l'espoir qu'avec le temps, les exigences vengeresses des Alliés diminueraient ². Lorsque les Allemands

¹ Mon attention a été attirée sur cette question par l'article de l'historien Heinrich August Winkler « Die Verdrängte Schuld », *Die Zeit*, 17 mars 1989. Cf. aussi Hagen Schulze, éd., *Das Kabinett Scheidemann, 13 February to 20 June 1919* (Boppard am Rhein, 1971), pp. 87-88, 146-147. Également Ulrich Heineman, *Die Verdrängte Niederlage. Politische Öffentlichkeit und Kriegsschuldfrage in der Weimarer Republik* (Göttingen), *passim*.

² Cet article notoire a — semble-t-il — été rédigé par un jeune membre de la délégation américaine, John Foster Dulles ; c'est là un des premiers exemples du moralisme inopportun que l'on peut trouver dans son œuvre.

L'Europe retrouvée ?

contestèrent l'article 231, Wilson lui-même fut d'accord pour dire p.031 que les Allemands étaient responsables du déclenchement de la guerre et que l'article ne pouvait pas être supprimé. Le gouvernement allemand n'avait pas d'autre choix que de signer le Traité — s'il ne voulait pas que reprennent les hostilités.

La droite disposait désormais en Allemagne d'un inestimable capital d'arguments mensongers contre la République de Weimar (ou la République juive), qui avait signé l'infâme article, sali la patrie, et reconnu une culpabilité qui n'existait pas. Pour les Allemands, la rigueur même du Traité de Versailles démontrait que, dès 1914, les Alliés avaient comploté contre l'Allemagne. Maintenant, tout était prêt pour la mise en accusation réglée de Weimar : les socialistes, les pacifistes et les juifs avaient poignardé dans le dos une armée allemande invaincue et trahi l'honneur de la nation.

Aucune autre allégation ne fit autant de tort à la République de Weimar que ces contre-vérités, aucune autre ne fut autant propagée. Les attaques incessantes de Hitler contre les « traîtres de novembre » allaient constituer son argument nationaliste le plus largement accepté. Ce sont elles qui ont connu le plus de succès. Quel pressentiment dans la lettre que Bernstein envoya en 1924 à son vieil adversaire idéologique Karl Kautsky :

Les affirmations des nationalistes quant à l'innocence de l'Allemagne ont enseigné au peuple que le gouvernement impérial avait été injustement renversé et que la « République juive » et sa politique d'exécution du Traité de Versailles étaient responsables de tous les maux dont souffre désormais l'Allemagne. [...] Nous nous dirigeons vers un coup d'Etat des nationalistes. [...] S'ils triomphent, même momentanément, alors, il est certain que nous aurons un régime de terreur que la plupart ne peuvent pas imaginer. Kapp [qui dirigeait le putsch de 1920 contre le gouvernement] était un doctrinaire, mais

L'Europe retrouvée ?

ceux qui surgiront cette fois sont des assassins brutaux et sans scrupules.

Bernstein mourut six semaines avant que les assassins prennent le pouvoir en 1933 — non par un coup d'Etat, mais en séduisant et en trompant un tiers de l'électorat allemand et une grande partie des élites allemandes. Quatre ans après la prise de pouvoir par les nazis, Hitler déclara la signature de l'article 231 nulle et non avenue, et deux ans plus tard, il déclencha la guerre de revanche.

C'est là un exemple rare qui nous permet de reconstituer la manière dont a été prise une décision de cette portée. La majorité du ^{p.032} cabinet agit en vertu de ce qu'elle considérait comme du patriotisme et de la prudence. Publier les documents de Kautsky aurait consisté à mettre en accusation son propre pays — à une époque où les Alliés tablaient sur la culpabilité des Allemands et niaient toute responsabilité de leur part. La majorité craignait de nourrir la vengeance des Alliés et de déclencher la fureur de l'extrême-droite, contribuant un peu plus à l'empoisonnement de la scène politique intérieure. Les nationalistes auraient dénoncé le nouveau régime comme étant composé de traîtres, d'agents de l'Entente (ce que de toute façon ils ne se privèrent pas de faire).

Mais il faut poser la question : la réaction nationaliste contre la République aurait-elle pu être pire que ce qu'elle était déjà ? Aurait-elle pu faire plus que ce qu'elle fit — essayer de la renverser en 1920, perpétrer plus d'un assassinat, à commencer par celui de Kurt Eisner, dénoncer la politique d'exécution du Traité de Versailles menée par la République, et puiser des forces dans la notion mensongère de l'innocence de l'Allemagne ?

Ebert et ses partisans, par ailleurs, étaient convaincus que la vérité sur l'égoïsme myope et le manque de scrupules de l'ancien

L'Europe retrouvée ?

système aurait pu renforcer la légitimité contestée de la nouvelle République. Je crois que la vérité, fondée sur des documents traitant de l'ancien système, aurait privé les nationalistes d'une part de leur sentiment de leur bon droit. De plus, le silence du gouvernement encouragea certains des anciens dirigeants, qui étaient au courant du caractère fatal de la politique allemande d'avant-guerre, à rester silencieux eux aussi. Ce qui débuta comme une politique apparemment patriotique du gouvernement, fondée sur la dissimulation de la vérité, permit à une sorte de conspiration nationale d'être persuadée par un mensonge fatal.

Après Versailles, les historiens allemands participèrent à cette dissimulation ou déformation de la vérité, désormais bien établie. A quelques exceptions près, ils continuèrent à nier la responsabilité majeure du pays dans la Grande Guerre jusque bien après la Seconde Guerre mondiale. Ils furent donc très choqués en 1962, lorsque Fritz Fischer rouvrit le dossier et, sur la base de nouveaux documents, établit ce que certaines personnes avaient soupçonné pendant la guerre, p.033 et ce que le gouvernement savait dès 1919, à savoir que l'Allemagne avait mené une politique agressive et offensive en juillet 1914 ¹.

III

Bien que la Grande Guerre eût rendu l'Europe plus brutale, plus faible et plus radicale, rien n'était inévitable dans la plongée du continent vers la violence et le mensonge totalitaires. En effet, au lendemain de la guerre, il y avait des raisons d'espérer : le Traité

¹ Sur le débat déclenché par Fischer et la scandaleuse tentative d'historiens allemands plus âgés pour le réduire au silence, cf. mes articles « German Historians and the War : Fischer and his Critics » de même que « Bethmann Hollweg and the War : The Bounds of Responsibility », in : *The Failure of Illiberalism. Essays on the Political Culture of Modern Germany* (New York, Knopf, 1972), pp. 147-158 et 77-118.

L'Europe retrouvée ?

de Versailles, malgré ses défauts, avait établi un nouvel ordre en un temps record. Les aspirations nationalistes de nombre de peuples assujettis avaient été satisfaites, imparfaitement il est vrai, mais les Tchèques, les Slovaques, les Polonais et les Baltes pouvaient avoir le sentiment que le principe d'autodétermination énoncé par Wilson les avait libérés. La rancœur et l'énervement demeuraient, mais la Société des Nations fournissait théoriquement les mécanismes permettant des changements pacifiques et des actions collectives contre les agresseurs. Le début des années 1920 fut à bien des égards une période faste pour la démocratie en Europe, et plus tard dans la décennie, les noms d'Aristide Briand et de Gustav Stresemann suscitèrent l'espoir que le conflit historique opposant la France et l'Allemagne pouvait être dépassé.

Reste que la guerre avait engendré de tels ressentiments, de telles craintes et une telle intransigeance, qu'elle avait tellement affaibli la situation matérielle et morale de l'Europe que les efforts de pacification, souvent entrepris tardivement et à contrecœur, se soldèrent par des échecs.

Les conséquences économiques de la paix (pour évoquer la dénonciation légendaire par John Maynard Keynes du manque flagrant de sens économique qui caractérise le Traité de Versailles) dévoilaient au ^{p.034} grand jour cet inextricable mélange de facteurs économiques, politiques et psychologiques. Ici aussi, l'expérience allemande fut révélatrice — avec des effets qui se font encore sentir aujourd'hui : aucun événement n'éclaire aussi dramatiquement les insécurités multiples de l'époque que l'hyperinflation allemande, dans laquelle un gouvernement bourgeois procéda à l'expropriation de ses propres classes

L'Europe retrouvée ?

moyennes, rendit, de manière mensongère, les demandes de réparation des Alliés responsables du désastre et refusa de reconnaître que la décision prise par l'Allemagne impériale de financer la guerre par le biais d'emprunts en lieu et place d'impôts avait déjà compromis la stabilité monétaire.

Pendant la guerre, les esprits avaient été nourris et empoisonnés par les appels et les simplifications nationalistes ; les guerres ne constituent que rarement une éducation à la complexité. Les opposants à la guerre, des militants pacifistes ou antimilitaristes, avaient leur propre liste de méchants. George Grosz et Otto Dix menèrent une campagne brillante et sans merci contre l'ancienne caste des guerriers, particulièrement vénérée en Allemagne. La pensée guerrière, qui fonctionne en termes d'ami-ennemi, accorda désormais du crédit aux élucubrations rudimentaires et marginales des idéologues d'avant-guerre.

Le bolchevisme, le fascisme et le national-socialisme étaient des idéologies prétendant détenir le monopole de la vérité : une partie de leur attrait reposait sur la promesse d'une autorité absolue. Ces systèmes apparemment radicalement différents — le bolchevisme était rationnel et scientifique, le national-socialisme intuitif et mystique — dissipaient l'un comme l'autre les incertitudes en « démasquant » les conspirations de groupes de « saboteurs » et de « manipulateurs » responsables de tous les maux. Ils présentaient tous les deux des visions de rédemption, que ce soit l'homme soviétique nouveau ou le surhomme aryen vivant au sein d'une nouvelle communauté du peuple, une *Volksgemeinschaft*. Les totalitarismes glorifiaient l'esprit de décision et balayaient les partis et les parlements. En leur qualité d'agents de la Providence ou du processus de l'Histoire, leurs dirigeants charismatiques

L'Europe retrouvée ?

identifiaient leur propre volonté de puissance avec les impératifs de leur idéologie agressive. Ils devinrent des ^{p.035} guerriers sans pitié au nom de leurs visions utopiques : ils tuaient dans un mélange de haine, de dogmatisme et de volonté de puissance désespérée et paranoïaque.

La plus grande illusion que répandaient ces mouvements totalitaires, et à laquelle succombaient leurs propres partisans, ni plus ni moins que ceux qui restaient en dehors des mouvements, était qu'ils étaient radicalement opposés. Les communistes étaient des antifascistes, et les fascistes et les nazis des anticommunistes, et certes, ils s'entre-tuèrent, comme lors de la guerre civile espagnole. Mais cette inimitié jurée dissimulait une nature commune et une haine commune de la vie bourgeoise et des valeurs bourgeoises. Leurs ennemis communs étaient l'Europe libérale et les droits de l'homme. Le caractère apparent de leur irréductible opposition constituait une des principales sources de leur force : l'un vivait de l'existence de l'autre.

Pour voir le fonctionnement de cette dynamique, nous devons nous reporter à 1917, l'année du désespoir en Europe. Trois années de guerre avaient représenté une épreuve terrifiante pour le tissu social européen. Mais maintenant, l'étonnante loyauté des combattants, victimes d'un massacre sans fin et insensé, allait s'affaiblissant : des soldats français et allemands se mutinaient. L'empire le plus faible fut le premier à s'effondrer. La Révolution de mars en Russie porta au pouvoir un gouvernement modéré et réformiste, qui promit d'honorer ses engagements envers les Alliés et de poursuivre la guerre, mais ce gouvernement provisoire, héritier de la faillite, sous-estima la lassitude du pays face à la guerre et sa propre faiblesse.

L'Europe retrouvée ?

Mais 1917 fut aussi l'année où l'Allemagne — trop faible pour obtenir une paix victorieuse et trop forte pour accepter une paix négociée — étendit encore le champ des hostilités. En recourant à la guerre sous-marine illimitée, les dirigeants allemands divisés pensaient pouvoir soumettre la Grande-Bretagne en l'affamant, même si les Etats-Unis entraient en guerre. Ainsi, c'est la puissance de l'Allemagne qui fit venir les Etats-Unis en Europe, de même que son stratagème, qui permit à Lénine de retourner en Russie, eut pour contrecoup le triomphe du bolchevisme dans ce pays.

Le premier pari — et c'est terrifiant — ne fut pas loin de réussir : les sous-marins faillirent détruire la flotte britannique. L'autre pari, ^{p.036} l'autorisation donnée à Lénine, réussit, à court terme. Par défi et désespoir, les Allemands jouaient avec le feu — mais ils allaient être les victimes de l'incendie qu'ils allumaient. Par leurs décisions, ils donnèrent également à la guerre une nouvelle ferveur idéologique : Wilson comme Lénine avaient foi en des visions qui transcendaient les passions nationalistes qui, jusque-là, avaient motivé le conflit. Notre siècle — si fier, par tant d'aspects, de ses capacités rationnelles d'organisation, de calcul des résultats — aura vu le succès inquiétant de décisions historiques prises imprudemment.

Lénine : un géant de ce siècle, même si ses statues sont renversées et si son empire se décompose. Avant 1914, il avait été la présence radicale au sein de la Deuxième Internationale et, pourtant, il vit avec incrédulité tous les socialistes, ou presque, soutenir la guerre. Lénine avait un frère qui fut exécuté par le régime tsariste ; en lui, la vengeance personnelle et la doctrine marxiste dans sa dimension la plus belliqueuse se rencontraient. Il se considérait comme un révolutionnaire marxiste, et pourtant, il

L'Europe retrouvée ?

violenta considérablement l'orthodoxie : l'hypothèse marxiste était que le socialisme triompherait dans le pays le plus avancé, et non dans le plus arriéré. Dialecticien habile, doté d'une volonté de fer, tacticien brillant et sans pitié, Lénine ne doutait pas que lui et son petit groupe d'amis révolutionnaires étaient les agents d'un processus historique, et que ses ennemis seraient relégués aux oubliettes de l'histoire.

Entre 1914 et 1917, Lénine s'opposa à tous les plaidoyers socialistes en faveur de la fin de la guerre, convaincu qu'un épuisement total serait le signal d'une révolution du prolétariat. Son appel en faveur d'un « défaitisme révolutionnaire » ne contenait aucune compassion pour les victimes qui seraient encore massacrées. La guerre était la locomotive de l'Histoire, qui devait atteindre sa fin inévitable, la destruction du monde capitaliste et impérialiste. De guerre des nations, elle devait se transformer en guerre de classes, et se poursuivre jusqu'à la victoire : point en lui de désir « sentimental » de la paix.

Dès son retour en Russie donc, Lénine et les autres révolutionnaires complotèrent le renversement du gouvernement Kerenski. Mais lui — et *a fortiori* Trotski et Zinoviev — ne croyaient pas à une révolution limitée à la Russie ; à l'heure de la victoire, lorsqu'une infime ^{p.037} minorité s'empara des postes du pouvoir en octobre, ils pensaient que, toute précaire qu'elle fût, leur geste serait le prélude à une révolution mondiale. A tout le moins, il s'ensuivrait une révolution en Allemagne, dont le prolétariat nombreux et discipliné finirait par se lasser d'être sacrifié dans une guerre impérialiste. Le bolchevisme était une spéculation sur la banqueroute de l'Europe — et une détermination à hâter cette banqueroute.

L'Europe retrouvée ?

Les perspectives étaient sombres pour un régime révolutionnaire en Russie ; elles semblaient meilleures pour une conflagration en Europe, et les bolcheviques voyaient en la seconde le seul moyen de préserver le premier. Quelques heures à peine après s'être emparés du pouvoir, ils publièrent une « Déclaration de Paix », adressée — simultanément et de manière caractéristique — aux gouvernements belligérants *et* au prolétariat international. Ils exigeaient un armistice immédiat, puis une paix universelle sans annexions ni indemnités. Cet appel à la paix, cet engagement pour le salut du monde, dissimulaient un impératif désespéré de survie. Pour les Alliés, il s'agissait d'une trahison flagrante. Pour les Allemands, le désespoir des bolcheviques ouvrait soudainement la perspective d'une victoire ; ils firent peu de cas du verbiage révolutionnaire. Mais pour les peuples d'Europe lassés par la guerre, pour certains socialistes et intellectuels déçus, cela signifiait une nouvelle note d'espoir.

De ces premières heures sont nés l'attrait ou la tentation exercés par l'Union soviétique. Il y avait ici plus qu'un régime différent de l'autocratie tsariste, d'un empire obscurantiste qui, dans les termes de Lénine, était une « prison pour les nationalités »¹. Il y avait ici un régime différent de l'ordre impérialiste au service d'une classe qui avait fait de toute l'Europe un gigantesque abattoir. Il y avait ici les héritiers de la Révolution française, qui promettaient de passer à l'étape suivante dans l'évolution historique : le socialisme, l'égalité, la paix. Lénine, l'homme du commun, avec ses vêtements et son style sans recherche, n'était-il pas l'antithèse vivante du général couvert de médailles et du magnat rapace ? Pour ceux qui avaient

¹ Adam Ulam, *The Bolsheviks*, New York, Collier Books, 1978, p. 391.

L'Europe retrouvée ?

soif de croyance, Lénine apparaissait comme l'émancipateur, le libérateur ^{p.038} des talents, le prolétaire (ce qu'il n'était pas) au pouvoir. Ceux qui le connaissaient le mieux — comme Rosa Luxemburg — appréhendaient la vérité ; après la Révolution d'Octobre, toute sympathisante qu'elle fût, elle lança cette mise en garde : « La liberté est toujours la liberté pour celui qui est en désaccord avec vous ».

L'image du révolutionnaire idéaliste n'était bien sûr pas conforme à la personnalité de Lénine. L'adaptation qu'il faisait du marxisme correspondait à son être intellectuel, à son caractère. Il croyait en l'inimitié irréductible entre les classes, en une guerre où tous les coups étaient permis. Il ne douta jamais que le parti bolchevique devrait établir une dictature qui agirait pour le prolétariat ¹.

Dès le premier jour et le premier décret, le bolchevisme fut le grand diviseur de l'Europe, qui contribua le plus à la tromper, créant le plus intense des conflits idéologiques. Ses ennemis ne voyaient de lui que ses atrocités, sa terreur, qui débuta presque immédiatement. Ses sympathisants s'en tenaient à la rhétorique relative à ses fins ultimes et à la promesse égalitaire de sa révolution — et une litanie d'excuses s'ensuivit, qui mettait au compte des « réactionnaires » la brutalité inhérente au bolchevisme.

L'exigence formulée par les bolcheviques d'une paix universelle se heurta à un mur de silence ; ils durent demander la paix, mais, même en tant que partie vaincue, ils poursuivirent une double

¹ En 1904, lorsque Trotski s'en prit à la « théocratie orthodoxe » de Lénine, il mit aussi en garde contre le « substitutisme », à savoir « l'organisation du parti (l'organe électoral) commence par se substituer au parti dans son entier ; ensuite le comité central se substitue à l'organisation ; et en fin de compte, un « dictateur » unique se substitue au comité central », Isaac Deutscher, *The Prophet Armed : Trotsky : 1879-1921* (Oxford et Londres, Oxford University Press, 1954), p. 90. Une décennie et demie plus tard, Trotski devint le second de Lénine pour établir précisément un tel système de substitution.

L'Europe retrouvée ?

politique : ils recherchèrent la reconnaissance de la Russie bolchevique en tant qu'Etat comme les autres, et en même temps, ils agirent comme puissance révolutionnaire capable de subvertir les autres Etats. A Brest-Litovsk, Trotski demanda que la propagande soviétique soit distribuée à tous les belligérants. Les Allemands n'interdirent pas ces fantaisies et imposèrent une paix qui privait le nouveau régime de certaines des régions les plus riches de l'ancienne Russie. Pour Lénine, il n'y avait pas d'autre choix que de se soumettre à ces exigences, et, ^{p.039} dans ce qui fut son plus dur conflit avec les autres révolutionnaires, il remporta la victoire : pour lui, la paix, même la plus désastreuse, était une condition de survie. Il aurait pu compter sur un secours de la révolution mondiale, mais sa politique préfigurait déjà la théorie stalinienne du « socialisme dans un seul pays ».

Pendant un bref moment en 1919, l'espoir qu'avaient les Soviétiques de voir se déclencher une série de révolutions sembla réalisable ; en Hongrie et en Bavière, d'éphémères régimes communistes furent mis en place, l'Allemagne connut des soulèvements communistes. En l'espace de quelques semaines, la plupart de ces tentatives furent écrasées, et leur seul effet durable fut d'ajouter aux craintes des capitalistes.

Les dirigeants, comme les partisans des puissances capitalistes, prirent la menace bolchevique désespérément au sérieux, éprouvant à son égard du mépris, ou de la crainte. Les hommes d'Etat occidentaux oscillaient entre l'espoir d'un arrangement et des envies de meurtre. Ils hésitaient parce que leurs peuples étaient divisés ; les travailleurs britanniques et français n'avaient que faire du bolchevisme dans leur pays, mais ils n'étaient pas disposés à soutenir une aventure militaire de plus, engagée cette

L'Europe retrouvée ?

fois contre des socialistes faibles, mais militants. Reste que la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis intervinrent en Russie, avec des forces et des moyens ridicules, bien trop faibles pour renverser les Soviets. Leur simple présence confirma néanmoins les hypothèses de ces derniers, pour lesquels l'état de guerre devait nécessairement (objectivement, pour utiliser ce terme haïssable) exister — et elle leur fournit également les armes de propagande leur permettant de prétendre qu'ils étaient les malheureuses victimes de l'agression capitaliste.

Lénine devait découvrir, comme il le dit lui-même, que dans aucun pays, il n'était aussi facile de s'emparer du pouvoir et aussi difficile de s'y maintenir qu'en Russie. A l'intérieur de la Russie, les bolcheviques devaient faire face à la guerre civile et au chaos. Chaos qu'eux-mêmes aggravèrent par leurs efforts pour détruire les principaux bastions du capitalisme et les relations de propriété existantes, par toutes les mesures de coercition connues sous l'appellation de *communisme de guerre*. Et quelques semaines après la révolution, les bolcheviques^{p.040} organisèrent une nouvelle police secrète, la *tcheka*, leur instrument de terreur à eux. Même au sein du prolétariat urbain peu nombreux (par comparaison avec la masse de la paysannerie), il y avait peu de bolcheviques, et maintenant, les autres partis révolutionnaires organisés, les socialistes révolutionnaires et les anarchistes, furent peu à peu persécutés et éliminés. La terreur et le mensonge, le second destiné à « expliquer » la première, devinrent les instruments du pouvoir soviétique : la Russie était devenue une dictature — non pas d'une classe quelconque, mais du parti, devenu l'ultime, l'unique autorité dans l'Etat soviétique, le seul détenteur de la vérité. Ses

L'Europe retrouvée ?

décisions étaient obligatoires, et il exigeait une obéissance totale et sans réserves. Lénine mit en garde contre un affaiblissement du centralisme qualifié de démocratique : « Les carriéristes et les charlatans, qui ne méritent que d'être abattus, cherchent systématiquement à rejoindre le parti au pouvoir »¹. Par définition, ceux qui furent abattus méritaient d'être abattus. Les marins mutinés de la base navale de Kronstadt, assassinés en raison de l'insistance qu'ils mettaient pour que soit honoré l'engagement d'instaurer une démocratie prolétarienne — le groupe même que Lénine avait appelé « la fierté et la beauté de la Révolution » — furent calomniés, traités de petits-bourgeois, d'anarchistes et de contre-révolutionnaires².

Le triomphe des bolcheviques en Russie eut un effet de division partout dans le monde, et engendra une guerre civile latente dans la plupart des pays. En fondant une nouvelle Internationale qui chapeautait tous les autres partis communistes, les bolcheviques lui donnèrent un nom — la Troisième Internationale ou *Comintern* — qui identifiait leur principal ennemi. Avec le temps, Moscou élimina tous les vestiges d'indépendance dans les partis communistes du reste du monde ; dans les pays démocratiques, ces partis agissaient ouvertement et se présentaient aux élections ; mais partout, ils travaillaient également en secret par le biais d'un réseau complexe d'agents pratiquant l'infiltration.

^{p.041} Tout aussi déterminants furent les ennemis jurés du bolchevisme : les « bien-pensants » de tous les pays et de toutes les Eglises dénonçaient les atrocités des Soviétiques, les bandits

¹ V. I. Lénine, *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme* (Moscou, 1920).

² A. Ulam, *op. cit.*, p. 72.

L'Europe retrouvée ?

athées qui menaçaient toutes les valeurs, toutes les traditions, tout ce qui est sacro-saint, y compris la propriété privée. Au début, les puissances de l'Entente décrivaient les bolcheviques comme des agents juifs allemands ; l'affirmation de Churchill selon laquelle les bolcheviques n'étaient que « la racaille des ghettos d'Europe de l'Est » est un exemple représentatif de cet amalgame. Ainsi, la campagne antibolchevique commença tôt et revêtit des formes particulièrement laides ; pendant la « peur des rouges » aux Etats-Unis en 1919 et par la suite, les antibolcheviques se livrèrent à la calomnie tout aussi librement que leurs ennemis.

Le fascisme se nourrit de la perception du danger bolchevique, et les deux mouvements — si semblables dans leurs méthodes et si différents dans leurs intentions apparentes — fournirent l'un à l'autre un soutien immense, volontairement et involontairement. Ce qu'oublièrent nombre de conservateurs, ce que beaucoup oublient encore maintenant, c'est qu'en affaiblissant le socialisme démocratique, le bolchevisme servit la cause capitaliste. Peu de gens à l'époque comprenaient à quel point ces ennemis jurés étaient proches et utiles l'un à l'autre.

Les attraits du communisme se sont perpétués pendant des décennies. Le communisme tablait sur des aspirations à quelque chose de meilleur que la guerre et le capitalisme ; il traduisait des aspirations éternelles. A l'extérieur de la Russie, les partis communistes attiraient des millions de gens parmi les membres les plus défavorisés, les plus désespérés du prolétariat — de même que quelques intellectuels. (Ainsi, les classes laborieuses étaient divisées en communistes et socialistes.) Les bolcheviques pouvaient également compter sur un vaste contingent de sympathisants, à la

L'Europe retrouvée ?

loyauté plus ou moins marquée, les *compagnons de route*, pour reprendre le terme consacré, à l'intérieur et à l'extérieur du parti, mais liés à lui dans une plus ou moins large mesure. Ces derniers voyaient dans les bolcheviques une forme d'espoir potentiel, même s'ils les considéraient peut-être comme des barbares en puissance, et ils s'attachaient aux succès ^{p.042} soviétiques, qui semblaient être nombreux. C'est là l'esprit qui animait Sidney et Beatrice Webb dans leur tract fabien *Russia : A New Civilization ?* La psychologie des compagnons de route comprenait le désir d'une foi nouvelle, le souhait d'être considérés comme des « hommes de progrès », à l'unisson des classes laborieuses. Comme l'écrivait Czeslaw Milosz en 1953, « Appartenir aux masses est le grand désir de l'intellectuel « aliéné » ¹.

Etre un compagnon de route du parti communiste impliquait toujours, ou presque, une forme d'aliénation émotionnelle ou intellectuelle par rapport au monde bourgeois, un antagonisme profond envers la vie capitaliste. Cet état d'esprit a-t-il disparu ?

Au fil des années, et souvent après quelque décision inacceptable de l'Union soviétique, les « compagnons » renoncèrent à leurs anciennes affinités. Mais dans les années 1930, l'antifascisme était un motif particulièrement puissant de fidélité. Le fascisme était l'agresseur immédiat. Le pouvoir était-il un pôle d'attraction pour les sympathisants ? Peut-être les compagnons de route se firent-ils plus rares à mesure que la tyrannie soviétique déclinait ; le monde intellectuel français, si riche en compagnons de route, est récemment devenu un monde de convertis. Toujours, ou presque, sympathiser avec les

¹ Czeslaw Milosz, *La Pensée captive* (1953), trad. fr. Paris, Gallimard, 1988.

L'Europe retrouvée ?

communistes impliqua une certaine mesure d'auto-illusion, un souhait de ne pas voir ce qui était trop apparent, de ne pas croire ce qui était incontestable ¹.

p.043 Mais les sympathisants qui furent bouleversés par la répression par les bolcheviques de la rébellion de marins et de travailleurs à Kronstadt en 1921 et plus tard par d'autres atrocités trouvèrent désespérément difficile de rompre avec le parti ou d'abandonner l'espoir. Croire la vérité sur les atrocités et les

¹ Dans l'histoire morale et intellectuelle de notre siècle, le phénomène du « Dieu qui fit défaut » — l'invocation ironique d'une déité est elle-même suggestive — est fondamental, et il faudra peut-être attendre longtemps pour le comprendre. Plutôt que de paraître pharisien dans mes jugements, je tiens à relater mes propres expériences, quelque banales ou triviales qu'elles soient. Entre l'âge de sept ans et celui de douze — c'est-à-dire jusqu'en 1938 — j'ai vécu sous le national-socialisme ; je me rappelle les premières victimes du régime, de même que l'impressionnante chorégraphie de la volonté de puissance des nazis. Mais je me rappelle aussi l'excitation que j'éprouvais en écoutant Radio Moscou en cachette, le frisson en entendant en allemand le texte interdit « prolétaires de tous les pays, unissez-vous », suivi de l'Internationale. Le garçon de douze ans était persuadé de l'antifascisme des communistes et mes sympathies étaient nettement du côté des loyalistes espagnols. Je me souviens de ma joie secrète lorsque j'entendis les Allemands, honteux, annoncer la défaite fasciste de Guadalajara.

La nouvelle du pacte germano-soviétique brisa ce monde et je versai mes premières larmes provoquées par la politique. Quelle heureuse leçon ! J'étais atterré par les enseignants qui insistaient pour que les Etats-Unis restent en dehors de la « guerre impérialiste » — jusqu'à ce que le 22 juin 1941, la guerre devienne la grande croisade antifasciste. La résistance des Soviétiques fit renaître d'anciens espoirs, mais j'étais protégé par un certain scepticisme. En 1943, après le meurtre, par les hommes de Staline, de deux dirigeants syndicaux juifs polonais, Erlich et Alter, je me rendis à une réunion de protestation, lors de laquelle des dirigeants syndicaux courageux dénoncèrent le double meurtre ; un moment donné, Fiorello LaGuardia, l'irrésistible maire de New York, fit son apparition, monta à toute vitesse à la tribune, et avertit : « Et je dis à Uncle Joe [surnom anglais de Staline] : n'y revenez plus. » Même alors, je fus frappé par une réaction aussi joyeusement naïve.

J'hésitais à accepter la vérité sur les camps de travail qui traitaient les hommes comme des esclaves et sur le goulag : ne s'agissait-il pas d'inventions ou d'exagérations de l'extrême droite ? En 1948, après le coup d'Etat en Tchécoslovaquie et la mort ou le meurtre de Jan Masaryk, tout espoir né, disons, de Stalingrad, s'évanouit. En 1954, alors que j'enseignais à l'Université de Berlin, je pris conscience *de visu* des ressemblances entre les deux régimes totalitaires. Au même moment, j'observais avec appréhension la gigantesque mobilisation anticommuniste aux Etats-Unis, l'ère McCarthy, et au milieu des années 1950, j'eus à connaître l'insolente intolérance de certains intellectuels américains, professionnels de l'anticommunisme. Mes vives sympathies allèrent aux dissidents d'Europe de l'Est, aux Polonais et aux Hongrois en 1956, aux Tchèques une dizaine d'années plus tard, aux dissidents soviétiques que je rencontrai en Russie en 1979, et avant tout à l'opposition polonaise que je rencontrai en Pologne en 1979, à Bronislaw Geremek et Adam Michnik. Je donne ce résumé pour l'orientation du lecteur : j'ai eu un aperçu de l'attrait de l'Union soviétique — mais à une distance respectable.

L'Europe retrouvée ?

trahisons en Union soviétique, voir le léninisme et plus tard le stalinisme pour ce qu'ils étaient — c'était faire le jeu des fascistes ou des réactionnaires. George Orwell, un socialiste, un ennemi de l'impérialisme et du fascisme, l'a exprimé clairement : « Quiconque a jamais eu affaire à la publicité ou à la propagande peut se souvenir de circonstances où il fut instamment prié de raconter des mensonges sur quelque point d'une importance vitale, parce que dire la vérité aurait fourni des armes à l'ennemi » ¹.

L'attrait qu'exerçait autrefois le communisme ne doit pas être oublié malgré l'effondrement de l'Union soviétique. Cet attrait avait une profonde signification psychologique et politique. A coup sûr, cette sympathie demeure une leçon exemplaire du pouvoir de p.044 l'auto-illusion entêtée et de l'aveuglement volontaire. Il faudra faire preuve de tact et d'empathie pour comprendre pourquoi, pour tant de monde, le communisme semblait être quelque chose de différent de ce qu'il était en réalité : un tissu particulièrement effrayant de rêves utopiques, de dogmatisme belliqueux, de terreur paranoïaque, impliquant la répression brutale de toute opposition, réelle ou imaginaire. Les générations futures se rappelleront-elles combien il est facile de dénier à des hommes toute humanité, et d'effacer toute trace de leur existence réelle à titre posthume ? Orwell n'a rien inventé, il a donné une forme littéraire à la vérité et transposé la réalité historique dans le domaine de la fiction — de manière à permettre aux lecteurs de saisir plus aisément la vérité.

¹ *As I Please 1943-1945. Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell III*, éd. par Sonia Orwell et Ian Angus (New York, Hammondsouth, 1968), p. 1170. Orwell connaissait aussi le peu de bonne volonté que mettaient les éditeurs à accepter des écrits antisoviétiques. En juin 1944, il raconta à T.S. Eliot, alors éditeur dans une maison britannique, qu'une autorité ou une autre avait suggéré que dans *Animal Farm* « d'autres animaux que des cochons auraient pu être choisis pour représenter les bolcheviques », *ibid.*, p. 176.

L'Europe retrouvée ?

IV

La Grande Guerre fut une chance pour le bolchevisme, et la même chose est encore plus vraie pour le fascisme et le national-socialisme. Il existait dans l'Europe de l'avant-guerre une aspiration au fascisme avant même que celui-ci vît le jour. Certains écrivains, certains intellectuels désiraient ardemment une nouvelle autorité, un esprit de communauté, une discipline nationale, une certaine grandeur. Ils haïssaient le monde bourgeois et libéral. Certains pays avaient connu des mouvements de masse qui exprimaient vaguement ces sentiments. La Grande Guerre arracha les individus à leur condition, souvent appauvrie d'un point de vue matériel et spirituel ; la fin — particulièrement dans les pays dépourvus d'une forte tradition libérale ou parlementaire, et qui se sentaient humiliés — en laissa certains à l'abandon, aliénés, sans racines, peu désireux de retrouver une vie monotone et anonyme dans un monde bourgeois. Pendant la guerre, ils s'étaient enivrés d'aventure et de violence.

Benito Mussolini, un marginal cultivé, mais brutal, sut exploiter la soif d'action que ressentaient des hommes démobilisés par l'armée, mais qui restaient mobilisés dans leurs émotions. En même temps qu'il jouait sur les craintes immenses des classes possédantes devant le danger « rouge », suscitées principalement par les grèves avec ^{p.045} occupation d'usine de 1919. Ex-socialiste éminent, il connaissait le caractère potentiellement explosif de l'idée et de la réalité de la lutte de classes ; il chercha à la nier ou à la transcender par l'invocation brillamment orchestrée de la grandeur nationale. Reste que, avant 1922, les fascistes avaient été des délinquants et des pillards ; les brutaux *squadristi* avaient recours à la torture, même si elle était relativement bénigne en

L'Europe retrouvée ?

comparaison des normes de férocité des années qui suivirent, il ne s'en agissait pas moins de torture ; ils réintroduisirent ainsi une pratique que l'Europe libérale avait bannie.

Sans qu'existe la plus infime possibilité d'un coup d'Etat bolchevique en Italie, le spectre du bolchevisme hantait une bonne partie du pays. Parmi les paysans sans terre et les ouvriers sous-payés, il existait un vague espoir de vie meilleure au « paradis des travailleurs ». De manière plus importante, les classes possédantes perdirent toute confiance en des solutions parlementaires ; l'émergence de partis de masse, les socialistes et les catholiques populaires, leur fit comprendre leur propre vulnérabilité sur le plan politique. Elles voyaient en Mussolini leur protecteur, et parmi elles, nombreux furent ses partisans.

Pourtant, la marche sur Rome de 1922 fut une imposture — les débuts typiques de ce qui deviendrait chorégraphie éblouissante, tromperie et terreur, sans beaucoup de substance.

Une fois au pouvoir, Mussolini agit lentement : il commença par coopérer avec d'autres partis, tolérant les journaux d'opposition et s'efforçant d'améliorer les conditions économiques. La rupture intervint en 1925, après le meurtre par les fascistes de Giacomo Matteotti, socialiste courageux qui avait mis en lumière la complicité des fascistes dans un certain nombre de crimes. Les adversaires de Mussolini furent scandalisés, mais n'agirent pas ; après quelques hésitations, Mussolini reconnut sa responsabilité dans le crime, et s'empressa de mettre en place une dictature. Désormais, il faisait taire, emprisonnait ou exilait ses adversaires ; désormais, toute opposition fut étouffée et la conformité imposée ; désormais il n'y eut plus de vie culturelle ou intellectuelle à l'extérieur du fascisme. La soumission volontaire de certains

L'Europe retrouvée ?

intellectuels — née d'un mélange d'enthousiasme, de carriérisme et de crainte — aidait le régime ; certains intellectuels essayèrent de s'accommoder de ce dernier *et* de le ^{p.046} critiquer. Le corporatisme fasciste tant vanté représentait une collusion impénétrable entre le parti et les classes possédantes, présentant incidemment quelques avantages pour les travailleurs. Le Duce cherchait à ravalier la politique au rang d'un appareil intimidant — la terreur étant l'arme ultime de la vie en Italie.

Un nationalisme extrême caractérisait la politique étrangère de Mussolini, agressive dans sa forme, prudente dans son fond. Avec l'aide d'emprunts étrangers, l'économie se remit à fonctionner ; avec l'imprimatur du Vatican, sous la forme des accords du Latran de 1929, le régime acquit une nouvelle respectabilité, voire un certain prestige. Certains Occidentaux, dont Churchill et G.B. Shaw, virent en Mussolini, le dictateur, l'incarnation de l'homme fort, de l'autorité nouvelle. Sous sa houlette, les trains arrivaient à l'heure, les marais étaient asséchés, la fierté nationale se voyait restaurée. Le monde aurait encore à apprendre que la violence que Mussolini avait déclenchée contre les Italiens pouvait — la situation internationale s'y prêtant — frapper aussi des étrangers, les Ethiopiens et les Républicains espagnols. Ce que le bolchevisme était pour la gauche, le fascisme le devint pour la droite : vu de loin, un substitut séduisant à la routine monotone de la démocratie « bourgeoise ». Le fascisme avait ses propres sympathisants. Même après sa chute, il en reste un souvenir bienveillant et condescendant : comme si on ne se souvenait que de son côté théâtral, et non de la terreur qu'il exerçait ¹.

¹ Une analyse splendide des différences dans les pratiques des Allemands et des Italiens pendant la Seconde Guerre mondiale se trouve dans le livre de Jonathan Steinberg *All or*

L'Europe retrouvée ?

La forme la plus abjecte du fascisme s'exerça en Allemagne, où la Grande Guerre avait causé des pertes incalculables. Le deuil de millions d'individus, la présence universelle de vétérans mutilés ; des vies brisées et désorientées même parmi ceux qui n'étaient pas atteints physiquement — et toutes ces souffrances après la gigantesque épreuve de la guerre. L'Allemagne se sentait humiliée par les dures conditions de la paix, et trahie de multiples façons. Le sentiment que ses malheurs provenaient en dernière instance d'un *Dolchstoss* — terme wagnérien que la traduction par « coup de poignard dans le ^{p.047} dos » rend de manière inadéquate — faussa la vérité et engendra la discorde la plus profonde. Les ressentiments alimentèrent une intransigeance, une *Trotzigkeit* autodestructrice. Les partis de droite affichaient cette attitude et dissimulaient les intérêts matériels des classes possédantes. Ils n'étaient pas assez forts pour renverser la République et les partis démocratiques — cibles du mensonge du coup de poignard dans le dos — n'étaient pas en mesure de mettre en place une autorité nationale sans ambiguïté. L'Allemagne ne put pas échapper au fardeau du Traité de Versailles ; elle était devenue un pays où l'héritage de la guerre exacerbait tous les conflits matériels et intellectuels — qui ne manquaient pas.

Il est étrange que notre siècle, dans lequel le pouvoir qu'ont certains individus de changer l'histoire a été démontré de manière si terrifiante, soit aussi le siècle dans lequel les historiens ont tourné en ridicule l'idée que les individus ont quelque importance. Si Hitler avait été tué pendant la Grande Guerre, le monde aurait été différent. On a souvent dit que le succès de Hitler était dû au fait qu'il avait été sous-estimé — affirmation à la fois vraie et

Nothing : The Axis and the Holocaust 1941-1943 (New York, 1990), *passim*.

L'Europe retrouvée ?

explicable. Les gens raisonnables supposaient que la rage et la violence qu'il crachait relevaient de la démagogie ; ils ne pouvaient pas comprendre le mal à l'état pur : son nihilisme. D'un point de vue doctrinaire, les marxistes étaient incapables de comprendre un mouvement qui, par ses apparences pseudo-religieuses et paramilitaires, satisfaisait les besoins psychologiques, et non les revendications matérielles du peuple. Ils voyaient en Hitler un agent payé par le capitalisme, erreur doctrinaire élevée plus tard au rang d'orthodoxie en République démocratique allemande.

Ce qu'il y a d'ahurissant, c'est que Hitler présentait candidement ses idées. *Mein Kampf* en rend compte explicitement. La guerre et la défaite qui s'ensuivit avaient confirmé l'expérience de ce marginal : la guerre avait un côté communautaire, qui permettait d'échapper à la solitude, la défaite était l'œuvre de traîtres et d'ennemis de la race. La Providence l'avait élu comme rédempteur de son peuple. Il recherchait le pouvoir absolu pour accomplir ce destin et échapper à un vide intérieur. Son arme principale était née directement de ce qu'il avait vécu en temps de guerre : il s'était imprégné d'une croyance fanatique ^{p.048} dans le pouvoir de la propagande, telle que la pratiquaient, pensait-il, les Britanniques. *Mein Kampf* était un manuel décrivant les moyens de mobiliser le public allemand pour qu'il se rallie à ses visions de violence et de délivrance. La propagande devait être simple et répétitive à l'infini ; des slogans simples devaient identifier l'ennemi et formuler des promesses de grandeur. Les masses, avec leur mentalité « féminine », réagiraient aux émotions, jamais à la raison ou à des jugements nuancés. La vérité — toujours complexe — n'entraînait absolument pas en ligne de compte ; ce qui importait, c'était d'enflammer les passions. Un orateur (et la

L'Europe retrouvée ?

parole, selon Hitler, était le meilleur instrument de propagande) devait s'adresser aux instincts.

Hitler et ses seconds étaient des maîtres de la propagande, d'étonnants chorégraphes de la haine. Leur message était simple : toutes les souffrances viennent des criminels qui acceptèrent l'armistice, des marxistes et des juifs qui avaient poignardé dans le dos une armée victorieuse ; le plus grand danger pour la germanité était la juiverie, l'ennemi de race. Les promesses faites par le Troisième Reich, elles aussi, étaient simples : autorité absolue, régénération du Reich et expulsion des juifs ; une communauté nationale authentique, qui briserait les chaînes de Versailles, trouverait un nouveau *Lebensraum* et détruirait à jamais le bolchevisme juif. La violence de Hitler était manifeste dans les défilés provocateurs du parti : des hommes en uniforme, portant des drapeaux, des poignards et des matraques, chantant des chansons enflammées, et ne cachant pas leurs menaces de mort.

Une fois au pouvoir, le national-socialisme ne perdit pas de temps pour instaurer un régime totalitaire. La *Gleichschaltung* (mise au pas) impliquait le terrorisme et l'élimination organisée de toute opposition, mais elle mit aussi en lumière les réalisations du régime : redressement économique, ordre et discipline, un style arrogant en politique étrangère, qui réussit à mettre au défi l'ordre existant. La *Gleichschaltung* exigeait l'acceptation d'une orthodoxie mensongère, et la plupart des membres des élites allemandes purent, d'une manière ou d'une autre, s'en accommoder. Tacitement, ils acceptaient l'expulsion des juifs, tacitement ils acceptaient la suspension « légale » de la loi et donc l'existence improvisée des caves où les SA_{p.049} torturaient et les camps de

L'Europe retrouvée ?

concentration soigneusement édifiés, et dont l'existence fut proclamée en mars 1933 pour servir de moyen d'intimidation.

Les premières victimes furent allemandes — des communistes et des socialistes, des juifs s'ils appartenaient à une de ces catégories. Si des Allemands pouvaient torturer et assassiner d'autres Allemands, feraient-ils preuve de plus de réserve envers des étrangers ? Et pourtant les nazis arrivèrent à maintenir en permanence une normalité trompeuse, une normalité telle qu'elle apparut lors des Jeux olympiques, du moins jusqu'à la « nuit de cristal » en 1938. Une réussite qui séduisait et un mensonge qui était protégé par un conformisme obligatoire et par la terreur étaient les moyens par lesquels Hitler préparait son peuple à une guerre qui marqua le point culminant de sa barbarie.

Les nazis avaient leurs sympathisants à l'étranger, même si — et c'est intéressant — ils n'avaient pas de terme pour les désigner, rien qui ressemble à « compagnons de route ». Mais de nombreuses personnes à l'extérieur de l'Allemagne étaient tout aussi vulnérables aux promesses de Hitler et à ses succès que l'étaient les Allemands, et elles partageaient une admiration pour l'homme élu par le destin, pour l'homme fort, elles faisaient preuve de respect, et même d'envie, pour ses réalisations manifestes. La culpabilité, peut-être, jouait également un rôle : ces braves gens n'avaient-ils pas été humiliés injustement ? Certains étrangers étaient plus vulnérables que d'autres : les possédants, les hommes de droite, les technocrates, les déçus de la démocratie.

Ce qui importait le plus dans les années 1930 — et quels changements importants une seule année, comme 1938, put-elle apporter —, c'était les réactions des élites européennes en face de Hitler. Avec une ruse diabolique et une rapidité hallucinante, celui-

L'Europe retrouvée ?

ci rejeta les restrictions imposées par le Traité de Versailles et mit sur pied une nouvelle armée allemande ; chaque fois qu'il agrandissait unilatéralement son territoire, il prétendait que c'était sa dernière exigence et qu'il voulait la paix. Il fit sa proie des crédules dirigeants étrangers dont les faibles efforts pour défendre le *statu quo* augmentaient son mépris. A mesure qu'il devenait plus fort, que ses exigences se multipliaient, ^{p.050} les Britanniques adoptèrent une politique baptisée *apaisement*, politique rendue plus facile par un aveuglement volontaire sur la nature du régime de Hitler, par une peur omniprésente de la guerre, par un anticommunisme profond. Début septembre 1938, l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin, partisan fanatique de l'apaisement, invita instamment la presse britannique à « présenter Hitler comme l'apôtre de la paix. Il serait terriblement peu perspicace de ne pas le faire » ¹.

L'apaisement fut une méprise lourde de conséquences — et en fin de compte, Hitler lui-même s'y trompa : il s'imagina que l'apaisement était devenu la position permanente des Britanniques et des Français, selon lui décadents. En 1940, il n'eut qu'une brève hésitation avant d'entamer sa campagne contre l'Angleterre, dans l'espoir que les partisans de l'apaisement se transformeraient en défaitistes (ce fut le cas de beaucoup) et chercheraient une fois de plus un arrangement avec lui. Il jugeait mal l'emprise que Churchill, le farouche adversaire de l'apaisement, exerçait sur sa nation.

La Seconde Guerre mondiale fut le point culminant de ce que j'appelle la Seconde Guerre de Trente Ans, un point culminant

¹ Cité par A.J.P. Taylor, *Europe : Grandeur and Decline*, New York, Harmondsworth, 1967), p. 240.

L'Europe retrouvée ?

d'une horreur inimaginable. Cette fois, la guerre débuta avec le fanatisme idéologique né de la Première Guerre. Cette fois, les non-combattants souffrirent au moins autant que les soldats ; ce fut une guerre totale dès le début, ou presque.

En un an, la *Wehrmacht* de Hitler — considérée comme la meilleure armée du siècle — conquiert la plus grande partie de l'Europe continentale. Mais même dans les conquêtes, les Allemands firent implicitement une différence de taille entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest. A l'Ouest, en l'espace de quelques semaines, les Allemands mirent en déroute des Français encore traumatisés par la Grande Guerre. Pendant un temps, les vainqueurs se comportèrent avec une correction née de leur confiance en soi. A l'Est, l'idéologie allemande dictait une conduite différente. On avait dit aux Allemands que les Polonais et les Russes étaient des *Untermenschen* (sous-hommes), et qu'ils devaient être traités en conséquence. Peu ^{p.051} avant l'invasion de l'Union soviétique, l'infâme *Kommissarbefehl* du Haut Commandement ordonna une brutalité immédiate, exigea que l'armée se livre à une occupation meurtrière. La haine, et la peur qu'une telle agression ne se retourne contre son auteur portèrent l'occupation allemande à l'Est à un tel degré d'horreur que les Russes et les Ukrainiens qui, initialement, avaient salué les Allemands comme des libérateurs, se transformèrent en défenseurs farouches de la patrie russe.

La guerre leva toutes les barrières. La barbarie allemande à l'Est fut suivie par la vengeance des Soviétiques ; au *Blitz* allemand contre la Grande-Bretagne succédèrent les bombardements massifs des Alliés sur Dresde et Hambourg. Le crime le plus grand fut l'extermination systématique de six millions

L'Europe retrouvée ?

de juifs — acte qui témoigne d'une telle haine fanatique, organisé de manière si systématique que, maintenant encore, nous ne pouvons le comprendre. D'une manière ou d'une autre, souvent peut-être de manière banalisée, il est inscrit dans notre mémoire collective. Des milliers et des milliers d'individus jouèrent un rôle actif dans l'Holocauste ; plus encore, furent des complices passifs. Et pourtant, il y eut ceux qui risquèrent leur vie en venant individuellement au secours de juifs. Il s'agissait là d'un crime perpétré par les Allemands, mais avec des complices sans nombre en Europe ; il s'agissait du degré ultime de l'horreur et du mensonge. Il faut pleurer les victimes, il faut se souvenir d'elles ; leur souvenir est sacro-saint. Il ne pourra jamais être exploité.

Les Européens doivent reconnaître d'autres erreurs du passé : à mesure que la *Wehrmacht* conquérait l'Europe, et jusqu'à ce que son aura d'invincibilité fût détruite à Stalingrad, un nombre respectable d'Européens — en Europe de l'Ouest et en quelques endroits d'Europe de l'Est — crurent en l'Ordre nouveau de Hitler. Je ne songe pas seulement aux collaborateurs actifs ou à ceux qui s'enrôlèrent dans les légions de Hitler, mais aussi à ces individus qui acceptaient l'habile propagande pour une Europe nouvelle et qui succombèrent au même attrait de la puissance, de l'ordre, de la violence, auquel les Allemands avaient succombé avant eux. Eux aussi nièrent la vérité et tentèrent de s'accommoder du système. Nous oublions combien les pays conquis étaient divisés, combien même un pays ^{p.052} comme la Suisse était divisé. Les atrocités et les déportations détrompèrent certains des sympathisants ; les défaites des Allemands en détrompèrent le plus. Finalement, j'en ai peur, la plupart oublièrent leurs errements du début.

La guerre prit fin lorsque les Américains et les Soviétiques firent

L'Europe retrouvée ?

leur jonction sur l'Elbe, lorsque les Alliés, finalement, écrasèrent le nazisme. Les deux guerres mondiales firent un nombre de victimes qui excédait la population totale de l'Europe deux siècles auparavant. Avec la fin du nazisme, le monde occidental — ou sa plus grande partie — embrassa un nouvel espoir qui se transforma en illusion ; cette fois, on espérait que l'alliance de l'Est et de l'Ouest survivrait à la défaite de l'ennemi commun, que les bonnes relations tant célébrées, mais jamais faciles, jamais confiantes, se perpétueraient sous la forme d'une alliance dans la paix. Mais avant longtemps, un conflit ancien ressurgit, et il faudrait encore endurer des décennies de violence et de contre-vérités.

V

Je tiens à être bref en ce qui concerne la période postérieure à 1945, bref parce que par certains aspects, cette période est mieux connue, bref aussi parce que je crois qu'il manque aux historiens la distance nécessaire par rapport à cette époque, qui se situe quelque part entre la mémoire et l'histoire. J'espère que les historiens, libérés de l'orthodoxie, qui ont accès à des archives jusqu'ici impossibles à consulter, acquerront peu à peu une perception plus nuancée des dernières décennies. Avec le temps, les liens qui rattachent la période d'après 1945 à la période d'avant 1914, devraient devenir plus évidents, de même, je l'espère, que les liens entre les changements visibles qui interviennent sur la scène internationale et les changements souterrains, particulièrement en Europe de l'Est ; nous devrions en apprendre plus sur le type d'aide que représentaient les pays démocratiques pour l'Espagne et le Portugal, et sur la manière dont les révolutions dans ces pays ont affecté l'Europe de l'Est.

L'Europe retrouvée ?

L'historien devra découvrir ici comment a pu se produire l'inimaginable : le déclin pacifique ^{p.053} du totalitarisme, la libération pacifique de l'Europe de l'Est. Il faut encore écrire l'histoire du recouvrement de la liberté.

Entre 1945 et 1948, dans une Europe dévastée, avec ses millions d'individus affamés, sans abri, errant désespérément à la recherche d'un lieu sûr, l'espoir ne laissait pas d'exister — l'espoir qu'aux horreurs de la guerre et du fascisme succéderaient la paix et la reconstruction, que l'alliance Est-Ouest tiendrait, que les Etats-Unis renforceraient la cause de la paix. Beaucoup supposaient qu'une forme de compatibilité morale entre les puissances occidentales et l'Union soviétique — le procès de Nuremberg avait pu le faire croire — pouvait se traduire en une réalité politique. Cet espoir entraîna bien des sacrifices : nous refusions de reconnaître la portée de la barbarie soviétique lors de la « libération » de l'Allemagne — dont Lev Kopelev a témoigné, qui souffrit des années durant pour avoir dit la vérité. Ce n'est que récemment que nous avons appris que les puissances occidentales ont livré à l'Union soviétique des milliers de Russes, contre leur volonté expresse. Incidemment, permettez-moi d'ajouter que les services de renseignement américains, qui connurent un important développement pendant la Seconde Guerre mondiale, héritèrent d'une habitude du secret qui, dans les décennies qui suivirent, suscita de nombreuses batailles pour protéger les droits constitutionnels contre de prétendues exigences de sécurité nationale.

Les origines de la guerre froide, controversées dès le début, deviendront peut-être plus claires avec la publication des archives soviétiques. Mais je doute qu'il nous faille abandonner notre

L'Europe retrouvée ?

conviction que des craintes réciproques de sécurité militaire s'associèrent à des craintes idéologiques et paranoïaques remontant à 1917, que les deux superpuissances perpétuèrent, en développant largement leur ancien conflit. Staline, craintif et ambitieux, désirait augmenter sa puissance en étendant l'Empire. Aux Etats-Unis, la réalité incontestable de l'espionnage et de l'expansionnisme soviétiques renforça la vieille peur des Rouges et entraîna sur le plan intérieur des craintes, exploitables politiquement, quant à des « activités anti-américaines ». Il fallut bien du temps pour combattre les mensonges d'un Joseph McCarthy, et le mal qu'il fit est considérable ; dans ce conflit comme dans ceux qui suivirent, des individus courageux protégèrent le droit ^{p.054} à la libre expression et mirent en lumière la vulnérabilité et la nécessité impérieuse de la liberté de la presse.

Les luttes politiques en Europe effrayaient elles aussi les Américains. En France et en Italie, en vertu de leur rôle essentiel dans la résistance, les communistes avaient obtenu une forme de réhabilitation morale. Les Américains ne comprenaient pas qu'un quart ou un tiers des électeurs français et italiens puisse se déclarer en faveur des partis communistes. Le « centralisme démocratique » pratiqué en France comme en Italie prescrivait une ligne qui ne déviait que rarement — et alors d'une manière minimale — de l'orthodoxie de Moscou. Parmi les intellectuels, le nombre de sympathisants était encore important, même s'il allait en diminuant : on peut voir en Jean-Paul Sartre le meilleur exemple de ce phénomène. Ils critiquaient tel ou tel acte d'horreur en particulier, le coup d'Etat en Tchécoslovaquie de 1948, et les procès publics qui s'ensuivirent, ou l'écrasement de la révolte en Hongrie. Mais ils refusaient d'envisager que ces « excès » faisaient

L'Europe retrouvée ?

partie intégrante du régime — et ainsi ils perpétuaient cette auto-illusion qui avait bénéficié au bolchevisme dès le départ. (Ce n'est que maintenant que l'on commence à avoir accès aux documents montrant l'ampleur des tortures pratiquées par des compatriotes sur des compatriotes dans les pays satellites. Dans les deux premières décennies qui suivirent la guerre, les régimes communistes entreprirent de détruire toute résistance, réelle ou potentielle, qu'ils rencontraient, ayant recours aux formes les plus inhumaines de torture et d'humiliation qui soient.) Une présence américaine croissante en Europe occidentale — le plan Marshall en témoigne — renforça le conflit idéologique ; les communistes et les intellectuels de gauche cherchèrent à exploiter un anti-américanisme qui n'avait jamais disparu, un antagonisme envers ce que l'on appelait en Europe la « colonisation du coca ».

Mais après les guerres fratricides, l'idée de l'« Europe » était née ou renée. Dans un célèbre discours prononcé à Zurich en 1946, Churchill se fit l'avocat des Etats-Unis d'Europe, ayant toutefois la prudence d'en exclure la métropole de l'Empire. Il prévoyait que la pierre angulaire de l'Europe serait la réconciliation entre la France et l'Allemagne, qui se réalisa lentement, et qui trouva son couronnement ^{p.055} symbolique — et religieux — dans la messe à laquelle assistèrent ensemble de Gaulle et Adenauer dans la cathédrale de Reims en 1962. (Il est frappant de constater que cet autre grand moment de réconciliation symbolique que fut l'agenouillement de Willy Brandt aux portes du ghetto de Varsovie avait lui aussi un caractère spontanément religieux.) Mais l'Europe de l'espoir, de la régénération spirituelle, se transforma petit à petit en l'Europe des bureaucrates de Bruxelles, en une Communauté européenne qui facilita la marche de l'Europe

L'Europe retrouvée ?

occidentale vers une prospérité sans précédent, et un certain degré de coopération politique. A mesure que l'Europe de Bruxelles s'étendait à d'autres pays que ses six membres d'origine et cherchait à donner une signification plus grande à la notion de *Communauté*, elle commença à se considérer elle-même comme l'Europe tout court, présomptueuse dans l'opinion qu'elle avait de soi, confortable dans son esprit de clocher et dans une certaine mesure oublieuse du fait qu'elle n'était qu'une partie de l'Europe. Tacitement, les Allemands de l'Ouest en vinrent à accepter la partition de leur pays, se limitant à une invocation rituelle de leur sollicitude envers leurs frères et sœurs perdus depuis si longtemps. Pour le dire de manière peut-être trop forte : l'indifférence que la plupart des Allemands de l'Ouest adoptèrent inconsciemment envers les Allemands de l'Est était un exemple extrême de la satisfaction d'une Europe occidentale qui se sentait un tout, et avait l'impression que sa séparation de la partie Est était une réalité somme toute irrévocable. (Il existait, bien sûr, d'importantes exceptions : les promoteurs de l'Ostpolitik étaient motivés par un mélange de souci authentique envers l'Est et de raison d'Etat. Les individus nombreux qui, en France et ailleurs, maintenaient des contacts avec les intellectuels et les artistes d'Europe de l'Est contribuèrent, sous des formes auxquelles il faut encore rendre pleinement hommage, à la réunification de l'Europe.) Mais le mythe de l'Europe, auquel la Communauté européenne donnait un semblant de réalité, constitua un aimant puissant pour les Européens à la recherche de la liberté : je pense aux Espagnols et aux Portugais qui renversèrent leur dictature ; et « Europe 1992 » contribua grandement à l'autolibération de l'Europe de l'Est.

L'Europe retrouvée ?

L'enthousiasme suscité par l'« Europe » était authentique, mais l'édification d'une collectivité ouest-européenne, qui commença avec ^{p.056} le plan Schuman à la fin des années 1940, n'alla pas sans mal, les intérêts nationaux entravant les projets supranationaux. Reste qu'une Europe nouvelle était en voie de construction — et la vision d'une Europe future a peut-être fait oublier le passé de l'Europe. En Europe occidentale, ce n'est pas tellement que les Etats aient cherché à nier ou à dissimuler la vérité ; ce sont les peuples qui, les uns comme les autres, étaient frappés d'une amnésie volontaire. Les Allemands parlaient de *Stunde Null* (heure zéro), d'une césure totale, et en dépit des nombreuses voix courageuses qui regardaient en face le passé, beaucoup s'y refusaient, refusaient d'analyser les complicités massives ou de reconnaître une continuité profonde dans l'histoire de l'Allemagne menant au national-socialisme. On trouve des résistances similaires en France, ici aussi comme un tabou, un refus de reconnaître une continuité entre les conceptions et les mouvements de droite, antisémites, d'avant-guerre, et leur triomphe sous Vichy. Les tentatives du gouvernement français pour interdire le film de Max Ophuls sur la collaboration et la résistance, *Le Chagrin et la Pitié*, peuvent être vues comme un effort maladroit, mais symbolique — dans une démocratie — de refuser de regarder en face le passé ¹. Peut-être l'opposition marquée entre « résistants » et « collaborateurs » — catégories qui valent pour l'ensemble de l'Europe occupée — empêchait-elle d'appréhender correctement le passé, et cette division obscurcissait les subtiles et terribles ambiguïtés de la situation

¹ Sur ce sujet, voir Henry Rousso, *The Vichy Syndrome. History and Memory in France since 1944* (Cambridge, MA, 1991), *passim*.

L'Europe retrouvée ?

telle qu'elle se présentait réellement : seuls quelques-uns étaient pleinement engagés dans l'un ou l'autre camp, les doutes et les appréhensions s'installaient, nombre d'individus se mouvaient simultanément ou successivement dans plusieurs univers. Les gens changeaient avec le temps, passant d'une attitude à l'autre. En 1940, l'Ordre nouveau de Hitler semblait attirant pour certains, et inévitable à beaucoup ; après Stalingrad, « la vague du futur » recula — et l'esprit des gens s'adapta aux réalités nouvelles.

Il a fallu de nombreuses années à la partie libre de l'Europe pour surmonter vraiment ces tabous. En République fédérale, le tournant ^{p.057} se produisit pour les historiens lorsqu'en 1962, Fritz Fischer présenta sa réinterprétation de juillet 1914 et mit l'accent sur les continuités de l'histoire. Les historiens antérieurs avaient interprété le national-socialisme comme une aberration, un détour tragique causé par divers facteurs, dont le Traité de Versailles et la Grande Dépression. Ils auraient aimé réduire Fischer au silence. En lieu et place, le débat s'est élargi : de la discussion sur les « détours fatals » — Herbert Lüthy a montré que le *Schicksal*, le destin, ne relève de la responsabilité de personne, et n'implique donc aucune culpabilité — on est passé à une analyse d'un *Sonderweg* allemand, d'une voie particulière qui s'écartait de la voie libérale où l'Europe occidentale s'était engagée.

Pendant ce temps, en Allemagne de l'Est, une autre doctrine était imposée : le fascisme était défini comme la forme la plus brutale du capitalisme monopolistique, d'où il s'ensuivait que le premier Etat socialiste ayant existé sur le sol allemand n'avait absolument aucune responsabilité dans la naissance du national-socialisme. L'idéologie « antifasciste », principale légitimité de l'Allemagne de l'Est, servait également à noircir l'Allemagne de

L'Europe retrouvée ?

l'Ouest, pays qui, après tout, se vautrait dans le capitalisme. Mais l'Allemagne de l'Ouest avait ses propres erreurs de perception : j'ai entendu dire que l'on avait renoncé à fournir à l'Allemagne de l'Est des manuels d'histoire ouest-allemands, parce que ces manuels témoignaient d'une ignorance flagrante de la situation en République démocratique.

Pendant des dizaines d'années, l'Union soviétique fut isolée, telle une île séparée du continent ; les frontières en étaient impénétrables, et la technologie facilitait l'isolement — le gouvernement pouvait par exemple brouiller les programmes radio de l'étranger — alors qu'une technologie plus récente a rendu au contraire un tel isolement quasi impossible ¹. L'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne a montré les extraordinaires mécontentements qui existaient dans l'Union, particulièrement parmi les peuples dotés d'un fort sentiment de leur identité ethnique, comme les Ukrainiens. Je me demande ^{p.058} maintenant si la grande Guerre patriotique, pour reprendre la définition de Staline, et qui fut glorifiée pendant des décennies, n'a pas prolongé l'existence de l'Union soviétique : c'était le seul souvenir commun qui légitimât la dictature et qui présentât, tardivement, quelque justification pour l'impitoyable effort d'industrialisation à tout prix de l'Union.

Quels qu'aient été les espoirs et les illusions des trois premières années qui suivirent la guerre, dès 1948, il apparut que Staline était déterminé à renforcer sa mainmise totalitaire sur les pays d'Europe de l'Est. Arrivant sur les pas de l'Armée rouge, des

¹ Les relations entre technologie et terreur ont subi de nombreuses modifications. L'accès à la communication a aidé les dissidents. Il est difficile aujourd'hui de dissimuler la répression brutale. Les modalités de la communication clandestine ont, elles aussi, évolué.

L'Europe retrouvée ?

régimes communistes prirent le pouvoir, loyaux à Staline et imprégnés de craintes staliniennes quant à l'ennemi intérieur et l'ennemi extérieur. D'énormes partis communistes se développèrent partout, de même qu'un appareil régissant tout, et en fin de compte une *nomenklatura*. Le cauchemar du totalitarisme s'étendait désormais de Vladivostok à l'Elbe et les Soviétiques devaient avoir recours à une répression de plus en plus violente pour s'imposer à des nations qui chérissaient leur passé d'indépendance. Staline accumulait les horreurs : les procès publics de Slansky et d'Anna Pauker, le « complot » des médecins juifs, les persécutions contre les résidus de la bourgeoisie — les mensonges sans fin, la perpétuelle réécriture de l'Histoire.

Staline mourut en 1953 — et, pendant un bref moment, même parmi ses ennemis, on se souvint d'un héritage ambigu : Staline, le monstre, avait mené son peuple dans un combat héroïque contre un monstre encore plus grand. La mort de Staline marqua une césure dans l'histoire du bolchevisme : pour la première fois en trente ans, il y eut un moment de vérité, même si elle était sous contrôle. Le discours secret de Nikita Khrouchtchev — immédiatement publié dans la presse étrangère — accusait Staline d'avoir mis en place un règne de la terreur, qui assassinait des innocents. La « déstalinisation » mettait en accusation le « culte de la personnalité », suggérant ainsi que c'était Staline, et non le système, qui était responsable des horreurs dissimulées jusque-là. Malgré les zigzags de la politique soviétique qui s'ensuivirent, et malgré la répression brutale des révoltes en Hongrie et en Tchécoslovaquie, le totalitarisme stalinien ne fut jamais ressuscité dans toute sa force. Le « dégel » alternait avec la répression, ^{p.059} mais les formes les plus brutales de torture systématique, sadique,

L'Europe retrouvée ?

commencèrent à s'atténuer, même si le goulag et les asiles psychiatriques continuaient d'exister. Il se peut que la torture comme instrument habituel du pouvoir ait progressivement disparu ; les dirigeants déposés, comme Khrouchtchev, n'étaient plus exécutés.

Dans les années qui suivirent, une sorte de monotonie dégradante, répressive, descendit sur une bonne part de l'Empire soviétique. Le régime qui continuait de prétendre que le parti détenait le monopole absolu de la vérité réduisait au silence toute critique, et *a fortiori* toute opposition. Quelques progrès sur le plan social d'un côté, de l'autre une misérable société d'informateurs. Une vie nouvelle se fit cependant jour dans la clandestinité : c'est l'asservissement qui nourrissait la faim de liberté, c'est le mensonge omniprésent qui inspirait la soif de vérité, la détermination de « vivre dans la vérité », de dénoncer l'opresseur, de refuser le compromis. De nombreux témoignages émouvants en témoignent ; pensez par exemple aux poignantes *Lettres de Bialolaka* d'Adam Michnik. C'est dans les caves de la Résistance en Europe occupée qu'est né le rêve d'une Europe purgée de la haine ; c'est dans la clandestinité des régimes communistes répressifs que les courageux et les incorruptibles décrivirent les ambiguïtés de la vie sous un totalitarisme déclinant — avec une étonnante compassion. Souvenons-nous de quelques noms : Havel et Michnik, Etkind et Milosz, Youri Afanasjev et Andreï Sakharov. Souvenons-nous de cette profonde protestation contre la contre-vérité, de cette révolte contre une société du mensonge, avec ses récompenses à la soumission et ses exigences d'un compromis qui détruit l'âme. Rappelez-vous qu'il s'agissait encore d'une époque où les deux parties de l'Europe

L'Europe retrouvée ?

étaient étrangères l'une à l'autre. Mais je crois qu'il s'agissait aussi d'une époque où la moitié la plus pauvre acquit un sentiment de l'Europe plus riche que celui qui existait dans la moitié prospère.

La philosophie de la non-violence de Gandhi fut peut-être un phare pour certains d'entre eux, mais beaucoup, vraiment beaucoup d'individus prirent conscience, de manière stoïque et provocante, de ce que Havel appelle « le pouvoir des sans-pouvoir ». Je suis convaincu que c'est dans les pays d'Europe de l'Est qu'est née une idée nouvelle de l'Europe, que les dirigeants de KOR et de Solidarité, les membres de ^{p.060} la Charte 77, que les milliers, et plus tard les dizaines de milliers d'individus qui, avec un courage et une discipline incomparables, ont défié les régimes et les ont parfois vaincus moralement, que ces individus étaient pourvus d'un sentiment plus profondément européen, qu'ils étaient plus conscients d'être Européens, que la plupart des voix qui se faisaient entendre en Europe occidentale. Au cœur de leurs vies et de leurs actions on trouve une vision humaniste qui désire mettre fin — tout en cherchant à le comprendre — à l'enchaînement des horreurs qui commença avec la terreur de 1914.

A la fin de cet exposé, je tiens à répéter ce que je disais à son début : en 1989, cet enchaînement de l'horreur fut rompu. Je ne crois pas que nous ayons atteint la fin de l'histoire ou qu'il n'y aura plus de conflits ; je me rends compte que les passions fondamentales qui étaient à la base du mensonge et de la violence, que les haines, le nationalisme, l'intolérance, sont des dangers qui pourraient jeter à bas certaines réalisations récentes. En revanche, je crois fermement que nous avons atteint la fin

L'Europe retrouvée ?

d'une époque où l'Europe était ruinée par des guerres hégémoniques, rendues plus funestes par les nouveaux moyens de destruction, la fin d'une époque où ces guerres exacerbent les conflits sociaux et nationaux qui les créaient ou leur donnaient forme, où les visions utopiques des régimes totalitaires asservissaient et assujettissaient des millions d'individus, où les Etats totalitaires s'arrogeaient le monopole du pouvoir, qui était aussi le monopole de la vérité. C'était une période où les assassinats de masse pouvaient être commis, où le sadisme pouvait avoir libre cours, parce que les hommes au pouvoir avaient réduit au silence toute opposition et avaient insensibilisé l'esprit de leurs partisans.

La terrible époque qui est derrière nous — et les deux années étonnantes qui se sont écoulées depuis 1989 — nous ont une fois de plus appris que les événements sont imprévisibles. Et cependant, je me risquerais à dire qu'il existe aujourd'hui en Europe — peut-être pour la première fois au cours de son histoire moderne — une possibilité de paix. Peut-être même la possibilité que des soldats ne tireront plus sur des compatriotes — malgré les horreurs que vit actuellement la Yougoslavie.

^{p.061} L'autolibération de l'Europe de l'Est a dû lutter contre des ennemis et des *apparatchiks* qui se cramponnaient à leur position ; mais implicitement, cette libération rompait avec la violence et le mensonge de l'ère précédente. Une fois au pouvoir, ces hommes nouveaux ont mis en place une nouvelle logique : au nom de leurs nations, ils ont présenté des excuses formelles pour les torts commis envers d'autres pays ou nationalités ; ils ont tendu la main en un geste de réconciliation. Les sceptiques peuvent rétorquer ironiquement qu'il n'y avait là que des mots — mais toute l'époque

L'Europe retrouvée ?

précédente a prouvé le pouvoir des mots et des symboles. Mais même les sceptiques sont obligés de reconnaître que les gestes de réconciliation ont été suivis par la conclusion de traités ; je pense ici au traité germano-polonais, qui visait à mettre un terme à une histoire violente et tragique. En complément de ces traités, on a assisté à des efforts, certes encore insuffisants, mais sans précédent, de coopération régionale.

Le processus de réconciliation a des opposants farouches, y compris des hommes encore puissants de l'ancien appareil. Il est clair que le nationalisme — qui a toujours eu ses côtés émancipateurs et ses côtés brutaux et agressifs — peut aller à l'encontre de la réconciliation. Le patriotisme et le nationalisme ont inspiré les libérateurs, mais ils peuvent facilement se dégrader en xénophobie et en violence. Ici aussi, la Yougoslavie fournit l'exemple type de cette force de destruction.

Je crois que les historiens ont une responsabilité particulière sur ce point — et en disant cela, je suis pleinement conscient de ce que notre influence a diminué. Nous nous trouvons à l'aube d'une ère nouvelle dans laquelle les « pages blanches de l'histoire », comme on les appelle en Union soviétique, ont une chance d'être écrites — certes, au prix de grandes difficultés. A mesure que les archives deviennent accessibles, que les historiens rompent leurs liens, combien d'horizons s'ouvrent, mais combien d'obstacles doivent être surmontés : en Europe de l'Est ou du moins en Union soviétique, de puissants intérêts demeurent, qui cherchent désespérément à empêcher des révélations qui illustreraient leur complicité ou la fausseté de tant d'allégations qui furent

L'Europe retrouvée ?

présentées comme des faits historiques authentiques ¹. p.062 Nous devons nous rappeler que les révolutions de 1989 marquèrent la victoire de ceux qui croyaient en la loi, en la liberté de parole, en un gouvernement représentatif, en une société ouverte. A mesure que les orthodoxies de parti et les mensonges sur le passé disparaissent, d'anciens mythes pourraient revenir au goût du jour : renverser les statues de Lénine pour célébrer Nicolas II n'est rien d'autre qu'établir un mythe à la place d'un autre. La même chose serait vraie si l'idéologie bolchevique était remplacée par le nationalisme russe ou l'antisémitisme ukrainien ; à un monde contrôlé par la Stasi ne doit pas se substituer une société intimidée par des *skinheads* en folie.

L'heure n'est pas non plus au triomphalisme pour le capitalisme ; certes, l'économie de marché s'est révélée beaucoup plus efficace que l'économie planifiée. Mais il est porteur de ses propres tares, et dans tous les changements qui se sont produits au cours de ce siècle, peu d'éléments semblent démontrer qu'un capitalisme entièrement libre, non réglementé, puisse satisfaire l'aspiration qu'a l'homme à la sécurité et à la justice. Des hommes sont morts pour la vérité, la liberté et la dignité — des hommes sont-ils morts pour la cause du capitalisme ? Alors que le communisme s'effondre, les Etats-Unis nous offrent un triste exemple de ce que peut entraîner un esprit de lucre sans frein. Les immenses coûts humains, moraux et matériels engendrés par l'enthousiasme de l'ère Reagan pour l'économie de marché commencent à peine à être évalués. Il est toujours difficile de trouver un équilibre entre les impératifs de l'économie de marché

¹ A ce sujet, cf. l'émouvant essai de Youri Afanasjev « Das beschädigte Gedächtnis », *Transit Europäische Revue*, n° 2, été 1991, pp. 110-120.

L'Europe retrouvée ?

et les exigences de la justice sociale. Sans cesse, le pouvoir politique doit s'efforcer de les concilier. Pour certains, il a été pratique, utile d'un point de vue idéologique, de proclamer l'identité du bolchevisme et du socialisme. Pourtant, le premier n'était qu'une perversion du second, et l'on ne saurait mésestimer le rôle du socialisme démocratique dans l'humanisation du capitalisme, humanisation qui lui a permis de survivre. Le socialisme fut l'indispensable contrepoids de l'insouciance capitaliste.

En dépit de tous les dangers qui surgiront dans l'avenir, en dépit de tous les éléments qui nous rappellent la sensibilité de l'homme aux mythes et aux promesses non libérales, il nous faut reconnaître l'ampleur des changements qui se sont produits en Europe avec les ^{p.063} révolutions de 1989. La vérité a triomphé. La valeur des institutions libérales, de l'esprit libéral, est à nouveau prise en compte presque spontanément, sans grande pompe, mais, peut-être, comme vérité en soi, ainsi qu'elle était apparue aux yeux des rédacteurs de la déclaration d'indépendance américaine. Il se peut que nous en revenions à des valeurs qui furent celles du XVIII^e siècle, des Lumières, de cette époque dans l'histoire européenne dont Jean Starobinski a dit qu'elle était celle de « la découverte de la liberté ». Défendre cette liberté : voilà la tâche qui nous attend.

*

L'Europe retrouvée ?

Entretien ¹

@

M. JEAN-CLAUDE FAVEZ : Je donne d'abord la parole au professeur Herbert Lüthy, qui va lancer la discussion sur la problématique d'ensemble du professeur Stern, sur la question du retour de l'histoire et du retour à l'histoire auquel nous assistons depuis deux ans, ainsi que sur le thème de la fonction de l'historien.

M. HERBERT LÜTHY : Dans ma jeunesse, j'ai toujours été frappé par la ressemblance qu'il y avait entre notre dialecte alémanique et la langue presque éteinte des ghettos de l'Est, le yiddish. Ce sont deux branches du moyen-haut allemand, qui ont dévié à la même époque, au XIII^e siècle. Cette parenté montre, je crois, que la Suisse alémanique appartient beaucoup plus à l'Europe centrale qu'elle ne le pense et ne l'a jamais pensé.

J'ai entendu votre conférence avec une profonde sympathie, mais aussi avec une grande émotion, à cause de son caractère autobiographique, au sens le plus général. Chaque historien, au-delà de la petite parcelle qu'il défriche laborieusement pour en connaître les détails, cherche au fond ce qui l'a précédé et ce qui l'a fait devenir ce qu'il est. Revenir sur soi-même, pour ^{p.064} un historien, ce n'est pas seulement revenir sur l'histoire vécue, mais aussi sur l'histoire qu'il a étudiée, peut-être enseignée, et qui n'est plus tout à fait celle qu'il enseignerait maintenant. Il y a dans le texte de M. Stern une note réellement autobiographique ; elle décrit la relation très mouvementée d'un social-démocrate allemand, membre de la Deuxième Internationale et habitant en Amérique, avec la Troisième Internationale. C'est ce genre de choses, précisément, qui fait une personne et une personnalité.

M. FRITZ STERN : Vous avez entièrement raison de mettre le doigt sur les aspects autobiographiques de mon exposé. Je m'empresse d'ajouter que j'ai été

¹ Le 11 octobre 1991, avec la participation de M. Etienne Fouilloux, professeur d'histoire religieuse à l'Université Lumière-Lyon 2, de Lyon ; M. Herbert Lüthy, professeur honoraire à la Faculté des Lettres de l'Université de Bâle ; Mme Beatrix Mesmer, professeur d'histoire nationale à l'Université de Berne ; M. André Reszler, professeur à l'Institut universitaire d'Etudes européennes de Genève ; Mme Marlis Steinert, professeur émérite à l'Institut de Hautes Etudes internationales de Genève.

L'Europe retrouvée ?

délibérément explicite, afin d'éviter tout malentendu et que cela n'ait rien d'embarrassant. La note dans laquelle je présentais l'expérience triviale de mes relations avec l'illusion communiste est absolument autobiographique.

M. HERBERT LÜTHY : Un historien relie le présent au passé. C'est notre métier, mais c'est aussi notre métier d'hommes. En reliant l'Europe réémergente de 1989 avec le commencement de chute apparemment irrémédiable de 1914, vous rétablissez l'intégralité et la cohérence d'un siècle que nous avons presque vécu. Vous rétablissez un ensemble dont nous avons besoin. L'Europe doit retrouver sa mémoire pour se refaire. Pourtant, cette Europe retrouvée n'est pas celle qui est en chantier dans les conférences intergouvernementales de l'Union économique, monétaire, politique et stratégique de l'Europe occidentale. L'Europe qui se retrouve, qui s'était donc perdue, n'est pas celle de l'Occident, qui au fond ne s'est jamais perdue, qui est très sûre d'elle-même, et qui regarde vers l'an 2000 et au-delà, plutôt que vers 1914. Pour cette Europe qui se fait sous nos yeux, la réémergence de l'Europe de l'Est a plutôt été une gêne, une mauvaise surprise, une occasion de panique. Cela a été très sensible pendant l'hiver 1989-1990. On a raccourci le calendrier de manière presque frivole ; on a voulu improviser une sorte de Constitution politique pour ce qui n'est après tout qu'un Marché, dans l'idée d'achever le processus en cours avant que les pays de l'Est ne viennent s'agripper au radeau européen, déjà bien chargé.

La célébration de l'Europe retrouvée, hélas, coïncide avec un retour bien réel, dans l'actualité, à l'Europe de 1914. Dans la guerre que mène la Grande Serbie, nous retrouvons exactement les gestes, les massacres, les actes de terrorisme qui ont caractérisé les crises balkaniques, préludes à la Grande Guerre. L'Europe retrouvée, c'est aussi la consternation de voir des Croates, des Serbes, bientôt des Macédoniens et des hommes du Kosovo, répéter les violences et les outrages que commirent leurs arrière-grands-pères en 1944, 1911 et 1908, comme si rien ne changeait, comme si cette Europe, à l'est du rideau de fer, était vraiment toujours la même. Il y a là, je crois, matière à débat.

M. ANDRÉ RESZLER : Je vais, si vous le permettez, prendre le même ton personnel que Herbert Lüthy. J'ai passé ma jeunesse dans un pays qui n'était plus tout à fait européen, la Hongrie. Je me rappelle les sentiments que nous

L'Europe retrouvée ?

avons éprouvés à l'égard de l'Europe en 1956, quand elle ne s'est pas portée à notre secours. Il y a eu bien sûr, dans l'autre Europe, d'autres déceptions, en 1968, en 1980. Quand je suis arrivé ici, mon métier d'historien m'a amené à étudier la mauvaise conscience européenne, qui a pratiquement coïncidé avec la conscience européenne elle-même, pendant les années 1960-1970. Il suffit de penser à Jean-Paul Sartre, pour qui le Parthénon et le svastika étaient les emblèmes d'une même entité. Par la suite, l'idée de la décadence irrésistible de l'Europe a envahi et dominé les esprits. Naguère encore, Raymond Aron a publié un *Plaidoyer pour une Europe décadente*. J'ai donc grandi avec l'idée d'une Europe décadente, qui aurait succédé en quelque sorte à l'Europe dont Fritz Stern a décrit la vie.

Si l'Europe se porte bien aujourd'hui, il faut le dire, elle revient de loin. Comment est-on passé d'une civilisation doutant d'elle-même à une civilisation triomphante ? Fritz Stern a dit qu'en 1989 le communisme s'est effondré, et qu'en tout état de cause il est enterré ; que l'Amérique, de son côté, a vu son importance diminuer ; qu'entre deux, enfin, la montée d'une nouvelle Europe, autonome, semble devenue possible. L'ensemble de son exposé est marqué par cet optimisme. La question que je me pose est de savoir comment nous avons pu passer de cette Europe décadente, doutant d'elle-même et subissant l'histoire, à une Europe confiante, dominant l'histoire.

En écoutant Fritz Stern, on éprouve le sentiment d'être sorti de la période dont Tocqueville a fait la théorie : je songe à son étonnante prophétie, dans *De la démocratie en Amérique*, annonçant que deux grandes puissances domineraient chacune la moitié de la planète, les autres pays évoluant à l'intérieur des limites que la nature leur a fixées. Tocqueville n'était pas un pessimiste ; mais il paraissait clair, à ses yeux, que l'Europe était déjà parvenue au faite de sa puissance. Cela me ramène à ma question. Que s'est-il passé, pour que nous sortions d'une Europe et entrions dans une autre ? Répondre à cela nous permettrait, je crois, de savoir s'il s'agit d'une réalité ou d'une illusion.

J'espère que l'historien peut apporter des réponses à ses propres questions. Pour ma part, j'aimerais proposer deux éléments d'explication. Il y a d'abord la présence en Europe occidentale, dans les années 1945-1950, d'une génération d'hommes d'Etat ayant une vision et une envergure européennes. L'Europe, sauvée par les Etats-Unis et par la Russie — dans la mesure où la menace

L'Europe retrouvée ?

soviétique a constitué, vous l'avez souligné, un élément d'intégration — se sauve ensuite elle-même, grâce à une génération qui a peut-être disparu sans laisser de successeurs, fait qui justifierait un certain pessimisme. Là-dessus est venu se greffer un second phénomène, plus difficile à expliquer. Il s'agit de l'émergence en Europe d'une culture politique qui n'est pas entièrement nouvelle, dont les matériaux étaient présents depuis longtemps, mais qui agit désormais avec une force telle que les pays périphériques sont obligés de se transformer, s'ils veulent entrer dans l'Europe — je pense à l'Espagne et au Portugal. Cette nouvelle culture politique est contraignante, dans le sens le plus fort du terme. Ses valeurs sont les droits de l'homme, la coopération harmonieuse de l'individu avec la société, le pluralisme, la liberté, la propriété privée, cette dernière devenant une idée ^{p.066} force, enfin la notion d'Etat de droit. Cet ensemble d'idées forme un tout qui rend l'Europe digne de sa gloire disparue.

Ces éléments justifient que l'Europe apparaisse, à ses propres yeux et aux yeux du monde, comme un coin de planète où il fait bon vivre. L'attrait qu'exerce l'Europe s'explique, je crois, par une combinaison particulière de facteurs. On trouve d'abord la diversité. Czeslaw Milosz a remarqué que l'Europe a su créer son unité sans renoncer à ses richesses constitutives. A cette diversité, unique à l'intérieur d'un espace aussi vaste, s'ajoutent la culture politique que je viens d'essayer de définir, et le bien-être matériel, qui fait que le sort des Européens paraît enviable.

La renaissance de l'Europe permet d'entrevoir un nouvel équilibre mondial. J'émettrai ici deux réserves. Rien n'a été célébré avec autant d'éclat que l'effondrement inattendu des régimes communistes, en Tchécoslovaquie, en Pologne et en Hongrie (le cas de l'Allemagne se présente de manière tout à fait différente). Dans ces pays, il y a des élites admirables, et ce n'est pas un hasard si vous avez cité Vaclav Havel, à tous points de vue un grand maître européen d'aujourd'hui. En revanche, si nous regardons du côté de la Roumanie et de la Bulgarie, nous devons constater que le communisme y est persistant. A Moscou, plusieurs personnes m'ont fait remarquer que le communisme est enterré, mais que ce sont les communistes eux-mêmes qui l'enterrent. Un membre de la *nomenklatura*, de même, me signalait que si un homme change de parti, en Europe occidentale, il trouve immédiatement des idées toutes faites, des structures, un esprit de camaraderie ; nous, les communistes, disait-il, si nous

L'Europe retrouvée ?

changeons de camp, devons créer de toutes pièces le parti dans lequel nous entrerons. J'aimerais simplement dire qu'il y a des hommes, et surtout des intellectuels admirables, des esprits lucides et de grand courage. Mais ces élites sont extraordinairement clairsemées, et donc terriblement fragiles.

L'Europe, retrouvant son autonomie, sa gloire et sa confiance, est-elle plus proche qu'auparavant de l'unité politique ? Aujourd'hui encore, on ne voit nullement comment on passera d'un processus d'unification économique à première vue irréversible, à une unité politique. Je trouve consternant que le débat sur l'idée européenne n'ait jamais été aussi inexistant. L'Europe se fait. Mais que sera-t-elle ? Une Europe centralisée et centralisatrice, ou une Europe fédéraliste ? Nous ne savons plus guère vers quoi nous nous dirigeons. En fin de compte, allons-nous vraiment vers quelque chose ? N'y a-t-il pas là un nouveau mythe, ou une nouvelle illusion de l'Europe ?

M. JEAN-CLAUDE FAVEZ : Nous nous sommes approchés d'un point central, voire brûlant, de l'exposé de M. Stern, qui va immédiatement provoquer questions, interrogations et réactions. Il s'agit du problème de la vérité, et plus précisément de la vérité historique.

Mme BÉATRICE MESMER : L'exposé de M. Stern m'a un peu étonnée. J'ai eu l'impression que l'historien, à vos yeux, sait la vérité ; qu'il existe une vérité établie, que nous possédons, et que certains p.067 régimes ou idéologies cherchent à détruire. En tant qu'historienne, je vois ici un problème méthodologique, et vous demande : sommes-nous vraiment sûrs de pouvoir reconstruire, sur la base des archives, de la littérature, des journaux, etc., quelque chose comme une vérité, qui engloberait tout notre passé et dirait quelle direction notre histoire doit prendre ? L'historien, avec ses intérêts politiques, sa biographie et ses désirs, reconstruit-il vraiment l'histoire ? Ne construit-il pas plutôt une sorte de mythe, c'est-à-dire une image de l'histoire qui ne comprend pas tout ce qui a eu lieu, mais seulement une sélection ?

C'est pourquoi il n'est pas tout à fait évident, pour moi, de croire que l'Europe de l'Ouest — ou Europe atlantique — ait suivi une ligne claire, allant des Lumières et de la Révolution française aux droits de l'homme et au pluralisme. Nous pouvons interpréter la Révolution française dans d'autres directions. L'état des esprits, les constellations économique et politique du XVIII^e siècle, ont donné

L'Europe retrouvée ?

naissance au nationalisme, au socialisme, au communisme (avec Babeuf). La notion même des droits de l'homme n'était pas claire. A partir de la Révolution et de l'Empire, on peut donc tracer une ligne qui mène directement aux régimes de dictature militaire, qui se sont multipliés en Europe.

En tant qu'historiens, que faisons-nous ? Nous nous donnons un mythe, destiné à stabiliser la situation actuelle, à renforcer nos espoirs, et à dire au « peuple » pourquoi les choses arrivent de telle manière, pourquoi il faut aller dans telle direction politique. C'est pour cela que l'on produit des mythes d'« en haut » et d'« en bas », qui permettent à l'individu de vivre au milieu de l'insécurité des conceptions. Sous l'angle de cette reconstruction mythique, ce que vous avez dit de l'anéantissement des archives me semble très intéressant. En finir avec tel ou tel épisode passé, par la suppression des sources ; reconstruire une autre histoire, une autre vérité avec les débris des archives : ce n'est à mon sens pas seulement le problème du communisme, du nazisme ou du régime allemand des années 1920. C'est un problème de tous les jours, et c'est un problème très actuel pour la Suisse. Cet Etat, qui se dit pluraliste et qui respecte les droits de l'homme, veut aujourd'hui détruire les débris d'un passé peu glorieux — je veux parler des fiches et des dossiers qu'on veut supprimer. Nous tous, avons l'illusion de pouvoir reconstruire un passé qui nous plaît, de pouvoir supprimer les alternatives, et de faire ainsi une sorte de grand lavage de notre passé, pour nous retrouver en possession d'une Europe bien polie, et poursuivre dans la ligne que nous avons choisie.

M. JEAN-CLAUDE FAVEZ : Vos dernières remarques font écho à la déclaration d'Arnold Koller au Conseil fédéral, sur la nécessité de détruire les fichiers et les fiches de la Confédération. Cela pose à l'historien une question redoutable. Il est plus facile, parfois, de détruire les preuves matérielles du passé, que de reconstruire un passé déplorable, pour l'histoire et dans la mémoire des hommes.

Mme MARLIS STEINERT : Au début de ces *Rencontres*, M. Starobinski a mis l'accent sur un point d'interrogation : l'Europe ^{p.068} retrouvée ? Les premières interventions de cet entretien montrent qu'en effet il y a plus de points d'interrogation que de certitudes. J'aimerais revenir sur quelques thèmes qui ont déjà été effleurés par les intervenants précédents.

L'Europe retrouvée ?

Je crois qu'il faut insister sur les incertitudes sémantiques qu'induit l'usage de certains mots et concepts. Déjà, le titre de la conférence de Fritz Stern est, en anglais : « *Deceptions and Illusions* » ; il est devenu, en français : « Mensonges et illusions ». Or, « *déception* » signifie « désinformation », notion chère aux services secrets, plutôt que « mensonge ». La question est donc de savoir ce qu'est une vraie information, et quand elle devient propagande. Quel gouvernement, d'ailleurs, ne mêle pas un peu de propagande à ses informations ? Dans un mot aussi anodin, beaucoup de questions peuvent se cacher. Le mot *illusion* est encore plus ambigu. Quel être humain, quel régime politique ne se font aucune illusion ? Je crois que nous nageons aujourd'hui, passée l'euphorie de 1989, en pleine illusion. M. Reszler a déjà fait allusion à cela.

Le communisme est mort, avez-vous dit. Je crois, précisément, que c'est une grande illusion. Qu'est-ce que le communisme ? Il faut distinguer socialisme et communisme. Avant que le marxisme ne devienne le courant dominant du socialisme, il a existé d'autres formes de socialisme — ce qu'on a appelé le *socialisme utopique*. Je pense que le socialisme existera toujours, ne serait-ce que sous la forme de l'utopie, et que tout intellectuel, tout homme politique a besoin d'utopie pour façonner la réalité. L'illusion est donc dangereuse, mais aussi nécessaire.

Toute grande idée, toute grande théorie subit les mêmes transformations. Le libéralisme lui-même a pris toutes sortes de sens différents au cours de son histoire : libéralisme politique et libéralisme économique ne sauraient se confondre. J'aimerais demander à M. Stern, qui a parlé du socialisme démocratique — de la social-démocratie — si nous ne devrions pas, en tant qu'historiens, encourager et poursuivre l'idée d'un libéralisme social. L'une des tâches de tout historien et de tout homme politique est d'aider à former une nouvelle culture politique en Europe. C'est un immense problème, qui a existé dans le passé, et qui continue d'exister. L'Europe d'avant 1914 a connu des cultures politiques très différentes, relevant du modèle démocratique, mais aussi de modèles autocratiques, devenus plus tard totalitaires — c'est le cas notamment de l'Allemagne et de la Russie. Le problème est donc ancien.

Culture autoritaire ou totalitaire : vous en avez beaucoup parlé dans votre exposé. Le défaut de certaines cultures politiques, me semble-t-il, réside dans le

L'Europe retrouvée ?

manque de contrepoids. Elles sont trop dirigées vers une forme autoritaire ou totalitaire, et il conviendrait de les diriger dans un sens pluraliste et ouvert. Cela n'est possible qu'en opposant des contrepoids à leurs « vérités » trop unilatérales. La vérité n'est jamais unilatérale. Elle est multiple. C'est pourquoi les historiens, pour expliquer le passé et faire comprendre le présent, devraient présenter à leur public l'éventail des interprétations possibles du passé.

M. Lüthy a été frappé par l'aspect autobiographique de l'exposé de M. Stern. Je crois que c'est là un danger qui guette tout historien. Celui-ci ^{p.069} opère une sélection dans les documents, et a la tâche très dure de transformer une histoire vécue en histoire scientifique. L'histoire est d'abord une mémoire collective, qui retient certains événements, certains mythes vécus en commun. Ces expériences, ces histoires communes font que les mentalités sont différentes dans les diverses parties du monde. La tâche de l'historien est à la fois de synthétiser et de dépasser ces éléments. Cela doit être appliqué à l'histoire passée et présente, bien sûr, mais doit aussi aider l'historien à indiquer les alternatives actuelles pour le futur de l'Europe. Ici aussi, nous devons nous rappeler qu'il y a eu plusieurs Europes, dans des phases variées, et qu'il y en aura vraisemblablement d'autres encore. La particularité de l'Europe est qu'elle n'a jamais été une ; elle connaît plusieurs formes de mentalité et d'histoire — vécue ou scientifique. On peut même se demander s'il serait souhaitable que nous ayons une seule interprétation de l'histoire : on retomberait alors dans l'illusion d'une histoire déterministe et scientifique, ne devant proposer et ne proposant qu'une seule explication du passé.

M. FRITZ STERN : La question de la vérité a été posée à plusieurs reprises. Je dirai simplement que je me fais, de la notion de la vérité historique, l'idée que peut s'en faire une personne qui ose prendre la parole et donner son opinion devant six brillants critiques. En d'autres termes, ce qui importe n'est pas que je croie ou non à une vérité historique, c'est que j'admette la pluralité des récits historiques.

De ce point de vue, il me semble réjouissant que l'on ne juge plus nécessaire, en Europe et en Amérique, de se cantonner dans les limites d'une histoire strictement nationale, destinée à une audience et à une communauté intellectuelles nationales — ces *Rencontres* en témoignent. La reconstruction de l'histoire allemande après 1945, par exemple, a été une entreprise d'envergure

L'Europe retrouvée ?

internationale. Dans l'ensemble de l'Europe, de l'époque napoléonienne à la Première Guerre mondiale, chaque Etat a possédé sa propre histoire et ses propres historiens ; s'il y avait des débats, ils se déroulaient entre historiens d'un même pays. Cela était contraire à ce qui se passait alors dans le reste de la communauté scientifique internationale. Ce cloisonnement a aujourd'hui disparu. C'est pourquoi je m'autorise un certain optimisme.

La fin de la question de Mme Steinert me fait penser que les historiens, décidément, définissent leur tâche de manière très variée. Je pense à Fustel de Coulanges, le grand historien français. Conformément à l'idéal positiviste de son temps, il croyait absolument en une histoire scientifique. Il estimait que l'historien doit s'effacer derrière l'histoire qu'il écrit : « ce n'est pas moi qui parle, c'est l'histoire qui parle à travers moi ». Je ne partage pas ce point de vue. Je le respecte certes, ainsi que ses défenseurs. Il y a heureusement beaucoup de place dans la maison de Clio. Mais il me paraît fondamental que l'historien soit aussi fidèle que possible à la vérité, qu'il demeure conscient de ses préjugés et de ses espoirs, et qu'il admette la culture critique que nous connaissons aujourd'hui. Les historiens de ce qu'on a appelé *le monde libre* — j'insiste volontairement sur l'aspect polémique de l'expression — ont vécu dans un milieu où la critique faisait partie intégrante de la vie quotidienne. ^{p.070} Je reconnais tout à fait l'existence de l'idéal scientifique, mais je le crois inaccessible aux historiens ; c'est pourquoi j'estime que nous devons faire confiance à ces derniers, en sachant fort bien qu'ils travaillent sur la base de leur propre expérience. L'essentiel est qu'ils demeurent ouverts à la critique.

J'ai une autre raison d'être optimiste ou, si vous me passez des termes plus subjectifs encore, d'être plein d'espoir et de joie : il me semble improbable que réapparaissent des dictatures historiques semblables à celles qu'ont imposées les régimes soviétique et nazi. J'aimerais qu'il ne s'agisse pas là d'un simple optimisme, mais d'un réel espoir. Une occasion extraordinaire s'est présentée à l'Europe. Nous devons en être conscients, et pouvons en tirer avantage, en essayant de mieux comprendre ce qui l'a précédée.

J'aimerais établir clairement un point qui me semble essentiel : l'Europe de 1989 est sortie d'une longue période d'horreur et de terreur, dont il faut situer le début en 1914. Je crois qu'il y a eu depuis cette date une sorte de continuité, une chaîne de l'horreur, qui s'est rompue en 1989. Il s'agit là d'une hypothèse

L'Europe retrouvée ?

que je serais bien en peine de démontrer, et qui repose sur des impressions qu'il m'est difficile de formuler. Permettez-moi d'être encore une fois autobiographique. J'ai introduit ma conférence en affirmant que les historiens avaient une affinité particulière avec ce que Henry James appelait « l'imagination du désastre ». J'ai certainement eu, et j'ai encore cette imagination. Mais il me semble qu'après des événements qui ont fait trembler le monde, comme ceux de 1989, nous avons la chance de pouvoir renouer avec l'imagination de l'espoir.

Cela n'implique pas que je verse dans un optimisme aveugle. Les événements de Yougoslavie, en particulier, sont extrêmement inquiétants. Il y a une continuité du nationalisme. En fait, il progresse, et je crois tout à fait possible qu'il se répande à la manière d'une contagion. Pensez, par exemple, à 1968 et au mouvement étudiant : il est clair qu'à certains moments des idées sautent, en quelque sorte, d'un pays à un autre. La passion nationaliste risque de secouer d'autres pays que la Yougoslavie.

Je constate néanmoins qu'il existe, en cette matière, une différence majeure entre l'Europe de 1914 et celle d'aujourd'hui. Celle-ci n'est plus le chaudron des nationalismes. En 1914, les puissances n'attendaient que l'occasion des guerres balkaniques pour régler leurs propres comptes et déclencher une guerre généralisée. La situation s'est inversée. L'Europe politique, c'est-à-dire la Communauté européenne, essaie de jouer un rôle de pacification, et propose sa médiation. Si elle ne parvient pas à ses fins, elle se retirera, mais ne se divisera pas.

Cela m'amène à ce qu'a dit M. Reszler à propos de mon optimisme. C'est au fond l'objection majeure qui m'a été faite. Il ne faut pas oublier que mon propos reste fondé sur l'expérience de 1989, et que cette expérience a été absolument extraordinaire. La recherche de la vérité, que les régimes totalitaires avaient si longtemps supprimée, et qu'ils avaient en fait voulu détruire, est devenue possible à nouveau. Et puis, qui aurait pensé, un seul instant, que le communisme européen puisse être renversé et remplacé, même de manière progressive et incomplète, par une révolution non violente ? Peut-être ce fait témoigne-t-il de ce que Havel appelle « la puissance des impuissants ».

p.071 Je partage tout à fait votre opinion, en revanche, à propos des changements qui sont intervenus dans notre perspective intellectuelle, depuis

L'Europe retrouvée ?

l'époque du *Plaidoyer pour une Europe décadente*. De telles visions sont actuellement largement dépassées, en particulier par les chefs de file des pays fraîchement libérés d'Europe orientale. De même, je suis entièrement d'accord sur le fait que l'Europe a eu, après la dernière guerre, de grands dirigeants — Spaak, Schuman, De Gasperi et d'autres. Les plus remarquables de ces hommes sont d'ailleurs apparus en Allemagne. De 1945 à 1960, puis de manière intermittente jusqu'à la démission de Helmut Schmidt, au commencement des années 1980, ce pays a eu les meilleurs dirigeants de son histoire. Cette époque est terminée, et nous ne vivons plus dans le même monde. Tocqueville disait que l'Amérique préfère généralement les présidents médiocres, mais qu'en cas de crise grave de grandes figures émergent, auxquelles elle fait appel. J'aimerais espérer — en sachant que ce n'est rien de plus qu'un vœu pieux — que l'époque actuelle voie apparaître une génération de dirigeants dignes de leurs prédécesseurs des années 1945 à 1950.

Je ne suis pas certain d'avoir compris l'allusion de M. Reszler à Tocqueville. Il a clos l'analyse de la démocratie américaine par sa fameuse prédiction sur la Russie et l'Amérique. Mais c'était là une sorte de vision : elle ne suffit pas à définir l'histoire récente, malgré son caractère prophétique. Cela dit, je suis convaincu que si nous revenons à Tocqueville, c'est parce que nous sommes prêts, en Europe et peut-être en Amérique, à comprendre ce que j'appellerai le *libéralisme conservateur*. De plus, Tocqueville reste l'un de nos plus grands maîtres en matière de méthode d'analyse.

La manière dont j'ai parlé de la fin du communisme a pu paraître un peu rapide. Je serai clair : il me semble incontestable que dans les trois pays dont j'ai le plus largement parlé, à savoir la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie, le système communiste a été balayé. En Union soviétique même, j'ai été considérablement impressionné par le fait qu'un nettoyage analogue s'est produit, sinon dans l'appareil, du moins dans le langage. A aucun moment les putschistes d'août passé n'ont dit qu'ils voulaient rétablir le marxisme-léninisme. Il n'y a eu aucune tentative pour remettre cette histoire en marche. En Europe, ce langage a toujours été imposé par le parti, de manière non naturelle et non historique, et je ne pense pas qu'il ressurgira.

Vous me direz que les communistes se sont contentés de changer de parti. Je vous répondrai qu'ils sont simplement devenus de purs carriéristes. Ils l'ont

L'Europe retrouvée ?

toujours été, mais ils sont maintenant des carriéristes sans idéologie et probablement sans terreur. Je considère cela comme une amélioration. Il y a des carriéristes dans tous les pays et tous les régimes. J'ai décrit le lien qu'il y a entre mensonge et terreur. Dans la mesure où les anciens communistes ne font plus référence à une idéologie qui prétend détenir le monopole de la vérité, qui interdit toute opposition, qui, en d'autres termes, impose le règne du mensonge, ils ont perdu la capacité de la terreur.

Je sais, avec Mme Mesmer, qu'il n'existe pas une Vérité historique en tant que telle. Tout au plus pourrait-on en trouver une approximation dans les types d'histoire les plus plats, dans les reconstructions d'archives les plus détaillées et les plus précises. Dès lors qu'on introduit un aspect interprétatif ou spéculatif dans l'histoire, elle devient sujette à controverse. Je ne puis ici p.072 que me répéter : nous devons nous réjouir de pouvoir pratiquer une histoire pluraliste. Cette possibilité est attestée par des débats comme celui de ce matin, et par les discussions continues qui caractérisent la pratique historique dans les pays libres. Aucun débat ne peut être définitivement clos. La vérité est un problème philosophique très complexe, et je ne pense pas que nous puissions prétendre, en tant qu'historiens, détenir la vérité. Mais nous pouvons discerner les non-vérités. Je pense à l'exemple le plus flagrant, celui du massacre de Katyn, dont la vérité a été purement et simplement supprimée. Un historien a dit que le point culminant du sens historique était atteint au moment où l'on comprenait de façon intuitive la manière dont les choses ne se passent pas. C'est exactement cela. Nous pouvons parvenir à comprendre une non-vérité. Et l'exemple des régimes totalitaires montre que l'on peut dresser des historiens à dire des non-vérités. Je ne nie pas, par ailleurs, que certains puissent le faire de leur propre initiative.

La remarque de Mme Steinert sur la différence entre les titres anglais et français de mon exposé est très judicieuse. J'entendais bien parler de *tromperie*, non pas dans le sens où les services de renseignement y recourent, mais pour désigner la possibilité de la propagande, et pour pouvoir distinguer tromperie et autotromperie. Un historien anglo-américain s'était rendu en Chine au début des années 1970 ; dix ans plus tard il y retourne, et il est reçu par les mêmes personnes que lors de son premier séjour ; il leur dit alors qu'il pense avoir été trompé, dix ans auparavant ; ses hôtes lui ont répondu : « oui, car vous vouliez être trompé ». Parler de tromperie me permet de parler aussi de

L'Europe retrouvée ?

l'autotromperie, qui est extrêmement importante dans cette période.

Tout régime essaie d'entretenir certaines illusions. C'est pourquoi j'ai insisté sur la tradition libérale du XIX^e siècle, et sur la nécessité de l'opposition. Bien sûr, je suis conscient du fait que l'usage du mot *liberté* est un peu facile ; pour en profiter vraiment, il faut lui apporter un soutien matériel. Vous avez dit, par ailleurs, qu'il ne faut pas confondre communisme et socialisme. Je suis parfaitement en accord avec cela. Le bolchevisme est la perversion absolue du socialisme, et ce dernier existait avant que Marx et le marxisme ne le combattent et ne le détruisent. J'ai terminé mon exposé en disant que la version social-démocrate du socialisme représentait une valeur énorme pour le capitalisme, et rendait plus humaines les sociétés dans lesquelles nous vivons. Mais il est bon également que le libéralisme ait retrouvé son prestige, après des décennies de contestation et de mépris. Sa réhabilitation est certainement l'un des événements les plus extraordinaires de ces dernières années. Elle témoigne d'une transformation de la culture politique européenne, dans le sens du pluralisme et de la complexité.

Dans tout système politique, il faut des contrepoids au pouvoir. Rosa Luxemburg, qui était très proche de Lénine, avait compris cela. Après que ce dernier eut pris le pouvoir, elle constata très vite qu'il n'était pas d'accord avec elle. Dans *La Révolution russe*, elle affirme clairement que la liberté est toujours la liberté pour quelqu'un qui est en désaccord avec vous. Cela était directement dirigé contre Lénine — et indiquait où se trouvait la différence entre un radical-socialiste et un bolchevique.

J'aimerais, avec votre permission, terminer sur une histoire que m'ont rappelée vos remarques et questions relatives à mon optimisme. Le physicien p.073 suisse Wolfgang Pauli avait beaucoup d'esprit. Après une conférence dans laquelle il avait été pris à partie, les journalistes le pressèrent de donner son opinion ; il refusa ; ils insistèrent ; il répondit alors : « ce n'est même pas faux ». Vous m'avez dit parfois que je me trompais, mais personne ne m'a dit que je ne me trompais même pas. Cela me réjouit.

M. JEAN-CLAUDE FAVEZ : Je pense qu'il serait intéressant de revenir sur un autre aspect de votre conférence. Vous nous avez beaucoup parlé de l'Europe, du libéralisme et du totalitarisme. Mais il y a d'autres Europes, qu'il faudrait

L'Europe retrouvée ?

évoquer ici. J'ai été frappé d'entendre évoquer les noms de Schuman, De Gasperi ou Adenauer, qui n'entrent ni dans l'une ni dans l'autre des deux Europes que vous avez choisies comme voies de réflexion.

M. HERBERT LÜTHY : Auparavant, j'aimerais rapidement faire deux remarques. En tant qu'historien, je me sens un peu mal à l'aise par rapport aux problèmes posés par la vérité, par les mots en *-isme*, les illusions et désillusions, etc. L'histoire est un métier, et ce métier peut se pratiquer honnêtement, en allant aux sources, en donnant preuves et références. Discuter sur les valeurs ou sur la vérité absolue, est une autre affaire. C'est un peu le problème des fiches. L'histoire que nous faisons est parsemée de trous. Lorsqu'une guerre éclate, les ambassades ennemies brûlent leurs papiers. La Commune a brûlé les papiers de l'Hôtel de ville. Brûler des papiers a parfois été un acte de justice. Après la fin des Chambres de justice de l'Ancien Régime, tous les papiers des grands procès ont été brûlés. En tant qu'historien, j'ai souffert de cela. Tous les actes de la banque de Law ont disparu. On peut néanmoins reconstruire beaucoup de choses. La banque de Law a fait faillite, que ses papiers aient été détruits ou non, et cela constitue un fait historique indéniable. La recherche historique, à mon sens, n'est pas en cause. Seignobos préférait parler d'histoire sincère, plutôt que d'histoire vraie. Le problème se pose au moment où l'histoire devient moyen d'éducation et de pédagogie, vulgarisation, enseignement ou service d'Etat. Il faudrait écrire l'histoire des historiens qui se sont prostitués, qui se sont contentés, selon l'expression de Marc Bloch, d'administrer leurs places et de laisser faire. Prophétiser, céder à l'imagination du désastre ou à celle de l'espoir, montrer les chemins du futur, dessiner des alternatives, tout cela ne fait pas partie du métier d'historien. Si nous en parlons, c'est en tant que citoyens, en tant que lecteurs plus ou moins lettrés, et possédant certaines compétences. Mais en tant qu'historiens, nous ne pouvons rien prédire.

A propos de la Yougoslavie, je voulais préciser que ce n'est pas, dans mon opinion, quelque chose qui recommence. Ce qui revient, ce sont les massacres, les fusillades, les francs-tireurs. Le concert européen avait réussi, pendant trois ans, avant 1914, à localiser les guerres balkaniques, et avait fait l'effort méritoire de laisser pourrir les choses sur place, comme s'y exerce aujourd'hui toute la diplomatie : c'était une histoire locale, et cette guerre allait se noyer

L'Europe retrouvée ?

dans son propre sang. Ma comparaison ne portait pas ^{p.074} là-dessus. La Yougoslavie, du fait qu'elle a été forcée de choisir une sorte de troisième voie, à l'époque de Tito, est le seul grand pays qui ait préservé la structure de l'Europe orientale bigarrée, entremêlant peuples, révolutions et communautés de toutes espèces — linguistiques, ethniques, etc. Une page de l'histoire européenne y a été conservée. C'est pourquoi les choses peuvent s'y répéter. La Yougoslavie est fondamentalement différente des autres pays de l'Est, qui sont des Etats nationaux, reconstruits en 1945 sur le modèle de Versailles. Ces Etats se sont maintenant libérés, et ils hésitent à parler de révolution. Les changements qui s'y sont produits, pendant la période du glacis soviétique, ont bouleversé l'image dont nous avons la nostalgie. Les grands blocs nationaux d'aujourd'hui n'existaient pas auparavant. C'était, depuis le haut Moyen Age, un tissu, un entremêlement de populations, en particulier de colonies allemandes et de communautés ashkénazes. Cet ensemble constituait un réseau de communications, de la Baltique à la mer Noire. C'est pourquoi, dans toute l'Europe orientale, l'allemand a été une sorte de langue véhiculaire. J'ai encore connu cela à la Conférence de la paix pour les pays satellites, en 1947, au Palais du Luxembourg, où les députés communistes hongrois, tchèques ou bulgares communiquaient entre eux en allemand. C'était leur langue commune. L'Europe retrouvée, aujourd'hui, n'est pas celle qui s'est perdue en 1914. La coupure du milieu du siècle est irréversible.

M. ÉTIENNE FOUILLOUX : J'ai eu le sentiment, en écoutant M. Stern, qu'il simplifiait quelque peu la terrible histoire du XX^e siècle européen, en la ramenant à l'affrontement entre deux projets totalitaires, le projet national-socialiste et le projet communiste stalinien. Il y a eu d'autres projets européens dans la première moitié du siècle. Ils n'ont certes pas réussi à empêcher les victoires du totalitarisme. Mais ils n'en ont pas moins existé. Il y a les projets libéraux, social-démocrates, chrétiens. Tous, ils ont survécu aux régimes totalitaires.

Je ne vais pas faire un exposé sur chacun de ces projets. Je veux néanmoins dire quelques mots à propos de celui que je connais le moins mal, le projet catholique. En fait, il y en a eu trois. Le projet actuel de Jean-Paul II est largement ouvert à l'Est, dont il attend qu'il apporte à l'Europe un nouveau souffle. Il y a trente ou quarante ans, le projet d'une Europe occidentale, cantonnée par la guerre froide en-deça du rideau de fer, était lié au rôle

L'Europe retrouvée ?

déterminant que la démocratie chrétienne jouait dans plusieurs pays. Celle-ci a largement participé à la construction de la petite Europe ; elle lui a imprimé une marque caractéristique et souvent contestée, le projet de supranationalité. En remontant dans le temps, on peut déceler les éléments d'un projet catholique pour l'Europe entre les deux guerres. Après la Première Guerre mondiale, la papauté, mécontente de l'effondrement de l'Empire austro-hongrois, finit par s'en faire une raison. Benoît XV, puis Pie XI s'appuient, dans le nouvel ordre européen, sur trois éléments : l'Action catholique, hors du jeu politique, vise à faire la conquête spirituelle des populations ; la politique systématique de concordat vise à établir un *modus vivendi* avec tous les pays, y compris l'URSS ; le renforcement des ^{p.075} Etats à dominante catholique, enfin, tente de constituer un modèle s'appliquant de la République d'Irlande à la Lituanie et du Portugal à la Slovaquie. Ces Etats catholiques sont souvent fortement autoritaires ; leur modèle est la petite Autriche du Traité de Saint-Germain — Mgr Seipel, prélat, est aussi un homme politique, chancelier, puis ministre pendant les années 1920-1934.

Je crois donc que la reconstruction gagnerait à intégrer d'autres projets, que ce soit le projet catholique que je viens de décrire, le projet social-démocrate ou d'autres. L'affrontement entre les deux projets totalitaires est certes prioritaire et déterminant. Mais il ne doit pas masquer les autres projets, qui sont plus d'actualité aujourd'hui, pour la simple raison qu'ils ont survécu.

M. FRITZ STERN : Je suis bien conscient du fait que les projets totalitaires n'ont pas été les seuls projets existants. A propos du catholicisme, je pense tout particulièrement à Luigi Sturzo, par exemple, qui a contribué à la naissance de la démocratie chrétienne. Une histoire exhaustive devrait naturellement faire une place à de tels projets. Je pense néanmoins que les conditions mêmes du débat, pendant toute cette période, ont été dictées par ce que j'ai appelé la guerre civile entre bolchevisme et antibolchevisme d'abord, entre bolchevisme et fascisme ensuite, et par les illusions entretenues de part et d'autre.

Mme FAWZIA ASSAAD : J'ai été étonnée d'entendre M. Stern parler de l'année 1989 comme de l'année de l'espoir et de la fin de l'horreur. Il n'y a eu que l'illusion de l'espoir, aussitôt annulée par l'escalade de l'horreur. La Guerre du Golfe a eu lieu. A partir de là, pour nous, les instruments de destruction sont

L'Europe retrouvée ?

devenus une menace permanente. On peut oublier l'escalade de l'horreur un moment, cela n'empêche pas qu'elle soit toujours présente.

M. FRITZ STERN : J'avoue ne pas bien comprendre votre question. Le sujet de mon exposé était « mensonges et illusions dans l'histoire européenne », et je ne vois pas très bien comment je pourrais être rendu responsable, pour ainsi dire, de la Guerre du Golfe. Mon propos, d'ailleurs, n'exclut pas l'éventualité de telles guerres. Au contraire, j'ai dit qu'en Europe même de nouveaux conflits allaient surgir.

M. ELIOT ROBIN : L'effondrement du communisme nous a permis de nous examiner nous-mêmes. Nous devrions éviter les mots pieux. Si nous regardons l'Europe de l'Est actuelle, force nous est de constater qu'elle ne se porte pas vraiment bien. L'histoire ne nous fournit aucun modèle d'Europe que nous puissions désirer restaurer — à moins de remonter à Charlemagne, voire à Marc-Aurèle et aux Antonins. L'une des choses que les événements est-européens ont révélées, Vaclav Havel en a fait la ^{p.076} remarque, est le délabrement de la culture occidentale, l'absence de base morale dans la société occidentale. De ce point de vue, il me semble que l'histoire est une discipline néfaste. Elle parle d'événements que nous voudrions le plus souvent oublier. Nous devrions cesser de penser au passé, et nous rappeler que nous vivons dans le présent. Nous devrions nous tourner vers l'avenir, donner à l'Europe la base morale qui lui manque, faire fructifier l'héritage que nous ont laissé les grands hommes et les grandes pensées du passé.

M. FRITZ STERN : Je suis d'accord avec vous pour dire qu'il faut éviter les mots pieux. Je pense les avoir évités. Nous devons comprendre que 1989 a été une année charnière, et que notre devoir d'historiens et de citoyens est d'admettre les changements qui se sont produits, avec tous les problèmes qu'ils posent. Il faut soutenir les pays qui se sont libérés.

Je ne crois pas que le passé soit néfaste. Si nous nous en occupons, ce n'est pas pour y retourner, c'est pour comprendre le présent, tout en essayant de le rendre plus compréhensible.

M. ROGER WEIL : Je ne suis pas historien. Mais le récit saisissant que vous avez fait, englobant septante ans de chaos et d'irrationalité, me suggère une

L'Europe retrouvée ?

question. Cette longue période n'est-elle pas l'équivalent, au niveau collectif, de l'état de chaos mental et d'irrationalité que les psychiatres peuvent observer chez des patients atteints de psychoses — schizophrénie ou autres ? De cette question découlent deux interrogations. Vous avez dit que le changement de 1989 avait surpris par sa rapidité : quelles raisons historiques et psychologiques, à votre avis, expliquent le fait que le malade se soit rétabli de manière aussi soudaine ? Et puis si l'on admet toujours l'hypothèse d'une psychose collective, quelles sont selon vous les probabilités d'une rechute ?

M. FRITZ STERN : Votre question est troublante. Des troubles intellectuels et émotionnels, des passions se sont manifestés en Europe pendant toute la période. Ils ont parfois émergé spontanément, ils ont été parfois guidés par des partis ou des Etats. Ces passions existaient avant la Première Guerre mondiale — elles étaient, pour une part, inhérentes à l'homme comme tel. Mais la guerre les a exaspérées. Provoquées par les événements, manipulées, elles ont ensuite explosé en haines qui ont duré pendant des décennies. C'est pourquoi j'ai dit qu'il n'y a pas eu de Versailles spirituel. Dans les esprits, la paix n'a pas été faite.

Peut-il y avoir une rechute ? L'historien n'est pas en mesure de répondre à une telle question. Les fresques à la façon d'Oswald Spengler le mettent mal à l'aise. De même la métaphore de la psychose collective, aussi forte soit-elle, le gêne. Il est clair que des passions violentes et destructrices, voire autodestructrices attaquent de temps en temps le corps social. J'ai toujours été d'avis qu'il existe des « maladies » du corps social, et qu'elles sont inévitables. Le problème est de savoir quelles forces vont contrer ces maladies, p.077 quels globules blancs — pour continuer la métaphore médicale — vont surgir pour les arrêter.

Je vais terminer sur une note optimiste : la période qui s'ouvre sera, je l'espère, d'inspiration libérale. Or, une société libérale est probablement mieux en mesure que les autres de produire des globules blancs, de sécréter des forces capables de réagir contre les émotions et les violences, non en les supprimant, mais en dialoguant avec elles, en dissuadant les gens de suivre de faux prophètes. Tout en sachant qu'il restera toujours et nécessairement une quantité résiduelle d'angoisses et de passions violentes, j'espère donc que nos sociétés sauront mieux les gérer que naguère.

@

L'EUROPE ET SES FRONTIÈRES ¹

INTRODUCTION

par Philippe Burrin
professeur à l'Institut universitaire de Hautes Etudes internationales

@

p.079 Nous avons le privilège et le plaisir d'accueillir et d'écouter Krzysztof Pomian. Né en Pologne, où il a étudié et enseigné, avant d'être privé de sa chaire par le régime communiste, il s'est établi, il y a bientôt vingt ans, à Paris où il professe à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales.

Philosophe et historien, Krzysztof Pomian est un éminent connaisseur de la culture européenne. Ses travaux frappent par l'étendue du champ de vision, l'originalité des perspectives, la distinction de la pensée. L'attestent, notamment, les trois ouvrages qu'il a publiés dans la dernière décennie, chez Gallimard.

Le premier est paru en 1984, il est intitulé *L'Ordre du temps* ; l'historien Pomian et le philosophe Pomian s'y penchent de concert sur les approches, les catégories, les concepts — événements, cycles, époques, structures — avec lesquels on a, au cours des siècles, pensé le temps.

Le second livre est œuvre d'historien et porte un titre fascinant : *Collectionneurs, amateurs et curieux* (1987). Et à vrai dire, le contenu tient la promesse du titre. Krzysztof Pomian y explore l'histoire des collections d'art, de Paris à Venise, entre le XVI^e et le XVIII^e siècle. Contribution à l'histoire des sensibilités esthétiques et des curiosités intellectuelles, l'ouvrage enrichit aussi l'histoire des nations : les collections sont à la source des musées modernes, elles préparent des lieux de culte pour les nouvelles religions civiques.

Le troisième livre, paru l'an dernier, reprend ce fil et le tire sur un vaste canevas. Dans cet ouvrage, intitulé *L'Europe et ses nations*, Krzysztof Pomian réussit le tour de force de présenter, en un peu plus de 200 pages, l'histoire de l'Europe, de Rome à 1945 : une Europe-civilisation au contenu et aux frontières

¹ Le 30 septembre 1991.

L'Europe retrouvée ?

changeantes, mais dont le signe distinctif est d'avoir été écartelée entre l'unité et la diversité, le morcellement et l'unification.

L'unification : Krzysztof Pomian situe trois grandes tentatives : une première au cœur du Moyen Age, grâce à l'Eglise, dans les limites de la chrétienté latine ; une deuxième au XVIII^e siècle, sous le signe des Lumières et grâce à des institutions telles que la République des lettres, les cours, les salons, les loges. La troisième a débuté après la Seconde Guerre mondiale autour du noyau de la CEE ; elle s'accélère sous nos yeux, avec l'effondrement des régimes communistes et la constitution d'un espace ouvert de l'Atlantique à l'Oural.

Unification, mais morcellement aussi, encore et toujours : les tentatives d'unification ont marqué l'Europe ; elles n'ont pas réussi jusqu'ici à surmonter ses divisions, de même qu'ont échoué les entreprises de domination d'une partie sur les autres, de Napoléon à Hitler.

En somme, prolongeant la pensée de Krzysztof Pomian, sans la trahir je crois, l'Europe est, par excellence, le continent des frontières. Elle est le lieu permanent d'inscription et de coexistence d'unités territoriales multiples. Elle a projeté ses frontières à travers le monde au cours de son expansion coloniale, laissant des tracés territoriaux qui subsistent. Et, sur son continent même, elle a poussé l'obsession des frontières, dans un mouvement suicidaire, jusqu'à les vouloir étanches, jusqu'à les projeter au sein même de ses nations, traçant de tyranniques lignes d'exclusion : le point culminant en fut l'entreprise de domination raciste des nazis sur l'Europe et la fureur génocidaire qu'ils dirigèrent contre les juifs, peuple sans frontière.

Morcellement ou unification ? Nous revoici devant la question qui intitule ces *Rencontres*. L'Europe retrouvée, est-ce l'Europe inachevée des Etats-nations qui se remet en mouvement et se poursuivra tant que des populations ici et là voudront conquérir leur drapeau et installer leur cordon douanier ? Ou est-ce l'Europe qui aspire à surmonter son morcellement en ranimant et vivifiant les éléments d'une culture commune, et peut-être en faisant vivre des institutions communes ?

Dans l'avant-propos à *L'Europe et ses nations*, Krzysztof Pomian écrit que l'Europe est pour lui « une donnée biographique et une aventure intellectuelle ». Nous lui sommes reconnaissants de partager avec nous les vues qu'il a mûries sur un sujet qui, en ce lieu et en ce moment, touche au cœur de nos

L'Europe retrouvée ?

préoccupations. Faut-il ajouter que nous faisons le plus entier crédit à son esprit inventif et à sa formidable culture pour que son exposé déplace, à son tour, les frontières de notre réflexion ?

@

L'Europe retrouvée ?

KRZYSZTOF POMIAN Né en 1934, il a étudié (1952-1957), enseigné et soutenu ses thèses de doctorat (1965) et d'habilitation (1968) à la Faculté de Philosophie de l'Université de Varsovie. Privé en 1968 de son poste de maître-assistant à cause de ses positions politiques, il a été de 1969 à 1971 chargé de recherche au Département des Manuscrits de la Bibliothèque nationale de Varsovie. En France depuis 1973, il est directeur de recherche au Centre national de la Recherche scientifique et il enseigne à l'École des Hautes Etudes en Sciences sociales (Paris). Il a été professeur invité aux Universités de Florence, de Genève et de Rome (« La Sapienza »).

En tant que philosophe, il s'intéresse principalement aux problèmes de la connaissance. En tant qu'historien, il travaille sur l'histoire de la culture européenne depuis le Moyen Age jusqu'au XX^e siècle, notamment sur l'histoire de l'histoire en liaison avec l'histoire de la philosophie et des sciences, et sur l'histoire des collections et des musées, surtout en France et en Italie.

Publications principales : Filozofia egzystencjalna [La philosophie existentielle], en collaboration avec L. Kolakowski, éd., Varsovie, PWN, 1965 ; *Przeszłość jako przedmiot wiary. Historia i filozofia w myśli średniowiecza* [Le passé, objet de foi. L'histoire et la philosophie dans la pensée du Moyen Age], Varsovie, PWN, 1968 ; *Człowiek pośrodrzeczy. Szkice historycznofilozoficzne* [L'homme parmi les choses. Essais historico-philosophiques], Varsovie, Czytelnik, 1973 ; *1956 Varsovie-Budapest. La deuxième révolution d'Octobre*, en collaboration avec P. Kende, éd., Paris, Seuil, 1978 ; *Pologne : défi à l'impossible ? De la révolte de Poznan à Solidarité*, Paris, Editions Ouvrières, 1982 ; *L'Ordre du temps*, Paris, Gallimard, 1984 ; *Les Mesures et l'histoire*, en collaboration avec B. Garnier, éd., Paris, CNRS, 1984 ; *Collectionneurs, amateurs et curieux. Paris-Venise, XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1987 ; *Der Ursprung des Museums. Vom Sammeln*, Berlin, Wagenbach, 1988 ; *La Querelle du déterminisme*, Paris, Gallimard, 1990 ; *L'Europe et ses nations*, Paris, Gallimard, 1990.

CONFÉRENCE DE KRZYSZTOF POMIAN

@

p.081 Il est des auteurs qui voient l'Europe au néolithique. Pour ma part, avec entre autres Montesquieu et Guizot, je préfère en situer l'origine après la chute de l'Empire romain. Et après la barbarisation de ses citoyens qu'accompagnait une certaine civilisation des Barbares : d'abord de ceux qui s'installèrent à l'intérieur du *limes*, puis de ceux qui restèrent dans leurs demeures ancestrales. La première intégration de l'espace compris entre le Portugal et la Carélie et entre la Sicile et l'Islande résulte

L'Europe retrouvée ?

en effet de la conversion de tous ses habitants au christianisme et, pour une minorité, du passage, en outre, à l'écriture et au latin — avec un bouleversement consécutif des croyances, de l'organisation sociale, du cadre de vie.

Cette transformation s'échelonne du V^e au XIV^e siècle, en gros selon un axe allant du sud vers le nord et de l'ouest vers l'est. Mais dès le VIII^e siècle, un Etat se forme déjà, un Empire, qui unit le nord de l'Italie, la Gaule et une partie de la Germanie ; son souvenir hantera longtemps les rêves et les nostalgies. Et dès le XII^e siècle, on peut ^{p.082} parler de la première unification européenne — principalement religieuse, mais le religieux est alors synonyme du culturel. Unification d'un côté, exclusion de l'autre : l'Europe se constitue en une réalité historique en accentuant ses différences avec l'espace byzantin, celui de la Chrétienté grecque, et en s'opposant par les armes à l'Islam.

L'Europe, ai-je dit. A cette date, c'est encore prématuré. Bien que le mot même soit en usage depuis l'Antiquité, il ne désigne toujours qu'une partie de la surface terrestre. Il n'est pas encore le nom d'une entité supraethnique, supraétatique et supraconfessionnelle, toute idéale, certes, ou, si l'on veut, imaginaire, mais qui sert néanmoins de pôle identificatoire, de référence et d'étalon, avant de devenir une volonté de vivre ensemble et un programme à réaliser. C'est seulement à partir du XIV^e siècle, avec une accélération après la Réforme et l'éclatement qu'elle a causé de la première unification européenne, que le mot *Europa* se substitue au mot *Christianitas* dans les textes où les Européens — auto-appellation de plus en plus fréquente à partir du XV^e siècle — essaient de mettre en évidence ce qui les unit entre eux et les oppose aux autres. Et aussi de définir les normes susceptibles de régir leur coexistence, en leur permettant

L'Europe retrouvée ?

d'établir entre leurs pays une paix qui en laisserait les forces libres pour le combat contre l'ennemi commun, les Ottomans.

A défaut de cette paix intérieure, la deuxième unification européenne à l'œuvre à partir du XVII^e siècle codifiée dans le droit international les règles d'un équilibre des puissances, qui permet, en Europe, de civiliser la guerre. Et elle réactualise l'intégration culturelle des élites de différents pays et de différentes confessions autour de valeurs de moins en moins chrétiennes. Tout cela ouvre la voie à deux avancées importantes de la construction intellectuelle de l'identité européenne. A l'introduction et à la propagation de l'idée d'Europe qui l'assimile à une république dont les Etats sont comme autant de provinces. Et à un traitement de l'Europe ainsi conçue dans une perspective historique.

Fille de la Révolution française, la contestation romantique détruisit la deuxième unification européenne comme la Réforme détruisit la première. Mais, l'une et l'autre, elles n'ont fait que porter au grand jour les aspirations qui travaillaient depuis longtemps les nations européennes. Refus d'une Eglise universelle gouvernée et représentée exclusivement par la papauté et les prélats au nom des confessions nationales ; refus d'un ordre européen fondé sur l'équilibre des puissances au nom du droit de chaque nation à avoir son Etat. Retrait au clergé du monopole de la parole en matière ecclésiastique pour l'accorder aussi aux laïcs ; retrait aux élites du monopole des décisions, en matière politique, pour en accorder le droit aussi aux masses. Rejet du latin dans son rôle de langue du service divin ; rejet du français dans son rôle de langue de la civilité. Promotion de la littérature dans les langues vernaculaires ; promotion des arts plastiques, de la musique, des humanités, de la philosophie comme expression de la particularité de chaque peuple.

L'Europe retrouvée ?

La Révolution française débouche ainsi sur un approfondissement de la différenciation interne de l'Europe et sur un parachèvement de l'intégration des nations européennes. De l'intégration verticale qui, pour chaque nation, arrive à son terme avec l'établissement de la démocratie. Et de l'intégration horizontale qui arrive pour chaque nation à son terme avec le regroupement de la très grande majorité de celle-ci dans un même Etat — dans son Etat. Cette phase ultime de l'intégration des nations a rempli en Europe occidentale environ un siècle et demi. Elle a duré quarante ans de plus en Europe centrale, région de l'espace latin qui a pour trait distinctif de se trouver dans le voisinage immédiat de l'Europe de l'Est. Ce n'est que maintenant qu'elle commence dans cette dernière, c'est-à-dire dans les pays christianisés à partir de Byzance et qui, au nord, furent occupés, entre le XII^e et le XV^e siècle, par les Mongols, tandis qu'au sud ils furent incorporés, à partir du XIV^e siècle, dans l'Empire ottoman. Et qui n'amorcent leur entrée dans l'Europe que depuis le XVIII^e siècle avec la Russie, voire, s'agissant des Balkans, depuis les années 20 du XIX^e siècle. Les trois régions géopolitiques et culturelles en lesquelles se divise l'Europe inscrivent ainsi dans l'espace les trois stades de sa formation territoriale : du V^e au VIII^e siècle, du X^e au XIV^e et à partir du XVIII^e jusqu'à aujourd'hui.

I

p.084 Toute barrière, toute impossibilité, tout interdit, tout obstacle, toute différence même peut donner naissance à une frontière : à une ligne imaginaire, tracée dans un espace visible ou abstrait et appréhendée comme une entrave et un défi. Car, de nombreux et bons auteurs l'ont déjà remarqué, avant d'être un accident physique, la frontière est un fait moral, mental : une

L'Europe retrouvée ?

division, une distinction, une coupure. Retenons cette idée générale de la frontière, elle nous sera utile par la suite. Et arrêtons-nous maintenant au cas particulier des frontières telles que les aborde, dans la perspective qui lui est propre, la géopolitique : des frontières dont chacune, avant d'être une cicatrice du terrain, est une déchirure du tissu humain causée par l'exclusion et la séparation, parfois unilatérales, plus habituellement réciproques, qui conduisent facilement, sinon fatalement, à ériger l'autre en ennemi et à des actions, souvent violentes, en vue de l'isoler, voire de le chasser ou de le détruire.

Réalité historique dont les contours, l'extension et les contenus n'ont cessé de varier, l'Europe n'a jamais eu de frontières fixes. De celles qui, à présent, la découpent en Etats, plusieurs ne sont apparues que récemment, souvent au hasard du rapport des forces entre les pays voisins ; plusieurs autres ont été rayées sans retour et il n'en est pas une seule qui n'eût été redessinée au moins une fois. A la fin du XIX^e siècle, après la proclamation de l'Empire allemand, le nombre de frontières en Europe a été très réduit car son Centre n'était occupé que par cet Empire et par celui des Habsbourg et le Nord-Est par la Russie. Les nouvelles frontières apparaissaient seulement dans le Sud-Est, à mesure que s'émancipaient les peuples conquis jadis par l'Empire ottoman, à commencer par la Grèce. Après la Première Guerre mondiale, le nombre de frontières s'est accru en Europe centrale avec l'accession à l'indépendance de sept nouveaux Etats et a légèrement diminué dans le Sud-Est suite à la création de la Yougoslavie. Aujourd'hui, deux tendances contraires semblent à l'œuvre, qui vont définir la carte des frontières en Europe pour les années à venir.

L'Europe retrouvée ?

L'Europe occidentale, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, n'a connu aucune modification des frontières entre les Etats. ^{p.085} Il n'y a là, en apparence, rien de neuf : entre 1871 et 1914, cette région a déjà vécu quatre décennies pendant lesquelles ses frontières n'ont pas changé. Ce qui différencie toutefois — d'une façon radicale — ces années-là des années 1945-1991, c'est que maintenant il n'y a plus en Europe occidentale de frontières contestées par des Etats ; seules de petites minorités, pour ne pas dire des groupuscules terroristes, tentent d'en remettre certaines en question. Deuxième différence, liée à la précédente et tout aussi significative : les frontières internes à l'Europe occidentale ont toutes été désarmées ; leur unique rôle est de permettre aux Etats de garder le contrôle des flux humains et de la circulation des marchandises. Les pays signataires des accords de Schengen sont allés encore plus loin : ils ont aboli entre eux le contrôle des voyageurs. Et l'ouverture en 1993 du marché unique entraînera une disparition des frontières policières et douanières à l'intérieur de la Communauté européenne. L'entrée dans celle-ci des pays occidentaux qui n'en sont pas encore fera de l'Europe de l'Ouest tout entière une région où, malgré la présence de plusieurs Etats, les frontières n'auront de fonction autre que juridique, celle de marquer les termes de l'espace régi par les lois et les règlements d'un Etat déterminé. Ce sera là une situation tout à fait inédite.

Toutefois, l'avenir de la Communauté européenne et son extension future ne dépendent pas seulement de ce qui se passe à l'Ouest. Pour une part importante, ils seront déterminés aussi par les effets de l'effondrement de la domination soviétique sur l'Europe centrale et orientale, et du renversement des régimes

L'Europe retrouvée ?

communistes qu'elle maintenait même là où elle ne s'exerçait pas directement. Car, à l'issue de ces événements dont deux ans à peine nous séparent, une frontière lourdement fortifiée sur son versant oriental — et militarisée de part et d'autre — a cessé de lacérer le paysage européen depuis la Baltique jusqu'à la mer Noire. Sa disparition signe la fin de l'époque qui a vu les régimes totalitaires tenter d'imperméabiliser les frontières, non pas tant pour les défendre contre l'étranger que pour enfermer leurs propres populations. La fin de l'époque aussi où l'Europe centrale était coupée de l'Europe de l'Ouest par la domination soviétique. Désormais la frontière entre l'une et l'autre ne sépare plus deux blocs militaires ou deux systèmes politiques antagonistes. Aussi, à l'instar ^{p.086} des frontières occidentales, peut-elle ne servir qu'à des contrôles de police et de douane. Et dans chaque pays de l'Europe centrale, on aspire à la faire disparaître grâce à une adhésion à la Communauté européenne.

Toujours il y a deux ans, les frontières internes de l'Europe centrale ont commencé à ressembler à celles qui traversent l'Europe de l'Ouest. Au départ, une telle évolution n'avait rien d'évident. Avant la guerre, le tracé des frontières défini à Versailles et à Trianon a provoqué en Europe centrale plusieurs conflits, souvent armés. Ils ont laissé un lourd héritage de souvenirs, de ressentiments, de reproches, dont toute expression a été étouffée pendant les quarante-cinq ans de domination soviétique. On pouvait donc craindre que la disparition de celle-ci entraînerait une résurgence de ces conflits sous une forme particulièrement agressive. Et, pourtant, aucun Etat de l'Europe centrale ne conteste aujourd'hui les frontières d'aucun autre et les groupes qui les refusent ne comptent guère. Des problèmes

L'Europe retrouvée ?

existent, évidemment. Mais ce sont surtout les problèmes de cohabitation d'une majorité avec des minorités parfois numériquement importantes, tels les Russes en Estonie ou en Lettonie, parfois d'un poids historique et symbolique sans commune mesure avec leurs effectifs (ainsi les Polonais en Lituanie ou les Allemands en Pologne). Ce sont aussi les difficultés de coexistence de deux peuples et de deux Etats dans le cadre d'une fédération, comme les traverse maintenant la Tchéco-Slovaquie. Mais le tracé des frontières n'est pas remis en question. Les frontières internes à la région ne servent donc désormais que de barrières policières et douanières. Il en est tout autrement de celles qui passent entre l'Europe centrale et l'Europe de l'Est.

Dans cette dernière, en effet, les frontières restent encore explosives. Car l'héritage y est exceptionnellement lourd. Celui de la période communiste, d'abord, avec les modifications arbitraires des frontières des républiques soviétiques ou yougoslaves et les déplacements forcés des populations. L'héritage de la guerre, ensuite, c'est-à-dire des annexions opérées par l'Union soviétique et des affrontements interethniques qui, précisément sur certains segments de la frontière entre l'Europe centrale et l'Europe de l'Est, ont atteint une extrême violence. L'héritage du Traité de Trianon qui a créé le problème de la ^{p.087} minorité hongroise dans la Transylvanie, la Slovaquie, la Voïvodine. Et, enfin, l'héritage d'un passé beaucoup plus profond, marqué chez plusieurs peuples, sinon par l'absence, du moins par une très longue éclipse des Etats nationaux et donc des frontières dotées d'une légitimité historique ; tel est le cas, notamment, des frontières orientales de l'Ukraine. L'héritage du passé lointain, c'est aussi le mélange de populations ethniquement différentes, preuve que l'intégration

L'Europe retrouvée ?

horizontale n'est pas arrivée à son terme. Ce qui ne peut que rendre plus difficile l'intégration verticale freinée de surcroît par l'absence des traditions démocratiques.

Plusieurs conflits qu'engendre cette situation se concentrent le long de la frontière entre l'Europe centrale et l'Europe de l'Est. Celle-ci ne coïncide pas toujours avec une frontière des Etats. Ainsi traverse-t-elle l'Ukraine, la Roumanie et la Yougoslavie, en introduisant dans la première, à l'intérieur d'une même nation, une différence religieuse entre les catholiques, les uniates et les orthodoxes, en opposant, dans la deuxième, à la majorité roumaine orthodoxe, une minorité hongroise qui est aussi une minorité calviniste et en superposant dans la troisième, s'agissant des Croates et des Serbes, la différence entre le catholicisme et l'orthodoxie, à la différence des histoires qui ont conduit ces deux nations à certains égards très proches à s'opposer l'une à l'autre.

Ce ne sont pas les seuls conflits de frontières en Europe de l'Est. Parmi les autres, les plus inquiétants sont celui, pour le moment virtuel, entre l'Ukraine et la Russie et celui entre les Albanais et les Serbes autour du Kosovo. Mais il est bon d'avoir en mémoire le vieux contentieux autour de la Macédoine entre la Serbie, la Bulgarie et la Grèce. La désagrégation de la Yougoslavie et de l'Union soviétique est ainsi en train de conférer aux frontières intérieures de ces pays, jusqu'à maintenant administratives, tous les attributs des frontières entre les Etats. Et d'en faire, à ce titre, des objets de litiges et de conflits ouverts, sinon des lignes de front. Entre l'Europe de l'Est qui multiplie et renforce les frontières et l'Europe de l'Ouest et du Centre qui en réduit le nombre et facilite le passage, le fossé semble en train de s'approfondir.

Cette tendance n'est-elle qu'épisodique ou risque-t-elle de se

L'Europe retrouvée ?

maintenir à plus long terme ? Deux prévisions, aujourd'hui également ^{p.088} plausibles, donnent deux réponses contraires à cette question. On peut affirmer, en effet, que le parachèvement de l'intégration nationale dans l'Est de l'Europe suivra, en les modulant conformément à la spécificité de cette région, les voies parcourues successivement par l'Ouest et le Centre. Et qu'il faut donc s'attendre à un déchaînement des nationalismes, dont on voit déjà des manifestations, à des actes de violence, à des guerres, aux déplacements des populations sous l'effet de la contrainte ou de la peur, ou aux modifications des frontières pendant au moins une décennie, ce qui entraînerait fatalement une ruine des économies déjà délabrées et une chute catastrophique du niveau de vie, et pourrait mettre en péril la cohésion de la Communauté européenne, en provoquant une régression de notre continent dans son ensemble.

Mais cela n'est nullement inévitable. Car on peut affirmer aussi que le parachèvement de l'intégration nationale des peuples de l'Europe de l'Est ne saurait être une répétition de ce qu'ont connu l'Occident et le Centre. Le parcours de ces peuples vers l'unification des nations et la démocratie s'effectue, en effet, dans un environnement culturel et politique très différent de celui du XIX^e et même du premier XX^e siècle. Différent, d'abord, parce que la guerre n'est plus tenue comme jadis pour la plus noble occupation de l'homme ; elle relève au contraire, à un degré croissant, de l'inacceptable, et cela vaut pour l'utilisation d'autres formes de la violence. Différent, ensuite, parce qu'une pratique est en train de se mettre en place, qui, face à l'inacceptable, autorise l'ingérence, même dans les affaires intérieures des Etats. Différent aussi parce que les forces externes n'existent pas, qui auraient

L'Europe retrouvée ?

voulu attiser les conflits frontaliers entre les nations de l'Europe de l'Est et seraient en mesure de le faire. Et différent, enfin, sans que cette liste soit close, parce que la Communauté européenne est désormais non un rêve, mais une réalité, et qu'elle possède — de même que les Etats-Unis et la Russie — les moyens lui permettant d'exercer des pressions efficaces sur les parties en présence.

Lequel de ces deux scénarios sera réalisé ? Impossible aujourd'hui de le dire. Nous sommes à la croisée des chemins.

II

^{p.089} Les frontières extérieures de l'Europe ont bougé autant que ses frontières internes. Au sommet de la première unification européenne, vers le milieu du XIII^e siècle, elles englobaient dans le Sud-Est une portion importante du territoire de Byzance et le littoral de la Palestine, mais dans le Nord-Est elles laissaient dehors la Prusse et la Lituanie et, dans le Sud-Ouest, une partie de l'Espagne. Sur la mer, elles restaient proches des côtes dont les navires de l'époque — ceux des Vikings exceptés — ne pouvaient s'éloigner pour longtemps. Trois siècles plus tard, l'Europe se rétrécit dans le Sud-Est sous les coups des Turcs, mais elle se dilate partout ailleurs : dans le Nord-Est, le royaume polono-lituanien s'étend au loin sur la plaine russe, dans le Sud-Ouest, la reconquête de l'Espagne est terminée. Et on voit désormais les Européens sur les îles de la Caraïbe et dans ce qui deviendra l'Amérique, sur les côtes africaines, dans l'Inde, aux Philippines, dans la Chine et au Japon. Trois siècles encore et ils auront sillonné le continent américain, débarqué en Australie et en Nouvelle-Zélande, visité les îles du Pacifique. A la fin du XIX^e siècle, le monde semble leur appartenir : les Etats-Unis

L'Europe retrouvée ?

d'Amérique, les dominions britanniques, l'Amérique du Sud sont des Europes hors d'Europe. Ailleurs s'étendent les colonies des puissances européennes, leurs prolongements, ou les pays qu'ils contrôlent, tout en leur laissant une indépendance formelle. Les frontières de l'Europe traversent maintenant toutes les terres et tous les océans.

A ce monde qu'ils ont conquis, les Européens ont imposé brutalement leurs exigences. Ils voulaient convertir au christianisme les païens et les adhérents des religions différentes de la leur, d'abord pour le salut de leurs âmes, plus tard pour les faire bénéficier des Lumières et des acquis de la civilisation. Et ils voulaient de l'or, de l'argent, des épices puis des matières premières de toute sorte. Pour atteindre leurs buts, ils ont appliqué la violence à une échelle énorme, bouleversé, voire détruit les modes de vie traditionnels, ouvert à la traite des Noirs des débouchés sans précédent, provoqué des génocides. Ce faisant, ils ont exporté sous d'autres cieux leurs haines, leurs fantasmes, leurs divisions confessionnelles, leurs guerres et leurs p.⁰⁹⁰ frontières. Et ils ont fait prendre conscience aux élites des peuples colonisés ou menacés de l'être qu'on ne peut les battre autrement qu'en se servant de leurs propres armes. Et que, pour en disposer, il faut créer des Etats taillés sur le modèle européen et, toujours selon ce modèle, intégrer les nations, développer l'économie industrielle, réorganiser l'armée. Qu'il faut assimiler, en d'autres termes, la civilisation européenne. Dans les rares pays asiatiques et africains qui ont réussi à rester indépendants, à commencer par le Japon, le début du XX^e siècle voit apparaître des dirigeants formés à l'européenne et qui ont bien appris la leçon. L'heure de Sun Yat-sen et d'Atatürk est imminente. Cinquante ans

L'Europe retrouvée ?

plus tard commencera la décolonisation.

Aujourd'hui le monde n'appartient plus aux Européens. Et il n'est certainement pas dominé par leurs Etats dont les frontières se sont contractées après la perte des anciennes colonies. Mais les frontières de l'Europe, passées et présentes, ne se réduisent pas à celles de ses Etats. Elles correspondent aussi aux frontières de la civilisation européenne. Pour en traiter de façon satisfaisante, il faut donc dépasser la perspective géopolitique et reprendre l'idée de frontière, qui s'assimile à une ligne imaginaire tracée dans un espace, abstrait ou visible, et s'appréhende comme une entrave et un défi. Car on peut dire alors qu'une civilisation se laisse caractériser par les frontières qu'elle trace, en actes et en discours, entre le possible et l'impossible, entre le faisable et l'infaisable, entre ce qui peut et ce qui ne saurait être connu, entre l'acceptable et l'inadmissible, entre le permis et l'interdit, entre le précieux et le commun, entre l'admirable et le méprisable, etc.

Cela posé, on peut avancer une réponse, sinon nouvelle du moins rajeunie, à la vieille question de l'individualité de la civilisation européenne. Celle-ci se caractérise par son attitude dominante face aux frontières héritées, et qui ne les tient que pour provisoires. Qui pose comme possible, parfois même comme souhaitable, un déplacement, voire une abolition de chaque frontière et inspire des comportements individuels et collectifs en vue d'y arriver. Qui, comme un navigateur de l'époque des découvertes, a choisi pour devise *plus ultra*. La civilisation européenne est la seule civilisation des frontières mouvantes. La seule à avoir érigé la transgression — au sens étymologique de ^{p.091} ce terme — en une manière d'être. Une transgression vers le meilleur, facile à constater. Et une transgression vers le pire, à

L'Europe retrouvée ?

l'origine des deux guerres mondiales, des régimes totalitaires, des camps de la mort, de l'extermination des peuples et des classes. Disons tout de suite que l'une ne justifie pas l'autre qui reste dans l'ordre de l'injustifiable. Mais elles participent, l'une et l'autre, de la même histoire et sont mues par les mêmes moteurs.

La poursuite de la croissance économique en dépit des alarmes des écologistes est un des symptômes les plus révélateurs de la transgression érigée en manière d'être. Elle suppose, en effet, un accroissement de la productivité du travail humain qui ne peut être atteint que moyennant un déplacement des frontières de la connaissance et de celles du faisable, que traduisent les métamorphoses de l'industrie : de la mécanique à la chimie, puis à l'électricité et, aujourd'hui, à l'informatique qui n'a pas encore dit son dernier mot. Il en va semblablement dans d'autres domaines. Qu'il suffise d'évoquer l'élargissement du champ accessible aux instruments d'observation et de mesure dans l'étude de l'univers, dans celle de la matière et particulièrement dans celle du vivant. Et l'élargissement consécutif du champ d'intervention thérapeutique grâce à la panoplie toujours plus grande de médicaments et aux moyens de plus en plus puissants à la disposition de la chirurgie, notamment de la greffe d'organes. Ajoutons à cela les changements du tracé des frontières qui séparent le permis de l'interdit. Non, comme on le croit en général, dans le sens d'une plus grande permissivité. Car si des comportements naguère sévèrement réprimés peuvent aujourd'hui s'afficher sans crainte, d'autres font l'objet de prohibitions, qui étaient tolérés, voire encouragés pendant des siècles. Ainsi le travail des enfants ou, dans un autre registre, la torture, l'emprisonnement sans jugement, les atteintes à la dignité des individus ou des groupes.

L'Europe retrouvée ?

Tous ces mouvements ne traduisent, soulignons-le, que l'attitude qui domine dans la civilisation européenne et lui imprime sa tonalité ou sa coloration particulière, mais qui ne s'y présente jamais seule. Le déplacement d'une frontière suscite en effet, presque toujours, des résistances et des tentatives de la maintenir en place. Celles-ci se manifestent avec force surtout là où un tel déplacement touche à des ^{p.092} croyances, des habitudes, des modes de vie ou des intérêts de groupes sociaux importants. Or, il est rare que cela se fasse en douceur et sans que quiconque en ait à payer le prix. Ainsi le franchissement de la barrière de productivité en agriculture a-t-il imposé à la majorité des paysans une reconversion professionnelle et provoqué l'exode rural. De même, chaque métamorphose de l'industrie a entraîné la disparition de branches entières ou leur restructuration avec une perte des qualifications par les personnels devenus inadaptés aux nouvelles techniques et à la nouvelle organisation du travail, et une montée du chômage, surtout parmi les ouvriers les moins instruits et les plus âgés.

Mais les résistances et les contestations apparaissent non seulement là où, afin de franchir une barrière qui, pour l'économie, est toujours celle des coûts, on porte atteinte aux intérêts matériels immédiats. Car elles ont tendance à devenir particulièrement intenses quand on craint qu'une innovation majeure, issue du déplacement d'une frontière technique, induise à long terme des effets qui risquent d'être délétères. C'est ce qu'illustre la lutte contre l'implantation des centrales nucléaires et des usines de retraitement des déchets radioactifs. Ou encore les réactions à l'utilisation des manipulations génétiques. Ou celles que suscitent la contraception, l'interruption volontaire de

L'Europe retrouvée ?

grossesse et la procréation médicalement assistée. La transgression est inséparable des conflits. Elle en est une des sources. Elle en est aussi, on le verra plus tard, un des effets. Elle s'en nourrit et, en retour, elle les alimente.

Mouvantes, les frontières de la civilisation européenne le sont non seulement dans le temps mais aussi dans l'espace. Cela se voit le mieux de nos jours, quand elle se propage par ses propres forces et non à la suite des conquêtes territoriales des Etats européens. Depuis longtemps enracinée en Amérique du Nord, en Australie, dans la Nouvelle-Zélande, dominante en Amérique du Centre et du Sud, assimilée au Japon, la civilisation européenne a donné naissance à des variantes locales, plus ou moins différentes les unes des autres, mais qui, toutes, gardent en commun ce qui est de cette civilisation le caractère distinctif : sa manière d'être qui consiste en un déplacement perpétuel des frontières. Aujourd'hui, elle élargit son implantation ^{p.093} en Asie : dans les « nouveaux Etats industriels » (Taiwan, Hongkong, Singapour, Corée du Sud, Thaïlande) et dans les régions côtières de la Chine. L'Afrique subsaharienne est la seule région où elle n'a laissé sur son passage que des ruines des modes de vie traditionnels, sans avoir édifié de son côté quelque chose de durable, excepté la République sud-africaine dont l'avenir est imprévisible, même à moyen terme.

La civilisation européenne serait-elle alors en train de devenir une civilisation planétaire au sens où, modifiée certainement mais toujours reconnaissable, elle s'imposerait dans quelques siècles comme l'unique civilisation de l'humanité ? Il est vrai qu'elle affiche une prétention à la mondialité sous-tendue par la conviction de mettre en œuvre des principes de validité

L'Europe retrouvée ?

universelle. Elle l'affiche non pas tant dans les discours que dans les faits accomplis : dans l'exportation de la technologie, de la science, de l'économie de marché, des modèles de fonctionnement de l'Etat, de l'armée, des entreprises, des établissements d'enseignement et de recherche ; dans la création du système d'organisations internationales qui procède des règles juridiques qu'elle a élaborées et qui, moyennant les conventions que signent les Etats membres, fait entrer ces règles dans leur droit intérieur ; dans les tentatives de faire respecter par tous les pays l'idée, européenne à l'origine, des droits de l'homme. Tout se passe donc comme si la civilisation européenne était mue par la conviction que — tel le système métrique qui en forme un des fleurons et qu'elle a réussi à faire admettre presque partout — elle est faite « pour tous les hommes et pour tous les temps ».

La prétention de la civilisation européenne à la validité universelle a été — et reste — contestée à l'intérieur de cette civilisation même. Par les intellectuels, critiques de l'eurocentrisme et de l'idée même d'un universel autre que celui que constituent les règles fondatrices de toute communication et de toute société humaine. Et par les idéologies dont la plus influente se réclamait de Marx et de Lénine. Elle dissociait la dimension technique et économique de la civilisation européenne, les « forces productives » qui incarnent l'universel, de la dimension sociale et politique de cette civilisation, des « rapports de production », dont, depuis la fin du XIX^e siècle, elle diagnostique le ^{p.094} passage au stade terminal, avec toute la superstructure étatique et culturelle : ils freinent désormais l'essor des « forces productives » et sont, de ce fait, condamnés à disparaître. Pour que l'humanité puisse progresser, il faut les

L'Europe retrouvée ?

remplacer par les « rapports de production socialistes », en procédant, dans chaque pays, à une nationalisation de l'économie, en y instaurant la planification centrale et, surtout, en attribuant un rôle dirigeant au parti communiste, seul armé de l'idéologie scientifique qui lui permet de tracer les voies de l'avenir. Les succès de l'URSS étaient censés démontrer la justesse de ce programme.

Aujourd'hui, quand on assiste à la désintégration du système soviétique, citer de tels propos peut sembler incongru, sinon indécent. Faut-il rappeler qu'on les prenait encore très au sérieux il y a dix ans à peine ? Au demeurant, il ne s'agit pas que de rappels historiques. Car l'effondrement du « socialisme réel », qui était une application du marxisme-léninisme, et la perte par ce dernier du peu de crédibilité qu'il gardait encore nous importent ici parce qu'ils fournissent la preuve expérimentale de l'impossibilité de concilier à long terme un régime politique fait pour étouffer et réprimer tous les conflits avec la capacité de transgresser les frontières déjà atteintes pour maintenir le développement de la société et la croissance économique.

Ils nous importent aussi parce qu'ils éliminent de la scène mondiale le seul modèle qui, issu de la civilisation européenne, se posait comme une solution de rechange à celle-ci, parce qu'il affirmait en avoir dépassé les contradictions, à terme mortelles, et, à ce titre, être arrivé à un niveau supérieur de développement. Et dont la prétention à une validité universelle était reconnue, même en Europe occidentale, par les partis communistes, tandis qu'on l'imitait en Asie, en Afrique, en Amérique centrale. Certes, la Chine, la Corée du Nord, le Viêt-nam et Cuba lui restent encore fidèles. Mais ce ne sont désormais que des fossiles. L'effondrement

L'Europe retrouvée ?

du « socialisme réel » efface donc dans l'espace géopolitique une frontière qui, durant soixante-quinze ans, coupait en deux plusieurs pays de l'Europe occidentale, en particulier la France et l'Italie, la séparait de l'Europe du Centre et de l'Est et divisait le monde en deux blocs antagonistes. Et qui, de ce fait, était la plus menaçante des frontières de l'Europe prise à la fois comme un ensemble des Etats et comme une civilisation.

^{p.095} Mais cela ne justifie nullement la conclusion que nous sommes entrés dans une période de conflits mineurs et que les générations futures vont vivre la fin de l'histoire telle qu'elle se présentait jusqu'à nos jours. Car la propagation de la civilisation européenne sur les territoires d'autres civilisations risque de provoquer des résistances et des réactions de rejet, parfois très violentes. Cela se voit déjà surtout dans les pays de l'Islam qui, dans ses versions fondamentalistes, oppose à la civilisation européenne plus que des critiques et plus qu'une défense des traditions, comme ce fut le cas en Russie ou au Japon : la conviction d'être lui-même non seulement une religion, mais une civilisation à part entière dotée d'une validité universelle. Certes, les pays de l'Islam essaient à leur tour de dissocier les diverses dimensions de la civilisation européenne pour en garder la technique et la science en tant qu'elles sont des instruments de la puissance, tout en opposant un refus catégorique à son droit et à sa politique, et donc à l'attitude globale qui s'y exprime et qui ne reconnaît de frontières que mouvantes. Ce conflit — car il s'agit bien d'un conflit — va dominer probablement les décennies qui viennent. Mais, dès aujourd'hui, dans l'espace géopolitique mondial, les vraies frontières de la civilisation européenne passent partout où elle rencontre l'Islam.

L'Europe retrouvée ?

III

Jusqu'à maintenant, nous n'avons fait que décrire. Il est temps de tenter une explication de ce qui a été retenu ici comme caractère distinctif de la civilisation européenne : sa capacité de transgresser. Une explication qui prenne en compte les institutions spécifiques de l'Europe pour montrer comment elles ont canalisé les aspirations des individus et des groupes, et les ont poussés, parfois à leur corps défendant, à lever des obstacles qu'ils tenaient pour naturels, à traverser les frontières qu'ils pensaient infranchissables, à outrepasser les interdits qu'ils croyaient sacrés — jusqu'à ce qu'un dispositif se formât qui, face à une contrainte, suscitait la recherche des moyens de s'en libérer, de la contourner, de la déplacer. Une explication, autrement dit, qui permette de comprendre le passage des actes de transgression à ^{p.096} une civilisation de la transgression dont la civilisation européenne représente le seul exemple connu.

Au préalable, pour savoir de quoi on parle, il faut toutefois préciser la date de naissance de cette civilisation. Quatre époques peuvent prétendre à ce titre :

- la fin du XIX^e siècle marquée par l'avènement, dans plusieurs pays de l'Europe de l'Ouest et du Centre, de la démocratie : du suffrage universel, des partis politiques, d'une scolarisation de masse, d'une presse libre ; par la deuxième révolution industrielle, celle de la chimie, de l'électricité et du moteur à combustion interne ; par l'invention de nouveaux médias : du gramophone, du cinéma, de la radio ; par le renouvellement conceptuel et expérimental de la science et la rupture de l'art avec la tradition ;
- les XVII^e-XVIII^e siècles, témoins de la révolution scientifique

L'Europe retrouvée ?

qui crée la mécanique, découvre l'électricité, pose les bases de la chimie ; témoins aussi des révolutions d'Angleterre, de la guerre d'indépendance des Etats-Unis, de la Révolution française ; témoins encore de la première révolution industrielle avec la machine à vapeur, la houille, le fer et le textile, qui fera, à terme, entrer dans le paysage les usines et les gares et au nombre des classes sociales le prolétariat ; témoins enfin du basculement du temps qui de passéiste devient futuro-centrique et ouvre ainsi la voie à l'apparition des idéologies ;

— le XV^e-XVI^e siècle, siècle de l'arrivée des Européens aux Amériques, aux Indes, en Extrême-Orient ; de l'invention de l'imprimerie ; du tournant dans l'art de la guerre dû au perfectionnement de l'artillerie ; de la consolidation des Etats nationaux ; de la Réforme et de la guerre d'indépendance des Provinces-Unies ; des premières proclamations de la supériorité des Modernes sur les Anciens ;

— les XI^e-XII^e siècles, enfin, qui ont vu une croissance démographique forte, les grands défrichements, l'essor des villes suivi, dans certaines régions, par leur émancipation, la montée en puissance des monarchies, le développement des écoles et des universités, l'accroissement du nombre de textes en circulation grâce aux traductions du grec et de l'arabe, l'apparition de l'idée que le savoir s'accumule avec le temps.

^{p.097} Chacune de ces époques voit se produire des bouleversements et des révolutions. Autant dire que les transgressions, plus fréquentes qu'avant et après, se suivent alors à un rythme particulièrement rapide. Chacune correspond aussi à un tournant dans l'histoire de l'Europe : de ses unifications et de ses déchirements, de ses frontières intérieures ou externes.

L'Europe retrouvée ?

Certes, les domaines concernés ne sont pas toujours les mêmes. Mais pas au point où il serait légitime de séparer ces époques l'une de l'autre. Elles font partie d'une même histoire qui présente à la fois des ruptures et une continuité. Pour expliquer celle-ci, il faut se placer dans un temps long, prendre l'histoire des transgressions européennes depuis ses débuts. Et pour expliquer celles-là, il faut éviter de poser d'entrée de jeu, comme l'ont fait presque tous les auteurs ayant traité de ce sujet, que ce sont les mêmes forces qui ont opéré tout au long de l'histoire de l'Europe et que c'est un même dispositif qui a imprimé à cette histoire son caractère dynamique et sa direction.

Le premier modèle de la transgression des contraintes traditionnelles est apporté aux futurs Européens par le christianisme. Certes, les changements qu'il pousse à introduire ici-bas ne doivent avoir en vue que de gagner le royaume de Dieu. Ils n'en sont pas moins visibles et durables. La rupture avec le paganisme abolit tous les interdits qu'il imposait, la hiérarchie sociale qui lui était liée, l'organisation de l'espace et du temps qui en dépendait. Après les invasions, le mouvement monastique propage le moulin à eau et inaugure ainsi un déplacement de la barrière énergétique, que continuera quelques siècles plus tard toute une proto-industrie. Et c'est dans un monastère, probablement, que l'on invente l'horloge mécanique qui contribuera elle aussi quelques siècles plus tard à déplacer la frontière entre le qualitatif et le quantitatif.

C'est le christianisme qui introduit la croyance en une supériorité de l'universel sur le particulier. Et cet universel, il le définit comme détaché de tout groupe humain visible, de toute langue, de tout lieu. Mais, en Occident, il accorde pourtant un

L'Europe retrouvée ?

privilège au latin et à Rome, ce qui a pour effet la préservation d'un ensemble important d'œuvres littéraires païennes avec le statut d'exemples à imiter. L'idée de l'universalité du christianisme sanctifie l'expansion territoriale des ^{p.098} Etats chrétiens quand elle se fait au détriment des païens ou autres infidèles. Et cette expansion est aussi celle de la latinité et de la tradition romaine qu'elle véhicule.

Or la tradition romaine fournit aux pouvoirs temporels un modèle qu'ils s'efforcent d'imiter, à commencer par Charlemagne et sa *renovatio Imperii Romani*. Devenu encore plus utile aux monarchies après le retour du droit romain qui justifie leur emprise croissante sur leurs sujets, ce modèle restera en vigueur jusqu'à l'époque de l'absolutisme. Tout comme l'imitation de la Jérusalem céleste, l'imitation de la Rome païenne a des conséquences importantes dont, notamment, les conflits autour du tracé de la frontière entre le temporel et le spirituel, qui opposent à l'Eglise non seulement l'Empire, mais aussi les monarchies. Elle conduit certains clercs à s'engager dans la recherche des textes anciens, surtout grecs, et à apprendre leur langue pour pouvoir les traduire en latin, ce qui aboutira, à terme, à un accroissement considérable de l'ensemble d'œuvres anciennes disponibles en Occident et à un changement de sa structure : la primauté passe des néo-platoniciens tardifs à Aristote et de la poésie à la philosophie. Le droit romain confère, par ailleurs, une légitimité et un cadre juridique à l'économie monétarisée, tout en favorisant la propagation parmi les marchands de l'écriture et du latin. L'imitation du modèle romain encourage ainsi et justifie la transgression des règles et des interdits propres au régime féodal.

Mais le modèle chrétien n'en reste pas moins dominant. Plus

L'Europe retrouvée ?

encore que l'imitation de Rome, c'est l'imitation du Christ qui canalise et oriente les aspirations, les ambitions et les désirs des individus, qui leur offre des exemples de conduite et motive les attitudes de refus du monde tel qu'il est, au nom des exigences énoncées dans les Evangiles. Au demeurant, les deux modèles diffèrent par leur implantation sociale, le premier s'adressant exclusivement aux institutions et aux membres des élites du pouvoir, du savoir ou de la richesse, tandis que le second est proposé à tous, y compris les plus humbles. Et il est le seul à exercer une vraie influence sur les gens du peuple, tandis que chez les membres des élites les deux modèles interfèrent et s'entrecroisent. Etre pleinement roi, c'est unir les pouvoirs de l'empereur de Rome au caractère sacré de prêtre. Etre un homme de guerre à la ^{p.099} recherche de la gloire, c'est se vouloir émule à la fois d'Alexandre et de César et des preux chrétiens. Etre riche, c'est distribuer les aumônes et les dons aux institutions pieuses, tout en ayant un *otium cum dignitate*.

L'action conjointe des deux modèles, chrétien et romain, empêche ainsi sinon tous, évidemment, du moins les plus ambitieux et les plus entreprenants, d'être satisfaits de leur présent, car elle désigne un but à atteindre dont, quoi qu'on fasse, on reste toujours éloigné. On ne pratique jamais assez les vertus chrétiennes. Et on ne se conforme jamais assez aux exemples romains. Du coup, l'action conjointe de ces deux modèles légitime, voire sanctifie toute entreprise censée conduire vers ce double idéal. Le marchand qui s'engage dans le négoce de longue distance sur terre ou qui équipe les navires et brave les brigands, les dangers d'un voyage en mer, souvent la peur de l'inconnu et parfois les interdits du pape, le fait aussi en sa qualité de chrétien

L'Europe retrouvée ?

qui entretient les pauvres et finance les églises, avant de le faire en plus pour pouvoir lire Cicéron dans sa villa.

Le chevalier qui participe à une croisade ou à une expédition le fait pour s'enrichir, certes, mais aussi pour contribuer au triomphe de la foi et pour gagner la gloire. L'homme de lettres qui rompt avec le latin et l'écriture de son temps le fait parce qu'il croit que cela rétablit l'état de l'époque d'Auguste et de celle de saint Augustin. Il arrive toutefois que les deux modèles ne se renforcent pas mutuellement, mais se contestent l'un l'autre. Il en est ainsi dans le cas de l'astrologie judiciaire, de la divination et des sciences occultes où l'interdit dont les frappe le christianisme s'oppose à la légitimité que leur confèrent certains textes anciens, ce qui stimule puissamment la curiosité comme dans d'autres situations analogues.

L'action des deux modèles s'exerce donc dans le sens d'une diminution du respect pour les barrières, les obstacles, voire les interdits, et d'une ouverture aux innovations et même aux transgressions, pourvu qu'elles ne touchent, dans l'immédiat, ni aux dogmes de la foi ni à l'ordre social. C'est pourquoi les déplacements de frontières qui satisfont à cette condition se produisent souvent silencieusement, sans susciter de résistances. Et même quand ils en suscitent, comme le papier à ses débuts, ces résistances sont assez vite surmontées. ^{p.100} Aussi les moulins à papier se mettent à proliférer et le papier se propage, ce qui contribue à modifier, au détriment de l'oral, la frontière entre celui-ci et l'écrit. D'autre part, l'adoption par les villes des horloges mécaniques prélude à l'inclusion du temps dans le domaine du quantitatif qu'élargit par ailleurs l'essor de la circulation monétaire. Parallèlement, la boussole et l'astrolabe entrent dans l'usage des

L'Europe retrouvée ?

marins et les navires se perfectionnent, tandis que la poudre à canon commence à changer les champs de bataille. Le terrain est prêt pour l'imprimerie, pour les expéditions océaniques et pour les guerres d'un nouveau type.

Entre le XII^e et le XV^e siècle, la société européenne accueille ainsi diverses innovations, pour les unes empruntées à ses voisines, pour d'autres originales. Ce faisant, elle laisse se déplacer des barrières, telle la barrière énergétique, et s'affaiblir des interdits, tel celui qui frappe la curiosité. Mais tout cela se passe, pour ainsi dire, sur les marges et par accident. Car il n'existe aucun dispositif qui aurait stimulé les individus à chercher les innovations, les modèles chrétien et romain ne leur demandant que d'imiter les exemples venus du passé. Faible entre les firmes commerciales, la concurrence entre les producteurs est limitée par les réglementations corporatives. Quant à la rivalité des Etats, elle les conduit à profiter des innovations qui leur promettent ou leur offrent des richesses, leur permettent d'accroître leur puissance ou leur confèrent un plus grand prestige, mais elle ne les pousse pas à en susciter. L'innovation est recherchée et mise en valeur surtout là où elle est perçue comme un retour à l'état des choses ancien : dans les lettres et les arts plastiques. Les voyages dans les pays lointains et l'expansion territoriale vers l'extérieur de l'Europe chrétienne font, il est vrai, appel à la fois aux mobiles religieux, à l'aspiration vers la gloire, à la poursuite de la richesse et à la curiosité qui, tous ensemble, poussent les individus et les Etats à déplacer les frontières du monde connu et dominé. Mais il n'y a là rien de contraignant.

Vient alors la révolte de Luther. Elle ouvre une période de violentes controverses confessionnelles et déclenche une

L'Europe retrouvée ?

surenchère doctrinale qui produit une montée vers des positions de plus en plus radicales. Celles-ci ne sont adoptées, il est vrai, que par de tout petits groupes. ^{p.101} Mais ces groupes, du fait de leur radicalisme, ont une notoriété sans commune mesure avec leurs effectifs. Et leur présence montre, à elle seule, que les dogmes qui, il y a peu, paraissaient intouchables peuvent être mis en question avec des arguments parfois difficiles à réfuter. Les frontières du certain et de l'incontestable dans le domaine de la foi se voient ainsi repoussées si loin que d'aucuns commenceront bientôt à se demander si elles existent encore. Il en est de même dans le domaine du savoir, sous la triple influence de l'irruption dans la haute culture des sciences occultes que les interdits religieux ne réussissent plus à contenir, de la découverte du Nouveau Monde, qui oblige à des révisions draconiennes non seulement les géographes, mais aussi les philosophes et les théologiens et, enfin, de la propagation de l'astronomie héliocentrique qui met en doute la fiabilité des sens. Tout semble être devenu possible.

L'apparition du mythe de Faust et de celui de Don Juan montre que, dans ce climat, on commence à se poser des questions concernant les effets néfastes de deux passions, la curiosité et le désir sexuel, dès qu'elles sont affranchies de tout interdit capable de les contenir et de les orienter dans le bon sens. Les mêmes questions sont posées à propos de la passion de dominer les hommes et du désir d'accumuler les richesses, quand ils échappent à tout contrôle. Mais face au nombre et à l'envergure d'innovations récentes, on commence aussi à prendre conscience, non sans fierté, qu'à certains égards les Modernes ont déjà dépassé les Anciens. La boussole, la poudre à canon, l'imprimerie, plus

L'Europe retrouvée ?

rarement l'horloge mécanique, toujours la découverte du Nouveau Monde sont brandies comme les preuves de cette supériorité du pouvoir et du savoir des Modernes. Un blocage mental est levé qui, en situant les modèles exclusivement dans le passé, rendait plus difficile la recherche des solutions inédites.

IV

De ces solutions inédites, la science moderne est d'emblée un des exemples les plus frappants. Elle n'a, en effet, aucun précédent. Même si les Anciens utilisaient des instruments et même si c'est grâce ^{p.102} à eux qu'ils ont élaboré une astronomie mathématique qui sera, pour les siècles ultérieurs, un idéal d'exactitude et de scientificité, c'étaient là des instruments de mesure appliqués au monde visible. La science moderne, elle, commence avec l'utilisation d'instruments d'observation qui découvrent des objets jamais vus et qu'un œil nu ne saurait percevoir. Et qui ouvrent donc, dès leurs débuts, une brèche dans la frontière invisible qui entoure chaque être humain : notre appareil sensoriel en effet ne perçoit de l'extérieur que quelques types de signaux, ne les enregistre que dans une amplitude déterminée et avec un pouvoir de résolution limité.

La première lunette montre déjà dans le ciel des choses que l'on n'y soupçonnait pas. Et elle ne cesse d'en multiplier le nombre et la diversité au fur et à mesure qu'on en accroît la puissance et la précision et qu'on en fait le télescope, au point que les frontières de l'univers semblent s'éloigner vers l'infini. Plus tard, on se lancera, avec le microscope, dans l'exploration du monde foisonnant de l'infime, où l'on assistera aussi à l'éloignement infini des frontières. Moyennant la bouteille de Leyde, la pile voltaïque,

L'Europe retrouvée ?

la dynamo et les instruments de mesure appropriés, on maîtrisera l'électricité. On construira les récepteurs des rayonnements invisibles et les appareils capables d'étudier les atomes et les particules. Et on franchira la barrière du langage usuel en créant des lexiques et des syntaxes mathématiques permettant de décrire les objets insaisissables pour la perception et de communiquer à leur propos avec soi-même et avec les autres.

Or, tout cela se fait dans une ambiance de coopération et de rivalité à la fois, de défis lancés et relevés, de querelles de priorité, de course à la renommée. Avec d'abord ses réseaux informels de savants qui échangent des lettres pour se communiquer les résultats obtenus grâce aux instruments qu'ils fabriquent eux-mêmes, avec plus tard les académies, les sociétés savantes et les revues de plus en plus spécialisées, avec, enfin, les laboratoires et les grands instituts de recherche, la science moderne crée un dispositif qui aboutit, de façon quasi inéluctable, à lever l'un après l'autre les obstacles qui empêchent l'observation de progresser jusqu'aux limites tracées par la nature même. Elle devient ainsi une sorte de machine à déplacer les frontières de la connaissance. Certes, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, ses découvertes ^{p.103} ne bouleversent encore ni la vie quotidienne ni la production des biens. Mais son exemple n'en contribue pas moins, dès le XVII^e siècle, à la formation d'une nouvelle attitude à l'égard des contraintes techniques, qu'exprime une recherche délibérée des inventions permettant de les surmonter. Et à la formation d'une nouvelle attitude à l'égard de la tradition, qui accepte plus facilement les innovations et les mises en question d'anciens interdits. La science apprend aux élites que les frontières ne sont là que pour être transgressées. En ce sens, elle en modifie

L'Europe retrouvée ?

profondément la pensée et le comportement.

Parallèlement aux transformations des mentalités, qui déplacent les frontières de l'orthodoxie et dégagent des espaces de liberté auparavant inimaginables, qui ouvrent dans la barrière des sens une brèche de plus en plus large et érodent, avant de les éliminer, les contraintes de la tradition, d'abord dans la technique et la science, plus tard, aussi, dans les lettres et les arts — parallèlement donc à ces transformations, des changements se produisent dans la conduite de la guerre, suite à la propagation de l'usage de la poudre à canon. Le développement de l'artillerie oblige à entourer les villes de fortifications autrement puissantes que celles qui suffisaient naguère et il modifie le déroulement des batailles tant sur terre que sur mer. La guerre exige désormais des troupes plus nombreuses que par le passé, dotées de mousquets et de canons dont il faut, par conséquent, assurer la production en grandes quantités, approvisionnées en munitions et entraînées au maniement efficace des armes. Seule une armée qui satisfait à ces conditions permet maintenant à un Etat de se défendre. Et seule une armée qui peut, le cas échéant, tenir tête à une coalition permet d'aspirer au rang de puissance européenne.

L'entretien des armées engage les Etats dans une rivalité de tous les jours. Elle porte sur leur capacité de lever des soldats ; cela suppose une nombreuse population, mais aussi le droit de l'Etat d'enrôler les paysans, fût-ce contre la volonté de leur seigneur. Elle porte sur leur capacité de fournir aux soldats des armes et des munitions en quantités suffisantes et de bonne qualité, et donc de les produire, tout en veillant à les perfectionner pour ne pas se laisser devancer par d'autres ; cela exige l'accès aux matières premières et un personnel qualifié, depuis les

L'Europe retrouvée ?

ouvriers jusqu'aux spécialistes de la métallurgie et ^{p.104} de la balistique. Cette rivalité porte aussi sur la formation des officiers, surtout pour l'artillerie. Sur la capacité de déterminer le parcours des frontières, d'édifier des places fortes là où les ennemis pourraient pénétrer sur le territoire, et de les équiper d'hommes et de moyens de défense. Sur l'élevage des chevaux pour la cavalerie, mais aussi pour transporter les canons et les munitions. Sur la constitution d'une bureaucratie à même de résoudre tous ces problèmes avec autant d'efficacité que celles qui s'en occupent dans les pays voisins. Et elle porte d'abord et constamment sur la capacité des Etats de couvrir toutes ces dépenses.

Pour pouvoir défendre son territoire et, si possible, l'agrandir, l'Etat doit disposer de sommes toujours plus importantes. Certains les obtiennent en vivant sur l'ennemi et en se faisant payer des subsides par les alliés. Mais cela n'est pas donné à tous. Et tous n'ont pas des mines d'or et d'argent en leur pouvoir. Il ne leur reste alors qu'à contribuer à la croissance de la richesse de leur pays pour pouvoir en prélever une partie. L'Etat se voit donc conduit à s'intéresser à la démographie et à l'économie, à stimuler le développement des manufactures et des compagnies de commerce, à protéger la marine marchande et les colonies, à investir dans les ports, les routes et les canaux, à créer les écoles et à organiser la police — en attendant de prendre en charge l'hygiène publique, l'éducation nationale, la sécurité sociale et la lutte contre le chômage.

Entre le XVII^e et le XIX^e siècle, de façon différente dans chaque pays et variable selon les époques, la rivalité des Etats, dont l'enjeu, pour chacun, est le maintien de son intégralité territoriale, sinon sa survie, les contraint d'agir dans le sens d'un déplacement

L'Europe retrouvée ?

des frontières. Des frontières spatiales, évidemment, en Europe même et dans d'autres continents, mais aussi des frontières de la productivité quand un Etat intervient dans l'agriculture ou aide l'industrie, des frontières de la connaissance quand il finance les savants, des frontières de l'orthodoxie quand il s'oppose à l'Eglise, si tant est qu'il ne l'assujettit pas, des frontières sociales, enfin, ce qu'il fait à son insu et contre la volonté de ses maîtres, en encourageant les activités profitables qui enrichissent ses caisses à lui mais qui, en même temps, édifient une hiérarchie de la richesse à côté de celle, fondée sur la ^{p.105} naissance, de la noblesse et de la roture, et qui diminuent au bénéfice de la première le pouvoir et le prestige de la seconde. Là où l'Etat n'est pas en mesure d'assumer ce rôle, le pays stagne, voire régresse, cesse de participer à la dynamique de la civilisation européenne et, à terme, perd son indépendance.

La rivalité des Etats est donc un dispositif à déplacer les frontières visibles — le premier à le faire dans la longue durée et à une telle échelle. Au départ, elle contribue, plus que la science et la technique même, à conférer à la civilisation européenne son caractère dynamique, à l'empêcher de reculer ou de s'arrêter, à en faire une civilisation de la transgression. Dans l'histoire de l'Europe, les bureaucraties civiles et militaires — y compris les savants qui en majorité en font partie — sont, par conséquent, le premier groupe que sa position contraint à chercher à modifier le *statu quo*, à provoquer des transgressions et des innovations, à penser à long terme et à subordonner le présent à l'avenir. Mais les bureaucraties ne sont pas les seules à le faire. Car, dans leur ombre et, pour une part, grâce à leur politique mercantiliste, une nouvelle catégorie se forme, composée d'entrepreneurs : de

L'Europe retrouvée ?

munitionnaires, de banquiers, de manieurs d'argent, d'actionnaires des compagnies de commerce, d'industriels qui, tous, même ceux qui ne travaillent pas directement pour l'Etat, bénéficient de sa protection. Tous, ils ont besoin de l'Etat en tant qu'il émet une monnaie stable, garantit l'ordre social, ferme les frontières aux marchandises de l'étranger, investit dans les infrastructures, ouvre les marchés extérieurs. Mais au fur et à mesure que leur nombre croît et leur richesse, la tutelle de l'Etat devient pour eux de moins en moins supportable.

Le différend se cristallise sur l'impôt, c'est-à-dire sur la part des biens de la population prélevée par l'Etat. Et sur la réglementation des activités économiques que l'Etat a héritée et étoffée, pour en faire un instrument de contrôle au service du fisc. Mais le différend porte aussi — d'où son acuité — sur la participation des entrepreneurs à l'exercice du pouvoir monopolisé par l'Etat, autant dire par la bureaucratie qui s'identifie, dans ses strates supérieures, à l'ancienne noblesse. Plus particulièrement, il s'agit de la participation au pouvoir législatif qui définit les interdits, non seulement dans la politique, ^{p.106} et auquel on veut soumettre le pouvoir exécutif. Là où ce différend a pris une tournure violente, plusieurs transgressions ont été commises, dont la transgression politique suprême : le régicide.

De leur différend avec les anciennes élites liées à l'Etat, les entrepreneurs émergent en tant que groupe qui, mû par la concurrence entre ses membres, devient porteur de la dynamique sociale globale. Libérés des réglementations surannées, ils introduisent dans l'industrie les inventions techniques et les innovations organisationnelles pour augmenter leurs profits en s'assurant, chacun, une bonne position sur le marché et, si

L'Europe retrouvée ?

possible, pour en éliminer les concurrents. Dans ce cadre, ils font reculer les frontières de la productivité et de l'accumulation des richesses tout en transformant les conditions de travail et de la vie quotidienne, et en infléchissant la politique des Etats. Ceux-ci, même si leurs attributions ont été réduites pour ce qui est de l'économie, restent engagés dans leurs rivalités et c'est dans cette perspective qu'ils définissent leurs orientations. La concurrence proprement économique entre les entrepreneurs des différents pays double cette rivalité diplomatique et militaire des Etats, l'utilise à ses fins ou lui sert d'instrument, selon les cas. Elle s'y superpose et en amplifie les effets. Mais elle ne la remplace pas.

La montée en puissance des entrepreneurs va de pair avec la croissance des villes, de l'industrie, du nombre d'ouvriers. A partir des années 30 du XIX^e siècle, ces derniers, tout comme les petits entrepreneurs qui s'en distinguent à peine, commencent d'exiger à leur tour la participation au pouvoir législatif, c'est-à-dire la destruction de la frontière entre les citoyens électeurs et éligibles et ceux qui ne le sont pas. Et l'instauration du suffrage universel n'est qu'un début. Le différend entre les ouvriers et les entrepreneurs va jouer désormais un rôle analogue à celui que joue, de son côté, le différend entre ces derniers et les anciennes élites liées à l'Etat ; en fait, les deux interfèrent et s'influencent mutuellement, tantôt en s'étouffant, tantôt en se renforçant. Les exigences des masses urbaines, en particulier des ouvriers, font de ceux-ci un groupe qui agit dans le sens d'une plus grande égalité dans la vie politique et sociale. Cela transforme aussi le sens de l'inégalité qui de qualitative devient quantitative, tributaire non de caractères innés, mais de différences de pouvoir d'achat. Les p.107 frontières entre les catégories sociales restent, certes, nettement

L'Europe retrouvée ?

marquées. Mais elles ne sont plus infranchissables.

A la fin du XIX^e siècle entre en scène encore un dispositif qui fait de la civilisation européenne une civilisation de la transgression : c'est la compétition scientifique. Présente depuis longtemps, nous l'avons vu, ce n'est qu'à partir de cette époque qu'elle commence en effet à intervenir dans tous les domaines, à commencer par la guerre. A la production, elle ouvre de nouvelles sources d'énergie, elle la fournit en nouveaux matériaux et elle en modifie peu à peu la nature même. Elle détache, pour une part importante, la consommation de sa localisation spatiale grâce aux techniques de la conservation. Elle transforme la culture en rendant possibles les nouveaux médias, depuis la radio jusqu'à l'ordinateur, et en renouvelant les anciens, telle l'imprimerie. Elle bouleverse même les mœurs : qu'il suffise de rappeler le rôle de la pilule contraceptive dans le changement des habitudes sexuelles. Et tout le monde sait que ce n'est pas fini.

La rivalité des Etats, la concurrence des entreprises, les différends politiques et sociaux, la compétition scientifique, artistique, littéraire : tels sont donc les dispositifs qui déséquilibrent à tout moment les relations internationales, l'économie, la vie publique, les connaissances, les techniques, les goûts. Et qui, tout en ayant, chacun, un mouvement autonome se superposent et interagissent les uns sur les autres. La rivalité des Etats, au départ principalement militaire mais incluant aussi une lutte pour le prestige, assimile de plus en plus la dimension concurrentielle, au point de s'y réduire presque de nos jours quand les Etats se présentent sur la scène internationale comme des « superentreprises ». Et les entreprises, de leur côté, font appel aux Etats et s'adaptent à leurs exigences. Les différends politiques

L'Europe retrouvée ?

et sociaux, internes à chaque pays, infléchissent la conduite de la politique internationale et la poursuite de la concurrence qui, l'une et l'autre, exercent sur ces différends des effets en retour et qui transforment en leur instrument la compétition scientifique, voire artistique et littéraire. Ce faisant, elles en modifient le caractère mais elles en subissent de leur côté l'influence. Sans être complètement homogène, l'ensemble des dispositifs qui propulsent la civilisation européenne fonctionne de nos jours comme un système assez bien intégré.

p.108 Dès l'apparition de la première composante de ce futur système, de l'antagonisme militaire des Etats, la civilisation européenne commence à changer de nature : elle ne se contente plus de tolérer les transgressions à condition qu'elles soient marginales ; elle se met à les provoquer. Autant dire qu'elle acquiert un caractère dynamique qu'elle gardera dorénavant et qui ne fera que s'accroître ; au fur et à mesure que d'autres conflits viendront se superposer au conflit initial et en amplifier les effets, elle deviendra une civilisation de la transgression. Dire cela, c'est rejeter l'idée de Guizot reprise sous une forme généralisée par Marx et devenue, sous diverses variantes, l'explication canonique du mouvement de la civilisation européenne : l'idée de la lutte des classes censée en être le moteur et de la bourgeoisie censée être le porteur des innovations (selon Marx, jusqu'au moment où elle est relayée dans ce rôle par le prolétariat).

Inutile de présenter ici les contorsions auxquelles contraignait ce schéma quand on essayait de l'appliquer à l'histoire de la civilisation européenne, telle que nous la connaissons aujourd'hui, plus de cent cinquante ans après les cours pionniers de Guizot. Ni de justifier longuement l'affirmation que personne n'a jamais

L'Europe retrouvée ?

réussi à expliquer cette histoire par la seule lutte des classes. Et pour cause. Car la situation devant laquelle nous placent nos sources est complexe et cette complexité, irréductible, ne devient intelligible qu'à condition d'admettre une pluralité, elle aussi irréductible, de conflits qui se déroulent chacun dans leur domaine, tout en s'influençant les uns les autres. Quant aux groupes sociaux, auteurs des transgressions et donc porteurs des innovations, les bourgeoisies des villes italiennes, flamandes et rhénanes en faisaient partie entre le XII^e et le XV^e siècle, comme auparavant les moines. Mais les vrais créateurs de la civilisation européenne telle que, pour le meilleur et pour le pire, nous la vivons aujourd'hui sont les bureaucraties qui faisaient marcher les Etats, les entrepreneurs qui faisaient tourner l'économie, les masses urbaines, notamment ouvrières, dont la pression a transformé les institutions politiques et les rapports sociaux et, enfin, les intellectuels, hommes de science, écrivains et artistes, qui ont révolutionné les connaissances, bouleversé les goûts et contribué à transformer les mœurs. Les trois grandes victimes de cette histoire ont été la noblesse, le clergé et la paysannerie.

V

^{p.109} Une fois la nouvelle rivalité des Etats européens devenue manifeste, des tentatives se sont multipliées en vue de l'endiguer, en imposant aux Etats des normes que, tous, ils seraient forcés de respecter. Malgré l'influence du christianisme, de telles normes ne pouvaient procéder d'une instance religieuse ; dans l'Europe divisée par la Réforme, il n'y en avait aucune qui eût été reconnue par tous. Ce furent donc celles que tous les Etats acceptèrent, parce que chacun y trouvait son intérêt et que les violer risquait de

L'Europe retrouvée ?

provoquer des rétorsions, qui sont entrées dans le droit international chargé, à partir du XVII^e siècle, de réglementer leurs relations en temps de paix et la conduite des opérations en temps de guerre. Et c'est sur ce fondement que s'est édifié le système de l'équilibre européen qui n'a, certes, jamais empêché les guerres, mais qui a réussi à faire en sorte qu'elles soient, en Europe même, pendant un siècle, courtes, locales et civilisées autant que possible.

Semblablement, dès que la concurrence entre les entreprises a commencé à influencer l'ensemble de la vie économique, on s'est appliqué à la canaliser et à l'orienter. Cela a abouti à des lois et des institutions chargées de réprimer les fraudes, les abus de confiance, les tromperies sur la marchandise et autres délits qui faussent le jeu du marché. A la même époque s'élabore le droit constitutionnel et électoral avec les lois sur la liberté de la presse et des associations, qui impose une réglementation des différends politiques. S'y ajoute, plus tard, tout un droit social qui intervient dans les relations entre les employeurs et les salariés, en limitant notamment le temps et les conditions de travail. Même la compétition des savants, longtemps régie par les seules règles déontologiques dont le rôle est grand, au demeurant, dans plusieurs autres domaines, se voit, de nos jours, soumise à un degré croissant à l'emprise du droit.

Dès que, passés les premiers paroxysmes — avec, dans le cas des différends sociaux, les violences et la répression —, un conflit entre dans un état chronique, il suscite la mise en place d'institutions chargées d'empêcher que s'en reproduisent les manifestations virulentes. En font partie le droit et les instances créées afin de le faire appliquer ^{p.110} dans les rapports entre les Etats, les entreprises, les groupes sociaux et les individus. Aussi

L'Europe retrouvée ?

grande que soit leur importance, ils ne forment que le noyau central d'un ensemble d'instruments dont le rôle consiste à éliminer ou, du moins, à limiter la violence et les comportements susceptibles de la déclencher, en éveillant la méfiance ou le sentiment d'être menacé ; dont le rôle consiste, autrement dit, à pacifier les relations internationales et internes. Entrent dans cet ensemble d'instruments de pacification la circulation des hommes entre les camps en conflit, les communications qu'ils maintiennent les uns avec les autres, les échanges économiques et culturels, l'enseignement, enfin, au sens le plus large de ce terme, c'est-à-dire non seulement celui qu'on dispense aux enfants et aux jeunes dans des établissements éducatifs, mais aussi celui auquel on expose les adultes par l'intermédiaire d'abord de la chaire, puis de l'imprimé, des médias, de la publicité, de la propagande et de toute autre forme d'endoctrinement.

Ce sont ces instruments de pacification qui sont les porteurs de la civilisation : les conflits la déstabilisent et, parfois, ils mettent en péril son existence même, mais, dûment canalisés, ils lui confèrent la capacité de transgresser une frontière après l'autre. Il est donc important qu'en les apaisant on n'étouffe pas, du même coup, la rivalité, la compétition, la concurrence dans ce qu'elles ont d'irremplaçable en tant que ressorts de la dynamique culturelle, économique et sociale. Vue dans cette perspective, l'évolution de la civilisation européenne ne se limite pas au mouvement, déjà évoqué, de superposition de nouveaux conflits aux anciens. La caractérise aussi la superposition aux anciennes institutions pacificatrices d'institutions nouvelles, mieux adaptées à la nouvelle nature des conflits auxquels elles ont à répondre.

Ce système complexe où chaque type de conflit donne

L'Europe retrouvée ?

naissance aux institutions qui le canalisent et le pacifient, sans toutefois l'éliminer, et qui exige donc qu'on procède en permanence à des ajustements, ce système ne s'est pas montré infaillible. Il n'a pas été en mesure de prévenir la Première Guerre mondiale et tout le cortège de désastres qu'elle a entraînés : l'installation des régimes totalitaires, la Seconde Guerre mondiale, l'extermination du peuple juif et autres ^{p.111} crimes contre l'humanité, la division de l'Europe en deux blocs, dont les séquelles vont durer longtemps. Une telle transgression des frontières de l'humain vers une bestialité délibérément organisée et technicisée, une telle violation de tous les interdits et de toutes les normes, dont seule l'acceptation par les individus et les institutions, fussent-ils adversaires, rend la pacification des conflits possible, résulte-t-elle d'un accident historique, d'une conjoncture exceptionnelle ou, au contraire, traduit-elle des virtualités latentes de la civilisation européenne susceptibles de s'actualiser dès que les circonstances leur seront propices ?

Comme toutes les questions qui, en fait, concernent l'avenir, celle-ci ne comporte pas de réponse fondée sur des arguments autres que les analogies, toujours douteuses, entre le présent et le passé ou, encore, des considérations éthiques. Les unes et les autres conduisent à opter pour la deuxième éventualité et à attribuer à la civilisation européenne des virtualités destructrices. Il est permis de ne pas partager cette opinion. Mais la question qu'on vient de poser n'en doit pas moins être réitérée pour entretenir l'attitude critique qui pousse à suivre attentivement les domaines où des dérapages difficiles à arrêter risquent de se produire : la rivalité des Etats, la concurrence économique, la compétition scientifique, les différends sociaux et nationaux. Aujourd'hui, ce sont surtout ces

L'Europe retrouvée ?

derniers qui, en Europe de l'Est, et pas seulement là, risquent d'être à l'origine des désastres. Mais d'autres sources d'instabilité ne sont jamais à exclure, sans qu'on puisse les identifier à l'avance. A la différence d'une montre, l'histoire ne connaît ni horloger ni garantie. Elle est la résultante des actions humaines. Et s'il est vrai que le battement des ailes d'un papillon peut être cause d'un orage, un individu peut infléchir le cours des événements. Nous sommes tous responsables de l'avenir.

*

Entretien ¹

@

M. PHILIPPE BURRIN : p.112 En introduction à son exposé, Krzysztof Pomian a décrit l'histoire de l'Europe à travers trois phases. La troisième, qui a débuté au XIX^e siècle, a amené l'Europe à se constituer en une multiplicité d'Etats-nations. Ce mouvement n'est pas achevé, dans la mesure où l'État-nation s'est construit dans le cadre d'une double intégration : l'intégration verticale, qui saisit l'ensemble des couches sociales dans un système institutionnel, et l'intégration horizontale, qui réunit l'ensemble de la nation à l'intérieur de frontières communes.

L'exposé a essentiellement porté sur l'Europe et ses frontières. La notion de frontière, ici, est entendue dans une double perspective. Elle renvoie d'abord aux conceptions classiques de la géopolitique, ensuite aux configurations de sens qui définissent des univers culturels. Dans la première perspective, Krzysztof Pomian a rappelé que l'extension de l'Europe a varié au cours de l'histoire, que ce soit au niveau de ses frontières extérieures ou à celui des

¹ Le 1^{er} octobre 1991, avec la participation de MM. Giovanni Busino, professeur à la Faculté des Sciences sociales et politiques (Département de Sociologie) de l'Université de Lausanne et chargé de cours à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève ; Claude Raffestin, professeur à la Faculté des Sciences économiques et sociales (Département de Géographie) de l'Université de Genève ; Pierre de Senarclens, professeur à la Faculté des Sciences sociales et politiques (Relations internationales) de l'Université de Lausanne.

L'Europe retrouvée ?

frontières internes. Il a souligné qu'il y avait désormais opposition entre les frontières de sa partie occidentale, qui ne sont plus contestées, et celles de sa partie orientale, qui restent des objets de litiges, bien réels ou virtuels. Dans la seconde perspective, le mot *frontière* renvoie à une série de cultures, qui disent ce qui est légitime et ce qui ne l'est pas, ce qui est concevable ou non au sein de chacune. Dans ce sens, l'Europe présente la particularité d'être une civilisation aux frontières mouvantes, qui a constamment déplacé ou transgressé les limites de son héritage culturel, et qui tend aujourd'hui à étendre cette attitude à l'ensemble de la planète — provoquant ainsi l'émergence de prétentions universalistes contraires, comme celle de l'Islam.

Comment expliquer cette particularité, qui fait de la civilisation européenne une civilisation de la transgression ? Krzysztof Pomian a rappelé les influences lointaines, celles du christianisme, de la tradition romaine, de la Réforme et de la Renaissance. Puis il s'est concentré sur quatre facteurs principaux d'explication : la rivalité des Etats, la rivalité des entreprises, la rivalité des groupes sociaux et, enfin, la rivalité — ou compétition — scientifique. Ces facteurs, agissant les uns sur les autres, ont entraîné une sorte de spirale cumulative, qui a poussé la civilisation européenne à transgresser en permanence ses propres acquis et ses propres limites.

Constatant que cette spirale avait débouché sur des guerres mondiales et des génocides, Krzysztof Pomian s'est demandé, en conclusion, si l'Europe ne portait pas de terribles virtualités destructrices, au cœur même de ses capacités.

M. CLAUDE RAFFESTIN : p.113 M. Pomian a parfaitement illustré ce que Benveniste a analysé à travers le *regere fines* : il a montré qu'une frontière ne se dessine pas seulement dans l'ordre matériel, spatial voire temporel, mais aussi dans l'ordre moral — d'où l'importance des frontières culturelles.

Mais la frontière n'a pas seulement un fondement social. Elle a aussi, on l'oublie trop souvent, un fondement biologique. Cela explique pourquoi les frontières sont particulièrement mouvantes. J'ai cru comprendre, dans votre conférence, que vous considériez la frontière comme un défi, certes, mais encore comme une entrave. Vous avez insisté sur ses aspects négatifs : cela tient, je crois, au fait que vous avez fait la part belle à la géopolitique. La

L'Europe retrouvée ?

frontière, telle que vous l'avez présentée, apparaît comme une sorte d'isobare politique.

Pour faire contrepoids à ce point de vue, j'aimerais rappeler quelques fonctions de la frontière. Elle sert à traduire ; elle est, si l'on veut, la traduction d'une intention. Elle est aussi un système de régulation : le droit n'est qu'un vaste système de limites, dont la fonction est précisément de réguler. La frontière est encore un moyen de différencier. Lorsqu'il y a brouillage des frontières, dans l'ordre spatial comme dans l'ordre culturel, il y a crise. C'est la situation actuelle. Je ne suis pas d'accord avec les politiciens et les politologues qui disent que le Marché commun va gommer les frontières. L'intégration européenne va simplement « défonctionnaliser » les frontières, ce qui est complètement différent. Les frontières subsisteront. Les nationalismes que nous connaissons sont d'anciennes frontières réactivées, qui sont en train de nous sauter au visage. Enfin, la frontière est une institution qui permet l'échange de relations. Voilà ce qu'il en est dans l'ordre matériel.

Pour reprendre l'interprétation que vous avez proposée — l'Europe comme transgression des limites —, je crois que dans l'ordre de la culture, il y a transgression chaque fois que l'on passe d'un paradigme à un autre. Ce passage a lieu parce que la transgression est nécessairement intégrée dans le rituel qui fonde la frontière.

Ne pourrait-on pas dire que cela tient à la dimension biologique de la frontière ? L'Europe est-elle, seule, la terre de la transgression des limites ? Je crois que toute frontière, quelle qu'elle soit, est transgressée à un moment ou un autre, et qu'elle doit l'être, parce que sa transgression fonde un mouvement, qui est lui-même porté par la dimension biologique de la frontière.

M. PHILIPPE BURRIN : Qu'entendez-vous par « biologique » ?

M. CLAUDE RAFFESTIN : Nous sommes tous cinq assis à cette table. Nous avons tous pris des dispositions pour éviter de nous toucher. C'est dire qu'il existe entre nous une frontière invisible. Celle-ci répond aux exigences de notre hypothalamus, qui veut que personne n'empiète sur un certain territoire autour de nous. Voilà la dimension biologique de la frontière.

L'Europe retrouvée ?

M. PIERRE DE SENARCLENS : p.114 Vous avez évoqué l'Europe comme la métaphore de toutes les conquêtes liées à la modernité politique et culturelle. Cette vision du monde m'est apparue à la fois comme étonnante et familière. Etonnante, parce que notre génération n'a pas appris à repenser l'Europe dans ces termes. Nous avons été élevés dans l'idée que l'Europe avait derrière elle l'histoire d'une grande civilisation, qui s'était éteinte pendant les années 1914-1939, et qui n'avait plus d'avenir que dans le sillage d'une autre civilisation, celle des Etats-Unis et de leur *way of life*. Les Etats-Unis avaient libéré l'Europe, avaient façonné son processus d'intégration en lançant le Plan Marshall, assuraient sa défense et dirigeaient le développement de son capitalisme. Il n'était pas question de penser l'Europe en dehors de cette dépendance.

Pourtant, votre perspective m'est familière. Si le modèle américain a laminé de nombreuses consciences, s'il a marqué de son empreinte de nombreux paysages — au sens propre et au sens figuré —, il n'a jamais détruit dans notre intelligentsia le sens des contradictions et du tragique, qui fait à mon avis la spécificité de l'esprit européen. Dans le domaine politique, les pays de l'Europe occidentale ont par ailleurs développé, après la Seconde Guerre mondiale, un modèle d'État social original, qui a beaucoup contribué à donner sens et cohérence à la notion de civilisation européenne. Aujourd'hui, toutefois, il n'est pas très facile de repérer le sens et la direction politique de cette construction européenne. On peut légitimement se demander si ce mouvement d'intégration poursuit des finalités européennes, au sens où vous les avez définies, ou s'il obéit à la poussée d'une dynamique transnationale, dont la cohérence serait celle d'un marché international ayant son épiceutre quelque part entre l'Atlantique et le Pacifique, dans l'univers contraignant de la compétitivité internationale et d'une modernité coupée de ses racines européennes.

J'aimerais vous poser cette question, car je me suis demandé, en vous écoutant, si vous n'avez pas quelque peu sollicité votre métaphore européenne. Certes, la société internationale est structurée par des Etats-nations qui trouvent leur origine en Europe. Mais, partout, les frontières des souverainetés nationales sont soumises aux coups de boutoir de forces transnationales, qui échappent à cette logique initiale. Il est également vrai que la société industrielle est née en Europe. Mais les réseaux de communication et d'échange de la société postindustrielle sont en passe de créer une civilisation nouvelle, où je ne retrouve pas nécessairement l'esprit européen. Enfin, je ne suis pas sûr

L'Europe retrouvée ?

que l'on retrouve la marque de l'Europe dans les mouvements de restructuration économique permanents, imposés de l'extérieur, qui font voler en éclats la conception du politique qui avait pour fondement une certaine vision de la communauté échappant aux logiques utilitaires. Aujourd'hui, les processus de restructuration qui sont exigés des pays de l'Est européen, d'Amérique latine ou d'Afrique, ne sont pas nécessairement d'origine européenne. J'y vois davantage la marque de certaines institutions internationales, qui sont dominées par les Etats-Unis.

J'en arrive à ma deuxième question. Vous avez évoqué la notion de géopolitique. Cette notion fait un retour en force, notamment en France, où elle est utilisée comme une sorte de synonyme des relations internationales. Je ^{p.115} n'aime pas cette notion, parce que ses fondements idéologiques restent suspects, mais aussi parce que — vous l'avez démontré — les frontières ne sont pas nées de la géographie, mais de la politique. Cela dit, quel va être l'avenir de nos frontières politiques et de nos identités collectives ? On ne peut pas construire la politique autour d'un *Disneyland*. Il n'est pas vrai que l'administration des choses doit remplacer le gouvernement des hommes. *L'Hymne à la joie* ne suffira pas à donner ce supplément d'âme à l'Europe technocratique en construction. En d'autres termes, il faudra bien trouver d'autres légitimités que celle de l'Etat-nation. Les impératifs d'une économie transnationale ont constitué un des ressorts de la construction européenne. La guerre froide en était un autre. La fin de l'antagonisme Est-Ouest suscite dès lors un malaise politique, qui apparaît bien lorsqu'on suit les discussions sur le projet de défense européenne, ou plus généralement sur le problème des finalités de la construction communautaire.

Ce problème des identités collectives est vécu de manière très différente d'une partie à l'autre de l'Europe. A l'Ouest, la désintégration des valeurs politiques traditionnelles et des utopies qui avaient mobilisé les partis de gauche a créé un grand vide, une anomie dont les manifestations courantes sont la drogue, les sectes, la violence dans les banlieues et dans les stades, la xénophobie et le racisme, ou plus simplement l'abstentionnisme politique. On ne créera pas des identités collectives au niveau des régions, surtout si ces dernières sont conçues essentiellement en termes d'espace économique. A l'Est, on voit apparaître des phénomènes analogues, auxquels s'ajoute la résurgence de fortes revendications nationalistes ou ethniques. Paradoxalement, les

L'Europe retrouvée ?

dirigeants et les opinions publiques des pays occidentaux ont tendance à encourager les mouvements nationalistes et centrifuges qui se développent en Union soviétique, en Yougoslavie, voire en Tchécoslovaquie, alors qu'à l'Ouest ils ne cessent de pousser à l'abandon des conceptions classiques de la souveraineté nationale, et à la création de vastes espaces d'intégration économique. En d'autres termes, je serais heureux de vous entendre développer cette problématique de la reconstruction du politique dans l'âge postindustriel — reconstruction qui doit se faire en Europe et ailleurs, dans la dynamique d'une vision de ce que l'Europe a pu apporter de positif au monde, et dans l'espoir que ce modèle reste universel.

M. GIOVANNI BUSINO : Je me bornerai à présenter deux ou trois observations de caractère tout à fait général. La première concerne la notion de frontière. Celle-ci se définit comme la limite d'un territoire, qui en détermine l'étendue. De ce point de vue, vous avez expliqué que l'identité européenne s'était constituée en traçant ses frontières, et donc ses limites. Vous avez décrit cette Europe comme un tourbillon de cultures, à travers l'aventure de l'humanisme, de la raison et de la science. Cela vous a amené à évoquer la conscience et la communauté de destin issues de ce tourbillon. Ma question est la suivante : n'avez-vous pas superposé deux éléments qui mériteraient d'être maintenus séparés, à savoir l'histoire politique et géophysique de la constitution des frontières, et l'idée que l'imaginaire européen ^{p.116} s'est faite de l'Europe ? En ce qui concerne ce second élément, il me semble certain que l'imaginaire européen n'a jamais posé de frontière dans sa vision de l'Europe, à tel point que l'on n'a jamais su où commençait et où finissait l'Europe. Les idées de l'Italien Mazzini, les débats entre slavophiles et antislavophiles, les débats culturels qui ont suivi Sadova, montrent que cet imaginaire a presque été une utopie, qu'il ne se concrétisait jamais dans de véritables frontières. N'y a-t-il pas une certaine ambiguïté, dans cette confusion entre l'aspiration à une identité détachée de son véritable territoire, et l'histoire des frontières mouvantes ? A mon sens, cette ambiguïté vous permet de passer de la notion classique de la frontière à une autre notion, celle de borne, de lisière, de barrière, et même de ligne, c'est-à-dire de signe conventionnel marquant la séparation et la différence entre deux espaces. Cela vous a permis, me semble-t-il, de ne pas répondre à la question : où commence, où finit l'Europe ? La Russie fait-elle véritablement partie de

L'Europe retrouvée ?

l'Europe ? D'autres, comme la Pologne, avec ses particularismes et ses traditions, en font-ils partie ? Je crois que le glissement d'un sens à l'autre du mot *frontière* vous a permis de laisser ce problème de côté. C'est du moins ce que j'ai ressenti.

Vous avez dit, par ailleurs, que l'Europe était la civilisation de la transgression, au sens de passer outre. Partant de là, vous avez posé un certain nombre d'éléments constitutifs de cette identité européenne. Cela m'amène à ma deuxième question. Peut-on véritablement fonder une identité culturelle sur cette notion de transgression ? D'autre part, est-il équitable de regrouper des quantités de communautés culturelles ? Peut-on parler de civilisation de la transgression de la même manière, à propos de la culture allemande et de la culture française ? De ce point de vue, le débat sur l'immigration est typique. Il porte sur le droit du sol et le droit du sang. De telles discussions nous renvoient à une très vieille conception, qui caractérise des systèmes culturels très différents, et qui ont donné lieu à des formations étatiques fortement différenciées. Nous retrouvons la distinction sociologique entre communauté et société (*Gemeinschaft* et *Gesellschaft*).

Dernière question : la civilisation des pays européens est-elle véritablement une civilisation de la transgression ? Ne s'agit-il pas d'une civilisation qui essaie de concilier deux éléments discordants, qui se trouvent tous deux au cœur de sa pensée politique : le particularisme et l'universalisme ? La réponse de la plupart des pays européens a fortement caractérisé leur modernité : c'est l'individualisme, c'est-à-dire la primauté de la relation aux choses, la distinction entre sujet et objet, entre valeurs et faits, la distribution de la connaissance en disciplines indépendantes, homologues et homogènes. En d'autres termes, c'est une identité que nous essayons d'exporter et de diffuser, mais qu'un grand Européen comme Soljenitsyne refuse absolument. Peut-on fonder une identité européenne à partir d'éléments appartenant à l'histoire de plusieurs pays, et prétendre que les particularités de chacun de ces pays ont une valeur globale ou universelle ?

M. KRZYSZTOF POMIAN : Je suis tout à fait d'accord, M. Raffestin, avec votre insistance sur la signification positive de la p.117 frontière, et avec le reproche que vous me faites de ne pas l'avoir assez soulignée. Pourtant, je dirai que toute la partie de mon exposé consacrée au droit et aux tentatives de canalisation des

L'Europe retrouvée ?

conflits, avait cette intention. Je profite de vos remarques pour insister sur la définition des frontières en tant que systèmes de régulation. C'est un aspect des choses que je n'ai pas développé, mais auquel je suis extrêmement sensible. Cela tient peut-être à l'influence d'un certain enseignement, attaché à la problématique des bords, des tranches, des parois cellulaires, du rôle régulateur de la peau — je pense à René Thom et à tout ce que sa pensée, sur ce point précis, a apporté de fructueux dans une quantité de disciplines. Il faudrait, je crois, différencier les éléments constituant la positivité des frontières — et je précise que quand je parle de défis, le mot n'a pas dans mon esprit une signification négative.

En ce qui concerne le problème de la civilisation de la transgression, qui est effectivement central, il serait difficile d'admettre qu'on la trouve partout. Je suis d'accord avec vous, quand vous dites que la transgression est intégrée dans les rituels qui fondent toute frontière. Mais il y a une différence fondamentale entre les actes de transgression, qui se commettent dans toutes les sociétés et qui sont en quelque sorte prévus par les systèmes pénaux, et une civilisation qui donne à la transgression une signification positive, qui ne se contente pas de tolérer d'avance des actes accidentels de transgression, mais qui fabrique pratiquement des dispositifs destinés à les produire, hors de la volonté des individus. Les mécanismes de la concurrence dans le marché, par exemple, fonctionnent à partir d'un certain moment de manière quasi automatique. Vous pouvez vous placer à l'extérieur, bien sûr ; mais aussi longtemps que vous restez à l'intérieur, vous êtes pris : le mécanisme vous dicte un certain comportement. On sait depuis Adam Smith qu'aucun entrepreneur, pris isolément, ne détermine les conditions du marché. C'est le rôle de la « main invisible », que d'autres ont voulu transférer à d'autres instances. Ce problème s'est posé dès les débuts de la réflexion sur l'institution du marché, qui est centrale dans ce que j'appelle la *civilisation de la transgression* ; il n'est jamais sorti de l'ordre du jour : d'une certaine manière, nous en sommes toujours aujourd'hui à discuter sur le problème de la « main invisible ». Cela montre que nous sommes ici en présence d'un mécanisme qui est un produit de l'histoire européenne, et qui désormais nous pousse — qu'il nous mette à l'écart, nous rejette, ou qu'il nous prenne dans sa dynamique, que précisément j'appelle une *dynamique transgressive*. Dans ce sens, il y a une différence qualitative essentielle entre la civilisation européenne et d'autres civilisations, qui prévoient

L'Europe retrouvée ?

bien sûr certaines transgressions, mais qui ne les organisent pas de cette manière.

Je passe maintenant aux remarques de M. Busino, qui évoque également la question de la transgression, des spécificités nationales et du refus de cette civilisation. A ce dernier point on pourrait répondre que le refus précisément, que ce soit sur le plan historique, artistique, littéraire ou religieux, constitue l'une des composantes permanentes de la tradition européenne. Le pôle modernisateur, acceptant pour le meilleur et souvent pour le pire tout ce que la transgression apporte, s'oppose sans cesse, dans la culture européenne, à un pôle conservateur (on pourrait parler de pôles futuro-centrique et passéiste). Soljenitsyne, avec son ton prophétique et sa critique du vide ^{p.118} spirituel de la civilisation occidentale, vient à la suite d'autres grandes voix européennes, qui ont soulevé les mêmes thèmes. Cela m'amène à la question de la Russie. Soljenitsyne s'exprime dans le contexte particulier d'un débat russe sur l'identité russe. A la question : la Russie appartient-elle à l'Europe ? ma réponse a toujours été : oui et non. Je ne pense pas qu'il y ait d'autre réponse qui convienne. Pour tout lecteur de Pouchkine, il est incontestable que la Russie appartient à l'Europe. La culture russe est européenne. Pour moi, la question ne se pose même pas. Mais pour les Russes, précisément, elle se pose. Elle traverse les débats internes de la culture russe, depuis le début du XIX^e siècle au moins. Pour la Russie même, son appartenance à l'Europe fait problème. L'ensemble du monde orthodoxe, l'Europe de l'Est et dans une certaine mesure l'Europe centrale, se posent d'ailleurs le même problème, mais de manière différente. En Russie, l'opposition entre slavophiles et occidentalistes montre que le problème a été longtemps ouvert. Il le reste aujourd'hui. La position d'un Soljenitsyne, par exemple, est extrêmement sélective à l'égard de la civilisation européenne. Il en rejette certains éléments, et souhaiterait protéger la Russie contre leur présence.

En ce qui concerne la Pologne, je dois dire que la question ne s'est jamais posée aux Polonais — ni à moi-même. Grosso modo, aucun pays d'Europe de christianisation latine n'a jamais eu de problème d'identité à ce propos. On pourrait faire une étude lexicographique sur le refus de la modernité. Ce refus existe. Un livre remarquable, intitulé *De quelle civilisation les Polonais ont-ils*

L'Europe retrouvée ?

*besoin ?*¹, présente les controverses du XIX^e siècle autour de la modernisation capitaliste de la Pologne. Certains s'y opposaient. Mais ils ne refusaient pas l'Europe. Ils refusaient ce qui leur apparaissait comme une déformation de la bonne Europe, catholique, agraire, traditionnelle et vertueuse. Ce débat a été également présent en Italie et ailleurs.

Je le répète, la transgression fait naître les conflits, vit dans ce cadre conflictuel et fait naître les résistances. La défense d'une Europe d'avant le XVI^e siècle, d'avant le XII^e siècle, voire carrément mythique, censée avoir vécu dans une sorte d'harmonie édénique, est une composante permanente de la tradition européenne. Il n'en demeure pas moins que c'est l'autre pôle de cette tradition, le pôle futuro-centrique, qui jusqu'à maintenant a remporté les victoires. Je pense aux *Nouveaux Principes d'économie politique* de Sismondi. Il serait intéressant de relire cet ouvrage dans la perspective des pays de l'Est. On sait que la critique sismondienne de la société industrielle est pertinente et juste. Pourtant on sait aussi que ce sont Adam Smith et ses successeurs qui ont gagné ce combat, contre Sismondi et contre Marx. Les critiques auxquelles le caractère transgressif de la civilisation européenne a été soumis, ont eu parfois des effets extrêmement positifs. Sur le plan social, par exemple, elles se sont traduites dans le développement des institutions d'assistance, de protection sociale, etc., contre les déchaînements du libéralisme. En ce sens, les critiques conservatrice et socialiste ont joué un rôle très important dans la mise en place de garde-fous, de canalisation du dispositif européen de transgression. Il n'en reste pas moins que ce dispositif n'a pas été stoppé, et qu'il est toujours en marche. Notre devoir, dans l'euphorie p.119 libérale qui s'est emparée des esprits, est de ne pas oublier que le libéralisme est une fort bonne chose, à la condition que nous sachions lui fixer des limites. Car il est capable de produire des effets tout aussi néfastes que son contraire. Il n'est dans l'intérêt de personne de refaire cette expérience que le XIX^e siècle a bien connue : le socialisme et le communisme ne sont pas tombés du ciel ; ils ont trouvé un terrain bien préparé, par la Première Guerre mondiale, certes, mais aussi par toute une tradition du développement industriel européen. Si nous oublions cela une seconde, nous risquons de retomber dans les vieilles ornières. C'est une question centrale. On en trouve une excellente présentation dans le livre récent de Michel Albert, *Capitalisme*

¹ Jerzy Jedlicki, *De quelle civilisation les Polonais ont-ils besoin ?*, Varsovie, 1988.

L'Europe retrouvée ?

*contre capitalisme*¹. Nous devons choisir, en gros, entre la pratique économique reaganienne et la pratique économique à l'allemande — ce que Michel Albert appelle le *capitalisme rhénan*.

Je remercie M. de Senarclens pour ses questions. Je dois dire que je ne puis tout simplement pas répondre à la majorité d'entre elles. La question de l'identité communautaire est fondamentale. Je ne prétends bien sûr pas fonder cette identité sur la transgression. Une identité se construit dans l'histoire, et l'identité européenne est enracinée dans l'histoire commune, même si c'est l'histoire de guerres continues. On sait que les guerres n'empêchent pas les situations d'évoluer : quiconque voyage en Alsace devrait se rappeler qu'au début du siècle, celui qui aurait prédit la disparition du problème alsacien, aurait été tenu pour un optimiste délirant. Et pourtant, le problème de l'Alsace-Lorraine a effectivement disparu. Il ne faut bien sûr pas pécher par optimisme — rappelons-nous quel prix l'Europe a payé pour cette disparition. Il n'en reste pas moins que la Communauté européenne est le résultat d'une histoire commune, avec ses guerres. Son identité s'est forgée là, et il ne m'appartient pas de la fonder sur des concepts. Ces derniers ont une valeur interprétative ; ils sont censés introduire un peu d'intelligibilité en cette matière, non la forger.

L'identité européenne se fonde d'elle-même. Il appartient aux hommes politiques et aux intellectuels, dans la situation de crise qu'a décrite M. de Senarclens, d'essayer de trouver des finalités et des légitimités nouvelles. Il est vrai que la Communauté européenne souffre, M. Delors l'a reconnu, d'un déficit de légitimité démocratique. On ne peut pas rester en permanence dans la situation actuelle. Le Parlement européen se contente de jouer un rôle décoratif ; la construction européenne se fait à coup d'arrêts de justice du Tribunal de Luxembourg, qui régissent surtout les secteurs économiques et qui constituent un droit complètement technocratique, privé de légitimité démocratique. Cela est possible aussi longtemps qu'on standardise la dimension des flageolets et la résistance des boîtes de conserve. Mais imaginez, par exemple, qu'une association d'amis des bêtes parvienne à surprendre la Cour, et à lui faire rendre un arrêt condamnant la corrida en Espagne ! Ce jour-là, l'Europe vivra un drame politique. Seul le principe de subsidiarité pourra nous éviter de telles situations, et forcera le Tribunal de Luxembourg — pour

¹ Paris, Seuil, 1991.

L'Europe retrouvée ?

reprenre mon exemple — à rendre un verdict affirmant que le problème de la *corrida* est du ressort des *Cortes* espagnoles, et qu'aucun ^{p.120} tribunal européen n'a à se prononcer là-dessus. Ce que je veux dire, c'est qu'il est urgent d'avancer dans la recherche d'une légitimité démocratique au sein de la Communauté, et de renforcer les institutions communautaires dans ce sens. Je crois que l'opinion est acquise à cette idée dans l'ensemble des pays de la Communauté, sauf le Royaume-Uni. On ne pourra pas poursuivre le marché uni et unifier les monnaies, sans être allé beaucoup plus loin dans cette direction.

Je dirai, pour terminer, que la construction de la Communauté, dans la mesure où elle signifie la construction d'un espace de paix, est en soi un objectif spirituel, parce que la paix n'est pas seulement un état de non-guerre, mais une sorte de synergie spirituelle, qui devrait déboucher sur une nouvelle effervescence culturelle. Nous en sommes loin. Mais si l'on pense la paix dans ces termes, alors la construction communautaire, malgré tout ce qu'elle comporte d'administratif et d'ennuyeux, malgré la prose indigeste que l'on produit à Bruxelles et à Strasbourg, sera légitime. Elle créera un espace de diversité pacifiée — les deux termes sont importants : la transgression, la *furia* française est différente de la transgression, de la folie allemande. Ma génération a eu quelques occasions de voir en quoi consistent ces différences. Je ne souhaite pas les supprimer, mais les pacifier. Ce n'est pas un objectif négligeable.

M. PHILIPPE BURRIN : J'aimerais faire trois remarques. D'abord, parlez-vous toujours de la même Europe ? Si l'on pense à l'Europe en termes géopolitiques, elle devient de plus en plus européenne, puisqu'elle se compose de plus en plus d'Etats-nations ayant achevé leur intégration. Si l'on pense à l'Europe en termes de frontières culturelles, de quelle Europe s'agit-il ? Va-t-elle de Brest à Brest-Litovsk, ou de Brest à Munich ou à Prague ?

Une deuxième question porte sur le terme de *transgression*. Il implique une idée de transgression du sacré. Or, la particularité de l'Europe me semble, précisément, d'avoir rompu les amarres avec le sacré. L'idée du dépassement des frontières est liée à l'abandon d'un langage culturel marqué par la religion. Je me demande si le terme d'*innovation* ne dirait pas exactement ce que vous entendez par celui de *transgression*.

L'Europe retrouvée ?

Ma troisième question porte sur les Etats-Unis. Le mythe de la frontière est spécifiquement américain ; il est même l'un des mythes fondateurs des Etats-Unis. Ce pays a montré l'efficacité de cette dynamique innovatrice à une échelle supérieure à celle de l'Europe, sans avoir été divisé en Etats-nations. Il y a ici un problème par rapport à votre modèle. La rivalité des Etats n'est peut-être pas une condition absolument nécessaire à l'émergence d'une telle dynamique. On pourrait également se demander si l'Europe n'a pas développé sa capacité d'innovation à partir du moment où elle a été fécondée, en retour, par les Etats-Unis.

M. KRZYSZTOF POMIAN : Non, je ne parle pas toujours de la même Europe, parce qu'elle change. Je ne pense pas qu'il y ait une ^{p.121} essence européenne qui demeure invariable à travers l'histoire. Jusqu'où va-t-elle ? Historiquement, elle s'est construite en cercles concentriques. Le premier noyau qu'on peut appeler *l'Europe occidentale*, correspond à la partie de l'espace latent atteinte vers les VIII^e-IX^e siècles. La deuxième partie, christianisée et latinisée entre le IX^e et le XIV^e siècle, correspond à ce que j'appelle *l'Europe centrale*, pour la raison qu'elle est prise entre l'Europe occidentale, profondément latinisée, et l'Europe de l'Est, qui a été christianisée à partir d'autres centres culturels. La différence entre christianisation latine et christianisation grecque est fondamentale. Elle se sent non seulement dans le statut des langues vernaculaires à l'intérieur des cultures nationales ou dans le rôle des images dans les liturgies, mais aussi dans les destins historiques. L'Europe s'étend. A l'Est, je ne sais pas où elle se termine. A cette question, il n'existe pas de réponse raisonnable. Elle est en train de construire son troisième cercle concentrique, et notre avenir dépend de la manière dont cela se fera. Il y a en Europe occidentale des effets en retour de ce qui se passe à l'Est.

En ce qui concerne le terme de *transgression*, je dois dire que j'ai surtout cherché un mot qui m'évite de parler de *progrès*. Je voulais un terme qui me permette de dire que ce mouvement est ambivalent à tous égards, qu'il n'est pas uniformément bon, qu'il n'est pas téléologiquement orienté, mais qu'il présente à la fois des côtés positifs et des côtés négatifs, sans que ceux-là justifient ceux-ci, et donc sans donner dans cette sorte de théodicée laïque qu'a souvent été la théorie du progrès.

Puisque vous avez parlé du sacré, j'aimerais préciser que je suis un peu en

L'Europe retrouvée ?

désaccord avec le rôle et la place que vous lui accordez dans la culture européenne. Ce qui me frappe, ce n'est pas sa disparition. C'est au contraire la force de sa persistance. Si je crois qu'il faut, pour comprendre l'Europe actuelle, remonter en permanence au Moyen Age, ce n'est pas seulement sous l'influence de Braudel et de sa conception de la longue durée ; c'est parce que le présent nous y renvoie sans cesse. Les traditions religieuses sous-tendent nos problèmes présents et s'y expriment, à un degré beaucoup plus grand que nous ne le croyons. Certes, la société actuelle est plus sécularisée que celle du XIV^e siècle. Mais cela ne signifie nullement que la problématique religieuse soit complètement éliminée.

Un mot sur les Etats-Unis. Ce sont des puritains venus d'Angleterre qui les ont en grande partie fabriqués, avec les catégories mentales qu'ils ont apportées d'Europe. En ce qui concerne la rivalité des Etats, Fenimore Cooper a montré comment les Français et les Anglais se sont affrontés dans l'Indépendance américaine — sans parler des Peaux-Rouges...

M. BRONISLAW BACZKO : Dans votre grille conceptuelle, où et comment situez-vous le phénomène totalitaire ? J'ai eu un peu le sentiment, au cours de votre conférence, que vous le situiez du côté de la transgression, mais que vous en faisiez une transgression différente des autres. Vous avez présenté les diverses transgressions sous la forme d'un tableau descriptif, alors que le totalitarisme était montré comme une rupture, à l'intérieur même de la civilisation européenne. Le problème n'est pas seulement terminologique. Par rapport à l'héritage totalitaire, deux traditions se sont dessinées. La première a été formulée par Thomas Mann dans *Docteur Faustus* : cet héritage nous appartient, nous devons l'affronter, à l'intérieur de notre propre civilisation. L'autre consiste à exorciser le phénomène en disant : il ne nous appartient pas, il relève de l'empire du mal — qu'il s'agisse du nazisme ou du communisme. Ce point de vue, qui nous place en quelque sorte du côté du bien, n'est évidemment pas le mien.

Vous avez parlé de transgression, disiez-vous, pour éviter de parler de progrès. Mais ce mot, quand on le jette par la fenêtre, rentre par la cave. La transgression, avec ses ambiguïtés, peut être liée à deux concepts, que vous avez d'ailleurs employés avec hésitation, celui de *modernisation* et celui de *résistance à la modernisation*. C'est exactement ce que notre civilisation a légué

L'Europe retrouvée ?

aux autres, comme idée — ou illusion — du progrès. Peut-on se passer de ce mot ?

R.P. JOSEPH JOBLIN : J'aimerais revenir sur la différence entre les mots *transgression*, *limite* et *innovation*. Ma préférence va au mot *transgression*, parce qu'il introduit, dans la compréhension de la civilisation occidentale, la notion de faute morale, de réflexion intérieure sur soi-même, et de devoir moral vis-à-vis de la vérité. J'aimerais, à ce propos, connaître votre impression sur l'opinion de deux Asiatiques, un Japonais shintoïste, Takeshi Ishida, et un Chinois confucéen, Liu Xaobo. Le premier, politologue, est intervenu au cours d'un séminaire des Nations Unies à Hiroshima, sur la militarisation. Selon lui, les civilisations occidentales sont militaristes, parce qu'elles poursuivent l'idée de vérité. Leur option sur la vérité, sur l'absolu, les pousse à aller de l'avant, précisément, pour défendre et imposer leur vérité. Les civilisations asiatiques, disait-il, n'ont pas ce défaut. En revanche, lorsqu'elles se militarisent, il n'y a plus rien, plus aucune règle morale qui puisse les arrêter. Le second, philosophe et écrivain, a publié juste avant les événements de Tien An Men un texte dans lequel il se demandait, après un voyage en Occident, pourquoi l'Occident s'était modernisé, alors que la civilisation confucéenne était restée en retard. Il attribue cette différence au fait que la civilisation occidentale repose, selon son expression, sur le jardin d'Eden et sur la faute du jardin d'Eden, et que cela introduit, dans la structure mentale occidentale, le besoin de réforme, de modification, de devoir à l'égard des autres — une sorte d'inquiétude pour l'action. A la fin de son texte, il juge que cela est maintenant retombé, parce que l'Occident a perdu le sens du sacré. Qu'en pensez-vous ?

M. GEORGES NIVAT : On ne doit pas enfermer Soljenitsyne dans une position négative par rapport à l'Europe. Un de ses thèmes est précisément la lutte contre une faiblesse de la Russie, qui consiste à ne pas s'appliquer suffisamment au réel. Il reprend les thèses des philosophes et historiens du recueil *Les Jalons* (1909), Berdiaev, Struve et Izgoïev. Ce dernier est un personnage important parce que c'est un révolutionnaire, donc un utopiste, qui s'est converti au réel. Derrière le refus du mensonge, qui a été ^{p.123} le principal slogan de Soljenitsyne pour arracher la Russie à l'esclavage du mensonge, précisément, il y a autre chose : l'exigence de se convertir au vrai et au réel. Ses personnages

L'Europe retrouvée ?

d'ingénieurs créent, en quelque sorte, une nouvelle Amérique. La Russie doit devenir une sorte d'Amérique, appliquée à l'exploitation de son sol, plutôt qu'à des rêves. En cela, Soljenitsyne est assez européen. Dans sa façon de s'opposer à l'Europe, d'ailleurs, il est très européen. Il utilisa souvent l'image de la porte-herse, qui était presque totalement fermée sous Staline, qui sous Brejnev laissait seulement passer le purin nauséabond de l'Occident, et qui ne se lève toujours pas assez pour que se voient les bons côtés de l'Occident, qui sont l'autonomie de la personne, la responsabilité et l'esprit d'entreprise, alors même que les mauvais côtés, le monopole de la parole, les excès de l'idéologie, se voient trop.

Dans l'histoire des idées russes au XIX^e siècle, les mythes de Don Quichotte et de Hamlet ont été importants. Le Russe commence par être Hamlet. Il hésite : doit-il venger son père, entrer dans l'action ? Il n'entre pas dans l'action, il reste Hamlet, l'homme inutile. Puis il devient Don Quichotte. Il se met à lutter de façon frénétique pour des choses totalement irréalistes, et meurt inutilement sur les barricades. On pourrait dire que Soljenitsyne est contre l'hamletisme et le don-quichottisme de la pensée russe.

Autre remarque. J'ai achoppé sur le mot central de votre exposé. Comment peut-on traduire en russe le mot *transgression* ? Ce type de mot, désignant une action verbale (« transgresser ») reste en général transitif en russe : vous ne pouvez pas l'énoncer, sans dire ce que vous transgressez. Pour le traduire, j'ai pensé au progrès, à la mobilité. Je rejoins ici la question de Bronislaw Baczko. Je n'ai pas très bien compris la place que tenaient, dans votre exposé, les catastrophes du XX^e siècle, l'holocauste, Auschwitz et la Kolyma. Peut-on appeler cela des transgressions, dans le même sens que les transgressions inventives que vous avez citées ? Il me semble difficile d'admettre le même mot pour des choses aussi différentes. J'en reviens à Soljenitsyne, dont toute l'œuvre est une réponse à la question : d'où est venue notre transgression à nous, Russes ? A un certain moment, nous avons perdu le visage humain que nous avons, comme tous les Européens, avec nos saints, nos ingénieurs, nos philosophes, et en sommes arrivés au goulag. Evguenia Guinzbourg a décrit comment fonctionnait cette fabrique d'inhumanité, dans l'arrière-fond du pays de Magadan.

Pourriez-vous préciser quelle articulation vous voyez entre ces catastrophes,

L'Europe retrouvée ?

ces industries de la mort, et les transgressions inventives, productives, dont vous avez fait une sorte de formule magique de l'Europe ?

M. CLAUDE REICHLER : Ma question est très liée aux problèmes de vocabulaire qui viennent d'être évoqués. On a parlé d'innovation, de progrès. On pourrait aussi reprendre un mot que Rousseau utilisait, à savoir la *perfectibilité*. La transgression dont vous parlez n'a-t-elle pas quelque chose à voir avec la perfectibilité dont parle Rousseau dans le *Deuxième Discours* ? Dans ce cas-là, il ne s'agit pas de définir l'Europe, mais l'homme. On touche à un concept philosophique et anthropologique qui saisit l'homme tout entier. Avec le mot *innovation*, il me semble qu'on définit p.124 le moderne, ou la modernité. Ne pourrait-on pas situer votre concept entre ces deux extrêmes ? Définir l'homme, définir le moderne : est-ce trop, est-ce trop peu pour définir l'Europe ?

M. KRZYSZTOF POMIAN : Vos questions respectives forment un ensemble concentré autour du terme de *transgression*. Le premier modèle de la transgression a été apporté aux futurs Européens par le christianisme. Je ne pense pas que cela constitue une explication suffisante de toute l'histoire européenne. Je ne crois pas d'ailleurs qu'une telle explication existe : les historiens peuvent constater les conditions nécessaires de tel événement, mais non ses conditions suffisantes. L'histoire est une science des faits et des accidents. Cela dit, il ne me déplaît pas que dans mon utilisation du mot *transgression*, soit saisie une certaine intention morale. Il est évident que le texte que je vous ai présenté n'est pas écrit par un historien positiviste. Quand j'exerce mon métier dans le strict respect des normes universitaires, je n'écris pas des textes de ce genre, mais des textes beaucoup plus ennuyeux... J'accepte donc tout à fait qu'il y ait une connotation morale dans ce que j'ai dit. C'est pourquoi, précisément, je n'ai parlé ni de *progrès* ni de *perfectibilité*. Car les ambiguïtés et les malentendus qui apparaissent autour du concept de transgression, permettent au moins de poser ces questions, qui sans cela auraient été écartées.

A propos du phénomène totalitaire, j'adhère totalement et sans réserve, comme Bronislaw Baczko, à la position qu'incarne Thomas Mann. Ce n'est pas l'empire du mal, ce n'est pas une météorite tombée du ciel. Les régimes totalitaires, nazi ou bolchevique, sont des produits de l'histoire européenne et

L'Europe retrouvée ?

de sa dynamique transgressive. Mais la transgression, avec eux, change de signification. Il y a effectivement rupture, quoique ce ne soit pas la première fois. Je rejoins ici la question de Georges Nivat. A une moindre échelle, l'Europe avait déjà connu des phénomènes semblables. Ces dispositifs se sont mis en place lentement ; les idéologies qui les ont animés et se sont cristallisées dans le III^e Reich et en Union soviétique, étaient présentes dès les années 1880. De ce point de vue, la référence à Thomas Mann est bienvenue, parce qu'il a été plus sensible que quiconque, dans la littérature européenne, à tout ce que la conscience de son temps véhiculait de pernicieux et de délétère, dès les années 1880-1890. Sur ce terrain, la conjoncture de la Première Guerre mondiale a mis en place les conditions psychologiques, sociales, etc., qui ont rendu les régimes totalitaires possibles. Ils sont donc à la fois des produits involontaires de la transgression européenne — dans tous les sens du terme —, et les produits de la conjoncture, voire même des accidents. Quelqu'un disait que si Hitler était né plus tôt, l'histoire aurait été différente. Evidemment ! Mais nous ne savons pas quelle elle aurait été. Les historiens travaillent à partir de sources, et un événement qui n'a pas eu lieu ne laisse pas de traces. Un historien est réaliste. C'est sa limite. Au-delà, il doit se faire romancier, ce qui arrive parfois, lorsque les contraintes disciplinaires lui pèsent. C'est pourquoi nous devons nous contenter d'affirmer que le totalitarisme est le produit de l'histoire européenne, mais aussi d'une conjoncture particulière.

p.125 La difficulté de traduire le mot *transgression* en russe me pose un problème. On m'a toujours appris que si je n'étais pas capable de traduire mentalement mon texte en français ou en anglais, cela signifiait que quelque chose ne marchait pas. C'est un vrai problème, et je ne vais pas vous proposer maintenant un équivalent adéquat en russe. Je ne sais pas. Pourtant, malgré tous ses défauts, je crois que le terme de *transgression* permet de désigner une sorte de *heart of darkness*, qui réside quelque part au cœur de l'histoire européenne, et auquel elle doit son incontestable splendeur, comme ses incontestables crimes.

M. CLAUDE RAFFESTIN : Juste une remarque, toujours à propos de la transgression. Je crois que nous nous sommes trop attachés à l'image du franchissement d'une frontière. Il s'agit aussi du recouvrement de quelque chose. Le sens du mot qui s'applique le mieux à un exemple comme Auschwitz,

L'Europe retrouvée ?

est celui qu'emploient les géologues, quand ils parlent de *transgression marine* : l'humain, dans un tel cas, est en quelque sorte recouvert par l'inhumain. Le mot *transgression* a deux sens, celui du franchissement et celui du recouvrement. Dans votre conférence, je l'ai entendu au sens géologique, parce que ce sens n'implique aucune prise de position positive ou négative.

M. HERCEG : La vérité est une réalité insaisissable, mais axiale, autour de laquelle s'est développé l'un des aspects essentiels de l'Europe. En ce sens, on pourrait dire que l'Europe est née le jour où, il y a vingt-cinq siècles, l'esprit de l'homme s'est érigé contre les apparences, en un acte critique. Ce fut la première transgression, et sa finalité était de dévoiler ce qui se cache derrière les apparences, c'est-à-dire d'arriver à la vérité. Cette audace intellectuelle, ou noétique, comporte un autre aspect. Elle impose au sujet de prendre une position éthique. Entre ces deux points, la noétique et l'éthique, s'est développée l'Europe philosophique. De leur présence, a jailli ce qu'on a appelé *l'inviolabilité* ou *l'unicité* de la personne humaine. La personne qui se reconnaît elle-même comme unique et non interchangeable, est capable de reconnaître l'autre en tant que tel, et de communiquer avec lui. De cela, il s'ensuit que chaque peuple, aussi petit soit-il, est unique, inviolable, et destiné à communiquer avec les autres.

C'est pourquoi votre commentaire, à propos des groupuscules insignifiants qui seraient seuls à exiger la transformation de certaines frontières, m'a choqué. Je prends l'exemple des Basques. Ce petit peuple, le plus ancien d'Europe, qui a une histoire, une langue et des aspirations spécifiques, ainsi que la conscience de sa propre personnalité, a le seul défaut d'être petit, d'être plus petit que les autres, qui l'ont coupé et saccagé. Sa vérité intérieure a été supprimée : il existe, mais on ne lui permet pas d'exister. D'où ma question : n'avez-vous pas, en tant que philosophe de l'histoire, l'obligation de dévoiler la vérité ?

M. KRZYSZTOF POMIAN : p.126 Pour répondre à votre question, le plus simple est de reprendre votre exemple, qui est très significatif. Je crois que le problème du Pays basque pourrait être résolu dans le cadre de la Communauté européenne. Tout porte à le croire. Mais il y a l'ETA, comme il y a l'IRA en Irlande. On peut légitimement se demander si de tels mouvements s'intéressent encore au destin des peuples dont ils se réclament. Il est incontestable que le

L'Europe retrouvée ?

problème basque existe. Actuellement, la frontière franco-espagnole s'estompe, et les deux parties du Pays basque coopèrent. Or, le phénomène terroriste reste vivace. Je serais le dernier à refuser au peuple basque le droit à l'existence. Mais il y a une limite entre la reconnaissance de la personnalité d'un peuple, et celle d'un mouvement terroriste qui sacrifie ce peuple même, au nom d'une idéologie.

@

L'Europe retrouvée ?

L'EUROPE DES CULTURES ET DES CIVILISATIONS ¹

INTRODUCTION

par Jean Starobinski
président des Rencontres Internationales de Genève

@

p.127 L'on n'en a pas fini d'évaluer ce que fut, en Europe centrale, le traumatisme de la guerre et des occupations militaires successives ; il ne sera pas facile, non plus, de prendre la pleine mesure des perversions psychologiques qu'imposèrent au long des années les régimes politiques sous lesquels réussir, ou simplement survivre réclamait l'abdication de la personne, la corruption de son langage. Sur quels documents les historiens s'appuieront-ils ? Au premier chef, je crois, sur le témoignage des personnes qui n'abdiquèrent pas, sur des œuvres littéraires. Sur les textes, donc, des écrivains qui durant cette période que l'on veut croire révolue eurent la lucidité et surtout le courage d'analyser leur expérience, de l'exprimer aussi complètement que possible, et d'inventer, au risque de leur liberté physique, les stratégies nécessaires pour que cette vérité se propage. C'est là l'une des raisons qui nous rend particulièrement précieuses l'œuvre de György Konràd, et sa présence à Genève. Dans ses romans (*Les Fondateurs*, *Le Visiteur*, *Le Complice*), le motif de la folie, de l'hôpital psychiatrique, est à la fois une donnée réaliste, et un hallucinant décor allégorique.

Plus explicitement encore, les essais de György Konràd n'ont cessé de revendiquer pour l'individu un espace de liberté qu'il lui importe de défendre contre toute séduction et contre toute menace. Dans le volume intitulé *L'Antipolitique* (1986) et qui lui valut à Zurich le Prix européen de l'Essai (Prix Veillon), Konràd défend la liberté de l'imagination (qui vaut pour la personne et pour son univers singulier) mais cette défense va de pair avec l'exploration d'un horizon commun. Nous y lisons : « La solution européenne n'a pas besoin du langage de la contrainte, de l'éthos de la lutte, de la mentalité primitive toujours

¹ Le 1^{er} octobre 1991.

L'Europe retrouvée ?

prête à menacer et à frapper. » Nous comprenons que la valeur absolue attribuée par Konràd à l'autonomie individuelle est le fondement même de l'espoir qu'il place dans ce que les individus peuvent accomplir ensemble. Ces idées, il les a signées par des actes. Il participe p.128 à la vie politique de son pays. Il est le président du Pen Club international. Son passage à Genève se situe, presque symboliquement, entre une réunion en Macédoine où des écrivains se sont rencontrés pour explorer les chances de la paix en cette région troublée, et la cérémonie de Francfort, où lui sera remis l'un des grands prix littéraires européens : le Prix de la Paix des libraires allemands. Nous joignons avec joie, cher György Konràd, à notre salut de bienvenue, nos félicitations très chaleureuses.

@

Note

Au milieu du drame yougoslave, et au lendemain d'une réunion d'urgence rassemblant écrivains et intellectuels à Ohrid (Macédoine yougoslave) sous la présidence de György Konràd, celui-ci a exprimé, le soir du 1^{er} octobre 1991, ses réflexions sur la situation présente. De façon chaleureuse, mais en ordre épars, il a dit son émotion, ses inquiétudes, ses convictions. Dans l'impossibilité, à court délai, de donner forme écrite à ses propos, György Konràd nous a autorisés à faire paraître en français un exposé publié en allemand dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* (2 juillet 1988). On y trouve excellemment formulés les valeurs et les principes auxquels l'orateur s'est constamment référé face à son public.

L'entretien qui devait être consacré à la conférence de György Konràd le 2 octobre n'a pu avoir lieu en présence de l'orateur, celui-ci devant se trouver en Allemagne ce même jour, en raison d'un grand prix littéraire qui venait de lui être décerné. Les problèmes soulevés par György Konràd ont été évoqués dans l'exposé d'Etienne Barilier et dans les interventions qui lui ont fait suite.

L'Europe retrouvée ?

GYÖRGY KONRÀD Né à Budapest en 1933. Romancier et essayiste. Il a publié deux ouvrages en Hongrie même, avant d'être refusé pour non-conformisme ; ses textes du *samizdat* n'ont pourtant cessé de circuler largement dans les milieux intellectuels ; ils sont en cours de publication. Principales publications : *Le Visiteur*, Paris, Seuil, 1974 ; *Les Fondateurs*, Paris, Seuil, 1976 ; *La Marche au pouvoir des intellectuels : le cas des pays de l'Est*, Paris, Seuil, 1979 ; *Le Complice*, Paris, Seuil, 1980 ; *L'Antipolitique*, Paris, La Découverte, 1987 ; *Le Rendez-vous des spectres*, Paris, Gallimard, 1990. L'auteur de *L'Antipolitique* est devenu un « homme public » : il est l'un des initiateurs de l'Alliance des démocrates libres, le deuxième parti en importance sur l'échiquier politique hongrois. Prix européen de l'Essai Charles Veillon, 1985. Prix Kossuth (la plus haute distinction artistique en Hongrie). Président en exercice du Pen Club international.

CONFÉRENCE DE GYÖRGY KONRÀD ¹

@

p.129 L'Europe — une métaphore qui prend forme à vue d'oeil. Contre la petite cuisine des frontières entre Etats et des collectivités nationales.

Ah, l'Europe ! Un concentré de villes. C'est ici, sur ce continent, que l'on trouve le plus grand nombre de souvenirs historiques et d'œuvres humaines au kilomètre carré. Ici le Moi pensant s'est développé jusqu'à devenir l'objet le plus important de la pensée. Ici, nous prenons la conscience la plus forte que le Moi et le monde ne sont pas un. De l'univers ainsi structuré, aucune nostalgie ne nous détourne, ni ne porte nos regards en arrière, vers la perfection de l'unicité éternelle.

Ce qui, ailleurs, est absolu, ici se relativise. Une explication unidimensionnelle ne satisfait pas notre esprit. Nous avons appris à ne donner foi entière à aucune prétention humaine. Nous nous mettons en mots, nous tenons des journaux intimes, nous nous

¹ Traduit de l'allemand par Etienne Barilier.

L'Europe retrouvée ?

justifions, nous nous critiquons, nos événements laissent des traces écrites. C'est ici qu'a pris naissance cette habitude de distinguer description et jugement, et d'essayer de nous mettre à la place d'un autre homme avant de prononcer sur lui des jugements moraux.

L'héritage européen des textes et des images, nous le prenons comme point de départ de notre réflexion. Nous possédons en ^{p.130} commun des héros littéraires, et c'est à eux que se réfère notre conscience de nous-mêmes. Nous vivons dans une mythologie que les auteurs nous ont léguée. Nous révérons la tradition, mais sans courber le front devant elle. Notre part conservatrice est inséparable de notre part révolutionnaire. Nos grandes antinomies, nous les représentons dans des œuvres d'art, donc nous les élaborons. Aux vieilles questions nous donnons une parure toujours nouvelle. Ces questions restent insolubles, et c'est cela qui fait leur beauté.

La littérature européenne, avec ses multiples langues, est une conversation plutôt complexe. Certains livres importants, issus de petites nations, ne sont pas traduits : la littérature à laquelle ils appartiennent n'en est pas moins européenne. Ils se tiennent sur une seule et même étagère, dans une relation de rayonnement réciproque, auprès des classiques étrangers traduits dans les langues nationales, ou des contemporains plus connus. Nos traducteurs, ce sont les Européens classiques : c'est grâce à eux que nous nous comprenons réciproquement. L'Européen se montre sensible au goût mystérieux des minorités, des peuples et des individus. Tel village ne connaît pas les mêmes coutumes que son voisin. Le culte de la violence brute, de la force militaire, tend à décliner chez nous ; en revanche, l'autonomie des petites nations,

L'Europe retrouvée ?

l'autonomie de l'entrepreneur et celle de l'écrivain prennent visiblement une valeur croissante.

L'uniformité essentielle, voilà une idée qui répugne à l'Europe. Nous ne voulons pas d'un monde qui se divise en blanc et noir ; c'est là-contre, précisément, que depuis le début nous nous sommes révoltés : cette idée qu'il nous faille tout classer selon le vice ou la vertu. Est européen ce qui parle plusieurs langues, ce qui relève de plusieurs espèces, ce qui est pluridimensionnel. Ici les arts et les sciences veulent donner un caractère unique à leur façon de voir le monde, ils revendiquent la dignité d'un développement qui leur soit propre, et chacune de leurs œuvres porte sa marque individuelle. Nous disons oui à ce je ne sais quoi qui ne se laisse pas étiqueter, à cette œuvre nouvellement venue au monde, et dont les parents ne savent pas ce qu'il adviendra d'elle. Nous nous attendons à ce que la majorité la tienne pour un monstre, alors qu'elle est tout simplement singulière.

p.131 Où que ce soit dans l'Europe, l'amour, le manger, l'économie et la politique s'accompagnent de plus de réflexions, de citations et d'analyses que partout ailleurs. L'homme avare de paroles, qui va son chemin, fait ses affaires et n'utilise pas plus de mille mots ne saurait être promu, dans cette région, héros de cinéma. Si nous étions aussi silencieux que les grands bouddhistes zen, il n'y aurait pas tant de livres dans nos bibliothèques. L'Europe est un continent verbal.

J'ai besoin d'une vision du monde qui me soit propre, qui soit privée, taillée à la mesure de mon individu ; qui m'inspire quand je dois prendre des décisions. Pour être capable de résister, j'ai besoin d'être dans une condition qui me permettra de survivre aux dangers. Ma propre vision du monde, c'est ma propriété privée, on

L'Europe retrouvée ?

n'y touche pas. Il n'est pas question de m'en exproprier, pas question de l'étatiser. Ce genre d'investissement est plus sûr qu'une maison individuelle. Un homme civilisé a besoin de sa propre vision du monde comme il a besoin d'un nom propre, d'une brosse à dents ou d'un bureau. Ici, celui qui ne possède pas de vision du monde personnelle est un pauvre. Il n'est pas obligatoire d'être philosophe pour avoir sa propre vision du monde. Cette vision, je ne puis pas me la fabriquer à partir d'une autre, afin d'en être moi-même déchargé, tout comme je ne puis me défausser sur autrui de mon amour et de ma mort. Ma vision du monde, je ne peux pas l'emprunter à tel livre particulier, ni même à plusieurs livres ; ce qui la forge avant tout, ce sont mes propres résolutions. Tout phénomène auquel je suis confronté, c'est avec l'ensemble de ma biographie que je vais l'interpréter. Telle est l'absolue complexité de la personnalité humaine : dans le concept d'intelligence se rencontrent la connaissance et la morale.

Traverser les familles politiques

Au XIX^e siècle, l'intelligence européenne, qui au siècle précédent venait à peine de s'émanciper de l'Église, se voua au culte de l'État national, au sacro-saint étatisme. C'était, dans un même geste, s'en remettre à la bureaucratie et à l'armée. Même l'universalisme de gauche déboucha dans les étatismes et y laissa toutes ses forces ^{p.132} spirituelles. Alors que le monde s'élargissait, l'horizon de l'esprit se rétrécit, étouffé par l'étatisme proliférant. Au siècle dernier, l'État national se cristallisa en valeur religieuse. Aussi longtemps qu'un tel État demeure sacré, durera le règne des politiciens au sens large — trop large — du terme. Cependant il y eut de tout temps une minorité qui voyait dans la culture étatique

L'Europe retrouvée ?

les oubliettes de l'esprit, et qui continuait elle-même à travailler à la tâche spirituelle de l'humanisme européen, alors même que la majorité était tombée dans l'aberration.

Nous avons besoin d'une vision du monde nouvelle, qui soit universelle. La sauvegarde des droits de l'homme fondamentaux, voilà le nouvel humanisme du deuxième millénaire. Cette nouvelle vision du monde est convertible, elle peut se traduire dans chaque langue et chaque sensibilité. La philosophie des droits de l'homme traverse toutes les familles politiques : si c'est une phraséologie de gauche ou de droite qui justifie qu'on fasse taire quelque chose ou quelqu'un, voilà qui est indifférent.

Le concept d'humanisme a connu tant d'usages diversement dégradants : je ne vois absolument pas pourquoi je ne devrais pas l'utiliser dans le sens d'une défense des droits de l'homme, c'est-à-dire d'une vision du monde ordonnée à l'humain. La thèse fondamentale d'une telle façon de voir, c'est que chaque vie humaine est ontologiquement douée d'une même valeur absolue et d'une même dignité. Il n'existe aucune communauté — qu'elle soit religieuse ou nationale, politique ou sociale — qui puisse s'arroger pour elle-même le droit de définir l'humanisme. Le code législatif de notre humanisme est la littérature mondiale ; de cette littérature, les pages écrites dans notre langue maternelle se tiennent plus près de notre cœur. Toute interprétation de la loi qui prétend à davantage d'exactitude, je la rejette.

Le fondement de ma philosophie, c'est le caractère unique de la personne humaine. Ce caractère unique et singulier, je le tiens pour un attribut divin. Personne n'est remplaçable. Les éclairs du sacré et du profane nous illuminent conjointement et réciproquement ; en littérature, ils ne peuvent être séparés l'un de

L'Europe retrouvée ?

l'autre. Et s'ils sont séparables tout de même, alors le texte est malhonnête. Le métro est un lieu saint, tout autant que la cathédrale. Tout livre sacré est profane : on sent, à son arrière-plan, les ambitions de l'auteur. La littérature ^{p.133} mondiale, dans son ensemble, est une seule et même révélation. La religion, la politique, la science ont leur langue noble, impersonnelle. Les unes et les autres donnent à entendre qu'elles ne sont pas vraiment cela seul qu'elles sont en train de dire, mais une autorité universelle. La littérature ? Ici, c'est l'auteur qui parle. De chaque mot il assume la responsabilité. Il ne se réclame jamais d'une autorité, quelle qu'en soit la dignité. Voilà un esprit différent de celui qui règne dans l'armée ou dans l'administration. Tandis que vous écrivez, vous êtes seul, et votre but n'est pas de vous trouver à tout prix d'accord avec tous les autres gens.

Il existe deux pôles absolus : l'individu et l'humanité. Mesurée à ces deux pôles, la valeur de la communauté devient relative. Tout groupement d'individus est douteux. La plupart du temps, quand on proclame et revendique le lien qui nous unit à la communauté, on tombe dans la glorification de soi-même. Le plaisir d'un tel comportement, c'est de pouvoir exclure les autres de cette communauté si merveilleuse.

Vivre à Budapest signifie pour moi que j'ai voué l'une de mes têtes à l'Est et l'autre à l'Ouest. Ici nous vivons au flanc ouest de l'Est, sur la ligne de partage de deux civilisations, dont, à cause d'un relativisme pratique dont on ne peut se défendre, on compare les valeurs et les institutions. Dans la partie est de l'Europe centrale, l'Est et l'Ouest sont présents ensemble, mêlés dans un opiniâtre combat — la critique rationnelle et la hiérarchie statique. Aussi bien dans le système qu'en nous-mêmes, dans notre culture

L'Europe retrouvée ?

tout entière. On ne peut rien en renier, et c'est pourquoi notre vision des choses est paradoxale. C'est en elle que se voit du même coup notre spécificité.

Nulle part nous ne sommes vraiment chez nous. Là même où nous avons notre habitat permanent, nous éprouvons la nostalgie de quelque chose d'inexplicable. Un développement heureux, un combat sain, une belle partie ? Dans notre région cela n'existe pas. Les dons ne peuvent pas s'y manifester dans toute leur splendeur ; ils ne font que couvrir sans bruit, à la limite de l'étouffement. Etre chez soi, cela signifie toujours être oppressé quelque peu. Etre loin de chez soi, c'est toujours se sentir apatride quelque peu. La situation du continent nous apparaît plus absurde qu'aux autres, ceux qui habitent plus ^{p.134} à l'est ou plus à l'ouest que nous. De la situation telle qu'elle est, nous ne sommes pas satisfaits. La situation telle qu'elle est, nous la comprenons comme une crise permanente, une maladie à complications, une régression, une angoisse. Aussi longtemps que notre état demeure comme il est, il n'y aura pas en Europe de paix durable.

Le tissu de l'Europe est fait d'une part des divers Etats qui la composent, et d'autre part du courant qui les traverse, par en-dessous, par en-dessus, à l'extérieur comme à l'intérieur. Si nous nous déclarions citoyens d'une république européenne invisible, ou, en d'autres mots, si nous nous décrétions républicains européens, cela pourrait avoir une signification, symbolique certes, mais qui ne serait pas négligeable pour autant. Ce serait une déclaration idéologique, ni plus ni moins. En littérature, il n'y a d'ores et déjà plus qu'une seule Europe.

Nous ne sommes pas innocents. Derrière chaque *Terreur* on trouve des auteurs, qu'on peut repérer comme des fournisseurs

L'Europe retrouvée ?

d'idées. Avec leurs erreurs et leurs lâchetés, ceux qui écrivent des livres se sont rendus coresponsables des grandes noirceurs de l'histoire mondiale. L'univers des camps possède son propre halo culturel. Il est des yeux qui voient les papillons mais non les miradors.

La pratique du souvenir, telle est ma profession. Je ne suis pas un partisan de l'oubli. Mes actions, je les adapte poliment aux humains qui m'entourent, mais non mes pensées. Vis-à-vis de l'amour-propre collectif, qui a inscrit sur son drapeau la haine de ceux qui sont différents, je prends mes distances. Je reste à faire ma petite cuisine spirituelle chez moi. Etre soi-même, rester correct, ce n'est pas compatible avec les visions du monde officielles. L'engagement dans le groupe ressemble à un grand renoncement, car c'est justement quand on met l'accent sur la pensée, avec toutes ses possibilités, qu'un texte atteint à la beauté intellectuelle.

Les hommes se laissent séduire par la langue et ne savent pas où cela les conduit. Les idéologies, mises en acte avec une logique passionnée, provoquent des événements infernaux, que n'ont pu prévoir ni les auteurs ni les victimes. Leur source satanique, on ne devrait pas la chercher dans la psychologie des profondeurs, mais, bien plus, dans le sur-moi collectif ; dans les idéologies, dans les textes, dans les ^{p.135} justifications. Des hommes qui veulent tuer, il y en a toujours en suffisance. Mais ils ne possèdent pas toujours, à cet effet, un texte qui légitime leur acte. Ils ne tuent qu'au moment où l'autorité le leur ordonne, ou tout au moins les encourage par un léger clin d'oeil. Les grandes vilenies ont toujours besoin d'auteurs doués et d'une jeunesse idéaliste. Devant, les drapeaux ; et derrière, la fosse commune. Alors, pour un moment, le sang fait horreur à l'humanité.

L'Europe retrouvée ?

La société civile, en Europe, est en train de venir à maturité. Une société de civils, qui se refuse à tout uniforme, qui se dérobe à tout cliché. La société internationale, c'est l'association de l'intelligence internationale. Ici, tout un chacun se trouve présent par son droit personnel. Non pas comme représentant, non pas comme délégué d'une institution. C'est justement pour cela que cette société représente une force assez stable. Elle ne peut pas être révoquée, elle ne peut pas être dissoute. A l'Est comme à l'Ouest, l'intelligence approche à tâtons de l'idéologie de la société civile. Au XVIII^e siècle, cette idée s'est dressée contre la hiérarchie des classes ; au XX^e siècle, elle se dresse contre les totalitarismes. L'idée d'une égale dignité morale et d'une égalité des droits politiques de chaque individu se trouve liée à l'idée d'une société civile.

Une multiplicité divertissante

A travers l'idée de la société civile, il devient possible que les dix commandements et l'éthique du Sermon sur la Montagne ne soient pas hypocritement contredits par la praxis de la société. C'est seulement quand l'intelligence accédera à l'idéologie de la société civile qu'elle aura commencé à parler sa propre langue, qu'elle se sera trouvée elle-même.

Les acteurs sont à la recherche d'un rôle. L'eschatologie du millénaire ne s'est pas encore manifestée. Les auteurs savent déjà ce qui gît derrière eux, mais — se détournant de leur comportement du début du siècle — ils ne sont plus amoureux de l'avenir. Cependant, comme tous les vrais auteurs, ils sont, après comme avant, amoureux de leur propre profession, et de tout ce qu'elle engendre : la littérature p.136 mondiale, au sens large du mot ; la réalité temporelle, dans son lien à la géographie de

L'Europe retrouvée ?

l'esprit. Confraternité exigeante, et qui fonctionne par delà les siècles. Une réalité que nulle bêtise inhumaine n'aurait jamais compromise, il n'en existe pas. A mes yeux, l'Europe est une bibliothèque dont les auteurs vivants et morts circulent entre les lecteurs.

L'Europe existe dans la mesure même où les Européens en ont conscience, où ils n'ont plus seulement conscience des frontières étroites de leur propre patrie. Leur regard est dirigé sur l'Europe prise comme un tout, en particulier quand ils séjournent hors de ce continent. L'Europe est une métaphore qui prend forme à vue d'œil. Dans l'art et dans l'histoire, dans la nourriture et dans l'amour. Devant la question européenne, on ne peut pas fermer les yeux. Mesurées à cette métaphore, les frontières nationales européennes apparaissent comme de la petite cuisine conservatrice. Il existe encore des frontières gardées mitrailleuse au poing. Mais les communications mutuelles se renforcent. L'internationale des censeurs et des douaniers, ennemie de la littérature, a dû subir un sérieux revers en Europe. A un rythme accéléré, les Européens apprennent à faire connaissance les uns des autres.

L'Europe ne naît pas toute seule ; mais elle se fait. D'une manière délibérée, ou simplement comme ça. Les hommes, de plus en plus, prennent parti pour elle. A cette fin, il n'est besoin de nulle utopie déchaînée, mais bien plutôt d'une sobre introspection, d'un regard sobrement dirigé, depuis les continents lointains, vers cette région ramassée sur elle-même. Est Européen celui qui est capable d'apprécier que sur ce territoire étroit toutes sortes de choses soient rassemblées ; car il n'aime pas s'ennuyer. Est Européen celui pour qui compte la multiplicité passionnante du

L'Europe retrouvée ?

devenir humain. Est Européen celui qui renonce à donner, sur toute autre considération, la préséance aux points de vue de l'Etat national.

L'homme bâtit une philosophie avec ce qui est à sa disposition. Pour ma part, je tiens les villes européennes pour la réalisation la plus significative de l'Europe. Si l'on se promène dans les villes européennes, on a l'occasion de regarder autour de soi. Les villes dans lesquelles il est impossible de se promener à pied me font un effet comique ; p.137 davantage, elles éveillent en moi un sentiment de stupeur respectueuse. Elles sont capables de troubler mes sens exactement aussi peu que les dames quand elles font du jogging. Désenchanter le corps, voilà qui ne m'intéresse guère. La surprise et l'énigme, le sourire mystérieux de ce qui est unique, voilà ce qui, chez mes frères et sœurs humains, suscite en moi la plus grande admiration. Le sourire mystérieux des villes, l'insondable, l'inépuisable énigme des villes, leur densité, faite d'autant de couches de mystère — voilà un pouvoir européen de tout premier ordre.

Je considère comme européen l'esprit de continuité qui rit devant l'effort de s'assurer, par la destruction, une grande place dans l'histoire. La maison, le jardin, les places publiques doivent être protégés et soignés. Tout comme nous avons besoin de pouvoir être seuls, nous avons besoin des places publiques, où la multiplicité, la richesse des échanges possibles nous permet de nous rencontrer. Nos mythologies aux riches ramifications se trouvent tissées les unes avec les autres, nous faisons de notre mieux pour les cultiver. Nous ne sommes pas venus du néant, laissez-nous rendre visite aux tombes de nos arrière-grand-mères !

Sans des époques et des souvenirs communs, les humains

L'Europe retrouvée ?

peuvent coexister correctement. Mais l'amour, lui, nécessite un passé partagé. Mon utopie, c'est une culture qui s'y entende à se souvenir. Une société réflexive, qui puisse temporairement oublier ses besoins et ses angoisses, et qui puisse établir un équilibre entre action et méditation. L'action est riche en espace, la méditation riche en temps. L'homme à qui peu d'espace est imparti se trouve du coup disposer de davantage de temps. Celui qui jouit de beaucoup d'espace ne sait pas apprécier le temps. Ou tout au moins, le temps l'effraie. Celui qui peut faire siens beaucoup de souvenirs, celui-là n'est pas enthousiasmé par les grands espaces. Cultiver spirituellement un petit espace, voilà un effort européen.

Etre Européen, cela signifie que les actualités ne peuvent pas embrumer notre faculté de comprendre. Une génération prend conscience qu'elle doit venir à bout d'une tâche compliquée : elle doit élargir le sentiment de sa propre valeur, c'est-à-dire l'intégrer ; à force d'observer, de comparer, nous voilà contraints de nous trouver chez ^{p.138} nous dans des sociétés élargies, et de submerger tout le continent par nos déclarations de sympathie et de curiosité. Parce qu'ici beaucoup de cultures se bousculent, il nous est plus facile d'enregistrer conjointement nos propres clichés et ceux de nos voisins. Pour la chasse aux clichés, la science comparative est une bonne arme. Si nous arrivons à prendre conscience que notre présomption collective ressemble à la présomption collective des autres Européens comme un œuf ressemble à un autre œuf, ou presque, nous pouvons alors vivre cette joyeuse libération qui nous permet de donner congé à nos propres stupidités.

Comme puissance militaire, l'Europe n'est pas au premier rang,

L'Europe retrouvée ?

mais dans la compétition des individualités, elle tient encore une place acceptable. La standardisation, l'abstraction, le quantitatif ont par trop piétiné ce qui est personnel, concret, qualitatif. C'est pourquoi le pendule, maintenant, repasse de l'autre côté. Quelle œuvre pourrait être plus personnelle que l'œuvre d'art ?

L'attention à la personnalité humaine, il faut la considérer comme l'idée européenne fondatrice. Le chemin de notre action, c'est celui qui nous éloigne de la culture de l'impersonnel. La littérature européenne ne nous déçoit pas. Ceux qui créent dans la solitude ne peuvent pas être vaincus. Les chefs-d'œuvre ne perdent pas leur validité, et la littérature est la conscience de soi de la société civile. Nous autres Européens, nous avons la sagesse de notre littérature, ni plus ni moins. Nous avons raison comme a raison notre littérature, ni plus ni moins. Les symboles fondamentaux dont a besoin le système des relations humaines, la littérature les fournit. La littérature maintient l'humanisme en vie. A travers la littérature, nous nous fauflons sous la peau de l'humanité. Les secrets que nous nous chuchotons à l'oreille, ce sont les propos des hommes les plus intelligents des temps passés.

On nous a tellement parlé de la décadence de l'Europe que nous finissons par nous prendre d'amour pour ce coin de terre impossible. En particulier quand nous le quittons pour un temps, et que nous l'observons de loin, d'outre-mer. Ce que nous ne savons pas apprécier quand nous sommes chez nous prend dans la distance une autre dimension. Somme toute, notre continent n'est ni bête ni méchant. ^{p.139} Ses œuvres méritent qu'on s'y arrête. L'entendement des Européens, ces tout derniers temps, a été moins enténébré par la folie collective des grandeurs, si bien que

L'Europe retrouvée ?

leurs chances d'une compréhension fondamentale du monde ne sont pas mauvaises. Nous qui vivons coincés dans un espace si restreint, la sagesse exige que nous nous connaissions les uns les autres. Le devoir de la littérature européenne, c'est de redécouvrir notre Moi personnel et collectif. Nous dessinons l'esquisse de l'Europe dans sa ressemblance et dans sa diversité. Notre signe distinctif, c'est notre pouvoir de souvenir collectif, qui nous permet d'embrasser du regard une vaste étendue de passé.

Notre plus grande force est sans doute la réflexion sur soi. Sur soi ? Où situer la frontière de ce concept ? Essaimer hors de nos patries, dans un nouveau transnationalisme, tel est le défi du temps présent. Telle est l'expérience européenne. Comment les relations entre les nations peuvent-elles accéder au plan supérieur des relations entre individus ? Comment l'international peut-il devenir l'interpersonnel ? L'existence d'une communauté culturelle européenne précède la communauté politique. En général, la réalité n'est aperçue qu'après coup, lorsqu'elle est déjà là, réelle depuis longtemps. La réalité est exprimée, elle est nommée. C'est ce que nous venons de faire ici, nous aussi. Les écrivains ne doivent pas trop se tourmenter pour savoir comment l'intégration économique et politique de l'Europe adviendra. D'une manière ou d'une autre elle adviendra. Pour ma part je trouve plus intéressant de s'occuper de l'Europe comme d'une fiction métaphorique ; une Europe où, sur le sol nourricier de la littérature, croissent les fruits d'un verbe surabondant, unique en son genre.

@

L'ÉCRIVAIN ET SA MÉMOIRE DANS L'EUROPE D'AUJOURD'HUI ¹

INTRODUCTION

par Etienne Barilier
écrivain

@

Peut-on concevoir une Europe « romanesque » ?

p.141 La seule Europe incontestable, la seule Europe réelle, c'est l'Europe de l'esprit : dans sa fameuse *Antipolitique*, György Konràd décrit les Européens, non point tellement comme l'ensemble des nations qui se situent entre l'Atlantique et l'Oural, mais comme l'ensemble des hommes qui confèrent une valeur éminente à la « dignité de la personnalité humaine » — ou encore comme l'ensemble des individus qui vivent de contradictions perpétuelles, d'identités multiples et d'auto-analyse infinie.

En outre, dans sa défense et illustration de la démocratie pluraliste, il en vient, tout naturellement, à invoquer l'« éthique judéo-chrétienne » ². Bref, son Europe est d'abord un état d'esprit, un Etat de l'esprit. Un Etat, en outre, fait par les esprits : les cultures nationales ne sont-elles pas finalement créées et déterminées par les seuls individus créateurs ? Les individus font les nations, non l'inverse.

Konràd se rattache donc, au moins implicitement et partiellement, à cette définition spiritualiste de l'Europe, devenue

¹ Le 2 octobre 1991.

² Cf. G. Konràd, *L'Antipolitique*, Paris, La Découverte, 1987, p. 115.

L'Europe retrouvée ?

presque un lieu ^{p.142} commun, et à laquelle un Paul Valéry avait donné jadis la forme la plus concise : nous sommes les fils d'influences historico-métaphysiques, personnifiées par Rome, Athènes et Jérusalem. Trois cités, qui symboliquement préfigurent l'Europe de l'« urbanité » chère à l'auteur de *L'Antipolitique*.

Qu'ils se réfèrent ou non à Paul Valéry, les penseurs modernes, de Husserl à Chestov, de Jaspers à Simone Weil, ont presque toujours éprouvé le besoin d'en découdre avec cette triple ascendance spirituelle. Mais le plus important, c'est qu'ils le font même et surtout lorsqu'ils veulent parler d'Europe géopolitique. Récemment encore, l'un des grands philosophes de notre temps, le Tchèque Jan Patočka, dans son ouvrage *Platon et l'Europe*¹, n'a pas hésité à placer notre politique et notre histoire sous le signe platonicien — mais aussi bien stoïcien ou chrétien — du « souci de l'âme ».

Est-ce à dire que cette explication *spiritualiste* de l'Europe est à coup sûr la bonne ? Est-ce que réellement l'Europe de l'âme et de l'esprit précède, explique et suscite l'Europe sociale et politique, l'Europe des structures familiales, des structures de pouvoir ou des rapports de production ? L'Europe est-elle vraiment fille du « souci de l'âme », ou le « souci de l'âme » n'est-il en réalité qu'une simple humeur du corps européen ?

Ce débat, qui paraît à certains égards vieilli, demeure en réalité fondamental, même et surtout lorsque nous parlons d'Europe géopolitique : en effet, si ce sont des facteurs matériels qui ont fait l'esprit européen, ce dernier est évidemment relatif, probablement inexportable et certainement périssable, y compris dans l'une de

¹ Lagrasse, Verdier, 1983.

L'Europe retrouvée ?

ses manifestations qui nous importe le plus ici, la liberté individuelle, l'autonomie et la démocratie.

Mais regardons-y de plus près : ce débat du matérialisme avec le spiritualisme est en lui-même, et par excellence, un débat « européen ». Nous avons acquis, peu importe ici comment, un pouvoir littéralement infini de douter de nous-mêmes. Se demander si notre propre esprit procède de l'esprit, voilà bien ce que, nous autres Européens, avons en nous de plus vertigineux, et de plus spécifique : car il s'agit, p.143 ni plus ni moins, du doute de l'âme sur sa propre nature d'âme. Le spirituel jette le soupçon sur sa spiritualité.

La sagesse orientale a coutume de dire : « La connaissance ne connaît pas celui qui connaît. » Or l'Europe, à la pointe de son doute, en arrive à transgresser cette interdiction-là. Tentative ou tentation de suicide : nous menaçons de tuer, à force de connaissance, cela même qui connaît : notre esprit, ou notre âme.

Et d'ailleurs nous le faisons déjà dans le geste même de nous trouver une généalogie : dire qu'on est issu d'Athènes, de Rome ou de Jérusalem, c'est dire que notre âme est née ; c'est donc avouer qu'elle peut et va mourir.

György Konràd me paraît éminemment sensible à ce vertige européen, quand il évoque l'Europe « romanesque » dans laquelle, selon lui, nous vivons aujourd'hui. L'Europe des vérités partielles, des vérités fuyantes. C'est ainsi qu'il écrit : « Ma seule certitude, c'est l'incertitude » ¹. Et c'est ainsi qu'il profère ces mots si caractéristiques d'un artiste ou d'un penseur d'Europe : « Tout le savoir humain n'est qu'une terrible incertitude. Les cimes de la

¹ Cf. G. Konràd, *Le Rendez-vous des spectres*, Paris, Gallimard, 1990, p. 95.

L'Europe retrouvée ?

culture ne sont que lumineuse désespérance » ¹.

C'est admettre que la conscience que nous prenons de nous-mêmes à travers les plus hautes manifestations de notre pensée est une conscience fragile à l'extrême, et que nos plus hautes vérités, comme aurait pu dire Nietzsche, peuvent être du côté de la mort.

L'Europe, fille de l'esprit ? Oui, mais encore une fois, d'un esprit qui, en se reconnaissant une histoire, fût-elle purement spirituelle, ne peut plus se prendre lui-même pour un absolu. L'Europe ne peut pas ne pas douter d'elle-même, du fait même qu'elle est l'individu, l'âme individuelle, sujette à la question vertigineuse.

Or que veut Konràd ? Que voulons-nous ? Faire vivre, dans l'Europe politique et sociale, l'Europe concrète, les vertus de l'esprit européen, et particulièrement celles qui nous tiennent tant à cœur : l'autonomie, la dignité de la personne, la démocratie.

^{p.144} Mais là gît le problème le plus grave : comment transformer en vertus publiques une manière de vice privé ? Je veux dire : comment structurer l'Europe concrète et géopolitique à l'aide de valeurs dont nous savons qu'elles sont relatives, fragiles et mortelles ? Quelles sont celles de l'« homme problématique » — pour reprendre une autre expression de Jan Patočka ?

Est-il possible de proposer à l'Europe, voire au monde, des valeurs qui ne vivent d'une vie authentique que sous la menace de leur propre anéantissement ; des valeurs qui habitent et qui hantent des individus libres de penser et de vivre la pensée jusqu'à ses angoisses extrêmes ?

¹ *Ibid.*, p. 393.

L'Europe retrouvée ?

Depuis Paul Valéry, notre sentiment de l'Europe apparemment n'a guère changé. Nous continuons à dire, aujourd'hui comme hier, qu'Athènes et Jérusalem ont ensemble forgé, pour le meilleur et pour le pire, cette réalité qu'on appelle l'individu, caractérisé par la quête et la conquête infinie d'un sens qui ne l'attend pas au coin de l'âme, et d'une âme dont il n'est pas sûr qu'elle ne soit pas une feinte de la matière. Mais tout de même, quelque chose a changé, qui n'est pas mince : cette nouveauté menaçante, ce n'est pas tant le « déclin » de l'Europe, déjà tant annoncé par Valéry lui-même, ou par Spengler. (Ce déclin-là, c'était celui de la puissance temporelle que notre continent, par empires interposés, exerçait sur le monde. On sait qu'il est consommé, ou peu s'en faut.) Le drame d'aujourd'hui, je le dis sans paradoxe, ce pourrait bien être celui de notre responsabilité spirituelle croissante, dans la conscience croissante de notre fragilité.

Notre responsabilité, oui, et notre influence. Car on s'accorde à reconnaître que les valeurs de l'individu, de la démocratie, de l'autonomie, de la tolérance ou du pluralisme, filles de l'âme européenne, si elles sont violemment combattues par tous les pouvoirs qu'elles dérangent, si elles sont foulées aux pieds dans certaines régions de notre propre continent, n'en sont pas moins, pour un nombre croissant d'hommes et de femmes, des valeurs ou des idéaux de référence (si j'ose cette désagréable expression). Il semblerait bien que dans le monde entier, les peuples ne marquent pas une préférence constante pour l'esclavage, la torture et les caprices des tyrans.

Mais je le répète, cette responsabilité croissante, voilà bien notre drame. Car c'est *la responsabilité de la fragilité*. Nous ne pouvons pas ^{p.145} nous cacher que la marche à la démocratie, à l'Europe

L'Europe retrouvée ?

« romanesque » et pluraliste, c'est aussi la marche de l'âme vers le doute ; que la liberté, c'est aussi le vertige ; que le pouvoir d'écrire sa propre histoire et sa propre généalogie, c'est aussi le pouvoir terrifiant de nier sa propre évidence, de se piquer soi-même comme le scorpion. Ce n'est pas pour rien que des peuples opprimés par le totalitarisme, et sans doute sincèrement avides de liberté, n'en commencent pas moins par se jeter dans les passions nationalistes. (A cet égard, expliquer les nationalismes actuels par le pur et simple « autonomisme » me paraît témoigner, chez Konràd, d'une vision peut-être excessivement idyllique.) Les passions nationalistes font couler le sang, mais sont par excellence des passions rassurantes ; elles évitent les angoisses de la liberté vraie.

Dans son *Antipolitique*, György Konràd se montre cependant beaucoup plus optimiste que je ne le suis. Il considère que la *démocratie* saura donner aux peuples le meilleur de l'esprit européen, et ne craint guère qu'elle insuffle dans leurs âmes, si peu que ce soit, cette « désespérance » de la conscience dont il fait ailleurs le destin de la haute culture européenne.

Pourquoi la démocratie ? Parce que, nous dit-il en substance, ce régime politique n'est pas un régime politique. C'est justement le lieu même où les vertus de l'individu peuvent passer dans la communauté. Où le *je* peut devenir *nous* sans cesser d'être *je*. Où l'Europe romanesque peut devenir l'Europe concrète et réelle.

La démocratie, c'est le doute, la réflexion critique, la création solitaire, métamorphosés en réalité communautaire ; devenus expérience proprement politique, organisation du *nous*, élaboration des institutions. Et « l'Europe » se définirait précisément comme le passage, sans perte essentielle, des vertus de l'individu dans les institutions de la communauté.

L'Europe retrouvée ?

Konràd écrit que la démocratie est « la grande route de l'histoire européenne ». Il ajoute, dans une formule capitale qui rattache décidément le destin de l'individu penseur à celui du peuple gouverné mais autonome, que « la démocratie métaphysique et la démocratie sociétale sont un miroir l'une pour l'autre » ¹.

^{p.146} C'est pourquoi il définit enfin la démocratie comme la *création* par excellence — dans l'ordre social ; la création, avec tout ce qu'elle comporte d'incertitudes, d'artifice, de mystère et de contradictions. Voilà qui lui permet d'invoquer, contre le pouvoir politique, un « pouvoir intellectuel » fait de persuasion pure, et qui doit « définir les idées et le style qui régulent une culture, y compris la culture politique », dans l'espoir, pas nécessairement déçu, que « les hommes du pouvoir commencent à voir le monde de la même façon que [le créateur] » ².

Vision, extrêmement optimiste, d'une Europe « romanesque » et comme façonnée par les romanciers. Vision qui apparemment ménage un réel espoir communautaire pour la pensée dès lors qu'elle renonce à se fourvoyer dans les « engagements » qui ont déconsidéré tant d'intellectuels jusqu'aux années 1980. La *démocratie* serait la possibilité unique mais réelle de combler le gouffre, dont Konràd dit lui-même qu'il est « ontologique » ³, entre pouvoir et création intellectuelle ; le lieu de la réconciliation entre la politique et la pensée, entre le *je* et le *nous*, entre l'individu transi de doute et l'Etat pétri de certitudes.

La démocratie, ou l'inquiétude de la quête métaphysique

¹ Cf. *L'Antipolitique*, p. 172.

² *Ibid.*, p. 162.

³ *Ibid.*, p. 159.

L'Europe retrouvée ?

individuelle, transformée en sérénité, à peine crispée, de la réalité politique collective.

Mais je repose la question : cela est-il réellement possible ? Le gouffre que Konràd lui-même diagnostique entre le *je* créateur et le *nous* sociétal peut-il réellement être comblé, si ce gouffre est « ontologique » ? Pratiquement, le *nous*, même démocratique, peut-il prendre le risque, si peu que ce soit, d'assumer les incertitudes essentielles, et peut-être mortelles, du *je* ? D'un *je* qui sous la plume de Konràd a par ailleurs écrit, noir sur blanc : « Le *nous* n'existe pas » ¹ ?

Tout romancier, tout artiste et toute personne qui poursuit sincèrement l'aventure solitaire du *je* pourrait sans doute contresigner cette dernière formule, tout comme celle qui évoque la désespérance de la _{p.147} pensée à ses sommets. Mais je ne puis m'empêcher de voir une contradiction entre de tels sentiments d'artiste et l'espérance placée en la démocratie — dès lors que l'on veut faire du *nous* démocratique l'émanation même du *je* poétique...

Un régime politique, une organisation du *nous*, comment pourraient-ils se concevoir dans la désespérance, fût-elle lumineuse ? Est-ce que Konràd ne retrouve pas, en invoquant la « démocratie » européenne comme lieu de rencontre entre l'aventure individuelle et l'organisation du social, les mêmes difficultés que les intellectuels des générations antérieures, qui espéraient faire vivre dans ce qu'ils appelaient la Révolution les valeurs de leur révolte intérieure et personnelle ? Ne veut-il pas,

¹ Cf. *Le Rendez-vous des spectres*, p. 208.

L'Europe retrouvée ?

sous une forme infiniment plus pacifique et subtile que naguère, mettre « l'imagination au pouvoir », mais, à la différence des utopistes de 1968, en sachant que l'imagination, c'est-à-dire le *je* solitaire et fait d'incertitudes, ne suffira jamais à donner à la communauté le sens solide et rassis dont elle montre le besoin, aujourd'hui plus que jamais, y compris dans notre Europe ?

Pour sortir du dilemme, je ne vois qu'une issue : admettre, fût-on romancier, que l'Europe n'est pas « romanesque » : admettre que l'individu, comble et sommet de l'évolution européenne, lieu non seulement de la contradiction et de l'auto-analyse mais d'une infinie possibilité de doute, ne doit pas espérer s'hypostasier tel quel dans la société, en faisant l'économie de la réalité proprement et spécifiquement communautaire.

La seule solution, c'est d'admettre qu'il est un moment, ou un lieu de l'âme, où le doute européen doit s'arrêter, le *je* créateur oublier son incertitude infinie. Et ce point d'arrêt, cet impératif absolu, qui permet d'échapper à la désespérance de l'esprit solitaire, c'est peut-être (mais sans doute pas seulement) cette *vie humaine* dont Konràd dit ailleurs, avec force, qu'elle représente pour lui la valeur absolue. Je le cite : « La dignité de la personnalité humaine [...] est une valeur fondamentale qui ne nécessite pas de démonstration plus approfondie » ¹.

p.148 « Qui ne nécessite pas de démonstration plus approfondie. » Ce refus d'approfondir, c'est-à-dire de mettre en doute ou en question, à force d'esprit critique ou d'esprit d'examen, la valeur qu'on affirme et qu'on éprouve, la valeur

¹ Cf. *L'Antipolitique*, p. 115.

L'Europe retrouvée ?

fondatrice, voilà probablement le sacrifice que la pensée européenne doit exiger d'elle-même.

L'Européen d'aujourd'hui, artiste ou penseur, s'il ne veut pas proposer au monde un programme spirituel d'autodestruction, ou, plus banalement, passer une fois de plus aux yeux des politiques pour un doux fantaisiste ou un sombre rêveur, doit, à un moment ou à un autre, arrêter une valeur « qui ne nécessite pas de démonstration plus approfondie ». Il doit renoncer à être l'apprenti sorcier de sa propre âme, de son propre vertige ; renoncer, du moins en public, à manger tous les fruits de l'arbre de la connaissance de soi.

Telle est en tout cas mon interrogation : comment faire pénétrer dans l'Europe concrète et géopolitique, puis, éventuellement, dans le monde, les valeurs les plus hautes de l'esprit européen tel qu'il s'incarne dans ses artistes et ses penseurs : critique, conscience, doute, pluralisme, tolérance, respect de l'individu, *incertitude* essentielle, sans que ces valeurs, par leurs vertus mêmes, ne finissent par conduire à cette « désespérance » que Konràd avoue trouver aux « cimes de la culture », et que, d'une certaine manière, on y trouve effectivement ?

Comment donner au *nous* communautaire les vertus du *je* solitaire sans lui en communiquer les vertiges ?

*

L'Europe retrouvée ?

Entretien ¹

@

M. JEAN STAROBINSKI : En écoutant Etienne Barilier, je me suis dit qu'un moment analogue à celui qu'il décrit s'est déjà p.149 manifesté dans un ouvrage fondamental de la culture française, les *Essais* de Montaigne. Le doute y est partout présent, et porte sur toute chose. A travers le doute, on accède tout de même à quelques certitudes : l'acquiescement à la vie personnelle, à travers les illusions auxquelles elle est exposée ; le refus de faire souffrir qui que ce soit, même les animaux ; la nécessité de la paix publique, fondée non sur de mauvais compromis, mais sur les principes éthiques de la compassion et du respect de la liberté de l'autre. La réflexion de Montaigne s'est développée sur un champ de ruines. Les affirmations de la foi s'étaient fracturées, et devenaient les mobiles d'une hostilité destructrice entre les partisans des diverses interprétations du christianisme. Une sorte de paix publique a bel et bien été rétablie. Je ne dis pas que Montaigne y a contribué ; mais il a révélé sur quelles bases une telle paix était possible. Il a fallu en passer, après le doute, par ce qu'on pourrait appeler un acte politique. Il y a donc, dans le doute que vous avez évoqué, une tradition européenne. L'exemple de Montaigne pourrait être encourageant — quoique la paix publique n'ait jamais régné très longtemps. La fragilité dont vous avez parlé a toujours été présente.

Mme JEANNE HERSCH : J'ai beaucoup admiré l'exposé d'Étienne Barilier. Il a été à la fois très profond, radical et fort impressionnant. Un point essentiel y manque pourtant, et son absence en a, selon moi, altéré la perspective. Vous avez parlé de l'homme européen. Je me demande s'il ne s'agissait pas, en fait, de l'homme en général. L'homme lui-même est tel que vous le décrivez. Nous devons faire intervenir, dans ce genre de réflexion, la question de la condition

¹ Avec la participation de MM. Jean Starobinski, président des *Rencontres*, Georges Nivat, professeur à la Faculté des Lettres (Littérature et civilisation russes) de l'Université de Genève ; Efim Etkind, professeur honoraire de l'Université de Paris X et de l'Institut pédagogique supérieur de Saint-Petersbourg ; Claude Reichler, professeur à la Faculté des Lettres (Département de Littérature française) de l'Université de Lausanne ; Mmes Jeanne Hersch, professeur honoraire de philosophie de l'Université de Genève ; Dominique Schnapper, Centre européen de Sociologie historique, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, Paris.

L'Europe retrouvée ?

humaine en tant que telle. Dans cette perspective, précisément, il me manque quelque chose : l'incarnation. C'est essentiel. Le fait que l'homme ait un corps, le fait qu'il soit toujours quelque part, toujours visible. La littéralité de ce fait relève précisément de son incarnation ; je crois que c'est une donnée métaphysique, révélatrice de l'être métaphysique de l'homme. Si nous admettons cela, nous ne pouvons plus nous permettre le luxe de traiter du vertige de la pensée à l'état isolé. L'air que nous respirons, dans la pensée, n'est plus le même. J'aimerais savoir ce que vous faites de cela.

J'ai eu la même impression de manque en écoutant György Konràd, quoique sa qualité de romancier le rende sensible aux réalités vécues, comme l'opposition de la ville et de l'Etat : la ville est un rassemblement physique d'êtres humains. Ce facteur physique me paraît largement sous-estimé, négligé, dans la réflexion actuelle sur la réalité et les possibilités politiques de l'être humain.

J'ajoute que lorsque vous parlez de désespérance et de vertige, vous le faites, je crois, par rapport à une réussite finale. Or, l'idée de réussite finale est induite par l'oubli de l'incarnation. Il y a comme un fantôme de la fin de l'histoire, dans ce que vous dites — et, à vrai dire, dans ce que tout le monde dit. Si nous nous mettons dans l'esprit que la non-fin de l'histoire est une dimension ontologique de la condition humaine, les problèmes apparaîtraient peut-être d'une façon plus abordable, plus modeste et plus efficace.

M. ÉTIENNE BARILIER : p.150 Il me sera difficile de vous répondre en deux mots. S'agit-il de la condition européenne ou de la condition humaine en général ? Si l'on dit qu'il s'agit de la condition humaine en général, on reconnaît implicitement que l'expérience européenne est exemplaire ou « en avance » sur celle d'autres civilisations. Car c'est bel et bien en Europe que l'homme a poussé le plus loin sa propre « problématicité » — selon l'expression de Patočka. C'est même là qu'il l'a inventée. Que ce soit l'horizon de toute l'humanité, j'ai moi aussi tendance à le penser ; mais il est extrêmement délicat de l'affirmer, dans la mesure où cela revient à nous donner le premier rôle.

Je suis très embarrassé pour répondre à votre question sur l'incarnation, parce qu'elle me touche au vif. Peut-être ai-je eu ici un tort, partagé par Konràd. Il me semble néanmoins que la possibilité d'aller au fond de soi par le

L'Europe retrouvée ?

doute, est ontologiquement destructrice ; ce qui permet de créer une valeur n'est pas le doute lui-même. M. Starobinski a suggéré, à propos de Montaigne, que le doute lui-même maintenait les valeurs de la vie, de l'interdiction de faire souffrir et de la paix sociale. Est-ce le doute lui-même ? Il pourrait tout aussi bien nous dicter de nous en prendre à ces valeurs. La constitution d'un homme incarné, échappant à la désespérance, doit peut-être se fonder ailleurs. Mais je ne sais pas très bien où — et c'est pour cela que je suis très touché par votre question. Je ne peux pas en dire plus.

Mme JEANNE HERSCH : Mais il y a le corps, et le corps est mortel. C'est capital. Nous devons accepter cette finitude. Et nous devons l'accepter jusque dans nos plus vifs espoirs d'harmonie entre les hommes.

M. GEORGES NIVAT : En entendant György Konrad, je me suis demandé comment le Russe se promène. Nous le voyons se promener dans les *Récits d'un chasseur* de Tourgueniev. Les Russes sont très sensibles à la nature, et savent la décrire de manière très sensuelle ; pourtant, la question sociale apparaît toujours très rapidement. Le chasseur de Tourgueniev rencontre des représentants de cette autre donnée collective de l'humanité, qui a toujours tourmenté les Russes, et qui est le peuple. Quand on pense à la Russie européenne, on se rappelle inévitablement qu'en Russie il est difficile d'affirmer que le *nous* n'existe pas, et que le *je* vient avant le *nous*. Le *nous* inspire une part considérable de la pensée et de la sensibilité russes. Le *nous* a même été hypostasié, sous la Révolution et au XX^e siècle, par des poètes du *nous*, qui ont dit que le *je* n'existe pas.

Peut-être faudrait-il accorder plus de place à la dimension religieuse et chrétienne. Quand Jeanne Hersch parle de l'incarnation, je comprends bien dans quel sens elle l'entend, mais je pense tout de suite à une autre incarnation, celle du divin dans l'histoire, au sens chrétien. C'est peut-être la même incarnation. Le christianisme russe est extrêmement collectif. Il insiste sur la prêtrise collective de tous les membres de l'Eglise. On retrouve, ici, la prédominance du *nous*. L'intellectuel russe s'est peu enfermé dans sa tour ^{p.151} d'ivoire. Bien sûr, il n'y a pas de Montaigne russe au XVI^e siècle ; la figure du gentilhomme s'adonnant au doute créateur n'apparaît qu'au XIX^e siècle. Au temps de Montaigne, en Russie, les rapports entre les intellectuels et le pouvoir peuvent

L'Europe retrouvée ?

être illustrés par l'échange homérique entre Ivan le Terrible et le traître André Kourbski, fait d'un mélange d'injures et d'arguments théologiques. Ce pouvoir n'est pas celui d'un créateur romanesque, n'est pas ce pouvoir extraordinairement beau que vous venez d'évoquer, où l'homme politique écrirait l'histoire comme un romancier — où ce serait presque le romancier qui viendrait écrire l'histoire.

La Russie n'a pas connu cela. Elle a connu, au contraire, le dialogue entre un intellectuel et un pouvoir déjà présents. C'est le dialogue entre Pouchkine et Nicolas I^{er} : le second convoque le premier, et lui demande s'il se serait joint aux décembristes, dans l'hypothèse où il se serait trouvé à Saint-Pétersbourg le jour de leur révolte. Des bibliothèques entières, en Russie, tentent de reconstituer l'heure et quart de conversation entre ces deux hommes. Le problème ici posé est celui du doute, de la révolte de l'individu, de ses rapports avec la forteresse du pouvoir. Nous ignorons ce qu'a dit Pouchkine. Mais nous savons qu'il a admis la supériorité du pouvoir, qu'il est resté à la cour de Nicolas I^{er}, et qu'il a même endossé les thèses russes vis-à-vis des révoltés polonais. Son dialogue avec Nicolas I^{er} se retrouve, si l'on veut, dans le dialogue du Grand Inquisiteur, de Dostoïevski. Même un grand « douteur » de la Russie comme le philosophe Tchaadaïev, a été retourné : occidentaliste extrême, il a été décrété fou pour avoir déclaré que la Russie n'avait pas de toit, qu'elle était immature et qu'elle avait fait un mauvais choix en optant pour Byzance plutôt que pour Rome ; pourtant, lui aussi a fini par changer, par rejoindre en quelque sorte la communauté, et par se faire slavophile.

Léon Tolstoï, qui avait en lui l'étoffe d'un dissident, qui a été d'une certaine manière le plus grand dissident de l'histoire et de la pensée russes, était lui aussi fasciné par cette chimère qu'était le peuple, par la rencontre entre le peuple et l'intellectuel critique qu'il était. Une partie de son œuvre est consacrée à la question de savoir comment retrouver le *nous*. Pour en revenir à l'incarnation, il est clair que dans *Guerre et Paix*, c'est du côté du *nous* qu'il n'y a pas de doute : c'est le peuple qui a raison. C'est Koutouzov, parce qu'il somnole, parce qu'il ne réfléchit pas, et prend ses décisions en dehors de toute rationalité. Tolstoï est allé encore plus loin en disant que nous devons nous abêtir, et que la chambre des enfants, la nursery, le fait que Natacha ait des enfants, sont les seules choses fondamentales. L'incarnation, c'est cela.

L'Europe retrouvée ?

Au fond, la fin de l'histoire est présente dans la pensée utopique et dans la pensée russe. C'est peut-être le plus grand défaut de cette dernière. Elle a constamment pensé à une fin de l'histoire. Si l'Europe est la construction et le mirage d'un doute créateur, alors nous devons en exclure un certain nombre de marges. Devons-nous en exclure la Russie de Tolstoï ?

M. ÉTIENNE BARILIER : Je ne suis pas qualifié pour vous répondre. Je me suis constamment référé, en définissant l'homme ^{p.152} européen, à une ligne de pensée illustrée en particulier par Patočka dans les années 1970, et parlant de la « problémativité » progressive de l'homme européen. On peut estimer qu'il ne s'agit là que d'un accident, ou d'une zone étroite de l'Europe elle-même. Mais on peut aussi penser que tout ce que vous avez dit de la Russie du *nous* appartient, en quelque sorte, au passé de l'Europe, et que la Russie, elle aussi, va en venir au doute. Le *je*, prenant peu à peu son autonomie, va peut-être faire les mêmes expériences intérieures, rencontrer les mêmes étapes critiques que l'Occident.

M. EFIM ETKIND : Je crois qu'Etienne Barilier a eu un très beau mot, en parlant de l'évolution et des relations du *je* et du *nous*. Vous avez dit qu'un moment arrive, où le *je* devient *nous* sans cesser d'être *je*. Je voudrais ajouter une remarque à ce que vient de dire Georges Nivat. En Europe, si nous n'oublions pas que la Russie est européenne, deux évolutions sont possibles. La première tient précisément dans la formule d'Etienne Barilier. La seconde, qui est à la fois la même et son envers, est celle du *nous* qui devient *je* sans cesser d'être *nous*. Je crois que l'apport spirituel du XXe siècle en Russie a été le symbolisme, la poésie en général, et même ce qui a été une caricature de la poésie, la poésie du *nous* — du soi-disant prolétariat —, ce que les Allemands nomment *die Wir-Lyrik*. En Russie, cela a existé pendant une vingtaine d'années. En même temps qu'une caricature, cela a été l'incarnation d'une situation spirituelle. Je signale d'ailleurs que le premier recueil de Maïakovski était intitulé *Je*, et que le titre du deuxième comportait un jeu de sonorité sur le mot *nous*, ce qui illustre l'évolution du *moi* et du *nous*, dans les années 1920.

J'ajoute une remarque, importante pour comprendre l'autre pôle de l'Europe, c'est-à-dire la Russie. Je crois que ce pays passe par une alternance d'époques poétiques et d'époques prosaïques. L'époque poétique met l'être humain face à l'infini, à Dieu, à l'amour, à la mort. L'époque prosaïque — le temps du roman —

L'Europe retrouvée ?

se préoccupe de l'homme social. C'est ce que vous venez de démontrer. Cette opposition dure toujours. La poésie évolue dans un sens plutôt métaphysique, et la prose reste sociale. Vous avez insisté sur le roman. Mais je crois qu'on ne peut pas ne pas mentionner l'évolution de la poésie. Alors que les poésies occidentales sont allées dans la direction du vers libre, la poésie russe ignore ce dernier. Cela tient, je crois, au fait que le vers libre est l'affirmation la plus énergique de l'individu comme tel, de l'individu qui n'a rien hérité, même pas la tradition du rythme, qui ne connaît pas la strophe, ne connaît pas les formes — comme le sonnet — qui ont des siècles d'histoire. La poésie russe n'est pas une poésie d'individus. Elle est toujours basée sur une forme héritée. Dans la grande poésie du XXe siècle, les rares poètes qui se placent au-dessus de la forme traditionnelle, comme Maïakovski, se basent néanmoins sur la poésie du *nous*. Quant aux poètes comme Pasternak, Akhmatova, Mandelstam, ils restent extrêmement traditionnels. Le *je* y est absolument inséparable du *nous*. Voilà ce que je voulais dire, pour développer les idées de Georges Nivat sur le *nous* dans la littérature russe, et pour préciser l'opposition du *je* et du *nous* dans l'autre partie de l'Europe.

M. ÉTIENNE BARILIER : p.153 Vous avez dit que l'Europe occidentale ne connaît pas la tradition ancienne, qu'au fond elle ne connaît pas l'épopée. Le problème, je crois, n'est pas qu'elle ne la connaisse pas, ou qu'elle l'ait oubliée. C'est qu'elle veut faire autre chose, parce qu'elle s'en souvient trop bien. Elle a une autre conception de l'histoire, et une autre façon d'avancer dans la connaissance de soi.

M. JEAN STAROBINSKI : Le moment est venu de parler de l'identité problématique d'un petit pays, le nôtre. Ramuz s'était posé la question : qui sommes-nous, avec notre langue ? Qu'est-ce que ce parler français dont nous nous servons ? Il y a là toute une série de problèmes, qui concernent l'espace étroit d'une collectivité faite, non d'une civilisation ancienne et massive, mais de peuples accrochés à quelques vallées et plateaux.

M. CLAUDE REICHLER : Ma réflexion recoupe celle de György Konràd sur deux points : le problème de la délimitation du centre et des frontières de l'Europe d'une part, celui de l'identité et du nationalisme d'autre part. Je travaille sur la

L'Europe retrouvée ?

genèse et la diffusion du mythe suisse dans les cultures européennes. Il s'agit donc d'un problème de culture européenne, saisi dans une dimension restreinte, et sous un éclairage spécifique.

Au cours du XVIII^e siècle, par l'intermédiaire des voyageurs européens en Suisse, anglais surtout, mais aussi français et allemands, s'est créée dans les cultures européennes une sorte de mythologie qui touche aussi bien la réflexion sur le sens des communautés, et notamment des petites communautés, la réflexion sur les liens entre l'homme et la nature, par l'intermédiaire du paysage, que la réflexion sur l'homme et son intimité, par l'intermédiaire du sentiment. Tout cela s'est projeté sur un écran favorable qui se présentait aux hommes du XVIII^e siècle, à savoir l'espace géographique et humain de la Suisse.

Dès cette époque, cela a posé aux Suisses un problème qui est devenu important au XX^e siècle, celui de leur identité. Les voyageurs européens ont projeté sur l'espace naturel et humain de la Suisse des éléments qui leur permettaient de dialoguer entre eux et d'établir une sorte de culture commune. Il fallait donc que les Suisses réagissent, qu'ils se reconnaissent dans cette image ou qu'ils la rejettent.

Je voudrais décrire quelques réactions actuelles à ce problème d'identité nationale, étant admis que celle-ci n'est pas seulement le fait d'un développement interne, autogénéré à l'intérieur de la population, mais qu'elle est le fait d'une interaction. L'identité nationale des Suisses — et je crois que cela peut être considéré comme exemplaire — est le produit d'une interaction entre l'image projetée par les autres et le développement de la conscience collective interne, à travers un certain nombre de représentations symboliques. J'ai choisi trois exemples qui montrent comment les intellectuels et les écrivains suisses contemporains réagissent à ce problème.

Gonzague de Reynold a été un auteur important entre les deux guerres. Il a publié, avant 1914, un livre qui porte sur la littérature suisse au ^{p.154} XVIII^e siècle. Max Frisch, mort récemment, s'est confronté à la Suisse pendant toute sa vie. Denis de Rougemont, enfin, propose une solution qui me paraît merveilleusement éclairante.

Gonzague de Reynold essaie de définir l'identité de la Suisse à partir d'un outil conceptuel qu'il appelle *l'esprit suisse*, et qu'il s'efforce de cerner à l'aide

L'Europe retrouvée ?

d'un certain nombre de catégories, à vrai dire quelque peu mêlées, dont les plus importantes sont d'ordre géographique. Reynold accorde beaucoup d'importance à la symbolique géographique — le Gothard, les quatre fleuves, la traversée des routes, etc. Il donne aussi leur place, dans « l'esprit suisse », aux institutions et aux traditions culturelles et religieuses, notamment au protestantisme. Dans son élaboration d'une définition de l'identité nationale, il se heurte à certaines difficultés, en particulier au fait qu'il ne peut pas la définir par la langue, alors que le romantisme allemand, qui l'inspire quand il la définit par le sol, l'invite naturellement à recourir à ce critère d'identité. Par ailleurs, il ne peut pas non plus recourir au critère de la race, parce qu'il pense qu'il y a en Suisse deux races — c'est le terme qu'il utilise. Son inspiration romantique, ici, est en somme déçue. Il parvient pourtant, en insistant sur la géographie et les institutions, à proposer une définition de l'esprit suisse. Je pense qu'une telle définition a été utile, notamment avant la Première Guerre et entre les deux guerres, pour éviter l'éclatement de la communauté fragile qu'était la Suisse. Mais le modèle qu'elle propose est en crise depuis la dernière guerre.

L'une des personnalités qui ont mis en crise cette conception de l'identité nationale, est précisément Max Frisch. J'ai dit qu'il avait été en confrontation permanente avec la Suisse — de manière tout à fait excessive et surprenante. La Suisse représentait sans doute pour lui un élément tout à fait caractéristique et jamais résolu, qui intéresse sa manière d'écrire et de penser. Je veux dire qu'à travers la Suisse, il avait l'exemple du problème de la croyance et des représentations reçues, dans le monde politique. Dans son œuvre, la nécessité de se libérer des représentations reçues, de ce qui nous fabrique, des images auxquelles le passé veut que nous nous conformions, est centrale. C'est le problème de *Stiller*¹, par exemple. Pour Frisch, la Suisse est l'exemple de ce statut existentiel. Il se situe donc à l'opposé de la conception d'un Reynold, avec son usage de la symbolique géographique et institutionnelle. A partir des années 1970, Frisch recourt de préférence et massivement à une analyse d'inspiration marxiste, pour expliquer la situation suisse. Les institutions, dit-il, sont des chiens de garde destinés à préserver un certain Etat social ; l'armée, mais aussi la démocratie, sont dénoncées comme des simulacres, comme les signes d'une hypocrisie de classe. Nous savons que ce genre d'analyse a mal vieilli ; je

¹ Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1954 ; trad. fr. Paris, Grasset, 1991.

L'Europe retrouvée ?

l'expose telle que Max Frisch l'a développée pour combattre le nationalisme. Il rejoignait là l'ensemble des analyses caractéristiques de l'aire de pensée marxisante, que ce soit à l'Est ou à l'Ouest.

Mais ce rationalisme critique a ses limites dans l'œuvre de Frisch elle-même. C'est cela qui m'intéresse. Frisch avait marqué lui-même, dès le début de son œuvre, les limites de cette analyse du nationalisme comme masque p.155 d'une domination et comme aliénation. Dans un petit texte consacré à la Suisse dans la Seconde Guerre mondiale, intitulé en allemand *Blätter aus dem Brotsack* ¹ — ce que l'on pourrait traduire par « Feuilles tirés de la musette du soldat » — Frisch raconte comment, garde-frontière dans la montagne, il a sur lui les poèmes d'Homère, et se met à lire des épisodes de la Guerre de Troie. Il réfléchit à la croyance, et se demande comment il a été possible qu'Homère ait voulu nous faire croire que c'est pour Hélène et Ménélas qu'on déploie un tel effort de guerre, qu'on se lance dans un conflit sans fin, qu'on tue des femmes et des enfants. Poursuivant sa réflexion, il se dit que la raison avouée de la Guerre de Troie — derrière laquelle, bien sûr, il y a la guerre mondiale qu'il vit — est nécessaire, parce que les hommes n'osent pas regarder en face leur néant. Les dieux, qui sont immortels, peuvent seuls le faire. Ils peuvent vivre leur existence d'immortels comme un jeu perpétuel. Mais les hommes, mortels, ont besoin d'écrans, ont besoin d'une foi pour être capables d'affronter la vie et le conflit. Ainsi, les dieux eux-mêmes deviennent pour les hommes ces écrans dont ils ont besoin pour vivre et pour combattre. Voilà, rapidement évoquée, la réflexion de Frisch sur la Guerre de Troie, réflexion qu'il transpose dans le cadre de la guerre mondiale des nationalismes. Pour lui, les idées nationales sont les dieux de l'époque contemporaine, les écrans symboliques que les hommes ont fabriqués pour se détourner de la vision métaphysique de leur néant. Nous sommes loin de la rationalité critique du marxiste que Frisch deviendra dans les années 1970.

Ce genre d'explication, aujourd'hui, nous intéresse beaucoup plus, parce qu'elle fait appel au phénomène de la croyance ; celle-ci ne peut pas être expliquée exclusivement par la manipulation idéologique. Elle relève de chacun de nous, et des sentiments d'appartenance qui permettent de dépasser la

¹ Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp, 1976.

L'Europe retrouvée ?

frontière de l'individu, pour aboutir à quelque chose qui soit un *nous*. Frisch, tout au début de son œuvre, mettait ainsi un point final à l'analyse marxiste qui allait le guider plus tard. Vers la fin de sa vie, d'ailleurs, il est revenu sur ces problèmes ; dans des prises de position récentes, il accorde à nouveau une importance capitale au symbolique et au phénomène de la croyance, en particulier dans le problème de la nation et de l'identité nationale.

J'aimerais encore évoquer Denis de Rougemont et un petit livre qui s'appelle *La Suisse ou l'histoire d'un peuple heureux*¹. C'est une présentation des institutions suisses, ainsi que des liens qui existent entre la Suisse et l'Europe. Denis de Rougemont explique que pour l'homme de culture, en Suisse, le lien à l'Europe est immédiat. Autrefois, les cantons et certaines villes jouissaient de l'immédiateté impériale : ils étaient libérés des allégeances envers les féodaux qui les entouraient, et dépendaient directement de l'empereur. De même, l'homme de culture suisse jouit d'une sorte d'immédiateté européenne : il est libéré des allégeances linguistiques et culturelles à chacune des nations périphériques — France, Allemagne, Italie — et jouit d'une sorte d'investiture européenne immédiate.

^{p.156} Cette idée me séduit énormément. Elle rejoint tout à fait l'approche des voyageurs européens du XVIII^e siècle. Ils ont projeté sur l'espace suisse une mythologie qu'ils ont construite peu à peu, rêvant à une communauté idéale, à un homme qui vivrait en communication avec la nature, à des amours parfaites, etc. C'est une illustration historique du processus d'immédiateté européenne que décrit Denis de Rougemont. A partir de cette époque, les Suisses n'ont plus à rechercher une identité purement interne ; ils ont à rechercher une identité qui se trouve à la croisée de plusieurs regards.

M. JEAN STAROBINSKI : On pourrait se demander si, dans le cas de la Suisse, nous n'avons pas encore une fois affaire à une situation exemplaire. Il y a certes de grandes nations, des littératures massives. Mais dans notre existence individuelle, nous nous retrouvons dans la condition d'un pays étroit. Bien sûr, des communautés cohérentes y vivent. Pourtant, cette responsabilité qui n'existe que dans une relation, cette acceptation d'une image qu'il s'agit de

¹ Paris, Hachette, 1965.

L'Europe retrouvée ?

critiquer et d'assumer en la réélaborant, ne sont-elles pas des tâches qui devraient se généraliser ?

M. CLAUDE REICHLER : Vous ouvrez toute grande la porte que j'avais entrouverte. On peut en effet penser que les nations européennes contiennent chacune un éclat du miroir brisé de la culture européenne, et que chacune peut essayer de reconstituer, par le dialogue et l'inter-action, une vision globale. Le cas suisse, si modeste soit-il, peut être ici une sorte d'exemple.

M. JEAN STAROBINSKI : Au fond, on entre dans un âge où chaque partie peut être le miroir du tout. Et il ne faut pas arrêter ce tout aux frontières de l'Europe. Il y a une interaction permanente entre le monde et nous. Cela suppose un élargissement de la formation, de la connaissance, de la conscience, qui est loin d'être accompli. L'une des inquiétudes que nous pouvons avoir, précisément, est que cette responsabilité-là ne reste le fait d'une toute petite élite, aussi mince que les élites du XVIII^e siècle dans l'Europe de la République des lettres. Cette Europe s'était bel et bien faite. Mais elle restait cantonnée dans une périphérie intellectuelle qui était incapable de pénétrer la masse de la réalité charnelle — pour reprendre les termes de Jeanne Hersch —, de la spiritualiser et de lui insuffler son esprit.

J'aimerais m'arrêter quelque peu sur le problème de la responsabilité. Etienne Barilier a parlé de la faiblesse du sujet, d'un doute allant jusqu'à l'évacuation de l'idée même de sujet. On a vu cela dans la philosophie récente. Le sujet n'existe plus. Seul demeure en lui le Désir, ou le Langage. Cette évacuation est inquiétante. Le Langage, si l'on veut qu'il ne soit rien de plus que la langue anonyme et neutre, sera un simple flux de paroles ; il deviendra peut-être un langage dicté par je ne sais qui, s'emparant de l'individu, qui le hantera et le manipulera. Dans l'évacuation du sujet, il y a un péril de dissolution de la responsabilité. Dans son roman *Si par une nuit d'hiver un voyageur*¹, Italo Calvino a imaginé quelques hypothèses à l'usage de l'écrivain. Première hypothèse : laisser les mots le traverser. Deuxième hypothèse : donner forme écrite au monde non écrit qui est devant nous. Troisième hypothèse : donner forme écrite à ce qui est complémentaire du monde non écrit. Quelque chose

¹ Turin, G. Einaudi, 1979 ; trad. fr. Paris, Le Seuil, 1981.

L'Europe retrouvée ?

qui soit comme une antiréalité, le contraire de la réalité que nous affrontons. En admettant le vide du sujet — et Calvino, je crois, ne l'admet pas —, il reste au moins que lorsqu'on écrit un livre, c'est toujours un sujet qui le lit. Le lecteur est un sujet. Au bout de la parole, on retrouve donc un sujet responsable. C'est là un problème philosophique, qui concerne néanmoins l'écrivain, et qui doit être posé.

M. ANDRÉ JACOB : Je ne peux que saisir la balle au bond, car parmi les nombreux termes philosophiques relatifs à l'homme, celui de *sujet* m'a retenu depuis plus de trente ans. Il me paraît plus consistant que le terme *d'esprit*, et moins équivoque que le terme *d'individu*. Par delà ce que vous venez de dire, vous savez à quel point les années 1980 marquent une réhabilitation du sujet, sur un plan parfois trop historique d'ailleurs. Sur la base de réflexions linguistiques, je m'achemine pour ma part vers un terrain plutôt éthico-politique. Ce que j'ai entendu à propos de Max Frisch, tout à l'heure, me paraît important pour dépasser la symbolique de l'aliénation ou la fuite vers un nationalisme bouche-trou. Mon travail s'enracine dans l'individu, et aboutit à deux concepts : la mise en œuvre de l'individu par lui-même en rapport avec autrui, et le travail du relationnel. Ce dernier est peut-être la planche de salut qui permettra de surmonter ce qu'il y a d'aléatoire, parce que trop beau, dans le romanesque — en n'oubliant pas que les rapports entre les hommes, à tout instant, font avancer le sociétal. Le travail du relationnel, de ce point de vue, est la médiation qui permet de passer de la métaphysique au sociétal, ce dernier ne recouvrant pas seulement un ensemble d'institutions, mais quelque chose qui reste sans cesse à construire.

M. JEAN STAROBINSKI : Vous avez parlé d'institutions. Même si l'on ne doit pas s'en contenter, on ne peut en tout cas pas s'en priver. La question que nous posions, en écoutant Konràd, était de savoir vers quelle constitution se dirige sa pensée. Il faut des institutions, pour que les hommes vivent ensemble. Si la liberté doit être garantie, si les droits de l'homme doivent être sauvegardés, ce ne peut être sans institutions. Le travail doit se faire ici, comme dit Krzysztof Pomian, au ras des pâquerettes, c'est-à-dire en tenant compte des difficultés quotidiennes, mais avec une grande idée du résultat qui doit être obtenu.

L'Europe retrouvée ?

Mlle JEANNE HERSCH : Cela fait partie de l'incarnation précisément.

M. ANDRÉ JACOB : p.158 A l'occasion des précédentes *Rencontres*, j'ai relu les textes présentés par Paul Ricoeur et Raymond Aron pendant les *Rencontres* de 1969 ¹. Ils comportaient des idées tout à fait actuelles sur l'importance des institutions dans la promotion de l'humain. Il ne fait aucun doute qu'il ne saurait être question de les évacuer.

M. JEAN BLOT : Le *moi* pensant en *nous* n'est plus le *moi* qui pense à lui-même. Je puis être un *moi* pessimiste, et avoir un *nous* optimiste. Le *nous* est un sujet de réflexion et de pensée à l'intérieur du *moi*. L'identification n'est pas immédiate, et d'ailleurs n'est probablement pas possible. Bien entendu, je vais apporter au *nous* les modes de pensée, le vocabulaire, la sensibilité que j'utilise pour le *moi*. Mais il y a tout de même un garde-fou assez évident, ne serait-ce que dans le narcissisme, qui n'est pas si facilement transposable. Et l'un des désespoirs de la pensée du *moi*, est évidemment le narcissisme — ce qui nous rapproche, assez curieusement, de ce que Jeanne Hersch disait sur la fin de l'histoire.

J'aimerais répondre à MM. Nivat et Etkind. L'un et l'autre, vous nous présentez une Russie qui commence avec le christianisme. Or le christianisme, tel qu'il se présente en Russie, me paraît profondément acclimaté, pour ne pas dire déformé par ce qui l'a précédé, à savoir le paganisme, qui reste toujours présent, non seulement dans la sensibilité mais dans toute une série d'interprétations de soi et du christianisme. Le *nous* russe dont vous parliez est à mon avis païen et charnel, bien plus que chrétien et spirituel. Il se prête particulièrement bien, justement, à ce petit tour du diable qu'est le narcissisme à travers le *nous*. Tolstoï me paraît l'un des phénomènes narcissiques les plus évidents. Mais sa matière est le peuple russe, en qui il veut se reconnaître et se célébrer. A mon sens, un grand nombre des erreurs insupportables de la pensée de Tolstoï — à côté de son incontestable grandeur romanesque — tient à cette projection du *soi* sur le *nous*, du destin personnel sur le destin collectif.

¹ [Paul Ricoeur](#), « Le philosophe et le politique devant la question de la liberté » et [Raymond Aron](#), « Liberté, libérale ou libertaire ? », in *La Liberté et l'ordre social*, Boudry-Neuchâtel, la Baconnière, 1969, pp. 41-65 et 67-112.

L'Europe retrouvée ?

M. GEORGES NIVAT : La propriété est une institution capitale. L'un des problèmes capitaux que s'est posée la pensée russe est celui de la propriété privée. Dès le XVI^e siècle, s'est instaurée une division entre les partisans et les adversaires des biens de l'Eglise, qui a entraîné l'une des grandes polémiques de l'histoire du christianisme russe. Cette polémique a eu des paroxysmes spécifiquement russes, que l'on retrouve jusque chez Tolstoï.

Je ne suis pas d'accord avec ce que vous avez dit de l'influence persistante du paganisme dans le christianisme russe. Je crois que le christianisme est proche de ce qu'il est ailleurs. La Russie l'a profondément vécu. Elle a vécu, p.159 si vous voulez, les Béatitudes. Le mendiant, le pauvre, l'imitation du Christ poussée à l'extrême, sont des choses profondément russes. L'armée d'errants qui peuple l'histoire et l'imaginaire russes, essaie d'imiter le Christ et de vivre les Béatitudes. La psyché russe, je crois, est allée très loin dans l'imitation du Christ.

Mme DOMINIQUE SCHNAPPER : J'aimerais faire deux brèves remarques. Il me semble que le thème essentiel de l'exposé d'Etienne Barilier était le passage du doute comme principe individuel à l'idée de fonder la société sur le doute. Je partage absolument le doute que vous émettez sur cette possibilité. Toute société implique un principe de légitimité, c'est-à-dire un principe de croyance dans des institutions. A partir de là, le problème est de créer — ou de recréer, en Europe de l'Est — des institutions qui soient légitimes, c'est-à-dire qui laissent exister, au niveau individuel, ce doute fondateur qui est au principe de toutes nos valeurs. C'est là que se pose le problème concret. Je pense qu'à travers les termes d'*institutions* et de *légitimité*, se pose l'ensemble du problème social, tout particulièrement dans les pays de l'Est, dont les institutions ont été à tel point illégitimes, pendant un demi-siècle, qu'ils ont de la peine à penser la possible légitimité de nouvelles institutions. Notre rôle est de les aider, par le dialogue, à penser la possibilité de reconstruire des institutions légitimes.

Ma deuxième remarque porte sur la Suisse. Quand on réfléchit sur la nation et sur les droits de la nationalité, on tombe évidemment sur le cas suisse. Loin de moi l'idée de mettre en cause le génie de Denis de Rougemont ! Pourtant, je ne peux pas m'empêcher de penser que l'idée d'un modèle suisse soulève plus de problèmes qu'elle n'en résoud, parce que l'exemple suisse est extraordinairement spécifique. Je vois mal comment il pourrait servir de modèle

L'Europe retrouvée ?

à l'Europe, pour une raison toute simple : ses sources sont extrêmement lointaines. Je me demande si la force de toute création nationale n'est pas directement liée au temps. Les nations les plus stables, grosso modo, seraient les plus anciennes. Le temps me paraît très important. En travaillant sur la Suisse, on peut constater à quel point l'art des négociations politiques à partir d'identités particulières, repose sur une très longue histoire. Or il n'y a pas, dans l'histoire européenne, d'équivalent de l'identité culturelle suisse. C'est pourquoi l'on pourrait souhaiter, avec Jeanne Hersch, que le fédéralisme apporte une sorte de solution politique aux problèmes d'identités particulières. Mais j'ai peur que pour longtemps encore, ce soit une solution d'intellectuels, c'est-à-dire une solution idéale, qu'il sera difficile d'incarner, de faire passer du domaine des conceptions abstraites à celui des réalités concrètes.

Mme JEANNE HERSCH : Il est probablement vrai que la stabilité des pays dépende de leur ancienneté. Mais les nations anciennes ont bien dû commencer : elles ont été récentes. Or, nous sommes actuellement dans une situation d'urgence, de tous côtés. Devant cette situation d'urgence, il s'agit de savoir ce qu'on peut commencer à faire, et par où on ^{p.160} peut commencer. J'ai parlé d'incarnation. Cela veut dire qu'il faut donner à manger. Un corps doit être nourri. Je ne crois pas que le fédéralisme soit seulement une très vieille habitude ; ce sont aussi des techniques, des procédés d'arbitrage, de comparaison, etc. ; ce sont des mœurs. Et l'on peut, parfois, commencer à introduire des mœurs, sous certains aspects. Personnellement, il est vrai que je ne vois aucune espèce de passage à l'espoir, si ce n'est par le fédéralisme. Je suis tellement prise par cette idée de fédéralisme, que je crains qu'on ne s'oriente vers un fédéralisme trop large, comme beaucoup le souhaitent. Dans ce cas, ça ne fonctionnera pas. Il faudrait commencer par des fédéralismes limités, quitte ensuite à passer à des fédérations de fédérations.

M. CLAUDE REICHLER : Pour Denis de Rougemont, la Suisse actuelle est le résultat d'un très ancien processus. Mais le fédéralisme actuel, pour lui, est le résultat de la Constitution de 1848. Il est très récent. Ce fédéralisme, et la culture politique qu'implique son fonctionnement, constituent le modèle qu'il propose pour l'Europe. Ce qui m'a séduit, dans le fédéralisme suisse, tel qu'il s'est lentement constitué, puis cristallisé au XIXe siècle, est le fait qu'il

L'Europe retrouvée ?

représente une sorte de dépôt et de reflet de ce que les cultures européennes lui ont apporté, et que nous pourrions maintenant leur redonner. C'est dans ce sens que Denis de Rougemont parle de modèle. Il faut prendre ce terme dans un sens très modeste. Je rejoins ici ce que je disais à propos du centre. Les Suisses ont tendance à penser qu'ils sont au centre de l'Europe. Mais chaque peuple européen est convaincu de se trouver au centre de l'Europe. Il ne faut pas penser le centre en termes spatiaux, de même qu'il ne faut pas penser la périphérie comme une frontière définitive. Si l'on pense le centre en termes symboliques, on découvre qu'il y en a plusieurs, correspondant à chacun des éclats du miroir brisé.

M. ÉTIENNE BARILIER : M. Blot a en quelque sorte mis en valeur le *nous*, après que j'ai mis en valeur le *je*. Autant j'ai reproché à Konràd et aux écrivains dans leur ensemble de trop accorder au *je*, autant je trouve que vous avez une vision trop idyllique du *nous*, lorsque vous l'opposez au *je*. Plus exactement, le *nous* ne peut être ce que vous en dites que s'il incarne les valeurs du *je*. Il ne faut pas oublier que le *nous*, laissé à lui-même, est infiniment plus dangereux que le narcissisme du *je* : c'est la violence, c'est ce que Canetti a décrit dans *Masse et puissance*¹, l'inhumanité pure, l'inconscient, l'irrationnel, etc. Le *nous* que vous prônez à juste titre me semble, au fond, un *nous* éminemment habité par ce que j'aimerais définir comme le *je*.

A propos du sujet, vous avez rappelé, ainsi que M. Starobinski, que certaines philosophies, et non des moindres, l'avaient en quelque sorte évacué pendant plusieurs décennies, et qu'il réapparaissait depuis peu. Nous ne savons pas si le sujet est ou n'est pas : nous le décidons. Tout est là. Je crois que nous avons conscience, maintenant, qu'il est nécessaire de décider que le sujet soit.

@

¹ Francfort, Claassen, 1960 ; trad. fr. Paris, Gallimard, 1966.

L'Europe retrouvée ?

EUROPE DES NATIONS, QUEL PRINCIPE D'UNITÉ ? ¹

INTRODUCTION

par Marc Faessler
théologien et pasteur

@

p.161 Nos débats sur la nouvelle donne européenne, notre interrogation sur l'Europe en voie de se trouver ou — peut-être ? — de se retrouver, ne pouvaient escamoter la dimension spirituelle de la question. Ne serait-ce qu'en raison du rôle catalyseur qu'ont joué dans les événements récents, les diverses communautés religieuses témoignant, au cœur des bouleversements, d'un espace symbolique de liberté dans lequel tout humain — croyant ou non — pouvait pressentir, irréductible malgré l'oppression, la source énigmatique d'une transcendance du dedans où puisait à nouveau notre espérance. Ré-ancrées aujourd'hui dans les enracinements spécifiques d'une histoire dont les frontières éclatent, les Eglises orthodoxe, catholique romaine et protestante, ainsi que les communautés musulmane et juive, retrouvent vocation à rappeler spirituellement les exigences de l'universel, là où trop souvent les conflits du passé les ont confinées dans des dérives nationalistes. Mais quel universel, en vue de quelle unité culturelle et spirituelle ?

C'est pour nous faire bénéficier, sur cette question, d'une élévation de pensée tranchante et originale, que vous avez, Monsieur le Cardinal, accepté notre invitation. Genève — qui, voici quelques années, vous a décerné le Prix Rousseau pour votre essai *Le Choix de Dieu* — vous tient en grande estime. Vous présenter devient presque superflu. Aussi me contenterai-je de souligner ce qui — à vous lire — m'est apparu comme la source profonde et secrète de toutes vos prises de position : cet écart en l'humain où se marque silencieusement son attenance à la transcendance. Vous ne cessez de répéter que Dieu est indicible, et que l'humain ne peut le dire, à moins que Dieu ne se dise à l'humain. Pour qui a traversé l'effondrement de tout langage et de toute pensée devant l'innommable de la Shoa, ce renversement de la révélation ne

¹ Le 2 octobre 1991.

L'Europe retrouvée ?

vient combler aucun abîme, mais ouvre à l'accompagnement d'une grâce qui questionne. Qui questionne sur les idoles sans cesse renaissantes. Sur l'intangibilité des idées issues des lumières de la raison, sans écart ^{p.162} critique venu des exigences de l'éthique. Sur la fascination médiatique de l'image, sans ascèse des sens dans l'écoute du subtil silence. Sur le mystère d'iniquité de la violence sans entrée dans un chemin de bonté et de pardon dont nous ne sommes pas la source. Ce questionnement venu du plus profond, vous porte à interroger l'Europe en devenir sur la nature de son rapport aux biens de consommation, sur les conditions d'une sauvegarde des libertés, sur l'universalité du principe qui assurerait sa cohésion spirituelle. Ce sont là, certes, des interrogations qui, à leur manière, surprennent sociologues, historiens et politologues. Mais elles sont nécessaires. Indispensables.

@

L'Europe retrouvée ?

JEAN-MARIE LUSTIGER Né le 17 septembre 1926 à Paris. Elève du lycée Montaigne à Paris, puis du lycée Pothier à Orléans.

Etudes supérieures à la Sorbonne puis au Séminaire des Carmes de l'Institut catholique, licencié en philosophie et théologie. Ordonné prêtre en 1954, il fut aumônier d'étudiants à la Sorbonne et directeur du Centre Richelieu jusqu'en 1969, puis curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal à Paris. Nommé évêque d'Orléans, en 1979, puis archevêque de Paris en 1981, il a été créé cardinal en 1983.

Principales publications : *Sermons d'un curé de Paris*, Paris, Fayard, 1978 ; *Pain de vie et Peuple de Dieu*, Paris, Criterion, 1981 ; *Osez croire, osez vivre* (articles, conférences, sermons, interviews, 1981-1984), Edition internationale, Paris, Gallimard, 1986 ; *Six Sermons aux élus de la Nation*, Paris, Cerf, 1987 ; *Le Choix de Dieu*, Paris, Editions de Fallois, 1987 ; *La Dimension spirituelle de l'Europe*, Fribourg, Editions Universitaires, 1987 ; *Le Sacrement de l'onction des malades*, Paris, Cerf, 1990 ; *Dieu merci : les droits de l'homme*, Paris, Criterion, 1991.

CONFÉRENCE DE JEAN-MARIE LUSTIGER

@

p.163 Liberté en Europe de l'Est, triomphe de la démocratie, mais en même temps nouvelles tyrannies, surgissement de querelles enfouies, contradiction des nationalismes, intolérance et fanatisme qui semblent jaillis du fond des âges... Les nouvelles reçues au jour le jour laissent les Occidentaux déconcertés et silencieux après l'euphorie du grand événement symbolique lorsque s'écroula le mur. Et lorsque sont renversées les statues des idoles politiques, elles laissent les peuples des pays anciennement communistes dans la misère et la déception du quotidien si semblable aux jours d'avant : le rêve occidental leur semble inaccessible et le champ laissé libre aux contradictions internes, parfois aux violences et aux corruptions héritées d'un passé pas toujours lointain.

En vérité, il me semble que cette observation quotidienne des événements et de leur répercussion dans l'opinion ne permet pas de saisir la cohérence d'une histoire, la trajectoire du destin des peuples, même si aucun déterminisme ne peut d'avance en donner le tracé.

L'Europe retrouvée ?

C'est, en effet, sur une plus longue durée, en mesurant de nouveau l'épaisseur d'une culture commune aux nations d'Europe, ainsi que leurs divergences intérieures, voire leurs oppositions et leurs conflits qu'il est possible de comprendre d'où nous venons, Européens, et quel chemin nous pouvons encore choisir pour notre avenir.

p.164 Je voudrais à mon tour mettre en lumière quelques-unes de ces constantes pour aider notre commune résolution au service de l'avenir de l'Europe.

La *culture* constitue l'Europe en sa mémoire et est sa force pour l'avenir.

J'entends la culture au sens le plus large du mot. Elle englobe la langue et l'histoire, les mœurs et les lois, la lente accumulation des travaux des hommes (qui tous sont les œuvres de l'esprit). Et tant qu'elle reste vivante, la culture ne cesse de se nourrir de ces œuvres qu'elle s'est incorporées pour en produire sans cesse de nouvelles. La culture définit ainsi une civilisation vivante dont la dimension spirituelle et religieuse est déterminante puisqu'en elle s'exprime au plus haut point la transcendance de la liberté humaine qui ne peut être figée dans aucune de ses réalisations particulières sociales, politiques, matérielles, esthétiques, etc.

Mais peut-on affirmer qu'il existe *une* culture européenne ?

Ne faut-il pas, au contraire, prendre acte d'une extraordinaire multiplicité de cultures nées sur le socle européen ? A preuve la diversité des langues, des religions, des origines, des sentiments nationaux.

Voici la réflexion que je propose à vos débats : il existe une culture européenne qui reçoit son unité de sa pluralité. Je dis bien

L'Europe retrouvée ?

de sa pluralité et non pas de n'importe quelle multiplicité qui ferait la richesse d'une pensée ethnographique.

Je voudrais donc chercher avec vous le fil conducteur qui, au travers de tant de péripéties et de plusieurs millénaires d'histoire, réunit cette pluralité comme en un tout organique, parfaitement identifiable lorsqu'on le confronte par exemple aux civilisations asiatiques dont l'Europe a tiré son origine dans la nuit inaccessible des commencements.

Comment définir la pluralité qui constitue l'unité européenne ?

1. « *Le grand Pan est mort* » : *l'Antiquité païenne*

Le recours à l'histoire — et non pas aux mythes fondateurs — est précisément l'un des traits caractéristiques de la culture européenne. ^{p.165} Ainsi donc, cherchant à définir l'Europe par son histoire, l'on recourt souvent à l'origine pour la décrire.

A l'évidence, la Grèce et Rome semblent alors occuper tout l'espace sur lequel viennent se surimposer la Bible et l'histoire chrétienne.

D'autres iront chercher en deçà de la culture gréco-latine la mémoire, le plus souvent perdue, des langues et des peuples qui furent incorporés dans les deux Empires d'Orient et d'Occident.

L'histoire, la préhistoire éclairent ainsi une archéologie de notre présent. Archéologie qui n'est pas sans intérêt ni sans profit.

Mais, en vérité, cette manière de procéder relève d'une discipline universitaire utile et nécessaire : l'étude des sources. Celle-ci permet de restituer l'archéogénèse toujours conjecturale d'une civilisation, mais n'a pas pour objet le *présent*.

L'Europe retrouvée ?

Lorsque nous relevons l'importance des deux grandes cultures antiques grecque et latine dans les composantes de la civilisation européenne, nous énonçons une évidence. L'Europe a ce privilège d'avoir conservé une masse importante d'écrits et d'œuvres de ces antiques cultures, d'avoir gardé aussi l'apprentissage et l'usage des langues dans lesquelles elles sont écrites — le grec classique et le latin. Mais l'une et l'autre sont des langues mortes. Si les Grecs d'aujourd'hui se réclament parfois de ceux de l'Antiquité, si les Romains se sont naguère réclamés de ceux dont les monuments en ruines illustrent le centre de la Ville éternelle..., il existe néanmoins une incommensurable distance entre ce que furent ces peuples, leur religion, leur culture, leur civilisation, et ce que sont aujourd'hui leurs successeurs. Plutarque déjà l'annonçait lorsqu'il rapportait les paroles qu'un marin aurait entendues, une nuit, en mer, quelques années après l'apparition du christianisme, et qui auraient signifié la fin du monde antique : « Le grand Pan est mort. »

Le *tournant* de l'Histoire européenne a été le décès de ces civilisations antiques. Elles sont mortes comme sujets de l'Histoire et ne subsistent qu'entièrement intégrées et assimilées par les peuples qui en sont nés. Les Grecs antiques et les Romains antiques n'existent plus. Et plus personne ne se bat en un conflit sanglant contre leurs dieux. Lorsque Corneille écrit *Polyeucte*, ce n'est plus qu'une fiction où l'on ^{p.166} peut déceler les débats religieux du XVII^e siècle français. Bref, le sens des cultes antiques a disparu de la mémoire vive au point qu'il semble impossible de pouvoir retrouver leur compréhension véritable et leur signification.

Certes, il faut noter le constant réemploi de ces cultures

L'Europe retrouvée ?

antiques dont la mémoire n'a pas été perdue dans l'élaboration de la civilisation européenne : réintroduction du droit romain et de sa rigueur antique par les juristes de Philippe le Bel au service de l'Etat, redécouverte de la physique et de la métaphysique aristotéliennes après la longue période d'inspiration principalement néo-platonicienne des premiers siècles chrétiens, réemploi des styles littéraires et architecturaux anciens, de la diversité des philosophies antiques et spécialement du stoïcisme à partir de la Renaissance, appel à l'antique dans le champ politique comme au tournant de la Révolution française et de l'Empire, résurgence païenne et rejet du « venin sémitique et évangélique » par les idéologies post-nietzschéennes qui ont déchiré l'Europe contemporaine...

Mais il faut tout de suite observer qu'il s'agit bien de réemploi de l'héritage antique, dans des cultures toutes différentes, par des hommes qui voulaient ouvrir un chemin nouveau. C'est pour s'expliquer avec eux-mêmes que des hommes vivants ramassent sur le sol de l'histoire les outils laissés par les civilisations mortes. L'Antiquité, pour l'homme européen, ne fait plus partie de la continuité vivante des générations, mais s'inscrit dans la représentation de son origine.

2. Les juifs et les chrétiens

En revanche, lorsque la Bible fut traduite en grec par les lettrés juifs d'Alexandrie aux III^e-II^e siècles avant Jésus-Christ, elle entra dans l'espace de l'hellénisme païen. Ce texte qui se présente comme Parole de Dieu, l'Unique, est allogène à l'univers gréco-latin. Il est porté par le peuple juif. Celui-ci fut le *seul* à s'opposer à la conquête romaine avec une telle résolution et une telle

L'Europe retrouvée ?

ténacité qu'il fut, alors, le *seul*, aussi, à subir une destruction radicale, en raison même de ses révoltes motivées par sa foi.

De fait, au cours de la longue histoire européenne et de ses péripéties, la Bible fut traduite successivement dans toutes les langues. Mais ^{p.167} le peuple d'Israël, porteur de ce texte où Dieu se révèle, demeure présent, identifié à la Bible où sont consignées sa naissance et son identité.

Tous les peuples d'Europe, devenus chrétiens par la foi au Christ et le baptême, ont reçu, avec l'Évangile, cette Parole. Ils rendent au Dieu Unique et Véritable le culte en Esprit et Vérité que Jésus, le Christ, prophétise à la femme de Samarie.

La foi chrétienne reçoit comme texte inspiré la Bible d'Israël. Elle reconnaît dans la Pentecôte où chacun entend la Parole de Dieu en sa propre langue, l'apparition des temps messianiques ; alors, la diversité des nations est rassemblée par l'unité de l'Esprit.

La substance de l'héritage grec et latin ne vit que dans sa transmutation ultérieure. La Parole de Dieu, elle, demeure proche, « présente sur les lèvres et dans le cœur » (cf. Deut. 30, 14) de ceux qui confessent « le Dieu d'Abraham, d'Isaac et de Jacob, le Dieu non des morts, mais des vivants, car tous sont vivants pour lui », comme l'enseigne Jésus, Parole de Dieu faite chair (Luc 20, 37-38).

Sur le socle des cultures antiques gréco-romaines et « barbares » (pour parler comme les Grecs et les Romains civilisés) une *première pluralité* apparaît au cœur de l'histoire européenne. Il vaudrait mieux dire une *première dualité fondamentale* et d'ordre spirituel : *les juifs et les chrétiens*.

Ou, si l'on préfère encore, une première tension entre ces deux

L'Europe retrouvée ?

identités croyantes — judaïsme et christianisme — que sépare désormais la reconnaissance d'un événement transcendant inscrit dans l'histoire : la venue du Messie humilié ; celui-ci donne sa gloire, encore voilée, en partage à l'Eglise dont l'existence sacramentelle est gage et anticipation de l'ultime résurrection.

Il est cependant une autre manière de nommer cette division. Cette tension est un conflit d'interprétation de la Parole divine. Les chrétiens, en recevant la Bible, ne prétendent pas l'enlever aux juifs, alors même que la lecture faite par chacun diverge autant qu'elle converge. C'est tout le thème des prophéties dont Blaise Pascal est sans doute l'un des derniers auteurs chrétiens d'Occident à avoir compris et formulé l'extraordinaire profondeur. Dans l'œuvre de Pascal jouait encore la capacité herméneutique de l'époque patristique qui sait ^{p.168} explorer les richesses de sens de cette Parole, selon les principes mêmes d'interprétation de la tradition juive ancienne.

3. Face aux paganismes

Essayons, tout d'abord, d'examiner comment a fonctionné cette première pluralité ou dualité, à l'égard des *paganismes* dont judaïsme et christianisme furent les contemporains.

La rencontre de la Bible avec l'hellénisme ne fut pas seulement une acculturation ou une inculturation. Elle fut un *combat* et elle demeure un combat.

Dieu façonne son peuple en le délivrant des idoles et des tentations païennes. Il se révèle au Sinaï. Ainsi jaillit la source de toute la connaissance de Dieu. Dieu, se révélant, sauve, purifie, convertit l'homme pécheur et blessé ; et Il le transfigure. Il fait de

L'Europe retrouvée ?

ce peuple le témoin historique de sa Parole.

Le combat avec le paganisme est une des dimensions constitutives de l'histoire d'Israël et de la Révélation. La confrontation avec les paganismes grec et romain, après ceux de la Mésopotamie et de Canaan, de l'Égypte et de Babylone, est inscrite dans la Révélation elle-même. La Bible, depuis les livres des Maccabées jusqu'aux livres de la Sagesse dont la tradition catholique reconnaît l'inspiration, témoigne de cette confrontation avec le paganisme, triomphant et séducteur. Bien plus, la conversion des païens fait partie de la Promesse prophétique. Les nations elles-mêmes, entendez les nations païennes, découvriront le Dieu vivant et vrai, l'unique Seigneur du ciel et de la terre.

Après l'ultime destruction de Jérusalem et durant les trois premiers siècles de notre ère, le prosélytisme juif continua d'exister dans l'empire gréco-romain et même au-delà. Mais il trouva sa limite, à la fois pour des raisons externes — politiques. Mais aussi pour des raisons internes : l'adhésion au judaïsme coïncidait avec l'agrégation au peuple d'Israël, culturelle et culturelle.

L'Église du Christ, en raison même de la mission reçue de son Seigneur ressuscité, et du don de l'Esprit Saint, entreprit quant à elle d'affronter la diversité des *paganismes* — les historiens diraient aujourd'hui : les *religions anciennes* —, *des différents peuples* qui ^{p.169} reçurent le baptême, selon l'ultime consigne de Jésus ressuscité à ses apôtres : « Allez donc : de toutes les nations faites des disciples, les baptisant au Nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit, leur apprenant à garder tout ce que je vous ai prescrit. Et moi, je suis avec vous tous les jours jusqu'à la fin des temps » (Mat. 28, 19-20).

L'Europe retrouvée ?

L'histoire de l'Europe chrétienne peut jalonner les moments de cette confrontation avec les paganismes européens. En voici quelques illustrations : les soubresauts de l'empire païen, de Celse à Julien l'Apostat ; l'évangélisation des campagnes et de leurs habitants, les *pagani*, dont saint Martin, sous la plume de Sulpice Sévère, est la figure emblématique en Occident ; l'évangélisation des Germains, dans laquelle l'empereur Charlemagne semble occuper une place très particulière ; celle des Angles avec Augustin de Cantorbéry, celle des Hongrois avec saint Etienne, celle des Slaves de l'Est avec le baptême de saint Vladimir...

Il serait naïf de penser que cette évangélisation des paganismes des peuples d'Europe ait eu des résultats plus complets et définitifs que n'eut dans l'histoire du peuple d'Israël la délivrance de ce peuple des idoles vers lesquelles sans cesse il retournait. Le combat spirituel contre le paganisme qui marque tout homme en sa naissance charnelle est l'objectif permanent de l'évangélisation.

4. Face aux cultures et aux nations

Examinons maintenant le rôle originel du judaïsme et du christianisme dans la diversité des cultures et des peuples qui ont constitué l'Europe.

Les juifs dispersés depuis l'anéantissement de Jérusalem et sa paganisation radicale en 135 sous l'empereur Hadrien voulurent, désormais, rester en exil, alors même qu'ils faisaient leurs langues des nations. En un certain sens, la présence des juifs dans les différentes nations fut dans cette période de l'Antiquité comme un phénomène de « biculturalisme » ou le rappel que jamais une identité particulière ne pouvait définitivement séparer un peuple de l'humanité créée par Dieu.

L'Europe retrouvée ?

Différentes furent alors les conséquences de la prédication de l'Évangile.

p.170 Alors même que les empires hellénistique et latin continuaient de survivre, le baptême donna consistance aux identités culturelles et historiques des peuples devenus chrétiens. Certes, le latin et le grec furent des langues véhiculaires communes pour chacune des deux moitiés de l'Empire, subsistant à côté des langues nationales en voie de formation. Mais, dès le début de l'histoire chrétienne, les saintes Écritures et la liturgie surent mettre par écrit des langues jusque-là transmises oralement. Ainsi l'on peut dire que la christianisation fut la source de l'apparition des nations d'Europe.

Mais, en même temps qu'elle faisait surgir cette pluralité, elle offrait la plénitude de la communion catholique en laquelle s'établissait l'unité.

Une dernière remarque enfin touchant cette même période.

Les diversités que je viens d'énumérer : juifs et chrétiens et leurs relations aux peuples païens, apparition des cultures propres à chaque nation dans la sphère chrétienne, connurent très vite l'épreuve de la violence et du conflit. L'unité en pâtit. Chacun des peuples en reçut des blessures dont la trace demeure ineffaçable dans sa mémoire.

La pluralité, même née d'oppositions, même source de tensions, peut demeurer féconde dès lors que chacun reste avide de connaître l'autre et pour cela de le reconnaître, mutuellement disponible à l'explication et à la confrontation sous la lumière de la vérité.

Mais la tentation est forte de n'en plus supporter l'exigence, qui est aussi celle de l'amour et de sa fécondité, celle du droit et de

L'Europe retrouvée ?

son universalité, pour anéantir, fût-ce par la violence, celui dont on ne veut plus faire son prochain. Celui qui d'adversaire est devenu ennemi, l'étrange étranger.

5. Les universalismes séculiers

Au moment d'aborder une troisième forme de l'identité européenne, je dois à nouveau dire à quel niveau je tente de la saisir. Celui de l'articulation de ses composantes spirituelles que révèle son histoire.

C'est pourquoi je n'évoque ici ni la séparation de Byzance et de Rome qui divisa l'Eglise, ni les conséquences de la Réforme en Occident. C'est pourquoi aussi je m'accorde la liberté d'énoncer fort ^{p.171} brièvement le troisième terme de la pluralité européenne, au prix d'une simplification que, le tout premier, je nommerai outrageuse.

Les paganismes furent donc « digérés », « assimilés » par la Révélation biblique et l'Évangile.

L'Europe devint peu à peu chrétienne, et se réalisa une multiplicité d'expressions à travers la diversité d'une longue histoire. Non sans conflits, religieux ou idéologiques, dont certains furent violents et sanglants.

C'est sur ce terrain qu'apparaissent, dès le Moyen Âge, les tensions d'une *rationalité critique*. Celle-ci fit surgir des philosophies et des idéologies qui menèrent à la négation et au rejet absolu de la Révélation et de la foi dont elles naquirent.

Il serait inexact d'identifier ce mouvement de la rationalité comme une pure et simple résurgence des paganismes antiques. Edmund Husserl disait dans une conférence à Vienne du 7 mai 1935 :

L'Europe retrouvée ?

Notre humanité européenne recèle une entéléchie — qui lui est innée, qui domine tous les changements affectant la forme de l'Europe et leur confère un sens, celui d'un développement orienté vers un pôle éternel [...] Le *télos* spirituel de l'humanité européenne [...] se situe à l'infini ; c'est une idée infinie en direction de laquelle le devenir spirituel dans son ensemble veut se dépasser.

Cette rationalité de l'Europe occidentale que la même conférence distinguait des « déviations du rationalisme » de l'*Aufklärung* est un fruit de la foi chrétienne, fruit qui demeure énigmatique, voire incompréhensible si on veut l'isoler de la foi, cet autre avec lequel la rationalité occidentale s'explique et que parfois elle combat.

Il est en effet incroyablement naïf de penser qu'une culture puisse mettre entre parenthèses ou anéantir plus d'un millénaire de son histoire et de sa genèse. Lorsque cela fut effectivement entrepris, en France et en Allemagne, à la fin du XIX^e siècle et dans la première moitié du XX^e siècle, les faits ont montré qu'il s'agissait d'une incroyable régression, archaïque et barbare, inhumaine, contraire à l'humanité pour tout dire.

De même la rationalisation et la sécularisation de l'histoire du salut dont le marxisme-léninisme-stalinisme fut l'ultime aboutissement avait d'avance scellé son échec en faisant de l'athéisme et du matérialisme l'outil violent de sa réalisation.

p.172 Le christianisme n'a pas disparu devant sa négation opérée par certains de ses enfants, pas plus que le judaïsme n'est mort lorsque parut le christianisme. Cependant, la relation du christianisme au judaïsme est éclairée par la foi chrétienne elle-même qui confesse, avec saint Paul, le caractère irrévocable de l'élection. Il n'y a là rien de comparable avec l'athéisme qui renie

L'Europe retrouvée ?

aussi bien le judaïsme que le christianisme. Et pourtant, l'athéisme européen ne peut se définir qu'en s'opposant à l'un comme à l'autre.

Dans ces trois expressions de la pluralité européenne, il s'agit bien d'une même et unique histoire dont les protagonistes demeurent aujourd'hui présents à la constitution de la future Europe. A la dialectisation de l'histoire construite par Hegel, à l'aube des grands totalitarismes modernes, un grand théologien et philosophe, mort depuis peu, le Père Fessard a répondu avec pertinence. Faisant sien l'outil logique hégélien, il a repris les oppositions déjà exprimées par saint Paul (cf. Col. 3, 11) du juif et du païen, de l'homme et de la femme, de l'esclave et de l'homme libre.

De la sorte, celui qui veut déchiffrer la caractéristique centrale de l'unité européenne, peut dire que l'Europe, en son unité, se comprend en raison de sa naissance, de son enfantement par le christianisme qui demeure organiquement lié au judaïsme et aux universalismes séculiers.

S'il n'y a d'Europe que « chrétienne », c'est dans la reconnaissance de ses différences internes qu'elle doit assumer, accepter et sans cesse confronter pour une plus grande fécondité. N'oubliant jamais que l'annonce du Messie souffrant et crucifié apparaît, comme le dit encore l'apôtre Paul (cf. 1 Cor. 1, 23) folie aux yeux de la sagesse des nations, et scandale, épreuve pour la foi monothéiste révélée au Sinai.

6. Europe chrétienne, qu'est-ce à dire ?

L'Europe est chrétienne alors même qu'elle est toujours en travail de contestation d'avec elle-même et d'enfantement d'elle-même, tant qu'elle se laisse ainsi travailler en sa profondeur par le levain qui y a été déposé.

L'Europe retrouvée ?

p.173 L'histoire de l'Europe a été sanglante lorsque les hommes ont voulu supprimer ces tensions par la persécution ou l'anéantissement de l'autre, autre auquel l'homme est indissolublement lié et dont il ne peut « venir à bout » qu'en le recevant pour frère, dans un effort supérieur d'explication, de compréhension et d'amour. La figure du Crucifié devient ainsi centrale, figure à la fois de déchirement, de mort, de dévoilement du péché et figure d'espérance messianique, de la divinisation à laquelle Dieu appelle l'humanité en la rendant filiale par le don de son Esprit.

Ni le sceptique ou l'athée, quel que soit son itinéraire, ni le chrétien ou le juif ne peuvent sortir indemnes de cette perpétuelle explication dont l'Histoire nous révèle la fécondité, alors que notre mémoire demeure blessée par ses cruautés.

Si, donc, nous affirmons que l'Europe ne peut exister que « chrétienne », ce n'est pas en revendiquant pour le christianisme le monopole de l'idée européenne. Mais en découvrant, au contraire, que l'Évangile forme, de fait, l'axe central selon lequel l'Europe s'est développée, en sa diversité et sa pluralité.

L'Europe chrétienne ne peut subsister que si elle continue d'accepter non seulement la diversité, mais le débat et la *tension* entre ses différentes composantes issues d'une même histoire.

L'Europe ne peut exister comme Europe que si les protagonistes de l'aventure européenne acceptent de ne pas transformer ce débat et cette tension en esprit de conquête et volonté de puissance qui nient l'autre en l'exterminant.

La tension n'est pas en soi un mal. Le christianisme qui inscrit au cœur de l'histoire la Croix nous en montre la signification : elle

L'Europe retrouvée ?

est le chemin qui conduit tout homme à reconnaître librement le Dieu unique comme son Créateur et son Rédempteur.

L'unité européenne est cette pluralité qui n'est pas dispersion ou coexistence de réalités éparses, mais entrée dans une voie tracée « une fois pour toutes », le chemin du Messie, Serviteur humilié. L'unité européenne réside en cette tension que le christianisme a enfantée sur le vieux continent, lui donnant pour ainsi dire sa forme.

Voilà ce qu'est, en son histoire et en son essence, « l'Europe chrétienne », puisque la conscience européenne a inscrit en son centre ^{p.174} le respect de l'autre et de sa différence, l'autre dont elle doit faire son prochain.

L'autre commandement : « Tu aimeras le prochain comme toi-même » formulé par le Lévitique (19, 18) et qualifié par Jésus Christ (Mat. 22, 39) d'aussi grand que le premier commandement : « Tu aimeras le Seigneur ton Dieu » donné par le Deutéronome est, dans la défense prophétique du faible et de l'orphelin, du pauvre et de l'étranger, de l'aveugle et de l'infirme, l'affirmation résolue du droit sacré de tout homme au respect et à la dignité puisque ce droit est ultimement établi par Dieu lui-même.

7. Retour à l'actualité

Intolérance ? Mais encore ? Fanatisme religieux et défense de la laïcité, antisémitisme et xénophobie, nationalisme et cléricalisme..., lutttes antireligieuses qui basculent de la part anciennement communiste de l'Europe vers l'Occident... voilà les slogans que, jour après jour, nous entendons et lisons non sans d'obscurs pressentiments.

L'Europe retrouvée ?

On ne peut pas dire qu'il s'agisse seulement de craintes fantasmagiques et sans consistance réelle. Des faits brutaux ou sanglants attestent la cruelle réalité. Mais, en même temps, hantés par les souvenirs du passé, de leurs erreurs payées d'un si grand prix, les Européens, plus que d'autres sans doute, peuvent être visités par les fantômes de la peur.

Nous devons mobiliser toutes les ressources de la raison et de la foi, du respect et du pardon, pour ne pas laisser transformer la « maison commune » européenne en château d'Elseigneur.

Que faire ?

Tous et chacun ont le devoir de connaître et de respecter l'autre tel qu'il se voit lui-même, héritier de la même histoire. Chaque nation européenne, chaque conviction spirituelle ou philosophique doit pouvoir dire de chacune des deux autres ce que Tristan disait à Yseult, d'après Marie de France dans le *Lai du Chèvrefeuille* :

Belle amie, ainsi va de nous ;
ni vous sans moi, ni moi sans vous.

p.175 L'Église catholique, rassemblant les lignes de force de la tradition, en a formulé les exigences en deux textes majeurs de Vatican II : la déclaration sur la liberté religieuse *Dignitatis humanae*, et la déclaration sur les relations de l'Église avec les religions non chrétiennes, *Nostra aetate*. Ces textes, dans le rigoureux respect de la distinction du pouvoir temporel et de l'autorité spirituelle, montrent comment, pour sa part, l'Église catholique contribue à fonder l'affirmation universellement désirée des droits de l'homme, et récuse tout fanatisme, autant celui qui voudrait se légitimer par l'appartenance religieuse, que celui qui se donnerait pour premier objectif de détruire la religion — et donc de

L'Europe retrouvée ?

ne pas accorder aux croyants leurs droits fondamentaux comme ce fut, et c'est hélas encore parfois, si cruellement le cas en Europe.

A cette condition de connaissance réciproque et de respect de nos différences qui forment notre unité, nous pourrons, Européens, exercer avec désintéressement notre responsabilité à l'égard de l'humanité entière. Nous devons comprendre que l'universalisation de notre héritage n'est pas une victoire ou l'affirmation d'une supériorité, mais un service qui nous permet de travailler à la construction d'une communauté humaine vraiment universelle.

Au lieu de prétendre conclure un propos qui se voudrait d'abord invitation à poursuivre le travail, voici dix brèves *propositions* qui ressaisissent sous la lumière de la théologie catholique, les intuitions que nous venons de rencontrer en chemin.

1. L'Eglise a pour mission de rassembler le Peuple de Dieu.

Celui-ci est, en son unité, tiré de la diversité des nations. Il ne peut être réduit à une nation ; il présuppose et suscite au contraire une pluralité de cultures, de langues et d'écritures, et leurs patrimoines historiques.

2. En rassemblant les enfants de Dieu *dispersés*, l'Eglise est marquée, en son unité, par les déchirements et les divisions qui préexistent et accompagnent la conversion des nations.

L'Eglise grandit en son unité dans le respect de la pluralité des nations (=1), mais aussi dans la douleur des séparations et la patience des incompréhensions.

3. ^{p.176} En apportant le salut de Dieu, l'Eglise a révélé les hommes à eux-mêmes. L'Eglise a éclairé les hommes d'Europe sur

L'Europe retrouvée ?

la richesse et l'irréductibilité de son histoire et de ses aspirations, sur les faces innombrables de son humanité, de ses crimes et de sa grandeur.

C'est dans l'histoire du christianisme, c'est-à-dire de l'Eglise, que sont apparues en Europe les puissances rationnelles et techniques, juridiques et politiques de l'humanité moderne.

4. L'Eglise récapitule dans l'unité et la communion du Christ la multiplicité des différences nationales et spirituelles.

Elle est, par là même, signe levé parmi les nations de la diversité de leurs attentes, de la richesse de leurs différences ; l'Eglise est témoin de leur volonté de puissance et de leur appétit de jouissance. L'Eglise atteste aussi la réconciliation qui leur est accordée.

5. C'est au nom de cette mission de rassemblement et de ce témoignage rendu à l'Unité d'En Haut que l'Eglise catholique prêche aux hommes et aux nations la tolérance, le respect et l'amour de leurs destinées particulières en même temps que de leur vocation commune.

6. C'est pourquoi l'Eglise enseigne le respect des droits fondamentaux inhérents à la personne humaine. Au nom de la foi dans le Créateur et le Rédempteur de l'homme, l'Eglise proclame la liberté spirituelle de chaque être humain. Elle réclame pour tous la liberté religieuse.

7. L'Eglise prêche et célèbre l'unité : elle travaille à en déployer la richesse. Elle enseigne aux hommes, avec la charité, le respect de leurs libertés. Elle leur déclare leur commune dignité et indique dans le respect de leurs droits fondamentaux

L'Europe retrouvée ?

la condition de leur vie en commun et le gage de leurs accomplissements.

8. La liberté religieuse, déclarée au Concile de Vatican II, constitue un élément essentiel de la prédication et de la mission de l'Église. Ce n'est point une liberté de conscience livrée à l'arbitraire ou à l'irrationnel ; c'est la responsabilité de chacun de marcher vers la lumière et la vérité dans l'adhésion intime à sa condition singulière.

9. ^{p.177} La liberté que l'Église demande aux cités et aux Etats pour elle-même et chacun des siens, elle la demande pour chacun des hommes. Elle s'affirme au cœur de la vie politique des nations comme le signe de la transcendance de chaque personne humaine. La prédication de la liberté religieuse par l'Église catholique en fait un témoin irrévocable des droits face aux Etats toujours tentés par la puissance. La doctrine catholique de la liberté religieuse exprime l'amour de toute personne humaine, le respect de la conscience personnelle, le souci de l'éclairer, la volonté d'en assumer les jugements.

10. La doctrine catholique de la liberté religieuse indique dans un monde pluriel et qui se dit pluraliste un chemin de tolérance positive. Elle enseigne l'accueil et le dialogue comme des témoignages rendus à la vérité.

*

L'Europe retrouvée ?

Entretien ¹

@

M. MARC FAESSLER : Pour que soient représentées diverses dimensions spirituelles de notre réalité européenne, je donne d'abord la parole à M. Gabriel Widmer puis à M. Hafid Ouardiri.

M. GABRIEL WIDMER : De manière convaincante, vous avez montré, Monseigneur, comment l'unité culturelle de l'Europe en tant que communauté spirituelle, procède de la pluralité de ses sources. Vous avez décrit — avec quel sens historique ! — l'origine et le développement des interactions entre les diverses composantes de l'esprit européen. Pour conclure, vous avez mis en lumière nos responsabilités d'héritiers de la civilisation gréco-latine, du judaïsme, du christianisme et du rationalisme moderne. Vous posez ainsi les conditions du travail commun au service de l'unité de l'Europe. Vous nous appelez à y participer, semble-t-il, nous aussi, qui sommes redevables de l'héritage de la Réforme. Et, à ce sujet, vous précisez, si je vous ai bien compris, que les Eglises n'ont pas de monopole dans cette entreprise, mais que l'Évangile est l'axe du développement de l'Europe. Puis-je, à mon tour, vous préciser mon point de vue : comme réformé, je privilégie la formation, pour ne pas dire la *reformation* de l'homme, ou si vous ^{p.178} préférez son éducation, par l'enseignement, parce que je crois à la puissance de la parole, celle de Dieu, celle de ses témoins et celle des hommes qui sont à la recherche de la vérité et de la beauté, de la justice et de la liberté. Permettez-moi alors, Monseigneur, de vous poser une question à propos de vos conclusions : comment en faire l'objet d'un enseignement susceptible de forger, chez le plus grand nombre, une conscience européenne ? Je dis bien une *conscience européenne* une par sa diversité, c'est-à-dire une conscience qui ne se développe, comme vous l'avez sans cesse souligné, que par les tensions résultant de la pluralité de ses composantes. Comment former la raison, alors que la déraison multiplie ses séductions, comment éduquer le « goût » alors que le mauvais goût envahit

¹ Avec la participation de Mme Roberta de Monticelli, professeur à la Faculté des Lettres (Département de Philosophie) de l'Université de Genève, et de MM. Hafid Ouardiri, directeur de la Fondation culturelle islamique de Genève ; Gabriel Widmer, professeur honoraire à la Faculté de Théologie de l'Université de Genève.

L'Europe retrouvée ?

tout, comment conquérir une liberté qui, responsable, sera seule authentique, alors qu'on se laisse bercer et berné par des promesses de libertés illusoires ?

CARD. JEAN-MARIE LUSTIGER : Je reprends seulement la pointe de votre question, qui est celle de l'enseignement. Est-il possible d'enseigner la vérité des faits historiques, tels qu'ils sont établis, à une génération et à un peuple qui ne veulent ou ne peuvent pas l'entendre ?

J'en doute. Prenons l'exemple de la France. Il est impressionnant de constater que des zones obscures — des zones de refoulement, diraient les analystes — subsistent à propos de périodes entières de l'histoire contemporaine, qui ne peuvent littéralement pas être dites. Lorsque des historiens tentent de le faire, ils ne sont tout simplement pas entendus. Cette surdité et ce silence — l'un amenant l'autre — ont des conséquences culturelles redoutables. Ils laissent le champ libre à la renaissance d'aberrations qu'un simple récit historique eût permis de dissiper. Les premiers historiens de la France contemporaine, en fin de compte, sont le plus souvent des universitaires d'outre-Atlantique.

De plus, les professeurs, me semble-t-il, sont souvent sujets à une terrible illusion ; il ne suffit pas d'enseigner pour être entendu et compris, ni pour changer un cœur. L'intelligence peut être obscurcie par les désirs et les passions. Je ne vois pas d'autre explication possible de l'histoire européenne et de ses drames. Comment peut-on expliquer que le pays le plus cultivé d'Europe, l'Allemagne, pourvu de la plus haute couche intellectuelle et universitaire, ait pu à partir des années 1930 subir un tel obscurcissement ? La réponse est insaisissable, et toute explication demeure insuffisante. Cela signifie que l'enseignement ne suffit pas, quelle que soit la perfection du programme.

Un autre exemple nous est fourni par l'Union soviétique. Pendant une très longue période, sa population a été littéralement « décultivée », privée de sa propre histoire, des repères qui lui auraient permis de savoir ce qu'étaient la vérité et même la réalité de certains faits. L'honnêteté intellectuelle et la rigueur du raisonnement étaient subordonnées à l'idéologie, sauf dans les domaines strictement scientifiques et techniques. (Et encore ! Souvenons-nous de Lyssenko et de la « science marxiste » !)

L'enseignement est capital. Mais la raison est humaine ; elle ne se comporte

L'Europe retrouvée ?

pas comme une machine à calculer. Les jugements esthétiques p.179 dépendent de la sensibilité et de la culture ; la morale, de la rectitude de l'intelligence, du cœur et de l'esprit. On ne peut pas enseigner les règles de la raison pratique comme celles de la conduite automobile. Le sort de l'humanité est donc plus compliqué qu'il n'y paraît. Je redoute qu'il soit laissé aux ingénieurs, et je redoute que les ingénieurs deviennent des enseignants. Ce travail doit être le fait de tout citoyen. La réforme de l'enseignement, nécessaire, doit inclure toutes les dimensions que vous avez citées. Mais elle doit surtout restituer, fondamentalement, l'humanité de la conscience humaine, au sens le plus profond du terme.

En tant qu'évêque catholique, je crois que la fidélité à la Parole de Dieu, l'effort spirituel de vérité, de conversion, de reconnaissance de ses fautes et de confiance en la toute-puissance de Dieu peuvent contribuer à ce rétablissement de la santé de la raison humaine. François Mauriac rapporte, dans la préface du premier livre d'Elie Wiesel, *La Nuit* ¹, comment sa femme lui a décrit les wagons d'enfants déportés, vus en gare d'Austerlitz ; ce jour-là, dit-il, devant cette horreur qui faisait basculer les évidences les mieux assises, sa croyance d'honnête homme en la puissance de la raison s'est effondrée.

J'ai le sentiment, au contraire, qu'il faut défendre la raison parce qu'elle n'a pas le pouvoir de se défendre elle-même. Il faut la protéger, car elle constitue le principe d'universalité sur lequel les hommes peuvent se retrouver, pour peu, bien sûr, qu'elle demeure véritablement la raison humaine et qu'elle ne devienne pas une folie raisonnable. C'est toute la question.

M. HAFID OUARDIRI : Je suis citoyen européen, arabe d'origine et musulman de confession : un avantage et deux inconvénients, en Europe.

Il est inutile de rappeler que les musulmans sont présents en Europe depuis toujours. Ils ont été chassés d'Andalousie par la barbarie des très catholiques cardinal Jiménez, roi Ferdinand et reine Isabelle. Et pourtant, ils ont activement participé à l'essor de la civilisation européenne. Ils sont des millions en Yougoslavie, où ils peuplent des républiques entières, et revendiquent leur identité européenne à part entière, leur autonomie politique et leur liberté

¹ Paris, Editions de Minuit, 1958.

L'Europe retrouvée ?

religieuse. Ils craignent de faire les frais de la crise qui secoue leur pays : les appels qui nous parviennent sont pathétiques et inquiétants. Ils sont également présents en Albanie et dans l'ex-empire soviétique. Ils sont présents dans toute l'Europe des Douze, citoyens et immigrés de longue date, souvent malmenés par le pouvoir politique, qui voit en eux la cause des crises économiques. Ils deviennent les victimes du racisme et des extrémismes. Les médias donnent d'eux des images déformées.

Dans l'Europe qui se retrouve, le Pape et l'Eglise catholique appellent aujourd'hui à une unité fondée sur l'Evangile, à une sorte de « recatholisation ». Cette unité se fera-t-elle au détriment des minorités, et tout particulièrement de la communauté musulmane ? Le dialogue interreligieux pourra-t-il continuer efficacement et déboucher sur une véritable reconnaissance de l'islam en Europe ? L'Eglise pourra-t-elle aider les descendants des ^{p.180} musulmans de l'ancienne Andalousie à récupérer leurs mosquées, transformées en églises ou en musées ? Pourra-t-elle aider les musulmans de Yougoslavie à acquérir leur indépendance politique et religieuse ? Que fera-t-elle pour les millions de musulmans citoyens européens, pour les millions d'immigrés musulmans vivant en Europe ? Les aidera-t-elle à obtenir un statut définitif et reconnu par tous, qui permettrait à l'islam de participer à la vie des sociétés européennes, au même titre que le judaïsme et le christianisme ?

Les musulmans européens ne veulent plus vivre en marge de la société. J'aimerais, Monseigneur, conclure par une parole du Coran :

Dis [aux chrétiens et aux juifs] : « O vous qui avez reçu l'Écriture, adoptons une formule valable pour nous et pour vous, [impliquant] que nous n'adorions que Dieu, et que nous ne lui associons rien d'autre, que nous ne prendrons pas les uns parmi les autres de maître en dehors de Dieu. » S'ils refusent, dites[-leur] : « Soyez témoins qu'à la volonté de Dieu nous sommes soumis » (Coran, III, 64).

N'est-ce pas là un retentissant appel à l'unité religieuse ?

CARD. JEAN-MARIE LUSTIGER : Ce que vous réclamez à l'Eglise catholique, c'est aux Etats qu'il conviendrait de le réclamer. La question qui se pose, à travers vos demandes, est à la fois celle de la citoyenneté et celle de la relation

L'Europe retrouvée ?

entre le spirituel et le temporel. D'une part, la population musulmane présente dans les pays occidentaux possède en général une identité nationale distincte. D'autre part, le principe d'une autorité religieuse et d'une autorité politique indépendantes l'une de l'autre n'est pas naturel à l'islam. En France, de plus, l'organisation et la représentation de l'islam ne sont comparables ni aux institutions hiérarchisées de l'Eglise catholique, ni à celles que Napoléon a constituées pour le protestantisme et le judaïsme. Dire que le système napoléonien n'a pas eu d'inconvénient serait pour le moins excessif. Mais il est là. Et l'islam en est absent. La question que vous posez n'est donc pas celle des pays européens, mais celle de la nature de l'islam et de son évolution dans l'espace européen. Tel est le cœur du problème.

Par ailleurs, vous avez parlé de l'Andalousie. Il faut considérer les faits dans leur totalité, et je suis obligé de vous rappeler des choses que vous pouvez lire dans n'importe quel journal. De nombreux chrétiens, ces dernières années, ont dû se convertir à l'islam sous la pression des grandes entreprises, pour pouvoir travailler dans des pays islamiques. Certains pays ne tolèrent pas le culte catholique. Tous les grands sanctuaires de l'Antiquité chrétienne encore debout, en Asie mineure et au Proche-Orient, sont actuellement abandonnés ou transformés en musées ou en mosquées. Des coptes égyptiens, travaillant comme coopérants dans d'autres pays musulmans, se sont vu refuser de participer au culte en arabe dans des églises chrétiennes.

Il faut voir les choses clairement. Pour que l'islam prenne sa place en Europe, il faut qu'il entre dans son histoire en tant que partenaire. Le fait que vous ayez droit à la citoyenneté dans l'ensemble des pays européens où vous vous trouvez, prouve que nous voulons cela. En France, celui qui se ^{p.181} convertit à l'islam n'est pas mis à mort. Les libertés civiles sont la condition du libre exercice de la religion, et la liberté religieuse elle-même est comme la source des libertés civiles.

Le problème des musulmans en Europe ne porte pas seulement sur la gestion politique à court terme — qui dépend des Etats. Il consiste, et c'est capital, à savoir si les musulmans eux-mêmes veulent entrer dans cet ensemble culturel, ou s'ils veulent se refermer sur la conception de l'islam qui a prévalu jusqu'à maintenant dans les pays les plus traditionnels. L'islam veut-il rester séparé ou entrer dans le concert des nations ? Veut-il reconnaître la *Déclaration*

L'Europe retrouvée ?

universelle des Droits de l'homme ou se contenter d'une déclaration particulière qui n'est même pas reconnue par tous les pays arabes ? Pourra-t-on permettre aux musulmans d'entrer dans la communauté des nations ou sera-t-on conduit à des rapports de force qui ne joueront que sur le pétrole et le cynisme des grandes puissances ?

J'ajoute que l'histoire européenne est pleine de ressentiments et de culpabilités, à l'égard du monde musulman, et réciproquement. J'ai évoqué le basculement dans l'islam des nations chrétiennes les plus anciennes, à partir du VII^e siècle. Les historiens ne possèdent pas les moyens d'expliquer comment cela s'est passé. Le contre-choc en fut aussi la succession des Croisades et leur reflux d'Orient.

Il faudrait également pouvoir tenir compte des affrontements avec l'Empire ottoman — ce n'est pas une histoire très ancienne.

De même, dans l'autre sens, il y a les ressentiments liés au colonialisme et à son échec. Cette histoire est extrêmement complexe. Tout ce que nous pouvons faire, de notre côté, est d'appliquer nos principes à tout citoyen, quelles que soient ses opinions ou sa confession religieuse. Je les ai énoncés : respect de l'autre, reconnaissance des droits, conformité de nos actes à nos intentions. Mais nous ne pouvons pas forcer les autres à être différents de ce qu'ils sont et de ce qu'ils veulent être.

Entre nos deux univers mitoyens, il y a treize siècles d'une histoire difficile et contradictoire. L'appartenance à une même nation sera rendue possible, non seulement par le dialogue interreligieux, mais aussi par la maturation culturelle. Voyez la tragique histoire du Liban. Il ne faudrait pas oublier l'œuvre des arabes chrétiens, orthodoxes et catholiques souvent libanais, qui, au début de ce siècle, travaillaient au Caire ; ce sont eux qui ont fait entrer la langue et la culture arabes dans le mouvement occidental de la culture. Vous savez aussi que les universités européennes et américaines ont rassemblé des orientalistes qui comptent parmi les meilleurs.

Actuellement, l'Europe et l'islam ont une chance de se rencontrer. J'espère que nous saurons tirer profit de l'immigration musulmane. Mais nous ne pourrions pas le faire tant que régneront l'agressivité, la diffamation et, surtout, le racisme.

L'Europe retrouvée ?

Mme ROBERTA DE MONTICELLI : Ma question porte sur les premier et troisième points de votre parcours historique. « Le grand Pan est mort », d'une part. Nous sommes encore des païens, d'autre part. Je crois que la deuxième proposition est vraie, plutôt que la p.182 première, et qu'il y a contradiction entre les deux. Vous avez cité Husserl et son aspiration à un *télos* infini ; il a aussi considéré les grands philosophes païens, Platon, Plotin, comme ses sources d'inspiration. Il a rêvé à une communauté qui représente l'esprit, et qu'il a appelée, certainement pas par hasard, la *communauté des fonctionnaires de l'humanité* ; ce mot parfaitement laïc désignait, pour lui, l'unité de l'esprit européen, renonçant à se voir représenter sur cette terre de manière visible — sous la forme d'une Eglise, par exemple.

CARD. JEAN-MARIE LUSTIGER : J'ai voulu dire que le paganisme antique est mort en tant que société, religion, culture au sens vivant du mot. En revanche, les œuvres de l'Antiquité demeurent comme sources d'inspiration, comme matériau que nous pouvons ressaisir. En ce sens, elles sont à égalité avec les œuvres d'aujourd'hui. Tout lecteur est contemporain de chacun des livres qu'il lit, et chacun de ces livres n'a de sens que pour lui. C'est moi qui lis Platon et je le comprends comme je le peux ; ce n'est pas Platon qui me parle, c'est moi qui fais parler Platon à mon esprit.

Ce que j'ai appelé le *paganisme persistant* désigne la part de l'individu qui n'a pas été retournée, recomposée par l'acceptation de l'Unique transcendant. Le païen, au sens spirituel, c'est pour moi l'idolâtre, celui qui fait son dieu de quelque chose d'autre que Dieu et qui, finalement, se propose lui-même comme terme de son aspiration au divin. En ce sens, je crois que notre civilisation est profondément religieuse, mais que sa religion est idolâtrique. Il y a quelques années, j'ai passé un mois en complète solitude — sans radio, ni journaux, sans parler, etc. Un jour, je suis sorti de l'endroit où je me trouvais et me suis promené dans les rues d'une ville industrielle. J'ai perçu, alors, les objets de notre civilisation dans toute leur nudité native. Dans les vitrines s'étaient l'or, l'argent, le désir, la puissance, la violence. J'ai compris saint Paul montant à l'Aréopage et son indignation devant ce lieu de haute culture empli d'idoles.

J'ai été marqué par la lecture d'un sociologue marxiste, Henri Lefebvre, qui a écrit un livre sur le phénomène urbain et qui distinguait, dans l'urbanisme, l'isotopique, l'hétérotopique et l'utopique. Or l'utopique, dans notre civilisation,

L'Europe retrouvée ?

c'est ce que le Bauhaus a réalisé grâce à l'argent américain : ce sont des cathédrales dédiées au culte de l'argent et de la volonté de puissance. Nos idoles sont aussi visibles que le nez au milieu du visage. Peut-être me tiendrez-vous pour un subversif ou un révolutionnaire naïf. Telles sont pourtant mes pensées secrètes.

M. ANTON KELLER : Depuis la chute des régimes communistes, les peuples de l'Est retrouvent la liberté individuelle. C'est une nouvelle responsabilité. Chez nous, il me semble que nous sommes en train de rater une occasion analogue.

Les horreurs perpétrées par le communisme contre l'âme de ces sociétés ont conduit à une chute rapide, mais aussi à cette nouvelle ouverture. Dans ^{p.183} nos sociétés, il existe également un héritage qui apporte une réponse à vos inquiétudes, concernant le refoulement de l'histoire. Je pense à l'Inquisition, dont les horreurs doivent être identifiées et reconnues dans leur dimension spécifique. A la suite de l'Inquisition, l'Eglise ne s'est pas effondrée, la religion ne s'est pas renouvelée — sauf si l'on tient compte de la Réforme et des catharsis de différentes natures. Au fond, nous n'avons pas encore réglé nos comptes avec cette époque. De ce point de vue, nous ne sommes pas encore des individus à cent pour cent.

M. GEORGES NIVAT : Dans une Europe en voie peut-être de rechristianisation, comment voyez-vous la guerre entre Serbes et Croates, la possible guerre autour de l'Eglise uniate, en Galicie et en Ukraine occidentale, ou encore la guerre en Irlande du Nord ?

CARD. JEAN-MARIE LUSTIGER : La question est difficile. Le seul principe clair dont nous disposons, en cette matière, est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Mais qu'est-ce qu'un peuple ? Quel est son territoire ? Où se trouve la limite au-delà de laquelle on peut parler de l'oppression d'un peuple sur un autre ? Quand une minorité ne veut plus reconnaître son appartenance à un autre peuple, quel est son droit d'exister de façon autonome ou bien la loi du plus fort tranche-t-elle la question ?

Les juristes et les politiciens — et le Pape a suivi leur opinion — s'entendent sur l'idée qu'il serait barbare de recourir à la force, la guerre, pour arbitrer les conflits, dans une Europe à l'histoire déjà sanglante. L'arbitrage doit être

L'Europe retrouvée ?

juridique. C'est ce qu'aimeraient institutionnaliser un certain nombre de juristes qui essaient actuellement de mettre sur pied une Cour arbitrale européenne, qui puisse gérer les conflits entre nations ou entre minorités et nations, et créer ainsi une jurisprudence et un état de droit contraignants. Il y a cinquante ans un tel projet était utopique ; aujourd'hui, il ne l'est plus totalement.

Les cas que vous citez sont extrêmement complexes. Pour comprendre la situation de la Yougoslavie, il faudrait remonter à l'histoire de l'Empire austro-hongrois et des négociations qui aboutirent, après la Première Guerre mondiale, à l'établissement de ses frontières. A cela s'ajoute une emprise du parti communiste et de son idéologie, différente selon les traditions spirituelles, byzantine pour les Serbes, latine pour les Croates. Dans ce conflit, il faut aussi poser la question de l'agression et de la légitimité morale des ambitions nationales.

En Irlande, la situation est toute différente.

Quant aux problèmes de la Pologne et de ses voisins, ils tiennent depuis longtemps à l'incertitude de ses frontières. Les Etats aux frontières bien définies, comme la France ou l'Italie, l'Espagne ou le Portugal, sont relativement rares. Il ne faut pas oublier que la Seconde Guerre mondiale a entraîné des déplacements de frontières insupportables et des déplacements de population gigantesques, dont le souvenir demeure vivace. Les frontières ainsi p.184 créées ont été stabilisées par la volonté des Puissances de ne pas réactiver les conflits. Le fait qu'il n'y ait pas eu plus de conflits qui ressurgissent, après la fin des décennies de glaciation, constitue déjà un grand succès pour l'Europe.

Les facteurs religieux, dans cette histoire, me semblent indissolublement mêlés aux facteurs nationaux — ce qui peut entraîner bien des dommages. Une contre-épreuve se déroule actuellement sous nos yeux. C'est le problème du pays basque partagé entre la France et l'Espagne. Il y a cinquante ans, il était présenté comme un problème purement religieux, l'identité basque se confondant avec l'identité catholique... contre deux nations « catholiques », la France et l'Espagne. Ce n'est plus le cas : des idéologies politiques communes ont pratiquement pris la place de l'identité religieuse, dans la définition de l'idéal national basque. Il en va largement de même en Irlande et ailleurs.

Dans tous ces cas, la seule solution acceptable devrait passer par la raison. Mais de quels moyens la raison dispose-t-elle ?

L'Europe retrouvée ?

M. MARC FAESSLER : Vous nous avez montré, Monseigneur, qu'il y a des racines dans les tensions actuelles, mais que ces tensions peuvent être fécondes, si l'on sait les gérer dans le respect de l'autre. Vous nous avez montré que notre tâche, désormais, consiste à intégrer d'autres racines, qui se tiennent aujourd'hui en marge de l'Europe, mais qui contribueront bientôt à la faire. Je vous en remercie.

@

LES MIGRATIONS : L'EUROPE EN QUESTION ¹

INTRODUCTION

par Anne Petitpierre
chargée de cours à la Faculté de Droit de l'Université de Genève

@

p.185 Jean-Pierre Hocké, né à Lausanne, est licencié en sciences économiques et commerciales. Vous connaissez tous sa carrière au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et au Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) ; vous savez quelle énergie il a mise au service de ceux-là mêmes dont il va parler aujourd'hui, c'est-à-dire de la partie des populations migrantes qui a été chassée par la violence et la misère. Il est aujourd'hui président du Conseil de fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, ainsi que vice-président du Centre d'Etudes pratiques de la Négociation internationale, à Genève. Le monde suisse et le monde international lui sont également familiers. La planète est son pays.

Grâce à sa vaste expérience, il pourra vous parler non seulement des problèmes de l'émigration en Europe, mais aussi de questions qui dépassent les limites étroites des frontières et des migrations internes de l'Europe. Afin que vous puissiez bénéficier des connaissances qu'il a acquises au cours de sa très riche carrière, je lui cède immédiatement la parole.

@

¹ Le 3 octobre 1991.

L'Europe retrouvée ?

JEAN-PIERRE HOCKÉ Né à Lausanne le 31 mars 1938. Licence en sciences économiques et commerciales (HEC), Université de Lausanne, 1961. Doctorat *honoris causa* en sciences économiques et commerciales, Université de Lausanne, 1987. Haut commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, 1986-1989.

Président du Conseil de fondation d'Inter-Assist (fondation de consultants pour l'aide au développement et l'assistance humanitaire). Président du Conseil de fondation du Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Membre du Conseil scientifique de l'Arche de la Fraternité (fondation pour les droits de l'homme, Paris). Vice-président du Centre d'Etudes pratiques de la Négociation internationale (Genève).

CONFÉRENCE DE JEAN-PIERRE HOCKÉ

@

^{p.186} Comment a-t-on pu en arriver là ? Question obsédante que les hommes de ma génération se sont posée et reposée en découvrant, grâce à leurs professeurs d'histoire, les horreurs que les nationalismes et totalitarismes européens du premier tiers de ce siècle ont engendrées. Deux guerres mondiales, dues à l'Europe, avaient confirmé que cette folie collective, attisée par des tyrans sans foi ni loi, déclenchait des processus d'auto-annihilation que seuls le souffle de la liberté et le sacrifice de dizaines de millions de ses partisans pouvaient stopper.

Comment a-t-on pu en arriver là ? A défaut de saisir, dans son essence, le mécanisme diabolique, nous pouvions dès 1945 suivre nos pères en répétant avec eux : plus jamais ! et relier cette interrogation obsédante à des événements passés.

Puis vint le temps de l'espérance : reconstruire l'Europe. Jean Monnet, atterré par plus de trente ans de lâchetés et de désastres européens, parvint à mobiliser Schuman et Adenauer pour que la France et l'Allemagne mettent en commun le charbon et l'acier,

L'Europe retrouvée ?

symboles des disparités, des humiliations et des antagonismes meurtriers, mais aussi matériaux d'une réconciliation qui devait entraîner l'Europe sur le chemin irréversible de la coopération et lui permettre de forger son unité.

Les Etats-Unis, dont l'intervention et les ressources furent décisives dans la défaite du nazisme, soutenaient pleinement l'effort de reconstruction par le Plan Marshall. Les deux rives de l'Atlantique devenaient ainsi le nouveau berceau de la démocratie retrouvée et stimulaient le rêve de la liberté et de la justice universelles.

p.187 Plus jamais ! Certes l'écho de cette promesse angoissée continuait de résonner. En 1950, la division de l'Europe continentale en deux idéologies irréconciliables ne l'étouffa pas instantanément. Par contre, elle prépara les esprits à en reconnaître le son ou à l'ignorer à volonté. De part et d'autre, la notion d'ennemi refit surface : or l'on sait depuis fort longtemps que l'ennemi est le ciment des empires qui l'agitent sans cesse devant les yeux de leurs sujets pour en obtenir obéissance et docilité. Pour l'individu, il justifie toutes les dérogations aux principes.

En 1954, la torture appliquée aux nationalistes algériens par des militaires français, couverts par la hiérarchie, bouleversa nos seize ans. Puis se succédèrent les dérapages d'un colonialisme essoufflé et ceux, douloureux, qui suivirent l'indépendance nouvellement acquise par les colonisés d'Afrique et d'ailleurs.

S'enchaîne ensuite, la triste liste des conflits régionaux par procuration où il suffisait à n'importe quel lieutenant, à n'importe quel sauveur autoproclamé, de se présenter comme le champion

L'Europe retrouvée ?

local de l'un ou l'autre des supergrands pour en obtenir armes et argent. Il en résultait inmanquablement la ruine économique et sociale pour le pays, quels que soient les aspirations ou les refus de sa population.

Cet enchaînement de violence, de haine et de mort aurait dû déclencher le souvenir des atrocités subies entre 1939 et 1945 et surtout nous conduire à respecter notre promesse : plus jamais. Mais voilà, ces événements se passaient à des milliers de kilomètres de chez nous ; ils trouvaient leur justification dans l'ennemi à abattre, sans pour autant troubler notre prospérité retrouvée.

En 1979, dans un premier temps, l'incrédulité prévalut lorsque le monde apprit qu'un million de Cambodgiens, au moins, avaient été sacrifiés à la folie purificatrice de Pol Pot. Et pourtant dès 1977 le doute n'était plus de mise. Aujourd'hui, grâce à un plan des Nations Unies, ce « grand humaniste » et ses lieutenants fratricides vont regagner Phnom Penh au sein de la coalition nationale !

Le 9 novembre 1989. Le monde bascule. Le mur de Berlin s'écroule ! En l'espace d'une nuit délirante tout redevient possible, chacun le pressent avec espoir ou soulagement. Cette nuit rédemptrice nous ^{p.188} laverait-elle de tous les manquements à la parole donnée, de nos reniements et de nos lâchetés ? Sanctifierait-elle nos élans de générosité intermittents, nos efforts sincères vers plus d'équité et d'égalité ? Lorsque le fardeau est devenu trop lourd, qu'il est tentant de s'abstraire quelques instants de la réalité et d'imaginer que tout peut être effacé, que l'on peut repartir sans handicap !

L'Europe retrouvée ?

Aujourd'hui, deux ans après la disparition du mur, nous savons que la réalité est plus complexe et que nous n'échapperons pas à nos responsabilités. Tant mieux, dès lors que la réussite ou l'échec ne seront plus obscurcis par le voile paralysant ou parfois sécurisant de la guerre froide. Nous avons à réapprendre le choix, y compris celui de nous tromper. Mais évitons que l'expérience acquise durant ces quarante dernières années ne soit que cette lanterne qui n'éclaire que le chemin parcouru.

Les Européens qui se retrouvent, après tout ce temps vécu séparément, doivent fournir, à mes yeux, sans tarder, deux contributions prioritaires, liées serais-je tenté de dire :

- construire l'Europe de l'Atlantique à l'Oural,
- offrir une solution durable au problème pressant des migrations.

Au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), à Paris en novembre 1990, chaque chef d'Etat ou de gouvernement rappela la nécessité de concevoir une Europe fondée sur les progrès de la démocratie et de la justice. Chacun s'engageait solennellement à reléguer aux oubliettes mille ans de guerres fratricides. François Mitterrand qualifia le sommet de Paris d'anti-Congrès de Vienne, visant, contrairement à Talleyrand et Metternich en 1815, à prendre en compte l'aspiration des peuples.

Pareille vision de l'Europe pose immédiatement la question de son contour géopolitique. Si le critère retenu est bien celui de la pratique et du respect de la démocratie, il faut, me semble-t-il, dessiner l'ensemble à ériger, en se souvenant aussi des responsabilités contractées au cours de l'histoire : les empires européens ont assujéti leurs marches orientales et méridionales, plus près de nous subsistent les scories de l'épopée coloniale ainsi

L'Europe retrouvée ?

que les liens qui furent noués par l'économie et le développement depuis 1945.

— ^{p.189} Retenons d'abord l'axe nord qui de l'Atlantique à l'Oural doit inclure dès aujourd'hui la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, les pays baltes et sous peu, espérons-le, un ensemble russe démocratique. Mais alors comment oublier les républiques asiatiques de l'ex-empire soviétique ?

— L'axe sud s'étend aujourd'hui déjà du Portugal à la Grèce. Demain, une Turquie régénérée devra jouer son rôle charnière et ouvrir la voie vers ces mêmes régions asiatiques. L'Europe pourrait alors contribuer au réajustement de leurs relations avec la Russie.

— Le pourtour de la Méditerranée doit devenir une aire de prospérité et non plus être coupé en deux, figeant le Maghreb dans une misère durable.

— Le Proche et le Moyen-Orient s'inscrivent naturellement dans cet ensemble qui, pour gigantesque qu'il apparaisse, peut assurer équilibre et complémentarité à une des régions les plus explosives de la planète depuis 1948.

— Enfin l'Afrique, en raison de ses liens historiques et culturels avec l'Europe, mais aussi des mutations qui s'y opèrent, doit s'insérer dans cette nouvelle communauté continentale-régionale.

Cet ensemble ainsi esquissé doit prévenir le repli de l'Europe de l'Ouest sur elle-même et lui interdire de devenir une forteresse fermée au reste du monde. La tentation de la dresser a effleuré l'esprit de certains. Au contraire les événements de 1989 nous condamnent à l'ouverture. L'histoire invite l'Europe à aider ses partenaires extra-européens à trouver leur équilibre par la coopération et la recherche de la sécurité. Cette vision de son

L'Europe retrouvée ?

devenir ne saurait s'accommoder d'arrière-pensées de domination. A leur tour, ces partenaires garantiront la stabilité retrouvée de l'Europe.

Cet apprentissage partagé et solidaire permettra à d'autres d'apporter leur concours, aux Etats-Unis en particulier délivrés de leur rôle de *deus ex machina*.

Dans le domaine des échanges commerciaux, cette solidarité naissante sera, incessamment, soumise à l'épreuve des négociations du Cycle Uruguay de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Leur succès scellerait la redistribution des cartes économiques sur une base d'avantages et d'obligations réciproques. De ^{p.190} plus la fin immédiate des hostilités en Yougoslavie, ainsi que le démarrage d'un processus de paix au Proche-Orient débarrassé de ses « ambiguïtés constructives » traduiraient la volonté d'atteindre une paix équitable qui ne résulterait plus d'un rapport de force dépassé.

En vérité, le rêve entrevu, l'espace d'une belle nuit de novembre 1989, pourrait devenir réalité si nous projetions le grand dessein européen de 1950 dans cette géographie élargie. A l'époque, les pères fondateurs s'étaient vus contraints de le limiter à la partie libérale du continent — comment pouvaient-ils deviner l'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev en 1985 ? —, depuis lors, la *perestroïka* a balayé l'espace. Il est urgent d'inviter ceux qui ont opté pour la démocratie à participer à la construction politique de l'Europe élargie. Qui s'est rendu dans les nouvelles démocraties d'Europe centrale aura été frappé par l'impatience grandissante des dirigeants face aux tergiversations de leurs frères occidentaux. Comment ne pas les comprendre ? Ces peuples ont gagné leur liberté durement et nous n'y sommes que pour peu de chose. De

L'Europe retrouvée ?

plus, Vaclav Havel jauge parfaitement les menaces insidieuses que constituent les nationalismes renaissants et l'intolérance envers les minorités tant que son pays ne sera pas solidement ancré à l'Europe, participant à sa construction politique. Il en va de même de la Pologne et de la Hongrie. Si la Communauté économique européenne (CEE) veut conserver l'initiative, elle doit imaginer sans tarder la mise en place d'un mécanisme de concertation politique où chacun retrouve ses partenaires démocrates sur un pied d'égalité. Le faux débat sur l'approfondissement ou l'élargissement de la communauté n'est plus de saison. C'est l'un et l'autre. A cette condition seulement, il sera possible d'aménager les transitions économiques qui exigent du temps, sans créer des démocraties européennes de seconde zone, statut qui d'ailleurs les ferait éclater et les rendrait à l'arbitraire. Voilà également le raccourci que la Communauté européenne doit emprunter pour gommer son déficit démocratique.

Pour l'Europe, les mouvements migratoires croissants vers ses contrées constituent, dans l'immédiat et pour les décennies à venir, le défi social et culturel majeur. Il m'apparaît que seule l'Europe élargie aux dimensions décrites plus haut, pourra, par un intense effort ^{p.191} d'imagination et de solidarité, forger, pas à pas, les solutions équitables et durables qui lui permettront de sortir de l'impasse dans laquelle la myopie des dirigeants occidentaux l'a conduite. Malheureusement rien pour l'instant ne permet d'affirmer qu'elle y parviendra. La démarche qui a conduit la CEE et l'Association européenne de libre-échange (AELE), depuis 1985 à tenter de fermer les frontières aux migrants économiques puis en partie aux réfugiés, n'a en rien été infléchie par les événements de 1989. Quinze jours après le sommet de Paris de novembre 1990,

L'Europe retrouvée ?

où chaque orateur avait salué, entre autres, l'acquis de la libre circulation des personnes à travers le continent, une délégation occidentale intervenait à Moscou pour enjoindre aux autorités de retarder la libéralisation des voyages des citoyens soviétiques à l'étranger. Aussi est-il à craindre que sans un changement radical d'attitude et de politique, le développement et la construction de l'Europe ne se trouvent remis en cause par ces attitudes contradictoires. On ne peut pas, à la fois, extorquer à l'URSS, dans l'accord d'Helsinki de 1975, l'engagement de permettre la libre circulation des personnes, puis lorsqu'elle y consent enfin, lui demander d'y surseoir.

Assurément dès 1950, les pays de l'Europe occidentale n'ont cessé de répéter qu'il ne fallait plus les considérer comme des pays d'immigration et qu'*a fortiori* l'Europe occidentale avait cessé d'être un continent ouvert aux immigrants. En conséquence, depuis plus de vingt ans, les diverses lois d'immigration demeurent figées. Et pourtant, dans les années 1960 et 1970 l'économie européenne s'est développée grâce à d'importants apports de main-d'œuvre étrangère. Que l'on se souvienne des bureaux de recrutement ouverts par la RFA en Turquie. La contradiction entre les besoins de l'économie et les prises de position des politiciens ne date donc pas d'aujourd'hui.

Permettez-moi pour la clarté du débat de rappeler quelques notions et définitions.

Le *réfugié* est une personne qui s'estime menacée dans son pays soit en raison de ses opinions ou convictions soit par la violence qui y sévit (guerre, troubles internes, etc.). Le réfugié fuit en conséquence la persécution ou la violence et il recherche une protection.

L'Europe retrouvée ?

Le *migrant économique* n'est en général pas menacé dans son pays. Par contre, il tente d'échapper à la misère qui accable la majorité de ^{p.192} la population. Il est donc en quête d'un travail temporaire ou durable à l'étranger lui permettant de survivre et de subvenir aux besoins des siens.

Si le réfugié est protégé par la Convention sur les réfugiés signée en 1951 à Genève au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU), le migrant, lui, est soumis aux lois d'immigration en vigueur dans les divers pays. Il arrive cependant que les deux statuts se chevauchent, pensons aux Kurdes de Turquie et d'ailleurs et aux Tamouls du Sri Lanka.

Un premier constat s'impose. Il n'est pas possible d'appliquer une législation commune aux deux catégories.

Or c'est malheureusement la voie dans laquelle s'est engagée l'Europe occidentale depuis 1980, date de l'augmentation croissante des requérants d'asile : 100.000 en cette année-là, plus de 250.000 l'année dernière.

En effet, les pays européens, en décidant de stopper l'immigration, ont encouragé les migrants soit à se fondre dans la clandestinité, soit à tenter d'être admis au titre des procédures d'asile réservées aux réfugiés. Il en est résulté une confusion totale qui aboutit aujourd'hui à un cul-de-sac. Plus grave, les pays européens ont depuis 1985, les uns après les autres, utilisé la définition du réfugié de 1951 — est réfugié toute personne qui a une crainte fondée de se voir persécutée dans son pays en raison de ses convictions idéologiques, politiques ou religieuses — comme un instrument de refoulement des requérants d'asile (95 % ou plus des demandeurs en 1990) et non plus comme le critère conduisant

L'Europe retrouvée ?

à accorder protection au titre d'un engagement international librement contracté.

A ce stade, je souhaite souligner tout de suite que je ne propose pas d'ouvrir purement et simplement les frontières à tout venant. En revanche j'insiste sur l'urgence de changer d'approche et de politique pour éviter, pendant qu'il est encore temps, de sombrer dans la xénophobie et le racisme.

Le réfugié, hélas, n'est pas une espèce en voie d'extinction et il est impératif de préserver les acquis de la Convention de Genève pour protéger les individus des violations des droits de l'homme, en particulier de ceux retenus dans la définition de 1951. Il faudra également ^{p.193} d'une manière ou d'une autre adapter cette convention aux menaces nouvelles qui forcent une personne ou des groupes entiers à quitter leur pays, notamment la violence armée. Moins de dix ans après l'accession à l'indépendance de la plupart des pays africains, l'Organisation de l'Unité africaine (OUA), en 1969, a élargi cette définition pour l'étendre aux victimes des affrontements ethniques, idéologiques ou entre Etats qui ont fait rage sur ce continent dès le début des années 1960. Il est symptomatique et décevant de constater qu'aucun signataire non africain de la Convention de 1951 n'a accepté de reprendre à son compte l'adjonction incorporée par l'OUA. Et pourtant depuis 1960 le nombre des « réfugiés de la violence » n'a cessé de croître. Selon les statistiques du HCR les neuf dixièmes des réfugiés dans le monde appartiennent aujourd'hui à cette catégorie et ont trouvé accueil et protection dans les pays limitrophes des zones de conflits du Tiers-Monde. Notons que cette proportion relativise considérablement l'effort de l'Occident industrialisé qui héberge globalement un peu plus

L'Europe retrouvée ?

d'un million de réfugiés sur son sol, contre quinze millions dans l'hémisphère sud.

A l'évidence, il faut que les pays occidentaux cessent de pervertir le droit des réfugiés et la protection qui y est attachée. Il est impératif qu'ils traitent enfin le problème des migrants économiques pour ce qu'il est, par des politiques économiques appropriées, par un ajustement des législations d'immigration en vigueur, tout en garantissant aux réfugiés la protection qui leur est due.

N'oublions pas que les migrations ne sont pas un phénomène passager. Elles vont nous accompagner durant des décennies.

Qui retiendra l'homme du Sud désespéré et humilié de ne pouvoir faire vivre dignement ses enfants que la maladie fauche et que l'analphabétisme condamne à un avenir sans horizon ? Les plus déterminés à refuser le fatalisme viendront donc par une voie ou une autre vers nos rivages. Qui pourrait humainement le leur reprocher ? Quant à l'homme de l'Est, coupé de son frère occidental depuis si longtemps, il ne comprendrait pas l'exclusion dont il serait frappé, alors qu'il vient de se débarrasser des chaînes de l'oppression.

En un mot comme en cent : il nous faut concevoir avec les dirigeants fraîchement élus de ces régions un cadre équitable qui, par ^{p.194} étapes, conduise leurs économies à décoller, qui prenne en compte leurs échéances redoutables autant que nos intérêts légitimes. Ce processus devra se déployer dans l'aire géographique délimitée plus haut. C'est dans ce contexte élargi que l'Europe occidentale trouvera les solutions nouvelles qui la sortiront du chaos actuel. Il est en effet acquis que la majorité des migrants proviennent et proviendront à l'avenir de ces zones. Dans leur

L'Europe retrouvée ?

majorité ils retourneront spontanément chez eux, dès l'instant où l'impossible survie dans leur pays cédera le pas à l'essor économique, générateur d'emplois rémunérateurs qui garantiront leur dignité retrouvée.

Ajoutons que plusieurs économistes et démographes prédisent pour dans moins de dix ans, dans les pays de l'Ouest européen, un déficit de la main-d'œuvre nationale, en raison du vieillissement des populations. Le chômage chronique qui afflige nos sociétés ne modifie, semble-t-il, que marginalement ce constat. Ces postes progressivement vacants additionnés à ceux occupés, aujourd'hui déjà, par les travailleurs clandestins, se chiffrent par millions dans les économies de la CEE et de l'AELE (400 millions d'habitants).

Ces quelques repères permettent d'esquisser le contour d'une politique économique à deux volets indissociables. L'un repose sur le constat que l'Europe industrialisée devra compter sur l'apport de main-d'œuvre extérieure à moyen et à long terme.

Des statistiques périodiques, secteur par secteur et pays par pays, devront quantifier les besoins précis. Elles permettront de les répercuter dans la prévision économique globale. Il en résulte que l'immigration et l'essor économique cessent d'être antinomiques. Mais il est primordial que ces besoins soient négociés avec les pays d'origine afin d'éviter l'exode des cerveaux désastreux de ces quarante dernières années. Des programmes précis contribueront à régulariser les flux migratoires, à encourager des allers-retours sur des périodes à définir. Le technicien ou l'ouvrier qualifié qui aura ainsi bénéficié d'une formation et d'une expérience additionnelle en Europe se trouvera dans une position favorable pour participer à l'activité économique de son pays dès que celle-ci se sera dotée des structures qui réclameront son retour.

L'Europe retrouvée ?

L'autre volet de la politique à mettre en œuvre repose sur une aide économique et des investissements importants et soutenus en faveur ^{p.195} des pays de provenance pour accélérer leur transition vers l'économie de marché. Ces gouvernements, démocratiquement élus, offrent maintenant des garanties pour ce qui est de l'utilisation appropriée des aides.

Ce pari n'est-il pas plus stimulant que celui qui consistait, dans le passé, à miser sur des potentats locaux ou des partis uniques avec le souci principal de favoriser les exportations européennes ?

Cette logique s'applique aux relations économiques à développer avec les nouvelles démocraties d'Europe aussi bien qu'avec les régions extra-européennes précitées.

Ainsi, le lien à tisser entre immigration et aide au développement s'inscrit dans des relations nouvelles entre partenaires européens et régionaux engagés à coopérer pour promouvoir des progrès équitables et réciproques. Pareille démarche s'inscrit dans les thèses des économistes qui, depuis quelque temps, démontrent que le potentiel de développement des pays industrialisés se trouve plus au Sud et à l'Est et moins entre eux ; d'ailleurs l'actuel repli de l'économie le révèle.

Cette ébauche, cela va de soi, nécessite une élaboration détaillée. L'Europe doit assumer l'articulation centrale de ce plan. Elle invitera à y participer les pays industrialisés d'Amérique du Nord et d'Asie. De plus le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et d'autres institutions spécialisées seront appelés à jouer leur rôle dans le domaine des mécanismes monétaires à mettre en place, de même que des prêts.

L'Europe retrouvée ?

A ce stade, je souhaite souligner une nouvelle fois que ce qui vient d'être proposé n'est qu'un moyen en vue d'atteindre un but. Écoutons à nouveau la mise en garde de Jean Monnet : « Il ne s'agit pas de coaliser des intérêts mais d'unir des hommes. »

Les mouvements migratoires en cours et ceux à venir, si nous nous refermions durablement sur nous-mêmes, remettraient en cause le succès de l'étape décisive que nous sommes appelés à franchir pour contribuer à unir les hommes. La crispation grandissante des opinions publiques occidentales envers ces phénomènes, ainsi que l'opportunisme scandaleux manifesté par tant d'hommes politiques ^{p.196} depuis quelque temps, augurent mal des changements d'attitude que ces questions cruciales pourtant appellent.

Nous avons fui la réalité depuis trop longtemps. Nous devons nous en rendre compte. Les exodes forcés dans le Tiers-Monde, dès 1960, ont conduit au refus opposé par l'Occident à toute modification de la définition du réfugié. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine, elles, se sont montrées, la plupart du temps, fidèles à leur tradition d'accueil et de refuge. Leurs populations ont régulièrement partagé avec les réfugiés, non pas le superflu, mais l'essentiel, quitte à se retrouver encore plus démunies. Certes l'aide humanitaire occidentale au cours des trente dernières années s'est chiffrée par milliards de dollars, en revanche en 1989-1990, elle fut brutalement diminuée pour le Tiers-Monde. Notre solidarité est essentiellement pécuniaire donc aléatoire. A la fin des années 1970, les Etats-Unis et l'Europe ont permis la réinstallation de plus d'un million d'Indochinois. Cette décision est à saluer, même si le ressort en a été souvent la mauvaise conscience. L'on souhaiterait ardemment que le souvenir de cette conscience subsiste, alors que les Anglais s'appêtent à renvoyer de force et dans la précipitation les « réfugiés de la mer » de Hong Kong !

L'Europe retrouvée ?

Dans leur pratique humanitaire, les Etats ne font pas nécessairement preuve de continuité et de cohérence. Pourquoi ? La guerre froide, idéologisant les affrontements régionaux, a porté les méthodes de combat à leur paroxysme. Tout était permis pour supprimer l'ennemi. Si celui-ci se mouvait au sein de la population civile, cette dernière en subissait cruellement les conséquences. Elle se retrouvait broyée entre les combattants des deux camps. — « Pourquoi ne chassait-elle pas ceux qui abusaient d'elle ? C'est donc qu'elle soutenait l'ennemi. Pourquoi dès lors opérer une distinction entre le civil et le militaire puisque indifféremment l'un pouvait se faire passer pour l'autre et inversement ? » — La boucle de l'hypocrisie était ainsi bouclée et chacun se sentait justifié dans ses actes.

L'essence même du droit humanitaire, protéger celui qui est mis hors combat ou qui n'y participe pas, a été trop régulièrement bafouée sur tous les continents, durant ces trente dernières années. De fil en aiguille, de conflit en conflit, la communauté internationale a mêlé les questions humanitaires aux différends politiques. Au lieu d'exiger que ^{p.197} les combattants respectent rigoureusement les civils innocents ou les militaires prisonniers, elle a accepté qu'un marchandage sordide s'instaure. Dès l'instant où l'affrontement idéologique visait avant tout le contrôle des populations et des esprits, seul le respect le plus strict des principes et du droit humanitaires aurait permis d'ouvrir des parenthèses de paix au cœur des combats. La communauté internationale a tristement failli à cette tâche primordiale.

Il faut prendre conscience de cette dérive inexorable provoquée par la guerre froide. Elle nous a fait prendre de fort mauvaises habitudes. Nous ne pouvons, aujourd'hui, nous permettre une amnésie coupable.

L'Europe retrouvée ?

En effet, ce passé récent explique sans doute une partie des attitudes de rejet envers les migrants et les réfugiés. A force de les décrire, à leur tour, comme des tricheurs ou des profiteurs, les autorités font ressurgir dans l'esprit de leur population le syndrome de l'ennemi. Elles ouvrent une voie royale à tous les Le Pen qui sévissent déjà dans nos pays. Ces derniers déclenchent à nouveau des engrenages mortels.

Et pourtant le fonctionnement des machines infernales racistes mises en place par les nazis et les staliniens a été analysé et exposé dans le détail. Qui peut se prévaloir d'ignorance ?

Depuis quelques années, les péripéties tragiques dues à l'extrême droite réveillent en nous la mémoire du « déjà vu et entendu ». N'en serions-nous pas déjà au chapitre 3 du manuel de subversion raciste ? Les outrances de langage ont cessé d'être le monopole des mouvements extrémistes. L'année dernière, des banderilles plantées avec précision provoquaient un président et le conduisaient à parler de *seuil de tolérance*. Cette année des références aux *odeurs*, à l'invasion, au *droit du sang* émaillent les discours politiques. Ce ne sont que des mots, me direz-vous ! Hélas, ils traduisent une mentalité, un état d'esprit qui s'étend, puisque des hommes qui se veulent les garants de la démocratie les utilisent sans vergogne.

Ils prennent argument des sondages d'opinion pour tenter de prouver qu'ils expriment l'exaspération des électeurs. Mais, à force de stigmatiser le travailleur clandestin, le migrant économique, et même l'immigrant naturalisé, ces politiciens irresponsables et indignes ^{p.198} augmentent l'angoisse de leurs compatriotes exclus de la prospérité. Ils renforcent la crainte d'une majorité face aux incertitudes économiques et à l'instabilité d'un monde qui bascule et

L'Europe retrouvée ?

qui doit impérativement trouver un nouvel équilibre.

Le stade est à nouveau atteint où il suffit de formuler les questions sous un certain angle pour obtenir automatiquement des réponses et des pourcentages qui permettront à ces pompiers-pyromanes de poursuivre misérablement leur quête des voix électorales. Dans les principaux pays européens des actes criminels de plus en plus nombreux visent les requérants d'asile. Plusieurs ont été blessés, quelques-uns ont payé de leur vie le laisser-faire raciste. C'est à cet égard que le seuil de tolérance est dépassé. Il y a lieu de s'en montrer effrayé à l'extrême.

Où se trouvent les élus du peuple qui, au risque de perdre leur mandat, sauveront leur honneur en refusant de se laisser séduire par les sirènes xénophobes ? Vous et moi, nous savons qu'ils existent : leurs voix, de-ci de-là, résonnent, expriment leur révolte tout en manifestant leur volonté de rester fidèles aux valeurs qui guident leur action civique. Il est urgent qu'ils se regroupent pour faire front devant l'intolérable.

Comment a-t-on pu en arriver là ? Très récemment encore, je pensais que cette interrogation se limitait à l'histoire de la première moitié de notre siècle, et aux événements infernaux qui l'ont ponctuée. Par contre, leur souvenir devait aiguïser notre observation de la marche du monde. Ainsi, il devait être plus facile d'éviter la répétition de l'inacceptable.

Assurément, le privilège qui fut le mien de servir le CICR et le HCR m'a appris que là où les hommes s'affrontent, le pire est toujours possible. Aujourd'hui, sans perdre une minute, ceux que je persiste à appeler les *hommes de bonne volonté* doivent tous monter sur le pont.

L'Europe retrouvée ?

Notre génération et celle qui la suit savent pertinemment que le 9 novembre 1989 constitue une invitation à s'engager sur de nouveaux chemins qui s'écartent résolument de ceux qui ont conduit ce siècle à être le plus sanglant de l'histoire humaine.

L'occasion est exaltante, la responsabilité redoutable. Nos pères, par le sacrifice de leur vie dans deux conflits mondiaux, par leur ^{p.199} obstination à ne pas céder face à l'arbitraire, ont permis à la liberté de triompher enfin, il y a deux ans.

L'Etat-nation, tel qu'imaginé au siècle dernier, n'est plus crédible. Son *ersatz* contemporain n'efface pas les ambiguïtés originelles. L'humanité, jusqu'en 1950, n'était qu'un concept, qu'une quête. Depuis lors, elle a pris corps et se trouve aujourd'hui engagée dans un coude à coude avec les nationalismes dépassés. Le désarmement, l'exploitation des ressources de la mer, l'environnement, voilà autant de domaines qui, petit à petit, ont ancré l'humanité dans des déclarations d'intentions universelles ou des traités en bonne et due forme. Les droits de l'homme représentent la balise qui doit éviter aux peuples de descendre une fois encore en enfer. Le devoir d'ingérence naissant peut y contribuer, à condition que les responsables politiques ne l'invoquent pas à la carte, de façon discriminatoire.

Aujourd'hui enfin, l'humanité ou l'Etat-nation, le principe d'autodétermination ou l'intangibilité des frontières, la souveraineté ou les droits de l'homme, autant de réalités, de principes et de conceptions, se disputent la primauté en Europe et dans le monde. Nous nous trouvons à ce point d'équilibre précaire où tout peut encore basculer soit vers un passé honni, soit vers un futur qui préservera un avenir à l'humanité.

L'Europe retrouvée ?

Au moment où l'Histoire retient son souffle, les migrations illustrent peut-être la quintessence des défis à relever. Dans un premier temps, elles mènent à des rencontres désordonnées entre des gens venus d'ailleurs et nous autres sédentaires qui ne conservons plus le souvenir de notre nomadisme. La démographie mondiale interdit dorénavant de délimiter des espaces clos pour chacun. Parier sur l'instinct de survie de l'espèce pour résoudre l'équation pourrait bien conduire au désastre final.

Allons-nous nous résigner à nous comporter comme le bourdon, lorsqu'il bute de plus en plus vite et fort contre les parois d'une chambre et ignore, pour de mystérieuses raisons, la fenêtre entrouverte ?

Les idéologies de ce siècle ont interdit aux populations qu'elles tenaient sous leur férule de regarder par la fenêtre pour respirer l'air du grand large. De plus, le mensonge et la terreur ont tétanisé trop souvent les esprits. Nous-mêmes, fiers de notre libéralisme, ^{p.200} redécouvrons que l'économie de marché et la richesse qu'elle procure est très sélective. Elle ne saurait constituer une fin en soi, un projet universel. Les chômeurs, les déficits des programmes d'éducation, de santé et de prévoyance sociale nous le rappellent chaque jour. Il appartient donc à chacun de se débarrasser des schémas de pensée hérités de la guerre froide, en un mot : de faire sauter les cases qui ont compartimenté la réflexion et la géographie.

Le recul qu'offre déjà la marche du monde depuis 1989 nous met en garde contre l'erreur qui consisterait à raisonner dans une optique de vainqueur-vaincu.

D'autres vertus, d'autres espérances sous-tendent les retrouvailles entre Européens. Elles nourrissent déjà la volonté

L'Europe retrouvée ?

commune de nombreux cercles attachés à réussir enfin l'Europe. Je viens de préciser les angles d'attaque, les objectifs et la géographie pour y parvenir.

Ecouter ceux qui frappent à notre porte, les aider à créer les conditions d'une existence digne chez eux, nous attacher ensemble à rejeter tout nouvel arbitraire, à maîtriser nos interdépendances et à préserver la sécurité et l'environnement de notre planète : voilà ce que les urbanistes de notre village mondial doivent agencer et nous avec eux. Ainsi, peut-être, mes fils n'auront-ils pas à se poser la question : comment a-t-on pu en arriver là ?

*

Entretien ¹

@

Mme ANNE PETITPIERRE : Je vous remercie. Il était bien peu probable que vous nous parliez de l'Europe comme si elle était une forteresse isolée, et que vous ne nous rappeliez pas qu'elle se trouve dans un monde où les problèmes sont plus douloureux et plus fréquents que ceux qu'elle doit affronter.

p.201 Notre discussion ne pourra pas s'arrêter aux frontières de l'Europe, qu'elles soient politiques ou naturelles. Il faudra voir les problèmes de migrations qui se posent à elle à travers son intégration dans le monde, et en tenant compte des exigences de ceux qui viennent frapper à nos portes.

Mme BARBARA HENDRICKS : Je ne suis pas une spécialiste des problèmes de migrations. Je parle ici en tant qu'ambassadrice de bonne volonté auprès du

¹ Avec la participation de MM. Beat Burgenmeier, professeur à la Faculté des Sciences économiques et sociales (Département d'Économie politique) de l'Université de Genève ; Pierre Centlivres, directeur de l'Institut d'Ethnologie de l'Université de Neuchâtel ; Mmes Barbara Hendricks, ambassadrice du Haut Commissariat pour les Réfugiés ; Dominique Schnapper, du Centre européen de Sociologie historique, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, à Paris ; M. Alioune Sene, ambassadeur, représentant permanent du Sénégal auprès de l'Office européen des Nations Unies, à Genève.

L'Europe retrouvée ?

Haut Commissariat pour les Réfugiés. Et j'aimerais aussi, aujourd'hui, être un peu l'ambassadrice de deux personnes qui comptent beaucoup à mes yeux : mes enfants. Quand je les regarde et pense au monde dont ils hériteront, dans quinze ou vingt ans, je me demande ce que je puis faire pour que ce soit un monde de dignité, où chaque enfant ait la possibilité de grandir et de vivre en conformité avec ses talents. Je crois que dans le monde actuel, nous n'avons plus vraiment de choix. Nous devons travailler ensemble, ou nous périrons ensemble. Face aux conflits qui déchirent la planète, face aux problèmes d'environnement qui l'étouffent, nous sommes désormais obligés de parler et de travailler ensemble, afin de trouver des solutions qui soient justes et dignes de l'humanité. Je ne dis pas que je possède ces solutions. Mais les bases de ce *nouvel ordre* dont tout le monde parle, devraient être jetées ici-même, où nous avons encore beaucoup à apprendre sur la démocratie. La terre, la beauté, l'art, les enfants : tout cela nous a été donné, et nous avons la responsabilité de faire en sorte que les enfants aient un avenir.

Il faut que je parle de mon expérience en tant qu'ambassadrice pour les réfugiés. Je ne vais pas aligner des chiffres et des informations de spécialiste. Je veux seulement dire ce que je vois quand je regarde les réfugiés, les enfants surtout. Je reviens de Thaïlande, où j'ai visité les camps de réfugiés cambodgiens. Ces gens attendent la signature du traité de paix qui doit avoir lieu à la fin de ce mois. Ce sera un succès pour le HCR, dans la mesure où le rapatriement volontaire constitue toujours, de son point de vue, la meilleure des solutions. Il y a presque seize millions de réfugiés dans le monde. Tous ceux que j'ai rencontrés n'avaient qu'un désir, rentrer chez eux. Nous sommes arrogants, quand nous pensons que tout le monde veut venir ici, partager nos valeurs et habiter chez nous. Ce n'est pas vrai. Je crois que nous avons la responsabilité de les aider à vivre dignement, pour la simple raison que nous faisons partie de l'humanité, et que l'humanité est un corps dont toutes les parties sont solidaires. Mais je crains que ce corps n'ait actuellement une sorte de panne, et que le système nerveux ne fonctionne plus très bien. Car au moment où un enfant a mal, que ce soit à côté de nous ou à trois mille kilomètres, nous devrions le sentir. Si le système nerveux de l'humanité fonctionnait, nous n'aurions plus besoin d'ambassadeurs de bonne volonté auprès du HCR.

La Déclaration universelle des Droits de l'homme est la seule chose qui

L'Europe retrouvée ?

puisse nous aider à régler les problèmes complexes qui se posent à nous. Cela transcende les problèmes de nationalité, de religion ou de race. Je parle avec mon cœur : j'aimerais seulement dire que quand je tends la main à un enfant réfugié, comme à n'importe qui, la main qu'il me donne n'est pas vide. ^{p.202} Je sens la chaleur humaine. Et c'est un cadeau, une richesse, qui sont plus importants que tout le reste.

M. ALIOUNE SENE : L'Africain que je suis connaît bien les relations qui ont été nouées entre ce continent et l'Europe, depuis des siècles, à travers les vicissitudes et les épreuves de l'histoire. Certes, on a beaucoup disserté sur l'impérialisme européen, et les Européens ont effectivement été les premiers à émigrer vers d'autres continents. Si l'Europe n'est pas la totalité du monde, elle a en tout cas joué un grand rôle dans l'accomplissement de la civilisation humaine, dans le progrès des sciences et des techniques. Mais il y a eu aussi les affrontements et les guerres ; en tant qu'Africains, nous y avons souvent été associés. Il y a eu encore la conquête des autres parties du monde. En un mot, l'Europe retrouvée est pour nous un vœu ardent, parce qu'elle constitue un facteur de stabilité et de paix dans le monde. Je n'insisterai pas sur l'histoire européenne : Jean-Pierre Hocké en a déjà parlé. Mais j'aimerais dire que l'Europe est un haut lieu de culture, et que c'est la raison pour laquelle les Européens doivent soigner leur image à travers le monde. Puisque l'Europe est un centre de diffusion des valeurs de liberté et de démocratie, elle doit le démontrer à travers ses actes quotidiens. Elle est aussi un réceptacle de philosophies et d'idées. C'est pourquoi la tribune qui nous est offerte, ici, nous comble de satisfaction. Il faudrait que de telles occasions se multiplient à travers le monde. Il faut que les hommes dialoguent afin de mieux se connaître, de mieux se comprendre à travers la diversité de leurs civilisations et de leurs cultures. Cela nous aiderait à atteindre le consensus que nous cherchons dans les grandes négociations planétaires.

Sur seize millions de réfugiés, plus de la moitié se trouvent en Afrique. Mon continent est en pleine crise économique. Malgré cela, les réfugiés y sont bien accueillis et traités, quelles que soient les difficultés. Nous ne devons pas perdre ces valeurs humanistes de générosité.

Pour en venir à la conférence de Jean-Pierre Hocké, j'aimerais insister sur la complexité des migrations en Europe. Elles y sont devenues une question très

L'Europe retrouvée ?

sensible, au niveau des individus, des partis politiques et de la société en général. Les gouvernements ont le devoir d'en analyser les caractéristiques, les causes et les conséquences ; ils doivent se donner les moyens d'anticiper. La migration sud-nord, dont on parle le plus souvent, comporte des demandeurs d'asile, des réfugiés, des personnes déplacées, en situation régulière ou irrégulière, venant d'une grande variété de contextes régionaux ou nationaux. La migration sud-nord, comme la migration est-ouest — importante depuis les changements de 1989 —, ne peuvent pas être isolées du contexte mondial. La prospérité économique des pays du Nord exerce, bien sûr, un grand pouvoir d'attraction sur les migrants qui sont à la recherche de meilleures conditions d'existence. Parmi eux, il y a les demandeurs d'asile, qui ont quitté leurs pays à la suite de guerres civiles, de convulsions politiques, de violations massives des droits de l'homme. Mais il peut y avoir d'autres raisons de migrer : catastrophes écologiques, crises économiques, chômage, désertification, sécheresse, extrême pauvreté, voire pression démographique — celle-ci ^{p.203} pouvant entraîner une dégradation de l'environnement. Il règne donc une grande confusion entre les statuts des réfugiés, demandeurs d'asile, migrants réguliers et irréguliers. Cela gêne souvent, dans les pays d'accueil, la procédure d'examen des demandes d'asile. Ainsi, l'assistance qui serait nécessaire à ces personnes désespérées est souvent compromise. Dans cet ordre d'idées, je crois qu'un travail d'information doit être fait par les médias, pour rappeler l'éthique de la solidarité, et le respect des obligations juridiques découlant des conventions internationales relatives, par exemple, aux droits des réfugiés. Il faut que les hommes apprennent à découvrir un frère dans l'exclu, le migrant ou le réfugié. La planète est devenue si petite, aujourd'hui, qu'il faut que les hommes redécouvrent qu'ils appartiennent à la même race, à la même espèce.

Comment peut-on remédier dans la dignité à la situation difficile que connaissent les demandeurs d'asile et ceux qui ont besoin d'un havre sûr, alors qu'ils n'entrent pas dans la catégorie des réfugiés ? Comment mettre au point un programme d'assistance mieux approprié, pour le rapatriement et la réinstallation des demandeurs d'asile qui ont été considérés comme indésirables, sans aggraver leurs souffrances et sans violer les droits de l'homme ? Pendant qu'il en est encore temps, il faut prendre les mesures utiles pour éviter toute dérive vers la xénophobie ou le racisme. Comment créer une meilleure prise de conscience de l'interdépendance entre migration et

L'Europe retrouvée ?

développement, pour faire face aux changements rapides qu'entraîne la situation économique difficile que connaît le monde ? En d'autres termes, quel sera le rôle des pays développés, à commencer par l'Europe, pour réduire le fossé entre pays riches et pays sous-développés ? Ce fossé constitue l'une des disparités les plus graves de notre époque. Ne pensez-vous pas qu'une amélioration des relations économiques internationales, fondée sur la coopération pour le développement, incluant le commerce, l'aide au développement ainsi que des flux de ressources en faveur des pays en développement, le tout complété par des mesures humanitaires, pourrait contribuer à trouver des solutions positives, capables de renforcer les progrès de la démocratie, de l'Etat de droit et de l'économie de marché, dans le respect des droits de l'homme ? La globalisation croissante des marchés et de la production, ainsi que l'implantation progressive des sociétés multinationales dans les pays en développement, s'accompagnent de mouvements de techniciens et de gestionnaires qualifiés du Nord, qui vont travailler dans le Sud pour ces multinationales. Ne pourrait-on pas introduire dans ce mouvement un élément de réciprocité et d'équilibre, un partenariat entre pays développés et pays en développement ? Cela entraînerait un meilleur traitement des étrangers, en relation avec les investissements, les créations d'emplois et l'équilibre de l'émigration des cadres et techniciens moyens et supérieurs.

Après la guerre froide, qui a divisé le monde en deux camps, je crois que nous devons éviter de le couper en deux blocs protectionnistes et antagonistes. Cela serait préjudiciable à la paix et à la sécurité mondiales. Ce qui est en cause, c'est le destin de l'espèce humaine, qui doit être au centre des préoccupations internationales. La dimension humaine doit être étroitement liée aux divers aspects de la migration, qu'ils soient de caractère économique, écologique, démographique, politique ou socio-culturel. A cette ^{p.204} condition, nous pourrions chercher des solutions qui prennent en compte l'essence même de la vie de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. Il faut en un mot que les hommes de bonne volonté s'unissent, pour s'attaquer solidairement aux grands problèmes de la sécurité, de la paix, du développement et de l'environnement de notre planète.

M. BEAT BURGENMEIER : Il y a dans le monde contemporain un paradoxe. Nous assistons à l'effondrement des économies planifiées et à la montée

L'Europe retrouvée ?

trionphaliste de l'économie de marché. L'échéance européenne de 1992 confirme très fortement ces valeurs libérales, en énonçant quatre libertés fondamentales : le libre mouvement des biens, des services, des capitaux et du travail. La montée du libéralisme ne se produit pas seulement dans le domaine économique ; elle a lieu également en politique, avec la promotion de la démocratie, et dans le domaine culturel, avec le respect de l'homme. Nous nous trouvons pourtant confrontés à une question : celle de l'étranger. Nous pouvons nous demander si cette question n'est pas suffisamment forte pour mettre en péril l'idée libérale. La peur de l'autre qui a envahi nos sociétés ne risque-t-elle pas de mettre en échec la montée du libéralisme ? C'est pour moi une question centrale.

Si la réponse à cette question était oui, nous irions vers un nouveau protectionnisme, vers des fermetures économiques, mais aussi culturelles et mentales des frontières. La réponse au danger protectionniste est donnée, en Europe, par l'évolution même de nos sociétés, qui se sont développées en partie grâce au libre-échange. La théorie économique dominante insiste sur la nécessité de ce dernier pour promouvoir le bien-être économique le plus étendu pour l'ensemble des partenaires participant aux relations internationales. Bien sûr, cette théorie est essentiellement centrée sur le commerce. L'idée en est simple : il suffit d'ouvrir les frontières, d'avoir un commerce aussi libre que possible ; dès lors, les facteurs de production, travail et capital, peuvent rester à leur place.

Pendant l'époque de la grande dépression, nous avons vécu une éclipse de cette idée ; le monde est devenu protectionniste, soumis aux impératifs d'économies de guerre. C'est après le désastre de la Seconde Guerre mondiale, seulement, que nous avons posé au niveau international les jalons de nouvelles ouvertures. Le GATT réaffirme le principe du libre-échange, et le FMI est le garant de la libéralité du financement de ces courants d'échanges. Un phénomène nouveau est ensuite apparu sur l'échiquier mondial : la force japonaise. On s'est rendu compte alors que l'expansion spectaculaire du commerce, depuis la guerre, s'était accompagnée d'une expansion tout aussi spectaculaire des facteurs de production. Il y avait donc une parfaite complémentarité de l'ensemble des échanges internationaux. Derrière cette complémentarité naissante, qui s'affirme de plus en plus par la mondialisation des marchés, il est apparu que l'élément mobile, dans la production, était

L'Europe retrouvée ?

beaucoup moins le travail que le capital. C'est là que je vois se dessiner un espoir. Grâce à la mobilité accrue des technologies et des investissements directs, nous pouvons créer des places de travail et empêcher, par une stratégie de coopération internationale sans précédent, que le mélange explosif de la migration et des réactions de peur de nos sociétés ne mette en échec la montée du libéralisme.

Mme DOMINIQUE SCHNAPPER : Hier matin, Jeanne Hersch a dit qu'il fallait se garder de l'angélisme. Son conseil s'applique tout particulièrement au problème des migrations. Quand on aborde ce sujet, on parle de la misère humaine. On risque donc, trop souvent, de s'en tenir aux bons sentiments des hommes de bonne volonté. Je vais me donner le mauvais rôle, et rappeler quelques vérités objectives, qui devraient permettre de penser ces réalités de manière un peu plus rigoureuse. Le grand projet de notre conférencier est un grand rêve. Qui de nous ne voudrait l'approuver et le suivre ? Il reste maintenant à réfléchir un peu plus aux réalités concrètes et aux pesanteurs historiques. Nous sommes des êtres historiques, et agissons à l'intérieur d'un système de contraintes dont il faut tenir compte.

L'idée de l'accueil et du respect de l'autre, qui est une valeur essentielle, est un principe de conduite individuelle, une idée régulatrice ; mais on ne peut pas en déduire, que ce soit du point de vue logique ou du point de vue historique, que n'importe quelle nation peut ou doit accueillir n'importe quelle population, dans n'importe quelle condition. Il faut certes, au niveau de l'individu, reconnaître un frère dans l'immigré ou le réfugié. Mais de ce principe moral individuel, on tire peu de conséquences dans l'ordre de la politique générale ; je ne crois pas, en fait, qu'on puisse le transposer tel quel sur le plan politique et historique des migrations.

On a fait allusion, par exemple, au cas désagréable de l'attitude de la Grande-Bretagne par rapport à la population de Hong Kong. Jusqu'en 1962, tous les membres du Commonwealth étaient citoyens du Commonwealth, et avaient par conséquent le droit d'entrer et de résider sur les îles Britanniques. Ce droit ne coûtait pas grand-chose à l'Angleterre, puisqu'il s'agissait d'un tout petit nombre de personnes, très cultivées et venant s'installer en Angleterre. Tout le monde y gagnait. A partir de 1962, il s'est agi brusquement de populations extrêmement nombreuses, très différentes des Britanniques. Or, les

L'Europe retrouvée ?

descendants du Commonwealth représentent à peu près le quart de la population mondiale. Peut-on imaginer que le quart de la population mondiale ait le droit d'entrée et de résidence sur les îles Britanniques, ainsi que tous les droits qui sont liés dans nos sociétés démocratiques à la citoyenneté politique, en particulier le droit à la protection sociale ? C'est une chose désagréable à penser. Mais il faut bien poser cette question dans ces termes.

La prospérité économique de nos sociétés repose sur du travail qualifié. Ce travail permet la prospérité, qui à son tour permet un phénomène auquel nous sommes très attachés, à savoir la protection sociale. On ne peut redistribuer que ce qui a été produit. L'entrée incontrôlée de populations peu compétentes risquerait de remettre en question les conditions mêmes de la prospérité européenne. Sommes-nous prêts à accepter que notre niveau de vie baisse de cinq, dix ou vingt points, pour accueillir les immigrants ? Au moins faudrait-il que la question soit posée.

p.206 L'histoire de la nation suisse, qui me fascine particulièrement, montre à quel point les pratiques démocratiques sont les résultats d'une longue histoire, de traditions très compliquées ; la démocratie ne naît pas d'un coup. Les Etats-nations européens ne sont pas tout à fait aussi condamnables que l'ont affirmé, depuis deux ou trois jours, plusieurs participants à ce colloque. Il faut établir une distinction, me semble-t-il, entre l'Etat-nation libéral et l'Etat-nation totalitaire. En condamnant l'Etat-nation soviétique, nos amis de l'Europe de l'Est, eux aussi, jettent le bébé avec l'eau du bain ; ils veulent la suppression pure et simple de l'Etat, et le retour à des communautés qui ne dépassent pas le niveau des arrondissements de Budapest ! C'est peut-être souhaitable pour des romantiques ou des poètes. Mais sur le plan historique, cela me paraît singulièrement dangereux. Même si l'Etat-nation n'est plus aussi crédible que jadis, il reste tout de même une réalité, et la tradition démocratique que les nations européennes portent en elles doit être protégée. Car elle est menacée, par l'extrême droite, bien sûr, mais aussi par le fait que nos concitoyens n'aiment plus voter. On ne peut pas soumettre sans réflexion les traditions politiques de l'Europe occidentale à la venue incontrôlée d'autres populations. Il est bien évident que je me place du point de vue européen.

J'aimerais rapidement soulever une autre question. On craint toujours que l'Europe occidentale ne devienne une forteresse. Cela ne me paraît pas un grand

L'Europe retrouvée ?

danger. Des pays à population vieillissante et à faible taux de fécondité, riches et sans beaucoup de puissance politique, attirent tout normalement des populations de pays voisins, moins riches, à population jeune et nombreuse. L'Europe essaie depuis quinze ans de contrôler ces flux migratoires. Nous savons tous que si contrôle il y a, ce n'est pas un contrôle qui ferme l'Europe à toute entrée. Quand on a parlé d'arrêt de l'immigration, cela a signifié qu'on laissait entrer les familles, les exilés politiques, les étudiants et les saisonniers.

Cela dit, la nouvelle donne européenne pose un véritable problème. Je crois que nous ne pouvons pas l'éviter en disant simplement que nous devons rester solidaires à la fois de l'Europe de l'Est et de l'Afrique. Bien sûr, cela serait souhaitable. Mais il faut savoir ce qui est possible. Nous avons avec les pays africains toute une série de liens, et d'obligations juridiques et morales ; nous avons une histoire commune ; nous avons des responsabilités. Pour toutes ces raisons, il ne saurait être question d'oublier ces liens. Mais nous avons aussi, avec les Européens de l'Est, des liens profonds. Les Français ont un rapport sentimental tout à fait particulier avec la Pologne. Cela est également vrai pour les autres pays. Eux aussi ont droit à notre solidarité matérielle et politique. Après tout, nous n'avons rien fait pour eux. Ils se sont libérés eux-mêmes. Cela nous oblige. Nous souhaiterions donc répondre à ces deux types de demandes. Mais nos ressources sont limitées. Les choix politiques consistent précisément à répartir ces ressources limitées. Il vaudrait mieux voir en face le fait que nous aurons des choix à faire. Ce qu'on donne aux uns, on ne le donne pas aux autres.

J'aimerais tout de même conclure sur une note un peu plus optimiste. Accueillir massivement des populations nouvelles en Europe n'est ni possible ni souhaitable. En tant que professeur, je sais qu'on n'enseigne jamais qu'à p.207 ceux qui veulent apprendre. Il ne saurait être question que nous enseignions nos capacités économiques et nos traditions politiques. Ce que nous pouvons faire, en revanche, c'est apprendre à ceux qui le demandent les règles de la productivité économique et les pratiques de la démocratie. Les dons ne résolvent pas les problèmes. Il faut que dans les pays qui veulent entrer dans le réseau d'échanges qui peut s'établir autour de l'Europe, les hommes apprennent ou réapprennent le sens du travail en commun, le sens de la liberté, le sens des pratiques politiques. Or, depuis Confucius et depuis Maïmonide, nous savons que ce n'est pas en lui donnant un poisson qu'on aide le pauvre, mais en lui apprenant à pêcher lui-même.

L'Europe retrouvée ?

Mme ANNE PETITPIERRE : Je crois que cette métaphore vous rapproche sensiblement du point de vue de Jean-Pierre Hocké. Le problème de l'accueil, que vous avez soulevé, est particulièrement ressenti en Suisse. Nous ne nous sentons pas plus prêts que les Anglais à accueillir le quart du monde. Sur cette question, je donne la parole à M. Centlivres.

M. PIERRE CENTLIVRES : Comment rester insensible à l'appel au dialogue entre les civilisations ? Je crois que tout appel à la générosité pose le problème du terrain. J'aimerais me situer sur ce plan-là, en faisant quelques remarques tout à fait terre-à-terre.

M. Hocké a posé le problème d'une redéfinition de l'Europe, et de la délimitation de son espace. Il a eu raison, à mon avis, d'affirmer que l'Europe ne s'arrête pas à ses frontières politiques. L'Europe est plus que l'Europe. Mais où tracer ses limites ? Jean-Pierre Hocké a fait appel à l'histoire et à la culture. Tracer des limites implique le risque de l'exclusion. Du double point de vue culturel et historique, on peut dire qu'il est pratiquement impossible d'assigner des fins à l'Europe. Les pays d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est en font partie, si l'on adopte de tels critères. Si, comme l'a suggéré le conférencier, on établit un lien entre politique d'immigration et politique de développement, ne faudrait-il pas prendre en considération l'accueil temporaire, à des fins de formation et de travail, de jeunes représentants des pays les plus défavorisés, et pratiquer une politique de quotas positifs en leur faveur, couplée avec une politique de coopération sur le terrain ? Cela signifierait qu'on ne s'en tienne pas à la notion des trois cercles de l'immigration — cercles de proximité géopolitique —, telle que l'a définie le Gouvernement suisse.

Sur la question de l'intégration des immigrés en Europe, et spécialement en Suisse, il est clair que la responsabilité des politiciens est parfois engagée, et que leurs discours flirtent parfois de manière extrêmement suspecte avec l'intolérance. Cependant, je crois qu'il faut admettre que les relations entre populations d'accueil et étrangers sont conditionnées par des médiations culturelles et politiques, liées à des représentations collectives et à une histoire. Prenons le cas de la Suisse. On suppose trop facilement que les Suisses, de par leur tradition pluriculturelle et pluri linguistique, devraient pouvoir donner l'exemple de l'intégration de personnes ou de collectivités de culture p.208 extrêmement différente. Ce n'est pas le cas. La diversité culturelle de la Suisse

L'Europe retrouvée ?

repose sur un petit nombre de communautés qui se sont constituées au fil du temps, sur une base territoriale. On peut le regretter. Il n'en demeure pas moins que notre pays n'a jamais eu de tradition d'intégration de collectivités venues d'ailleurs. Il n'y a pas de sixième Suisse, de septième Suisse, etc. On ne trouve pas, par exemple, de communautés vietnamiennes intégrées en tant que telles. Si une telle capacité existe, en tout cas, elle est extrêmement limitée. La naturalisation, qui est une forme achevée d'intégration, se fait par le biais d'un ajustement individuel aux collectivités historiques. On devient Suisse en devenant, individuellement, Genevois, Vaudois ou Zurichois. C'est ainsi que les réfugiés tchèques, chiliens ou vietnamiens sont devenus Suisses. Cela montre à l'intérieur de quelles limites le phénomène de l'immigration est accepté, dans les conceptions, les sensibilités et les traditions politiques suisses. Si cette approche du problème venait à dérapier, l'existence de plusieurs catégories d'étrangers se trouverait perpétuée, et les collectivités étrangères seraient hiérarchisées.

J'en viens au problème des requérants d'asile. Il est vrai que les politiques suisses en la matière ne sont pas innocentes, et que l'hostilité rencontrée par les requérants n'est pas sans relation avec le discours et les choix politiques des autorités. L'idéal serait bien sûr que l'étranger soit accueilli pour lui-même, à la fois comme individu et comme semblable. Dans la réalité, il n'en va pas ainsi. Il faut admettre que l'information, l'éducation, les expériences de vie commune, bien qu'elles soient nécessaires, ne suffisent pas à elles seules à supprimer la xénophobie. Il arrive très souvent qu'un excellent rapport de cohabitation avec des étrangers coïncide, dans la conscience individuelle, avec des propositions et des représentations hostiles aux étrangers en général. Il n'y a pas d'incompatibilité entre le fait qu'un chef d'entreprise prenne la défense de son ouvrier turc ou kurde, et qu'il soit sensible par ailleurs à des thèses xénophobes. La xénophobie est une passion. Elle ne peut pas être traitée par des moyens exclusivement rationnels.

Mais le mot *passion* n'explique pas grand-chose, et il convient d'aller un peu plus loin. En Suisse comme ailleurs, les étrangers sont perçus à travers un certain nombre de schémas cognitifs populaires. Un certain nombre de ces schémas ont trait à des affinités ou des incompatibilités supposées. Nous sommes bien sûr dans le domaine des idées et des représentations. Mais ces représentations sont des faits. Elles ne sont heureusement pas immuables ; elles n'en constituent pas moins des résistances et des obstacles réels.

L'Europe retrouvée ?

Les requérants d'asile se heurtent régulièrement, en Suisse, à un schéma cognitif particulier, lié aux statuts attribués. Les gens ont tendance à classer les étrangers. Il y a les travailleurs immigrés, les touristes, les fonctionnaires internationaux, les étudiants. Regrouper les requérants dans des centres et leur imposer une interdiction de travailler, c'est peut-être une manière de décourager les demandes illégitimes et de faciliter le traitement des dossiers ; mais c'est surtout mettre en évidence ces étrangers, en les rendant oisifs par obligation ; c'est imposer à l'opinion populaire le spectacle d'un statut ambigu, qu'elle considère comme anormal. De telles mesures, apparemment rationnelles, font des requérants d'asile les premières victimes de la xénophobie. Cela explique que se produisent des explosions de haine, p.209 parfois mortelles, contre des demandeurs d'asile, alors que ces derniers ne représentent qu'une toute petite proportion (à peine 5 %) des étrangers en Suisse.

Quelques mots, pour finir, sur les relations de la collectivité helvétique avec les immigrés. Ces relations sont marquées par des réactions de peur, parfois d'intolérance, qui elles-mêmes ne sont pas étrangères aux incertitudes et aux doutes qui habitent la société d'accueil. Nos représentations, nos fantasmes concernant les étrangers, sont liés à nos interrogations sur notre propre identité. Dans les réactions hostiles que les Suisses ont à l'occasion face à l'immigration, se manifeste peut-être quelque chose comme une crise de l'identité nationale. On peut ici émettre une hypothèse : une identité collective positive et critique, ayant conscience d'elle-même et du lien qui unit les citoyens entre eux, est peut-être la condition préalable à une attitude d'ouverture et d'échange à l'égard des communautés étrangères.

M. PIERRE-ANTOINE HURET : J'ai apprécié le souci de réalisme de Dominique Schnapper, et sa volonté de tenir compte du possible. Pour ma part, j'aurais tendance à dire, selon le mot de Pascal, qu'il faut « tenir les deux bouts de la chaîne ». Il faut avoir à la fois le souci du concret, et une vision qui crée une dynamique.

Ne nous trouvons-nous pas, actuellement, dans un changement de civilisation analogue, par exemple, au passage du Moyen Age à la Renaissance ? Nous pouvons sentir cela au niveau de la démographie — terme générique qui inclut les migrations — et à celui de la technologie. La révolution démographique en cours

L'Europe retrouvée ?

augmentera la population mondiale de deux tiers, à l'horizon 2020-2030. Il y aura alors quatre milliards d'individus supplémentaires. Cela ne se passe pas en Europe. Vous savez que l'Empire romain a en quelque sorte explosé, sous la pression des migrations intérieures. Je crois que tout va exploser.

Au niveau technologique, la révolution en cours nous fera entrer dans une société qui se caractérise par l'omniprésence d'une information immatérielle, invisible et instantanée, dont la Guerre du Golfe nous a donné un avant-goût. Dans trente ans, ici aussi, le paysage sera complètement bouleversé.

Nous sommes donc en plein changement de civilisation. Ne pourrait-il pas y avoir une sorte de nouvelle Renaissance ? Nous avons besoin d'un concept qui nous fasse bouger et qui mette en mouvement cette Renaissance. Nous devons assimiler l'immigration à venir, et éviter les réactions racistes et xénophobes. Ainsi pourrions-nous, peut-être, prendre un nouvel essor.

M. ÉDOUARD GIVEL : Je crois qu'il est malvenu, pour défendre les migrants et les réfugiés, d'attaquer les gouvernements et les politiciens. C'est une erreur, parce que ces attaques, précisément, créent l'inquiétude. Si je m'exprime en Suisse, je sais comme Vaudois que je ne pourrai pas devenir Genevois sans suivre une procédure de naturalisation de canton à canton. Imaginez ce que représenterait, dans les chaumières ^{p.210} helvétiques, la volonté d'attribuer rapidement des droits à des réfugiés, même très méritants. Si nous voulons résoudre ce problème, nous devons d'abord le mesurer et en apprécier les conséquences, sans créer un autre clan de rejetés, qui serait en l'espèce celui des responsables gouvernementaux.

La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989, a été l'effet d'une longue préparation. Les accords d'Helsinki, déjà, avaient amené les Russes à s'asseoir à une table, autour de laquelle se trouvaient également le Vatican et la Suisse. On a dit que ces accords pouvaient être comparés à un traité de paix généralisée. Là encore, je crois qu'il faut laisser passer du temps ; il faut laisser les gens assimiler les changements, pour éviter de courir à la catastrophe. J'aimerais rappeler que si la Pologne a été l'un des premiers pays de l'Est à montrer certaines possibilités de liberté, c'est largement grâce à la présence de l'Eglise catholique — je dis cela en tant que protestant. Celle-ci a su planter les clous qui ont fini par faire sauter l'édifice.

L'Europe retrouvée ?

Mme BARBARA HENDRICKS : J'ai été frappée par ce que j'ai entendu à propos des relations entre la Grande-Bretagne et ses anciennes colonies. Il est dommage que ces dernières n'aient pas eu l'occasion, à l'époque, d'organiser des conférences analogues à celle-ci, pour décider d'accepter ou non la venue des Anglais — ou plutôt, leur invasion.

Mme ANNE PETITPIERRE : Un aspect des migrations que nous n'avons pas abordé, en effet, est le mouvement des pays riches vers les pays pauvres, mouvement qui est motivé par la volonté d'enrichissement. Les Européens ne se perçoivent pas eux-mêmes comme migrants.

Mme BARBARA HENDRICKS : Nous avons de grandes responsabilités. Je ne dis pas qu'il faut ouvrir les portes toutes grandes ; il convient de faire cela rationnellement. Mais nous devons nous rappeler que partout dans le monde, nous avons pris les biens, et laissé la misère.

Mme ANNE PETITPIERRE : Je crois que votre remarque s'adresse essentiellement aux tenants d'une conception réaliste. Je propose donc à Mme Schnapper de vous répondre.

Mme DOMINIQUE SCHNAPPER : Je n'ai pas véritablement de réponse à donner. Barbara Hendricks a évidemment raison sur le plan moral. Les Européens, en établissant un empire colonial sur une base inégalitaire — projet qui me paraît contraire aux valeurs européennes —, se sont créés des obligations. Je crois que j'ai souligné l'opposition qu'il y a entre nos liens avec l'Est et nos liens avec l'Afrique. Dans les deux cas, ces liens ont été tissés par une longue histoire, qui inclut bien sûr les obligations contractées du fait même de l'envahissement des pays colonisés. Sur le plan ^{p.211} moral, cette réflexion me paraît indiscutable et je l'accepte totalement. Malheureusement, je crois que si nous nous plaçons sur le plan politique, mon analyse reste juste. Ce sont deux plans tout à fait différents.

Quant à l'autre question qui m'a été adressée, celle de l'émergence d'une nouvelle civilisation, je dois dire qu'elle me met mal à l'aise. C'est une idée qui court : l'informatique serait en train de provoquer une révolution aussi importante que celle de l'imprimerie, et nous serions sur le seuil d'une ère

L'Europe retrouvée ?

nouvelle. Je ne vois pas, au fond, en quoi une telle hypothèse serait en contradiction avec ce que j'ai dit. Si nous acceptons l'idée qu'une nouvelle civilisation mondiale est en train de naître, cela renforce l'affirmation selon laquelle la meilleure solution des problèmes de migrations consistera à transférer les capitaux et les savoir-faire, plutôt que les hommes. La politique japonaise, qui a consisté à ne faire venir personne au Japon, mais à transférer ses capitaux et, du coup, à développer la Corée du Sud et quelques autres pays, me paraît positive : les hommes ne sont pas arrachés à leur terre natale, et tout le monde y gagne. Par rapport à ce que j'ai dit, l'idée d'une nouvelle civilisation me paraît donc un développement, plutôt qu'une objection.

M. JEAN-PIERRE HOCKÉ : J'aimerais dire à Mme Schnapper que j'accepte tout à fait sa remarque sur la relative absence de rigueur de mon exposé. Il se situait sur un tout autre plan — je pense que vous l'avez compris.

Ce que Barbara Hendricks a dit tout à l'heure est pour moi fondamental. Tous les réfugiés qu'elle a vus, un grand nombre des migrants que nous avons chez nous, ne souhaitent qu'une chose : rentrer chez eux. Si on ne part pas de cette prémisse, tout ce qu'on pourra imaginer et penser tombera à faux. C'est pourquoi j'ai insisté sur la nécessité de développer ce que j'ai appelé une politique à deux volets. Il faut faire face à des afflux qui vont se poursuivre, en même temps qu'il faut créer les conditions pour que les gens qui sont restés au pays cessent de partir, et pour que ceux qui sont partis puissent rentrer. Cela suppose bien sûr la mise en place de politiques très différentes de celles qui ont été pratiquées dans le passé. Je pense au statut des travailleurs saisonniers, établi pendant les années 1950, et à celui des travailleurs clandestins, qui est en train de devenir le cancer de nos sociétés industrialisées. C'est une honte.

Je me sens encouragé, dans la voie que j'ai esquissée, par ce que M. Burgenmeier a dit. Si nous voulons permettre aux gens de rester chez eux, il faut en effet créer des emplois. Si nous ne le faisons pas, ils partiront. En Afrique du Nord, dans les années qui viennent, il faudra créer vingt-cinq millions de postes de travail. A cette condition, les flux migratoires seront renversés. Quand je dis *nous*, je pense à nous tous, ensemble. Il ne s'agit pas de prendre les Algériens, les Marocains ou les Tunisiens par la main et de leur dicter ce qu'ils doivent faire. Mon espoir est que les choses bougent aussi dans ces pays-là. Le lien entre développement économique et démocratie, sans être posé

L'Europe retrouvée ?

comme un absolu, me semble néanmoins une condition préalable de tels changements. Notre tâche consiste donc à créer les conditions pour que les gens puissent rester chez eux, et pour que ceux qui sont partis puissent rentrer librement.

p.212 Mais il y aura toujours des gens qui veulent bouger. Si nous persistons dans nos attitudes présentes, nous en arriverons toujours à la conclusion que leur nombre, quel qu'il soit, est trop grand. Je crois être encore plus réaliste que Mme Schnapper en demandant que nous imaginions, dans nos économies florissantes, de voir notre niveau de vie diminuer. J'irai plus loin : si nous n'acceptons pas qu'il subisse une baisse relative, les migrations vont se multiplier et atteindre, précisément, des degrés qui nous paraîtront insupportables. Car si nous nous en tenons aux ressources que nous avons dégagées jusqu'à aujourd'hui, il n'y aura pas assez d'argent non seulement pour l'Afrique — on le sait depuis longtemps —, mais aussi pour la Tchécoslovaquie, la Russie, etc. Toute solution doit passer par un accroissement massif des ressources, et donc par une baisse relative de nos niveaux de vie. Cela paraît choquant. Mais nous devons savoir qu'en agissant ainsi, nous préparerons un meilleur avenir à nos enfants ; nous leur transmettrons un monde dans lequel les gens vivront encore, ne s'entre-déchireront pas, ne seront plus au bord de l'aliénation complète. Il s'agit là d'un choix moral. Ce choix devra passer à travers des politiques concrètes sur les plans économique, monétaire, social, etc. Et si je suis taxé d'angélisme, tant mieux.

Je tiens enfin à répéter ce que j'ai déjà dit : je n'ai nulle ambition de faire la leçon à qui que ce soit. Simplement, le citoyen que je suis n'est pas d'accord avec les politiques pratiquées par nos autorités, et surtout avec les arguments qui les justifient. Ces arguments ne résistent pas à l'analyse. En fait, ils poursuivent d'autres politiques. La fameuse théorie des trois cercles mène inmanquablement à la xénophobie et, si nous n'y prenons pas garde, au racisme. Nous devons exiger de nos politiciens qu'ils soient fidèles aux engagements qu'ils ont pris et aux principes qu'ils proclament, qu'ils réduisent l'écart qui existe entre leur action et les principes qu'ils prétendent défendre. De ce point de vue, d'ailleurs, nous avons tous à fournir un effort considérable. Il ne s'agit pas de nous culpabiliser, mais de regarder en avant et de nous donner un avenir.

L'Europe retrouvée ?

J'aimerais terminer sur une pensée que certains attribuent à Saint-Exupéry, et d'autres à un philosophe chinois : nous ne sommes pas là pour transmettre le monde à nos enfants, mais nous devons nous souvenir que nos enfants nous ont prêté l'univers dans lequel nous vivons.

Mme ANNE PETITPIERRE : Je vous remercie. Je crois que votre réponse réconcilie les impératifs moraux avec les exigences du réalisme, et nous rappelle que la réalité ne doit jamais faire oublier la morale.

@

LA SUISSE DANS UNE EUROPE EN MOUVEMENT ¹

INTRODUCTION

par Claude Caillat
président du Conseil académique de l'Université de Genève

@

p.213 Il est sans doute tout à fait superflu et même peut-être un peu arrogant de présenter M. Kurt Furgler. En effet, M. Furgler est une personnalité très connue. J'aimerais tout de même rappeler qu'il a été conseiller national pendant dix-sept ans et conseiller fédéral pendant quatorze ans. A trois reprises il a été président de la Confédération (1977, 1981 et 1985).

De 1972 à 1982 il a été le chef du Département fédéral de Justice et Police, de 1983 à 1986, celui du Département fédéral de l'Economie publique.

M. Furgler est donc un grand serviteur de l'Etat. Il est aussi une personnalité tout à fait remarquable et un homme d'une intelligence exceptionnelle, en somme, à tout point de vue, un véritable homme d'Etat.

M. Furgler a choisi de nous parler de la Suisse dans une Europe en mouvement. Il est particulièrement qualifié pour le faire. Son action en politique internationale a été très remarquable. Je rappellerai seulement qu'il a représenté la Suisse à la réunion ministérielle de Luxembourg en 1984. Cette réunion était la première à laquelle participaient au niveau ministériel des représentants de la Communauté économique européenne (CEE) et de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

J'ai sous les yeux un texte dans lequel M. Furgler décrit brièvement le sujet de sa conférence de ce soir. Je remarque notamment dans ce texte que d'après M. Furgler la CEE porte un regard nouveau vers les pays de l'AELE.

M. Furgler nous décrira sans doute ce regard nouveau. Je constate pour ma part que si la CEE paraît décidée à approfondir ses relations avec les pays de l'AELE, dont la Suisse, elle y met des conditions qui pourraient devenir des obstacles difficiles à franchir.

¹ Le 3 octobre 1991.

L'Europe retrouvée ?

La Communauté insiste notamment sur le fait que les pays de l'AELE devront accepter non seulement les décisions communautaires du passé, ce qu'on appelle l'acquis *communautaire*, mais aussi les décisions communautaires futures, sans que les membres de l'AELE puissent se prononcer ^{p.214} individuellement ou être consultés sur ces décisions. Cet élément important, s'il est retenu, fera de l'Espace économique européen, un traité inégal. A vrai dire, il y aurait une consultation, mais celle-ci ne concernerait que l'AELE comme telle, les membres de l'AELE ayant à s'entendre sur une réaction commune.

Cela procède du fait que la négociation avec la CEE est une négociation entre organisations : d'une part la Communauté et d'autre part l'AELE. Ce ne sont donc pas les membres de l'AELE, dont la Suisse, qui négocient individuellement avec la Communauté.

Cette méthode de négociation ne nous est guère favorable, parce que la politique de la Suisse diffère beaucoup de celle des autres membres de l'AELE. L'Autriche et la Suède ont déjà décidé de devenir membres de la Communauté, ce qui leur donne une approche différente de celle de la Suisse. La Norvège, la Finlande et l'Islande ont des politiques très éloignées de celle de la Suisse à cause de leurs circonstances particulières. C'est la raison pourquoi dans le passé nous avons toujours refusé de négocier avec la Communauté par l'intermédiaire de l'AELE. Nous avons insisté pour que la négociation soit strictement bilatérale, chaque membre de l'AELE négociant individuellement avec la Communauté.

Nous avons cette fois-ci renoncé à cette exigence, sans doute du fait de pressions qui ont été exercées sur nous. L'avis de M. Furgler sur cette situation sera le bienvenu.

Dans le texte que je citais tout à l'heure, M. Furgler expose que la CEE s'ouvre à l'Europe de l'Est. C'est en effet très nécessaire, mais ce n'est pas facile. La véritable ouverture consiste à ouvrir les marchés des pays communautaires aux exportations venant de l'Est. Mais dans l'état actuel des choses, ces exportations consistent surtout en produits agricoles que l'Europe communautaire a les plus grandes difficultés à absorber, étant donné ses propres surplus. Nous attendons avec grand intérêt les explications de M. Furgler sur ce point.

L'Europe retrouvée ?

Le sujet choisi par M. Furgler est de la plus grande actualité. Le comité des *Rencontres* a souhaité qu'en cette année du 700^e anniversaire de la Confédération une place particulière lui soit réservée. C'est un privilège d'avoir M. Furgler avec nous et je le remercie de prendre la parole maintenant.

@

L'Europe retrouvée ?

KURT FURGLER Né le 24 juin 1924 à Saint-Gall. Etudes de droit et d'économie aux Universités de Fribourg, Zurich et Genève. Institut universitaire de Hautes Etudes internationales (Genève). Docteur en droit (1948) ; doctorat *honoris causa* (1985), Boston University, Faculty of Law ; doctorat *honoris causa* (1987), Ecole des Hautes Etudes économiques, juridiques et sociales de Saint-Gall. Avocat (1949-1971). Conseiller national (1954-1971) ; membre du Gouvernement de la Confédération suisse (Conseil fédéral), 1972-1986 ; président de la Confédération suisse en 1977, 1981 et 1985.

Chef du Département fédéral de Justice et Police (1972-1982). Auteur d'importantes révisions de loi, par exemple droit de la personne, droit de la famille (Code civil suisse) ; loi sur l'aménagement du territoire. Président de la Commission d'experts pour la préparation d'une révision totale de la Constitution fédérale (1974-1977). Président de la Délégation du Conseil fédéral sur la question jurassienne (1974-1982).

Chef du Département fédéral de l'Economie publique (ministère de l'économie, de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, du travail et du logement), 1983-1986. Prend des mesures en vue d'affermir, à l'échelle internationale, la compétitivité de l'économie suisse. Renforce la coopération entre l'AELE et la CEE (réunion ministérielle de Luxembourg, 1984). Représente la Suisse à de nombreuses conférences de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

Actuellement vice-président du Club de Rome et membre du Conseil InterAction d'anciens chefs d'Etat et de gouvernement.

CONFÉRENCE DE KURT FURGLER

@

p.215 Permettez-moi d'abord de vous remercier de la courtoisie de votre accueil. C'est toujours avec une joie particulièrement vive que je me retrouve à Genève.

*Que tout plaît en ces lieux à mes sens étonnés !
D'un tranquille océan l'eau pure et transparente
Baigne les bords fleuris de ces champs fortunés.*

... disait Voltaire dans une Epître. Ailleurs il ajoute : « Genève est un grain de musc parfumant l'univers. »

Bien assise au cœur de l'Europe et ayant une vocation mondiale, Genève — canton et ville confondus — s'est depuis longtemps forgé la réputation d'un lieu de rencontres et

L'Europe retrouvée ?

d'ouverture. Des sommets des grands de ce monde aux multiples conférences régulières ou spéciales, de la prestigieuse Université aux nombreuses organisations internationales établies sur son territoire, Genève est pour ainsi dire à la croisée des chemins dans un esprit de disponibilité et d'ouverture. L'esprit de Genève ! Témoin ces Rencontres Internationales de ^{p.216} Genève dans le cadre desquelles vous m'avez fait l'honneur de m'inviter ce soir. Ces échanges montrent bien qu'imprégnée de culture occidentale et riche de spiritualité, Genève entend participer pleinement du rayonnement qui émane du Vieux Continent — rayonnement qu'il appartient d'ailleurs à chaque Européen d'aviver sans cesse.

Ce Vieux Continent, qu'en est-il aujourd'hui ? Impossible de ne pas s'attarder quelques instants sur les formidables mutations auxquelles il nous a été donné d'assister au cours de ces deux dernières années dans l'Est européen.

1.1 L'Europe en mouvement

Une brève chronologie des événements me paraît nécessaire : à la fin de la guerre, en 1945, l'Europe est déchirée ; quelques années plus tard, 1961, construction du mur de Berlin (barrière physique et idéologique) ; mai 1985 : M. Gorbatchev lance la *perestroïka* et la *glasnost* ; novembre 1985 : sommet Reagan-Gorbatchev à Genève ; maturation très lente d'abord, dès 1981 jusqu'à la fin de la décennie ; accélération ensuite, effervescences populaires dès 1989 ; Pologne (loi martiale le 13 décembre 1981), Hongrie, Tchécoslovaquie, Allemagne de l'Est, Bulgarie, Roumanie ; 9 novembre 1989 : chute du mur de Berlin ; 3 octobre 1990 : l'Allemagne est restaurée dans sa souveraineté pleine et entière ; 21 novembre 1990 : sommet de la Conférence sur la

L'Europe retrouvée ?

sécurité et la coopération en Europe (CSCE), Charte de Paris qui marque la fin de la guerre froide ; juin 1991 : guerre en Slovénie — début de l'éclatement de la Yougoslavie ? ; 19 août 1991 : coup d'Etat à Moscou — recul des conservateurs, du KGB, du PCUS — porte ouverte à une réforme véritable ? ; 6 septembre 1991 : l'URSS reconnaît l'indépendance des Etats baltes.

Que de changements en si peu de temps. De nouvelles structures surgissent qui nous rappellent le passé, l'Europe tout entière, l'Europe qui n'était pas la partie ouest seulement ou la partie est, ou la partie centrale, l'Europe dont nous sommes partenaires et qui connaît actuellement de graves crises.

1.2 L'Union soviétique et la Yougoslavie, foyers de crise

^{p.217} L'Union soviétique telle que nous l'avons connue n'existe plus. Croissantes, les forces centrifuges, l'érosion, ont mené à la dissolution progressive du dernier empire colonial. De Kiev à Vladivostok, de l'Azerbaïdjan à la mer Baltique, l'Union soviétique, immense, a radicalement changé. La moitié de ses quelque 290 millions d'habitants sont Russes. Les autres se répartissent en quatorze nationalités principales vivant chacune dans sa propre république. A cela s'ajoute environ une centaine de groupes ethniques établis dans les régions et républiques dites autonomes.

Les réformes exigent tout d'abord une clarté parfaite quant à la configuration future de l'Union. C'est la raison pour laquelle la négociation d'un nouveau traité de l'Union est de toute première importance. Un équilibre subtil doit être trouvé entre les aspirations à la souveraineté de certaines Républiques et l'interdépendance qui existe au niveau économique. A cet égard, l'on pourrait imaginer une Union à géométrie variable, sur deux

L'Europe retrouvée ?

niveaux : une série de Républiques ayant entre elles des liens relativement forts, de nature fédérale, et une série de Républiques liées de manière plus lâche, confédérale. La configuration concrète d'une telle Union dépendra avant tout de l'intensité des liens qu'auront avec elle des Républiques comme la Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan. Le pouvoir central d'une telle Union sera faible. Sa compétence se limiterait à la protection des frontières extérieures, à la défense nucléaire, à la politique étrangère (peut-être de manière non exclusive) et à des tâches de coordination dans divers domaines (énergie, transports, communications). Tandis que l'Union deviendrait un marché commun, les compétences en matière de politique économique ressortiraient largement des Républiques.

Un certain nombre de Républiques choisiront de toute manière l'indépendance (Etats baltes, Arménie, Moldavie ?, Géorgie ?). Quel que soit leur nombre, il importe qu'eu égard à l'interdépendance qui existe sur le plan économique, un espace économique commun persiste entre toutes, ou du moins entre la plupart des Républiques ; onze des quinze Républiques vendent en effet 40 à 60 % de leur production ^{p.218} aux autres Républiques. Un scénario du pire ne doit pas être exclu, à savoir la désintégration complète dans la violence — compte tenu des innombrables conflits de frontières intra- et inter-républicains (selon les récentes données de l'Institut de géographie de l'Académie des sciences, il y a en tout septante-six conflits de frontières. Exemples : Haut-Karabakh, Tatars en Russie, Ossètes en Géorgie). Une telle déstabilisation aurait également d'importantes conséquences géostratégiques (Asie centrale dans la sphère d'influence de l'Iran ? déstabilisation des régions frontières de la Chine ?).

L'Europe retrouvée ?

En Yougoslavie aussi, la question d'un renouveau structurel est posée. Les tentatives de réunir en un seul Etat les divers univers historiques, culturels et religieux des Républiques (en 1918 sous le signe de la monarchie, en 1945 sous le signe du communisme) ont toutes échoué.

Les parties en conflit se font face, irréconciliables semble-t-il. D'un côté, les Slovènes et les Croates, qui souhaitent se détacher du centre et retrouver leur place traditionnelle en Europe centrale. De l'autre côté, la Serbie communiste, où le président Milosevic rêve de grandeur. Dans d'autres Républiques aussi, les conflits sont latents : en Bosnie-Herzégovine, où il y a 45 % de musulmans, 35 % de Serbes et 20 % de Croates ; au Kosovo, où il y a 90 % d'Albanais. La paralysie des organes fédéraux (présidium, gouvernement, parlement) rend impossible toute solution autogène du conflit. Seule la pression extérieure semble porteuse de promesses. Mais le sang continue à couler... Isolement diplomatique, sanctions économiques, reconnaissance éventuellement de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie : autant de moyens de faire pression. A la Communauté européenne, aux Nations Unies surtout de tout mettre en œuvre pour que la raison prenne le pas sur la violence. Une conférence de paix ne pourra aboutir qu'à la dissolution de la Yougoslavie. Cependant, là aussi, eu égard aux interdépendances existantes, certaines formes de coopération — à tout le moins un espace économique — devront être maintenues. Par ailleurs, les diverses minorités devront se voir garantir la plus grande autonomie possible.

Le temps dont je dispose ne me permet pas de poursuivre cette analyse de la situation. Je tiens cependant à dire avec force que

L'Europe retrouvée ?

les ^{p.219} Etats d'Europe centrale et orientale se rendent compte aujourd'hui que *liberté* signifie bien plus qu'absence de répression. Ils sont aux prises avec un formidable défi à la fois politique et économique : édifier une nouvelle société sur les ruines du communisme ; passer de la dictature et de l'économie planifiée à la démocratie et à l'économie de marché.

Je voudrais tout d'abord vous parler de ce défi politique, de l'édification d'un Etat de droit ; je me demanderai ensuite que faire pour construire dans cette société une économie de marché ; je parlerai enfin de notre pays dans cette Europe en mouvement.

1.3 Défi politique : édification d'un Etat de droit

Notre conviction est que l'homme ne peut s'épanouir complètement que s'il jouit de la liberté individuelle. Libre épanouissement de la personnalité — courage du risque — action responsable : celui qui méconnaît ces rapports méconnaît également les devoirs qui sont conférés à la société et à l'individu. L'Etat n'a pas à organiser les espaces où doit éclore la responsabilité de l'individu. La société court sinon le risque de voir mourir en elle la dimension humaine. Cela dit, il serait dangereux de sous-estimer l'importance que revêt le bien commun pour chacune et chacun d'entre nous. L'homme a besoin de partenaires ; la communauté étatique est importante qui lui assure les espaces de liberté dans lesquels il est à même d'exercer ses talents.

L'ordre étatique qui garantit la liberté politique de tous est la démocratie. Réunis dans le cadre de la CSCE en novembre dernier à Paris, les Etats européens dans leur ensemble l'ont reconnu solennellement. La Charte de Paris précise : « Nous nous

L'Europe retrouvée ?

engageons à édifier, consolider et raffermir la démocratie comme seul système de gouvernement de nos nations. » Dans son essence même, la démocratie est imparfaite. L'idée de l'État démocratique présente l'immense avantage de ne pas être orientée vers un homme qui n'existe pas encore, un homme utopique, mais de viser, sur le plan politique, une forme de vie centrée sur l'homme tel qu'il est. Elle prend l'homme au sérieux, à cause de ses qualités et malgré ses insuffisances, et le fait participer ^{p.220} à la formation de la volonté politique. La démocratie, c'est, dans le respect du droit d'autrui, savoir renoncer à ses propres objectifs. « La démocratie, c'est la nécessité de se plier parfois à l'avis des autres » (Churchill). Respecter afin d'être respecté : voilà l'essence de l'attitude démocratique. A cet égard, la tempérance, le sens de la mesure sont fondamentaux : ils constituent les vertus cardinales de la démocratie. L'ordre démocratique ne peut être défendu ni par une majorité silencieuse, ni par des minorités fracassantes. Ce qu'il faut, ce sont des citoyens majeurs et responsables de leurs actions.

Un Etat libéral et démocratique ne peut être qu'un *Etat régi par le droit*, c'est-à-dire un Etat qui s'efforce de réaliser au mieux l'idéal de justice dans ses lois et dans ses institutions. Le but de l'Etat de droit est de faire régner la justice pour le bien des hommes. Les principes suivants sont les composantes de tout ordre fondé sur l'idée de l'Etat de droit :

— *La légitimité de la puissance publique.* Est seul légitime le pouvoir que l'Etat exerce en s'appuyant directement ou indirectement sur la Constitution en tant que loi fondamentale.

— *La limitation du pouvoir de l'Etat.* Ce pouvoir a sa limite dans

L'Europe retrouvée ?

les droits fondamentaux de la personne, tout particulièrement dans les libertés. Les libertés, nous les devons aux Lumières, elles-mêmes tributaires de l'Antiquité et de la chrétienté. Elles sont la finalité et l'objectif de toute politique, a dit John Locke après la victoire de la Révolution en Grande-Bretagne. Les Révolutions américaine et française ont repris cette idée — dont nous sommes les héritiers. C'est pourquoi la Convention européenne des Droits de l'homme est si importante. C'est pourquoi la troisième corbeille de la CSCE est essentielle.

— *L'égalité.* La liberté et la dignité de la personne doivent être respectées de manière égale pour chacun. La dignité humaine est inviolable. Les hommes et les femmes sont tous égaux devant la loi.

— *Le partage du pouvoir de l'Etat.* Un pouvoir non partagé et non contrôlé conduit à l'abus. Le fait qu'il y a partage et que les diverses ^{p.221} autorités contrôlent réciproquement leur action doit avoir pour effet de limiter l'exercice de la puissance publique et de contraindre au respect du droit.

— *Le principe de la légalité.* Toute action de l'Etat doit être conforme à la loi ; celle-ci est un instrument important au service de la liberté, de l'égalité et de la justice.

— *La protection juridique.* Il importe que le citoyen puisse, en matière de droit public et administratif également, faire valoir ses droits devant des tribunaux indépendants.

— *La responsabilité des autorités.* L'autorité qui abuse ou use sans droit de la puissance publique doit être appelée à en rendre compte.

— *L'édification du droit dans des formes démocratiques.* Le citoyen n'est vraiment libre que s'il peut contribuer à l'édification de l'ordre juridique auquel il est soumis.

L'Europe retrouvée ?

Nous devons reconnaître que, dans les nouvelles démocraties de l'Europe centrale et orientale, plusieurs facteurs rendent difficile la mise sur pied d'institutions d'Etat de droit :

— Dans l'administration, dans les organes de sécurité et dans l'armée, la vieille garde détient toujours certaines positions.

— La confiance dans les nouveaux leaders doit être créée. Des Havel, des Walesa ou des Antall, il n'y en a pas partout. Par ailleurs, la révolution n'a pas toujours su éliminer l'ordre ancien. Songeons à la Roumanie...

— Les problèmes des minorités, les nationalismes résurgents, les tentations autonomistes et sécessionnistes, rendent difficile la rédaction de nouvelles Constitutions (Tchécoslovaquie, Roumanie) ou mènent à la dissolution de l'autorité étatique, portant en eux le danger de guerres civiles (Yougoslavie, URSS). Les principes du droit des gens entrent en collision : autodétermination et respect des droits de l'homme, souveraineté et non-ingérence.

p.222 Afin que règne la paix et que soient évités les conflits, des mesures efficaces pour la protection des minorités s'avèrent indispensables. Cela est également souligné dans la Charte de Paris : « La paix, la justice, la stabilité et la démocratie exigent que l'identité ethnique, culturelle, linguistique et religieuse des minorités nationales soit protégée et que des conditions favorables à la promotion de cette identité soient créées. »

Comment réaliser tout cela ? A la faveur de la garantie constitutionnelle des libertés de la personne protégeant les minorités des empiètements de la majorité (liberté de croyance et de conscience, liberté des cultes, de la langue, égalité devant la loi), à la faveur aussi du fédéralisme en tant que principe politique.

L'Europe retrouvée ?

Supposant la tolérance, la disposition au dialogue constant et à la compréhension mutuelle, le fédéralisme exige que le fort renonce à dominer le plus faible, que le puissant n'abuse pas de sa puissance, que la majorité accorde à la minorité beaucoup plus que ce qui lui reviendrait mathématiquement.

Le fédéralisme sera la marque distinctive de la structure de l'Europe de demain. Car l'Europe, avec sa richesse en cultures et civilisations, ne peut se présenter sous la forme d'une potée uniforme et insipide. La Communauté s'en est d'ailleurs bien rendu compte : parallèlement à sa consolidation intérieure, plus elle s'ouvrira à l'extérieur, plus elle sera empreinte des idées de fédéralisme et de subsidiarité.

1.4 Défi économique : édification d'une économie de marché soucieuse de croissance qualitative

Le délabrement des économies de l'Est européen est germe de tensions sociales et politiques. Quelques chiffres à cet égard : l'année dernière, le produit intérieur brut réel y diminua de 9 % en moyenne, de 3 à 5 % en Tchécoslovaquie et en Hongrie jusqu'à plus de 10 % en Roumanie, en Bulgarie et en Pologne. Cette année, l'on s'attend à un recul de 11 à 12 %. L'inflation va de 34 % pour la Hongrie à 470 % pour la Bulgarie. Fin août, le chômage s'élevait à 9,8 % en Pologne, ^{p.223} à 5,2 % en Hongrie et à 5,1 % en Tchécoslovaquie. La réduction des effectifs pléthoriques vient juste de commencer, ce qui annonce une recrudescence du chômage.

Le changement de système économique est un processus de longue haleine et complexe qui, par rapport aux coûts sociaux élevés qu'il entraîne, suppose un large consensus politique et un

L'Europe retrouvée ?

réel soutien populaire. Des programmes de réformes cohérents ont, par exemple, pu être développés en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie.

Les éléments suivants sont indispensables :

— Elimination des déséquilibres macroéconomiques à la faveur de l'action des subventions d'une part, et d'une politique monétaire et financière restrictive, d'autre part.

— Réforme structurelle globale, notamment : garantie légale du droit à la propriété privée, privatisation, nouvelle fiscalité avec primes au rendement, introduction de la liberté du commerce et de l'industrie, création des conditions-cadre de concurrence loyale.

Mettre en pratique de telles réformes économiques, voilà qui est fort difficile. Les Etats de l'Est européen ont besoin de ressources financières importantes à un moment caractérisé par la pénurie des capitaux au niveau international. Les unités de production existantes sont surannées et illogiques d'un point de vue écologique. Les infrastructures (transports, télécommunications) sont dans un état de total sous-développement. Et la dette pèse lourd (URSS : 62 milliards de dollars ; Pologne : 48 milliards ; Hongrie : 21 milliards).

Les mentalités, les comportements d'hier doivent être changés. Initiative individuelle, goût du risque, esprit d'entreprise doivent être suscités ; des expériences sont à partager avec des systèmes basés sur le rendement. Enfin, il faut se garder d'être irréaliste : nombreux sont ceux qui, dans l'Est européen, assimilent automatiquement économie de marché à bien-être.

L'Europe retrouvée ?

Nous sommes appelés à soutenir les réformes en cours et à aider les pays concernés à se venir en aide.

En vue de l'édification de démocraties fondées sur le droit, il faut :

— ^{p.224} Du capital humain (juristes, spécialistes des sciences administratives).

— Des transferts de savoir-faire (comment fonctionne un système juridique indépendant ? Comment pratique-t-on le fédéralisme ?).

En vue de l'édification de marchés libres, il faut :

— *L'ouverture de nos marchés* (cf. accords de commerce et de coopération, accords d'association prévus par la Communauté, accords de libre-échange prévus par les pays de l'AELE).

— *La participation de ces économies aux institutions multilatérales* de l'économie internationale (GATT, institutions de Bretton Woods, OCDE).

— *L'allègement du fardeau de la dette* (rééchelonnements, effacements partiels, limitation du remboursement des intérêts à un certain pourcentage des recettes d'exportation). A certaines conditions, une suppression d'une partie de la dette gouvernementale serait indiquée (cf. exemple de la Pologne).

— *L'assistance technique* sous forme de transferts de savoir-faire et d'investissements en capital humain (par exemple formation de troisième cycle destinée à des experts économiques, à des chefs d'entreprise).

— *Le financement de projets concrets* — notamment aménagement des infrastructures indispensables.

L'Europe retrouvée ?

— Des *investissements directs* de la part des entreprises occidentales (cf. Asea-Brown Boveri en Pologne, General Motors en Hongrie, Volkswagen/Skoda en Tchécoslovaquie). La production au niveau local crée des emplois, assure le transfert de capital, de savoir-faire et suscite les aptitudes à la gestion.

2. La Suisse dans cette Europe en mouvement

Située au cœur de l'Europe, pont entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, la Suisse est un pays étonnant : au cours de son histoire, ^{p.225} elle a réussi de manière admirable à réunir dans l'harmonie plusieurs religions, quatre langues, quatre cultures — dont trois parmi les plus créatrices de l'histoire moderne. Ce qui fait l'unicité de notre pays, c'est bien son caractère multiculturel et multilingue. D'où son privilège : avec nos voisins, la communication s'établit dans nos propres langues nationales. En italien avec Rome, en français avec Paris, en allemand avec Bonn et Vienne.

Nation née d'une volonté commune porteuse des valeurs essentielles de la civilisation occidentale, la Suisse est appelée à participer activement à la construction de l'Europe de demain.

La rencontre avec l'Europe doit nous inciter à agir. L'intégration européenne nous concerne de manière très directe. Les problèmes qui ont conduit les Etats de la Communauté européenne à se rapprocher sont aussi très largement nos problèmes. Nous ne siégeons pas au Conseil des ministres à Bruxelles, mais nous n'en sommes pas moins responsables du destin de notre continent.

La pensée qui ferait de la Suisse le feu arrière de l'Europe, l'*outsider* éternellement sceptique, le pinailleur désenchanté, dégonflé et démobilisé, est intolérable.

L'Europe retrouvée ?

L'avenir ne se construit pas tout seul. Edifiable, il doit être édifié. Ce qu'il faut, c'est une idée très claire de ce que nous voulons faire. Nous laisser aller au gré des événements, ce n'est pas de la politique. Le pragmatisme seul ne suffit pas. Avec Edgar Faure, je dis « pragmatisme oui, mais jamais sans conception ». La Suisse est en mal de conception d'une politique européenne pour demain.

Dans quelques semaines, notre Gouvernement aura à décider s'il signe le traité sur l'Espace économique européen (EEE). Nous le savons, les négociations entre la Communauté européenne et les pays de l'AELE auront été pour nos diplomates un exercice particulièrement difficile. Partant du droit communautaire existant (l'acquis communautaire), la libre circulation des personnes, des marchandises, des capitaux et des services doit devenir réalité à partir du 1^{er} janvier 1993. Une coopération renforcée est prévue en matière de politiques dites d'accompagnement (protection de l'environnement, politique de la recherche et de la technologie, politique de l'éducation, politique de la concurrence...). p.226

L'état actuel des négociations peut être résumé comme suit :

— La conclusion d'accords bilatéraux de transit entre la Communauté, d'une part, l'Autriche et la Suisse, d'autre part, fait problème.

— Aucune dérogation permanente à l'acquis communautaire ne sera accordée. Des délais transitoires (par exemple cinq ans pour la Suisse en ce qui concerne la libre circulation des personnes) et des clauses de sauvegarde sont prévus.

— Il n'y a pas encore d'accord en matière de droits de pêche ni pour la création d'un fonds de solidarité des pays de l'AELE au profit des pays les plus pauvres de la Communauté.

L'Europe retrouvée ?

— Les pays de l'AELE bénéficieront des droits de participation suivants : droits de consultation et d'information, participation de représentants de l'AELE aux travaux de certaines commissions d'experts de la CEE, possibilité d'un *opting out* collectif (l'accord des sept de l'AELE est nécessaire pour que de nouvelles règles communautaires soient reprises dans l'EEE — ce qui revient à un droit de veto), commissions pour la coopération parlementaire ainsi qu'entre partenaires sociaux, de même qu'une cour de justice indépendante (dont les méthodes de travail et les compétences sont encore à préciser).

Indépendamment de toutes les difficultés qui ont vu le jour, les négociations ont démontré la volonté de l'ensemble de nos partenaires de signer ce traité sur l'EEE. Si nous faisons bande à part, nous aurons des problèmes non seulement avec la Communauté, mais aussi avec les pays de l'AELE.

Quelques chiffres suffisent à rappeler la réalité de l'interdépendance : en 1989, 57 % de nos exportations allaient en direction de la Communauté et 7 % vers nos partenaires de l'AELE, soit un total de 64 % en direction de l'EEE. 71 % de nos importations provenaient de la Communauté, 7 % de nos partenaires de l'AELE, soit un total de 78 % en provenance de l'EEE.

Des mesures unilatérales de libéralisation offrent-elles une solution de rechange ? Quelques remarques à ce sujet : p.227

— Même s'il est un rêveur, le promeneur solitaire est en définitive fort dépendant du bon vouloir d'autrui.

— Aujourd'hui, plus de 130 accords bilatéraux susceptibles d'être développés nous lient à la Communauté. Cette dernière a

L'Europe retrouvée ?

cependant maintes fois fait savoir qu'elle n'était plus encline à accepter des arrangements spéciaux.

— Sommes-nous prêts à libéraliser unilatéralement ? La condition *sine qua non* serait un consensus large. Cependant, veiller au bien commun est de moins en moins en vogue, et la tendance à satisfaire nos intérêts particuliers est à la hausse. Je me permets donc d'avoir quelques doutes.

Ce que je viens de dire me conduit à conclure que pour nous l'Espace économique européen est important. Il nous permet l'accès direct et sans discrimination au Marché commun. La participation de plein droit n'est possible, cela va de soi, qu'en cas d'entrée dans la Communauté.

Le rapprochement de la Suisse à l'Europe, quelle que soit la forme qu'il revêtira, ne sera pas sans répercussions sur nos structures internes. Des réformes institutionnelles seront inéluctables :

— Au Gouvernement, il faudra davantage de compétences. — Au Parlement, il faudra davantage de compétences.

— Avant chaque nouvelle législature, une réélection véritable (ou non-élection) des représentants populaires.

— Une synthèse devra être trouvée entre la démocratie directe et la démocratie représentative.

— Déjà, dans le cadre des travaux de la Commission d'experts pour la préparation d'une révision totale de la Constitution fédérale, le problème du nombre des conseillers fédéraux et celui du rôle du président de la Confédération ont été discutés. L'idée

L'Europe retrouvée ?

d'un Conseil fédéral à sept, neuf ou onze membres a été évoquée, de même que ^{p.228} celle d'un département présidentiel. La question de l'opportunité du renforcement de notre Gouvernement ne date pas d'aujourd'hui.

— Eu égard à l'applicabilité directe et à la prééminence du droit communautaire (ou du droit de l'EEE), le Tribunal fédéral devra être habilité à vérifier la compatibilité des lois et décisions fédérales avec les règles de la Communauté (ou de l'EEE).

— Des décisions prises au niveau européen peuvent avoir des conséquences directes dans des domaines ressortissant à la compétence des cantons (diplômes, acquisitions publiques). Il importe que soient imaginées des voies nouvelles propres à assurer la participation des cantons à la politique européenne.

La Confédération et les cantons sont appelés à pratiquer de manière à la fois plus active et plus intense la coopération interrégionale au niveau européen (exemples : région Rhône-Alpes, *Regio Basiliensis*, *Bodenseeraum* et Tessin-Lombardie). Nous serons ainsi à même de renforcer les courants fédéralistes qui se développent au sein de la Communauté.

Il importe que nous considérions tous ces changements comme autant de chances d'adapter en toute connaissance de cause nos structures politiques aux exigences du siècle prochain.

L'ouverture à l'Europe ne signifie pas pour la Suisse la perte de son identité. Les cantons n'ont pas perdu la leur au moment où ils entraient dans la Confédération. Tout au contraire, nous pouvons montrer à l'Europe la réalité de notre Etat de droit libéral et démocratique, de notre expérience fédérale aussi qui voit des

L'Europe retrouvée ?

minorités s'épanouir les unes au contact des autres, dans la liberté et dans l'harmonie. La résignation, l'isolement seraient ici de fort mauvaises conseillères. Dans la mission qui nous est confiée, notre assurance et notre dynamisme seront nos meilleurs atouts. Car notre idée de l'Etat est plus actuelle que jamais.

L'Europe sera l'Europe entière ou elle ne sera pas. Les 320 millions d'habitants de la Communauté, les 32 millions de l'AELE et les 400 millions de l'Est européen, tous font partie de la civilisation occidentale, participent à son incontestable rayonnement. Les événements ^{p.229} historiques de ces deux dernières années portent en eux la chance de voir se réaliser la vision d'une Europe nouvelle.

L'Europe n'est qu'une partie de notre monde multipolaire et interdépendant. Les autres continents attendent de nous que nous prenions notre part de responsabilité dans la solution des problèmes globaux. Je songe au conflit Nord-Sud, à la crise de la dette, aux problèmes écologiques, à l'explosion démographique et aux pressions migratoires, aux divers fondamentalismes, aux conflits régionaux. Le monde attend de nous que nous prenions les devants sur les plans politique, économique et spirituel.

Mais l'Europe, c'est d'abord nous, les femmes et les hommes de ce continent. C'est de nous que dépendra l'avenir de la paix, de la dignité humaine et de la justice. Puisseons-nous porter au loin la flamme de la démocratie et de la liberté.

*

L'Europe retrouvée ?

Entretien ¹

@

M. ROLAND RUFFIEUX : Ce qui m'a frappé, dans votre conférence, c'est sa tonalité éthique. On passe du constat rigoureux des faits à une vision éthique, à la perspective de ce que j'appellerai une *démocratie de conviction*, qui est plus que jamais notre affaire à tous. Cela implique le risque de voir le jugement moral s'affronter à des situations de machiavélisme politique, voire de cruauté et de violence, ce qui pose bien sûr la question de la perfectibilité des institutions. Cette question, m'a-t-il semblé, baignait l'ensemble de l'exposé, témoignant ainsi d'un certain optimisme quant au destin de l'humanité, et d'un début de retrouvailles avec le monde.

Vous posez par ailleurs le problème de la relation entre les structures internes de la Confédération, en voie d'évolution, et le retour à l'Europe. Y a-t-il un synchronisme possible entre la révision de notre Constitution, de nos institutions, et la reconstruction de l'Europe ? Le projet de révision de la Constitution de 1977 — qu'on a appelé *Constitution Furgler* — est tombé à l'époque dans une Europe que durcissaient encore de nombreuses tensions. Je pense ^{p.230} aussi à d'autres moments historiques. On pourrait revenir à 1848 : au lendemain des révolutions et en pleine restauration conservatrice, la Constitution fédérale n'avait aucune chance de se trouver accompagnée par une Europe organisée. On peut également penser à la fin de la Première Guerre mondiale, lorsqu'à Genève, au moment de la création de la Société des Nations (SDN), on a vu la Suisse se jeter en quelque sorte au devant du progrès et de la coopération entre les peuples, et des militants très engagés participer à ce mouvement. Sans vouloir donner un cours de droit constitutionnel, j'aimerais rappeler que les traités internationaux de 1921 ont constitué une innovation importante, et que la règle de la proportionnelle a été alors introduite sur le plan fédéral. Cette révision partielle de 1918-1921 a été entreprise dans un grand

¹ Le 4 octobre 1991, avec la participation de MM. Gabriel Aubert, professeur à la Faculté de Droit (Département du Droit du travail et de la sécurité sociale) de l'Université de Genève ; Roland Ruffieux, professeur à la Faculté des Lettres (Histoire moderne et contemporaine) de l'Université de Fribourg ; Peter Tschopp, professeur à la Faculté des Sciences économiques et sociales (Département d'Economie politique) de l'Université de Genève.

L'Europe retrouvée ?

mouvement d'espoir de l'Europe et du monde. Il y a eu alors ce que j'appellerai un *synchronisme*. Tel n'a pas été le cas, vous le savez, à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous nous sommes repliés frileusement, et avons reçu le choc de la guerre froide. Les institutions suisses, mises à part quelques lois importantes, ne se sont pas refondues. Il faut donc nous demander si, en 1977, nous n'avons pas manqué une chance de nous ouvrir à l'Europe. Le scénario a un caractère quelque peu utopique, mais il a été très sérieusement envisagé.

Ma troisième remarque porte sur la relation entre la culture politique et la culture tout court. Dans les relations de la Suisse avec les Europes, la culture doit jouer un grand rôle. A-t-elle effectivement joué un rôle suffisant, en tenant compte des instruments dont elle disposait ? Il est évident que pendant la guerre froide, nous avons accepté de traiter avec des idéologies officielles ; nous avons dans une large mesure complaisamment accueilli des cultures qui ne nous paraissaient pas toujours authentiques, et qui étaient l'expression d'un régime, d'un pouvoir. Avons-nous su rejoindre assez tôt les vraies cultures, qui étaient souvent bannies ? La réponse à cette question n'est certainement pas facile, d'autant plus que le redémarrage des Europes, autour de nous, a été dans une assez large mesure le fait de bouleversements culturels, qui ont parfois précédé les réformes politiques.

M. KURT FURGLER : Vous avez posé le problème de l'éthique politique. A mon sens, la politique, en Europe surtout, ne peut pas avoir des effets à moyen et à long terme, si la sincérité en est absente. Le citoyen sait immédiatement si ceux qui le gouvernent, ceux qui le représentent au Parlement jouent le jeu pour en tirer des profits, ou s'ils cherchent une ligne de conduite tenant compte de la valeur intrinsèque des personnes, de la nécessité de la solidarité, et d'un bien commun à instaurer pour les générations à venir. Lorsque cette qualité spirituelle manque, l'effet d'une politique est fortement amoindri. L'une des faiblesses de la politique, en Suisse et en Europe, est précisément l'absence de cet élément éthique. Peut-être est-ce l'effet de l'excessive « richesse » des communications, de la vie fébrile que mènent certains chefs d'entreprise, ainsi que les membres des gouvernements et des parlements. Ces gens travaillent sans cesse ; leurs journées commencent tôt le matin et se terminent en pleine nuit. Et si à la fin de leur journée ils se demandent ce qu'ils ont fait, ils sont mécontents, car ils ^{p.231} ont méconnu la profondeur de la pensée. Il faut

L'Europe retrouvée ?

instaurer partout, y compris dans les universités, dans les entreprises et jusque dans la vie familiale, cette volonté de respecter l'homme, avec ses besoins et ses valeurs intrinsèques. L'opération est difficile. Car il ne faut pas tomber dans les pièges du machiavélisme.

Vous avez parlé de la révision totale de la Constitution, de l'ensemble de normes qu'un peuple et une démocratie doivent s'imposer. Nous avons trop peur de nous adapter aux exigences du temps. Il y a des valeurs qui restent, et qu'il faut garder. Mais il va de soi que la vie d'aujourd'hui n'est plus tout à fait ce qu'elle était au temps de mon enfance. La Suisse est en contact permanent avec tous les pays d'Europe et du monde ; ne possédant pas de matières premières, elle doit vendre ses produits partout où c'est possible. Cela nous oblige, je crois, à repenser notre système constitutionnel. Je ne veux pas revenir sur le projet que nous avons déposé il y a dix ans. J'ai au moins constaté que l'un des fruits de cette procédure demeure valable : l'égalité entre hommes et femmes. Le texte que nous proposons est devenu réalité. Si l'on nous dit que tout a disparu et qu'il ne reste rien du projet de 1977, je répondrai que c'est une erreur. Pour moi, cela prouve que de tels travaux sont indispensables et utiles, et qu'il ne faut jamais y renoncer, même si l'on n'aboutit que partiellement. Ce projet a été un succès, pour moi et pour mes partenaires de la Commission, ne serait-ce que parce qu'il a transformé en réalité l'exigence fondamentale de l'égalité des hommes et des femmes devant la loi.

Cela dit, je me rallie à votre manière de voir. Nous devons repenser la Constitution, dans le sens d'une mobilité accrue entre les institutions, et d'une meilleure répartition des compétences entre peuple, Parlement et Conseil fédéral. Si nous voulons que ce dernier soit plus dynamique, qu'il ait une vision politique et la traduise en déclarations et décisions, il faut que nous lui donnions plus de compétences. Je demande simplement que le Parlement ait le courage de donner plus de compétences au Gouvernement, pour que celui-ci puisse prendre les décisions qui s'imposent au moment opportun, et non avec ses retards coutumiers, qui peuvent être terriblement dangereux pour le pays entier. Il faut bien sûr que le peuple maintienne son contrôle, à travers le Parlement. Nous, citoyens, devons demander à nos députés de rendre compte de ce qu'ils ont fait — ou n'ont pas fait — pendant leur mandat. En cette matière, nous devons être plus sincères et plus durs avec nous-mêmes. Il ne

L'Europe retrouvée ?

suffit pas de faire des reproches à des élus, puisque précisément, en tant que citoyens et citoyennes, nous choisissons qui nous voulons comme représentants. Il faut que chacun de nous veuille connaître l'opinion de son candidat favori sur les questions importantes, comme l'Europe.

Je passe à votre observation à propos de la culture. A-t-elle joué un rôle suffisant, particulièrement pendant la guerre froide ? Si nous parlons de la richesse des cultures et des civilisations, il va de soi que nous devons connaître celles de nos partenaires, en Europe et dans le monde. En cette matière, je l'admets volontiers, nous avons des progrès à faire, nous devons mieux connaître ces pays et ces peuples. Nous devons avoir des contacts, être disponibles. Tout peuple, où que ce soit, mérite d'être connu dans sa culture et p.232 sa civilisation. Si nous cherchons la paix, et si nous la considérons comme le fruit de la justice, alors nous devons approfondir notre connaissance de la vie de nos partenaires. En me promenant en ex-Allemagne de l'Est avec ma fille, j'ai éprouvé sans cesse le sentiment de rencontrer Fontane, de voir *Effi Briest*. Où que vous alliez en Europe, vous découvrirez des richesses culturelles.

M. PETER TSCHOPP : Mon propos part d'un jeu de mots qui s'impose de lui-même. La conférence de Kurt Furgler porte sur la Suisse dans une Europe en mouvement. Je crois qu'il faudrait parler d'une Suisse paralysée, dans une Europe en mouvement. La question centrale est simple. Qu'avons-nous bien pu faire de notre culture politique ? Durrenmatt avait raison, quand il faisait dire à l'un de ses personnages que la Suisse est sortie de l'histoire le jour où elle s'est lancée tête baissée dans les affaires. Prenons les années 1970. Ce fut la décennie des grandes conceptions, qui ont été autant de grandes déceptions. Sur le plan technocratique, on a proposé une conception globale des transports, qui omettait le seul point central, celui dont on parle aujourd'hui sous le sigle barbare de la *N.E.A.T*¹. On a parlé d'une conception globale des médias ; il en est résulté un désastre, et un complet désordre sur la modulation de fréquence. On a parlé d'une conception globale de l'énergie, et on a abouti à un moratoire.

Mais on a peu parlé, hors d'un petit cercle d'initiés, du pivot de tout cet élan : la Constitution Furgler, que M. Ruffieux a mentionnée tout à l'heure, et

¹ *Neue Eisenbahn Alpen Transversale*, en français NLFA — nouvelles lignes ferroviaires à travers les Alpes.

L'Europe retrouvée ?

qui a disparu dans les tiroirs. Cela a été très décevant. Les partis politiques s'en sont défait, après avoir essayé de gagner du temps, alors même que l'époque était tout à fait propice à une révision fondamentale de notre charte. Le fait que nous nous trouvions maintenant perdus est à mon sens fortement lié à notre incapacité, à l'époque, de nous doter d'une charte fondamentale qui soit claire, et qui ait été élaborée, puis adoptée sans contrainte extérieure, puisque les années 1970 ont été des années de crise de la mouvance européenne.

Pendant les années 1980, la Suisse s'est progressivement aveuglée, en se donnant à elle-même l'image du succès. Elle n'a pas pris acte du Livre blanc — sa classe politique continue même de ne pas faire la différence entre le Livre blanc et l'Acte unique. Elle a pensé que le dossier communautaire allait, comme tant d'autres, s'empêtrer dans les contradictions. Je me demande parfois si nous avons perçu, sinon en surface, la rupture fondamentale qu'a été la révolution de 1989.

Nous voici donc en état d'urgence. Il y a état d'urgence parce que nous ne sommes pas informés, parce que nous ne vivons pas la mouvance européenne, et parce que nous sommes totalement dépourvus d'inspiration. Pour ma part, je crois qu'un peuple, je crois que la démocratie ont besoin de deux choses : d'information, si possible pertinente et non mythique, ainsi que p.233 d'une source d'inspiration, dont la responsabilité incombe au Gouvernement. Nous n'avons ni l'une ni l'autre. La radio nous sert sans cesse le cliché des « sept Sages » ; personnellement, j'ai besoin de beaucoup plus que cela : je veux un Gouvernement qui m'informe et qui m'inspire. Il peut m'inspirer s'il dégage, de son discours collectif, un *Weltbild*, une direction dans laquelle il veut aller, une aspiration à laquelle il attache sa responsabilité politique, tout un ensemble de choses que nous n'avons plus à notre disposition. Il m'intéresserait beaucoup de savoir, au-delà de la manie que nous avons d'attribuer des notes à des individus, comment M. Furgler explique cette dérive gouvernementale.

Vous savez que Max Petitpierre a redéfini notre politique extérieure, au sortir de la guerre. Il a donné alors un sens moderne et novateur à la notion de neutralité armée. Le pivot de sa conception était la notion de *disponibilité*. On a demandé les bons services de la Suisse, parfois au-delà des capacités de nos diplomates. Aujourd'hui, plus personne ne nous demande quoi que ce soit, en termes de disponibilité. Nous devons donc devenir plus actifs. Nous devons faire des propositions concrètes. Tout ce que nous proposons, de ce côté-là, ce sont

L'Europe retrouvée ?

des enveloppes budgétaires. Les premiers, nous avons donné un paquet de centaines de millions de francs à la Hongrie et à la Pologne, auxquelles nous avons ajouté, dans la hâte, la Tchécoslovaquie. Ce n'est pas suffisant, et ce n'est pas novateur. Les échos qui me sont arrivés, de Pologne en particulier, indiquent une réaction de déception. D'abord, le plus clair de ce paquet était une garantie des risques à l'exportation et à l'investissement. Et peu a été fait pour mettre les pays destinataires en état de formuler, eux-mêmes, les demandes qui leur paraissaient prioritaires. Cela n'est pas passé inaperçu.

Pour quelle raison ne sommes-nous plus capables de desseins ayant une certaine envergure ? Par exemple, que faisons-nous pour l'accueil, dans des institutions de formation, de ces millions de gens qui ont un besoin urgent de formations de haut niveau afin de pouvoir diriger des espaces économiques et politiques totalement transformés ? On parle souvent de l'Europe des régions. Je ne veux pas entrer ici dans le débat superficiel sur l'Europe des peuples et l'Europe des régions. Mais pour que l'Europe des régions ne soit pas seulement une coquille verbale vide et prenne quelque consistance, dans l'intérêt propre de la Suisse et des Suisses, je crois qu'il faut aller au-delà des mots et songer à des institutions. Pouvez-vous m'expliquer pourquoi, dans cette Europe transformée, nous n'avons aucun contact institutionnalisé avec les régions, qui ont désormais une relative autonomie de décision ? Pourquoi ne sommes-nous pas présents à Annecy ou à Lyon, chef-lieu constitué de la région Rhône-Alpes ? Pourquoi ne sommes-nous pas présents à Munich ou à Stuttgart, alors que la Bavière et le Bade-Wurtemberg, comparables en taille, en puissance économique et démographique, mériteraient qu'on s'y installe ? Vu l'état déficient de nos relations avec l'Espagne, nous pourrions aussi nous installer à Barcelone, puisque la Catalogne nous est proche, du point de vue de la culture politique.

Je ne peux pas ne pas mentionner une phrase d'un cabaretiste berlinois des années 1930, qui éteignait les lumières dans son cabaret, sortait une lampe de poche, éclairait le visage de l'un ou l'autre des spectateurs, et ^{p.234} disait sentencieusement : « *Am Volk liegt es nicht, es muss wohl an der Leitung liegen* » ¹.

¹ Jeu de mots sur *Leitung*, qui signifie à la fois *direction* et *conduite électrique* : « ce n'est pas la faute du peuple, mais de la *Leitung* ».

L'Europe retrouvée ?

M. KURT FURGLER : Vous avez soulevé un tel nombre de questions importantes pour la politique suisse, que je me bornerai à en retenir quelques éléments clés. Qu'avons-nous fait de notre culture politique ? Vous avez évoqué les conceptions globales. Sur ce point, je ne puis dire qu'une chose, c'est que je ne me rallierai jamais à l'opinion de ceux qui disent : n'élaborez pas de conceptions, ce n'est pas le moment de lancer de grands projets, tenons-nous-en aux détails. Il faut être modeste, sans doute, mais je répète ce que je disais hier : oui au pragmatisme, à condition qu'il soit guidé par une conception. Il sera toujours indispensable qu'un gouvernement présente sa vision sous la forme d'une conception. Reste à définir les étapes nécessaires pour y arriver. Les politiciens devraient simplement être fidèles à eux-mêmes, présenter leurs visions et demander au Gouvernement d'expliquer ce qu'il pense de la situation actuelle, de dire ce qu'il veut pour demain. Ceux qui gouvernent, comme ceux qui dirigent une entreprise, doivent avoir une ligne de conduite et en faire part aux autres. C'est ainsi qu'on arrive à développer ses propres institutions.

Vous dites que la Suisse n'a pas pris acte du Livre blanc. Je peux vous dire qu'avant sa publication, j'ai passé deux jours avec ses auteurs — j'étais encore au Gouvernement. Au sein du Conseil fédéral, nous avons consacré un grand nombre d'heures de réflexion à ce sujet. Je présume que votre question voulait dire que nous aurions dû voir, avec plus d'intensité, le fait que l'Europe se faisait beaucoup plus rapidement que nous ne le pensions.

Sommes-nous dépourvus d'inspiration ? Je ne le crois pas. En revanche, nous manquons parfois de courage. Il y a beaucoup de gens, ici même, à l'université, qui donnent leurs inspirations ; même en parlant à leurs enfants, ils développent des idées. Peut-être commettons-nous l'erreur, en Suisse, de ne plus coopérer entre les différentes classes d'âge, des plus jeunes à ceux qui sont encore plus âgés que moi. Nous avons besoin de tous et de toutes. Nous ne profitons pas assez de notre société libérale et libre. Nous sommes trop superficiels. Il ne suffit pas de regarder les informations télévisées, ou de lire un journal à sensation. Les humains ont la chance d'être les seules créatures, en ce monde, qui soient douées de la capacité de réfléchir. Profitons-nous de cette chance ? Je me pose la question.

La démocratie a besoin d'information, dites-vous. Je suis d'accord. Selon moi, le Parlement doit exiger cette information. Mais nous, citoyens, avons aussi

L'Europe retrouvée ?

l'obligation d'informer nos partenaires et le Gouvernement. Le vrai dialogue devrait faire partie de la culture politique. L'art du dialogue est essentiel. Votre mariage sera idéal, si vous pratiquez le dialogue — en tout cas, il sera sain et sauf. Notre société peut faire de vrais progrès, à condition que nous pratiquions le dialogue entre toutes les classes et tous les âges. De même avec nos voisins. Cultivons cette source d'inspiration.

p.235 Je vous remercie d'avoir cité Max Petitpierre. Le fait que nous parlions de disponibilité prouve que les relations internationales ne sont pas seulement une question d'égoïsme. Bien sûr, tout membre du Gouvernement a le droit, a l'obligation de défendre les intérêts de son pays. Mais à cela doit s'ajouter la disponibilité, pour rendre service. Ici encore, faites la comparaison entre votre vie privée et la démocratie helvétique, et vous trouverez ce qui a une valeur. Dans le bilan, il y aura peut-être quelques aspects négatifs : ils exigeront de vous, précisément, une plus grande disponibilité.

Je me rallie à votre manière de voir : nous devons devenir plus clairs dans nos décisions en ce qui concerne l'aide aux anciens pays de l'Est. Car si nous soumettons notre aide à des conditions incompréhensibles pour celui qui la reçoit, elle sera finalement rejetée. Nous ne devons pas dicter nos conditions. Tous ces pays ont besoin non seulement de finances, mais aussi de ce qu'on appelle le *capital humain*, de l'expérience de chacun de nous. Je constate cette vérité dans tous les dialogues que j'ai en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Allemagne de l'Est, et surtout en Union soviétique. Ils nous demandent comment il faut s'y prendre pour être paysan, pour être artisan, pour exercer la moindre charge administrative. Ils nous demandent comment on joue le jeu parlementaire, ou comment on pratique l'art du gouvernement. Là, nous pouvons donner beaucoup ; les universités, en particulier, sont des sources de services possibles pour ces peuples.

Vous demandez ce que nous faisons au niveau de l'Europe des régions. A Munich, nous avons un consulat général ; à Stuttgart, un consulat. Nous devons, à ce niveau, repenser notre rayonnement diplomatique et intensifier nos contacts. Mais il incombe aussi aux cantons d'aller dans ce sens. Le canton d'où je viens a instauré des contacts beaucoup plus denses qu'auparavant avec les riverains du lac de Constance, avec le Vorarlberg, avec le Liechtenstein. Tout cela commence à fonctionner et nous rappelle le passé :

L'Europe retrouvée ?

mise à part l'époque hitlérienne, il en a toujours été ainsi. Nous devons profiter de telles possibilités.

M. GABRIEL AUBERT : J'aimerais présenter quelques observations qui paraîtront peut-être un peu caricaturales. Mais le caractère grossier de mon trait servira, j'espère, à stimuler la discussion.

En quittant la salle où vous avez donné votre conférence, je me suis dit que nous devons être de bons Suisses en Europe, en ce sens que nous avons le privilège de pratiquer le fédéralisme et la démocratie, valeurs que nous pouvons exporter. Et puis, je me suis demandé si la vraie politique qu'il nous faudrait, au contraire, ne consisterait pas à être de bons Européens en Suisse. Pourquoi devons-nous hésiter à croire que nous sommes de bons Suisses en Europe ?

On parle beaucoup de fédéralisme. C'est vrai, il existe en Suisse des institutions fédéralistes. Mais il y en a également dans les pays de la Communauté européenne. Nous n'avons rien à enseigner à l'Allemagne, en la matière. M. Furgler a dit lui-même que nous devrions nous inspirer de l'exemple allemand, voire le copier, dans le cadre de l'adaptation des institutions suisses qu'imposera le rapprochement avec l'Europe. Nous n'avons donc pas le ^{p.236} monopole du fédéralisme, et de ce point de vue je ne pense pas que nous ayons une véritable importance en Europe.

La situation est analogue en ce qui concerne la démocratie directe. Bien sûr, nous pratiquons la démocratie. Mais nous ne sommes pas une exception. Nous n'avons rien à enseigner au Royaume-Uni en la matière, par exemple. Quand je songe aux élections qui auront lieu dans quelques semaines, quand je songe qu'au lendemain de ces élections, le Conseil fédéral devra définir sa politique par rapport à l'Espace économique européen, je me demande si les électeurs sont réellement placés devant un choix. La réponse est clairement négative. Pour ma part, il se trouve que je suis favorable à une adhésion aussi rapide que possible de la Suisse à la Communauté. Plus de cent candidats se présentent aux élections. Sur le nombre, un ou deux partagent cette option. Mais à supposer que je sois hostile à l'adhésion de la Suisse, pour qui voterai-je ? Nous exaltons la démocratie directe, mais en matière européenne, les prochaines élections des députés aux Chambres fédérales sont une véritable farce. Le Parlement que nous allons élire devra traiter, en quatre ans, le dossier

L'Europe retrouvée ?

européen ; il devra se prononcer sur l'Espace économique européen, et probablement se décider sur une demande d'adhésion. Il le fera sans que ses membres, avant leur élection, n'aient fait connaître leur choix aux électeurs. Cela, c'est l'image d'une Suisse qui veut exporter sa démocratie !

Il ne faut pas oublier non plus que nous sommes le dernier pays d'Europe à avoir reconnu le suffrage universel — les femmes n'ont le droit de vote, en Appenzell, que depuis fort peu de temps. Cela n'est pas anecdotique. C'est une réalité. Les pays d'Europe ne peuvent pas comprendre que la Suisse ait été aussi lente à reconnaître le suffrage universel.

Fédéralisme, démocratie : je ne veux pas dénigrer nos institutions, mais je crois qu'il y a ici un problème. Nous devons renverser la vapeur, et voir autrement les termes de ma proposition initiale. Pourquoi devons-nous être de bons Européens en Suisse ? D'abord, pour des raisons économiques. M. Furgler l'a dit, une grande partie de nos exportations va dans les pays de la Communauté. Il faut savoir que cette dépendance ne sera pas catastrophique, aussi longtemps que la Communauté sera gentille. Mais si nous ne lui donnons pas ce qu'elle demande en matière de transports à travers les Alpes et en matière d'argent pour le développement de certaines régions, elle peut parfaitement décider, en prenant les mesures juridiques adéquates, de faire des difficultés à la Suisse. Elle peut augmenter les droits de douane, et faire ainsi pression sur nous jusqu'à ce que nous céditions.

Le libéralisme constitue pour nous une autre raison d'être de bons Européens en Suisse. La Suisse est un pays fédéraliste, et fédéralisme rime avec libéralisme. Mais ce sont deux choses différentes. Etre libéral, en Suisse, revient souvent à être conservateur. Or, ce pays a besoin de libéralisme. Il s'ankylose, son économie s'essouffle. Il a besoin d'un coup de fouet libéral, qui le mette au niveau des marchés du monde sur lesquels il doit se défendre.

Enfin, nous devons être de bons Européens en Suisse pour une raison politique. Nous avons tort de croire que nous devons notre liberté et notre paix à nous-mêmes. Nous les devons à beaucoup de gens qui sont morts, en Angleterre, en France, en Russie, pendant la Seconde Guerre mondiale, en p.237 faisant échec à Hitler. Ce sont eux, ce sont les Américains qui ont garanti notre liberté. Nos communes et nos cantons n'y ont pas été pour grand-chose. Nous nous sommes mobilisés, nous avons résisté, et il faut rendre hommage à ceux

L'Europe retrouvée ?

qui ont combattu, mais force est de constater que sans les autres, nous n'étions rien. De ce point de vue, nous devons nous rendre compte que le phare de la liberté, dans ce monde, ce n'est pas la Suisse. Ce sont ceux qui se sont battus, et qui ont fait l'Europe libérale d'aujourd'hui : ce sont les pays membres de la Communauté européenne.

M. KURT FURGLER : De bons Suisses en Europe, ou de bons Européens en Suisse : à mon avis, ces deux propositions sont dans une relation d'interdépendance. On ne peut pas être bon Suisse, respecter le fédéralisme et le principe de subsidiarité, si l'on ne reconnaît pas ces mêmes qualités dans nos relations avec nos partenaires. Ils ont leur influence sur tout ce que nous pouvons faire. Vous l'avez dit, nous n'avons pas de monopole. Mais nous avons quand même l'expérience de notre histoire, et savons que ces éléments sont déterminants dans l'instauration d'une Europe où les droits fondamentaux soient pratiqués, et où les minorités puissent vivre en paix. Car nous avons reconnu, dans notre histoire, que le mépris de ces éléments clés est une erreur, qui ne peut qu'entraîner la faillite. Les exemples sont nombreux, à commencer par celui de Nicolas de Flüe. Je ne veux pas cacher les erreurs que nous avons commises. Mais je pense que nous pouvons, en partant de nos valeurs, entrer avec beaucoup plus de force de conviction dans la vie européenne.

J'ai déjà donné ma réponse à la question du suffrage universel. Evidemment, il est venu trop tard. Mais mieux vaut tard que jamais. Il faut parfois corriger le tir : c'était le dernier moment pour le faire. Il faut avancer à petits pas.

Vous avez insisté sur notre dépendance économique. J'ajouterai que nous ne sommes pas seulement dépendants des autres. Nous sommes tous interdépendants, et les autres ont un intérêt certain à ce que nous participions à cette société. Un exemple : l'AELE, quand nous l'avons créée, était la plus grande zone de libre-échange de la planète ; le bilan de ses échanges avec la Communauté dépasse celui de ses échanges avec les Etats-Unis, et surpasse de loin les échanges de la Communauté avec le Japon. Nous ne devons donc pas être trop modestes. Acceptons nos petites dimensions : cela peut être beau, pour peu que nous ayons un certain rayonnement. Economiquement parlant, je ne suis pas pessimiste. Nous avons pour nous le génie de nos travailleurs, de nos ouvriers, de nos intellectuels, hommes et femmes. Il va de soi, de plus, que l'absence de matières premières nous impose d'exporter avec un minimum de charges.

L'Europe retrouvée ?

Je pense que des discussions comme celle-ci devraient avoir lieu au Parlement, beaucoup plus souvent et avec plus de densité, au sein des commissions et au sein des partis, des syndicats, des entreprises, etc. Nous devons former l'opinion, non par des dictées, mais en disant ce que nous pensons. Ainsi, nous pourrions obtenir de nos partenaires qu'ils participent à cette société.

Mme MARTINE BRUNSCHWIG GRAF : p.238 Un mot m'a frappée : vous avez parlé de *courage*. Ce mot me semble effectivement au cœur du problème. J'ai relevé que M. Furgler n'a pas répondu à la question de M. Tschopp à propos du Gouvernement et de la légère déliquescence dans laquelle se trouve le dossier européen. Pour moi, le courage consisterait à dire, avec des mots concrets, quels inconvénients entraînerait le choix européen, et quelles raisons poussent à le faire néanmoins en avouant qu'on ne peut pas y trouver que des avantages. Vous avez parlé de fédéralisme et de démocratie. Il faut pouvoir dire aux gens que l'entrée dans l'Espace économique européen et dans la Communauté européenne — entrée à laquelle je suis personnellement favorable — implique des limitations des droits en matière d'initiative et de référendum, des limitations des droits en ce qui concerne les interventions cantonales et la liberté des cantons sur un certain nombre de problèmes. Je pense que c'est nécessaire. Vous l'avez dit implicitement quand vous avez plaidé pour le renforcement des pouvoirs du Gouvernement et du Parlement. Cela devrait pouvoir être expliqué. Mais, en contrepartie, il faudrait mettre en valeur le rôle des cantons.

A propos de l'Europe des régions, vous avez parlé de contacts des cantons. Mais si vous voulez réaliser l'Europe des régions, il faudrait poser la question des pouvoirs des cantons. Les contacts ne suffisent pas. Si l'on veut mettre sur pied une région, il y a un certain nombre de choses à négocier. Dans ces négociations, les cantons doivent disposer de plages de liberté. Sans cela, il n'y aura pas d'Europe des régions : ce seront toujours les gouvernements centraux qui négocieront.

Dernière question : ne pensez-vous pas que pour une fois, en Europe, l'économie est en avance sur la politique ? Cela tient bien sûr à des intérêts bien compris, mais aussi au fait que nous sommes contraints désormais de passer plus rapidement qu'auparavant par-dessus les frontières. Peut-être, si l'on sait

L'Europe retrouvée ?

la stimuler et l'utiliser, l'économie restera-t-elle jusqu'au bout le moteur qui fera bouger les politiques.

M. KURT FURGLER : Je vous remercie de m'avoir rappelé que je n'ai pas répondu à M. Tschopp. Il va de soi que je ne vais pas me lancer dans une analyse de l'art gouvernemental actuel. J'espère simplement que le Gouvernement remportera le succès qu'il mérite, et que les décisions qui doivent être prises seront annoncées au peuple dans de brefs délais, afin que l'on sache enfin si le Gouvernement veut ou ne veut pas accepter le contrat de l'Espace économique européen. Le deuxième pas dont vous avez parlé — l'entrée dans la Communauté — passera sans doute en discussion au Parlement : les deux étapes restent à définir, et les décisions restent à prendre.

Je comprends fort bien le ton critique de M. Tschopp. L'art de gouverner est le même partout : être au Conseil fédéral ou diriger une entreprise, c'est à peu près la même chose. Après une mûre appréciation des situations, vous devez prendre les décisions qui s'imposent, au moment opportun. En ce qui concerne le rôle du Gouvernement, je m'en tiendrai à cette remarque, qui vaut même si l'on est absolument convaincu que la souveraineté appartient ^{p.239} au peuple. Ce dernier, même fort, ne peut renoncer à un gouvernement fort. Et nous avons besoin, aujourd'hui, d'un gouvernement fort.

Vous dites que le rôle des cantons constitue pour vous un problème. Pour moi aussi. J'ai parlé du changement constitutionnel qui sera le fruit d'une adhésion à l'Europe. D'après la clause d'*opting out* ou de veto, les cantons auront certes la possibilité de s'exprimer, en ce qui concerne le nouveau droit — mais pas sur l'acquis communautaire. Je ne serais pas sincère si je ne me ralliais pas à votre manière de voir : les cantons risquent de perdre une partie de leurs prérogatives.

Il y aura néanmoins un avantage, qui résidera précisément dans l'aspect régional. J'ai longuement parlé avec le ministre compétent de Bavière, et lui ai demandé comment il mettait cela en pratique. Il m'a répondu que dans les domaines où les *Länder* sont constitutionnellement responsables, aucun problème structurel de la Communauté ne peut être traité, à Bonn ou à Bruxelles, sans que les représentants des *Länder* à Bonn n'aient leur mot à dire. Ils ont même installé à Bruxelles des centres de consultation, afin de faciliter

L'Europe retrouvée ?

l'information en faveur des *Länder*. Reste à définir le contact direct entre gouvernement central et *Länder*, dans la mesure où il est nécessaire qu'il y ait convergence entre eux — comme entre les cantons et la Confédération. Il faut à cette fin établir des normes, selon lesquelles les cantons soient reconnus comme des partenaires que l'on écoute, et qui sont parties prenantes dans le jeu collectif de la politique régionale.

L'économie est en avance, avez-vous dit. Vous avez raison. C'est une nécessité, mais je crains qu'une trop grande disparité ne s'instaure peu à peu entre ce que notre économie pratique et ce que notre Etat fait ou ne fait pas. Je connais des parlementaires qui jouent le jeu de l'intégration au niveau de leurs entreprises, mais qui la refusent sur le plan politique. Cela pourrait devenir dangereux. Entre les deux domaines, il y a interdépendance. Nous devrions profiter de cette avance, en acceptant ses résultats et en repensant ses faiblesses, pour surmonter les obstacles.

Mme FRÉDÉRIQUE VIRET : Combien de temps la Suisse pourra-t-elle rester à l'extérieur du bloc européen qui se constitue ? Vous avez fait allusion au mur de Berlin : la Suisse ne risque-t-elle pas de devenir, comme Berlin avant 1989, un îlot isolé au milieu d'un pays qui serait l'Europe ? Fera-t-on construire un mur autour de la Suisse ?

M. KURT FURGLER : Je crois que le statut d'îlot, sous quelque forme que ce soit, ne peut en aucun cas correspondre à notre vocation. Ce petit Etat neutre a une vocation. Celle-ci est d'abord nationale. Il s'agit d'une *Confédération*, dans laquelle plusieurs cultures et religions minoritaires trouvent une unité politique, grâce à leur volonté politique. Sa vocation tient ensuite dans sa mission européenne. De même que nos fleuves quittent la Suisse pour traverser les pays contigus, nos produits quittent la Suisse pour trouver preneur partout dans le monde, et surtout en Europe. Encore une fois, il y a interdépendance. Ne pas accepter ce fait, p.240 spirituellement, économiquement ou politiquement, serait une erreur. Reste à trouver la bonne formule, entre la perte d'identité que craignent beaucoup de gens, et la nécessité de conserver notre identité. Je n'ai pas peur. Nous pouvons rester une Confédération forte, tout en cultivant la mission européenne dont je viens de parler.

J'ajoute que notre troisième mission nous ouvre sur le monde entier. Les

L'Europe retrouvée ?

Européens, ces derniers mois, ont pris l'habitude de ne parler que de l'Europe. Mais le Tiers-Monde, l'Afrique, l'Amérique latine, tous les continents nous attendent. En toute modestie, nous devons savoir que ces trois missions forment le dossier politique de la Confédération.

Ma réponse est donc : pas d'îlot. C'est pour cela que je suis favorable à une nouvelle dimension européenne.

M. DANIEL GAGNEBIN : J'aimerais poser deux questions. Les accords de Schengen, qui prévoient dès janvier 1993 la libre circulation des personnes physiques et morales et des biens entre les pays de la Communauté, ne risquent-ils pas de décourager les autorités et le peuple suisses d'adhérer à la Communauté ?

Il a été question du droit suisse au référendum et à l'initiative. Vous avez dit tout à l'heure que les acquis communautaires respecteraient ce droit — en d'autres termes, qu'ils sauvegarderaient notre identité. Mais j'aimerais savoir dans quelle mesure exactement ils le respecteront.

M. KURT FURLER : Les accords de Schengen peuvent-ils décourager le peuple suisse ? Je crois que la réponse est non. Au sein de la Communauté, c'est-à-dire jusqu'à nos frontières, ils seront appliqués. Pouvons-nous pour autant renoncer à jouer ce jeu européen ? Il faudra bien sûr définir quelques applications particulières tenant compte de ce que l'Espace nous offre ou non : par exemple des règles spéciales portant sur notre paysage. En principe, je ne crois pas que cela puisse nous décourager. Tout au contraire, ce que les autres feront aura sur nous une influence, avec ou sans notre accord. Mieux vaut donc participer à l'élaboration de normes dont l'influence se fera de plus en plus sentir.

Référendum et initiative : si je compare l'état actuel et l'état futur des choses, dans l'hypothèse d'une adhésion à l'Espace économique ou à la Communauté, je constate qu'il y a de toute évidence une restriction. Selon l'acquis communautaire et le futur droit européen, un bon nombre de privilèges que nous avons eus jusqu'à maintenant tomberont. Cela, nous devons l'expliquer avec sincérité à nos concitoyens. Mais nous ne nous contenterons pas de donner. Nous recevrons aussi. En parlant de *opting out*, j'ai voulu dire que

L'Europe retrouvée ?

si les sept membres de l'AELE ne tombent pas d'accord sur les normes à créer à Bruxelles, ils disposeront d'un droit de veto — dont ils ne devront d'ailleurs pas abuser, car cela tuerait n'importe quelle société. Le bilan entre « pertes » et « profits » juridiques devrait être analysé de très près.

M. GABRIEL AUBERT : p.241 Le Conseil fédéral, au début des négociations sur l'Espace économique, demandait quelque chose d'impossible. Il voulait que dans le cadre de l'Espace, la Suisse puisse dire « non » individuellement à une évolution à laquelle elle serait opposée, alors même que cette évolution aurait été acceptée à la majorité au sein de la Communauté. La Suisse voulait donc avoir, dans le Marché unique, une position plus solide que celle de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne ou de l'Italie. C'était un énorme culot. Car il est évident que ces dernières n'allaient pas donner à un petit pays plus de droits qu'elles-mêmes n'en avaient. En réalité, la politique du Conseil fédéral conduisait à avoir un Marché unique pour ce qui intéressait la Suisse, et d'autres Marchés uniques dans le cadre de la Communauté européenne, pour ce qui intéressait les autres. C'était tout à fait contradictoire, et tout à fait intenable. Je crois que si l'opinion publique et les politiciens avaient été mieux informés, ils n'auraient pas laissé le Conseil fédéral se lancer dans la bataille de façon aussi naïve.

En ce qui concerne l'*opting out*, je ne suis pas sûr d'avoir bien compris M. Furgler. J'ai cru comprendre que s'il se produisait une évolution du droit communautaire — ce qui arrivera inévitablement —, l'*opting out* mettrait l'AELE en situation de dire oui ou non. Mais, si j'ai bien compris, l'AELE ne pourrait dire non qu'à l'unanimité. Par exemple, elle pourrait dire : vous avez adopté une règle sur la concurrence qui provoque le mécontentement de nos coiffeurs, de nos serruriers, etc., et dont nous ne voulons pas. Mais pour en arriver là, il faudrait que la Suisse fasse savoir à ses partenaires de l'AELE que la nouvelle règle ne convient pas à ses coiffeurs, serruriers, etc., que chacun de ces partenaires admette qu'effectivement les coiffeurs, serruriers, etc. ont raison, et qu'ils décident par conséquent de dire non. Ce n'est pas un droit de veto individuel de la Suisse ; c'est un droit de veto de l'AELE. A partir du moment où plusieurs pays de l'AELE ont fait acte de candidature, ce droit de veto perd toute espèce de signification. L'Autriche ou la Suède ne vont pas dire « non » à la Communauté, alors qu'elles ont demandé à y entrer et sont prêtes à souscrire à

L'Europe retrouvée ?

la politique communautaire dans son intégralité. Pour les politiciens, qui n'en comprennent pas le détail, *l'opting out* constitue surtout un bon argument : la formule est en anglais, elle est générale, elle rassure. En réalité, il n'y a pas d'*opting out*, car jamais l'AELE ne voudra divorcer d'avec la Communauté. Et si elle le voulait, cette dernière se réserve de prendre des mesures de rétorsion, c'est-à-dire de changer les données du jeu. Je suis bien convaincu que *l'opting out* n'est pas une réalité. Mais je demande à être contredit.

Cela étant, il faut encore se demander ce que la Suisse peut apporter à l'Europe. Les conseillers fédéraux actuels, les partis politiques actuels sont-ils capables de collaborer à la construction de l'Europe ? Celle-ci a-t-elle intérêt à cette collaboration ? On peut se poser la question, quand on lit les journaux, et quand on sait ce qui s'est dit et ce qui ne s'est pas dit récemment aux Chambres.

M. KURT FURGLER : Je crois qu'il y a un malentendu entre nous deux. Je n'ai pas compris *l'opting out* comme vous. Si le droit de veto ^{p.242} était tel que vous le décrivez, il n'aurait effectivement aucune valeur. Selon les informations que j'ai reçues, nous aurions la possibilité de dire « non » à tout nouveau droit. La Suisse seule ne pourrait rien ôter de l'acquis communautaire, mais elle pourrait, comme les autres membres de l'AELE, s'opposer aux nouveaux projets qui lui seraient soumis. Ce serait là un droit de veto assez remarquable — et dont il conviendrait, une fois de plus, de n'user qu'avec sagesse et modestie, pour ne pas provoquer l'érosion de l'AELE.

Quoi qu'il en soit, il faut dire clairement que la structure de l'AELE a profondément changé. Elle s'est trouvée dans la nécessité de parler avec une voix, ce qu'elle avait toujours refusé auparavant. Il y a là une évolution très nette.

J'ajoute une remarque à propos de l'AELE. Je trouve dommage que nous n'ayons pas profité de la situation actuelle dans les pays de l'Est. Ils auraient tous été intéressés à nouer des contacts directs avec l'AELE. Bruxelles en aurait été satisfaite. Nous avons méconnu là une chance de notre histoire.

Mme JEANNE HERSCH : Je suis fédéraliste européenne depuis de longues années. Ce n'est donc pas un problème nouveau pour moi. Pourtant, il devient

L'Europe retrouvée ?

peu à peu nouveau, et je suis devenue réticente, à un moment donné, parce que j'avais l'impression que si la Suisse entrait dans la construction de l'Europe, ce serait un élément d'affaiblissement pour l'Europe, alors même que cette construction devait se faire avec la plus grande intensité et la plus grande rapidité possibles. Je considère, par exemple, que le fait que l'Europe se montre pour le moment inexistante, politiquement et militairement, est une catastrophe. J'aurais personnellement souhaité qu'il y ait une Europe politique et militaire avant la réunification de l'Allemagne, et que cette dernière entre dans une Europe existante politiquement et militairement. C'est raté. Je pense que cette construction est extrêmement urgente. Or j'avais l'impression que la Suisse souhaitait, du côté européen, tout ce qui lui permettrait d'en être, à la condition que cette Europe soit aussi faible que possible dans ces domaines. Je me disais : plutôt une Europe forte sans la Suisse qu'une Europe faible avec la Suisse.

Je me demande si le moment n'est pas venu, maintenant, de dire et de se dire que l'Europe est faite pour être forte ; qu'elle est en train de se faire pour éviter que le XXI^e siècle soit une répétition du XX^e siècle, et pour éviter les terribles cataclysmes qu'ont été les guerres de ce siècle ; qu'il faut par conséquent lui donner de la force dans ces dimensions-là. Je pense que si l'on a commencé par l'Europe économique, ce n'est probablement pas parce que l'économie va plus vite. Jean Monnet a pensé, très sagement, que les obstacles économiques seraient énormes et qu'il valait mieux, en quelque sorte, les résoudre d'avance pour permettre le développement ultérieur, et non pour l'engluer, ou pour le perdre en route.

Je pense donc que les négociations entre la Suisse et l'Europe sont très particulières, parce que nos négociateurs ne se trouvent pas seulement du côté suisse, mais aussi du côté européen. Ils veulent, ou devraient vouloir que l'Europe se fasse, et devraient vouloir qu'elle se fasse forte, pour qu'elle puisse remplir sa mission. Ils négocient donc, en quelque sorte, contre ^{p.243} eux-mêmes. Nous sommes des deux côtés à la fois : j'aimerais savoir ce que vous en pensez.

M. KURT FURLER : Je vous remercie pour votre réflexion, que chacun devrait faire, au Gouvernement comme au Parlement. Je le dis très franchement, je veux une Europe forte. Sans cela, elle ne pourra pas accomplir sa mission au

L'Europe retrouvée ?

siècle prochain. Et même cette Europe forte, composée de presque sept cents millions d'habitants, allant de l'Atlantique à l'Oural, n'engloberait jamais que la dixième partie de la population mondiale. La modestie s'impose même aux forts.

J'ajoute que l'Europe ne peut être forte qu'en respectant le fédéralisme, qu'en respectant les structures uniques de la Grande-Bretagne, de la France, de l'Allemagne, de la Suisse, de l'Italie. Il ne doit pas y avoir de perte d'identité des partenaires européens. Sans ses richesses culturelles, l'Europe ne sera pas vraiment forte. Je me demande si la Suisse n'a pas connu des situations analogues, au cours de son histoire. Au moment où les cantons ont éprouvé le sentiment que le *Staatenbund* était trop faible, et qu'il fallait inventer l'instrument dont nous disposons depuis 1848, à savoir la Confédération, ils ont su renoncer à des privilèges antérieurs, pour en gagner d'autres en retour. Même le petit Appenzell, avec ses quinze mille habitants, est respecté à travers son sénateur et son conseiller national ; et nous n'avons pas le sentiment qu'il représente une quantité négligeable. C'est le problème d'un petit Etat.

Imaginons que la Suisse de demain remplisse sa mission européenne, et participe à une Europe forte : au bout de la route, je vois une Confédération européenne, avec une Assemblée parlementaire, avec un Sénat dans lequel nous serions représentés à l'égal d'une grande puissance. Nous devons être sincères. Si nous avons dans le cœur le projet de négocier avec la Communauté pour affaiblir le processus de la construction européenne, ce serait scandaleux.

En revanche, je ne vois pas tout à fait comme vous les aspects militaires de la sécurité. Etant en contact quotidien avec la Yougoslavie, j'ai l'impression que l'Europe est faible. Mais je me demande, sachant qu'à la fin du siècle l'Europe n'aura que le dixième de la population mondiale, si nous n'avons pas intérêt à donner la puissance militaire à l'ONU, en élargissant ses capacités d'intervention militaire. J'ai dit, en passant, que le droit des gens avait évolué. Autodétermination et respect des droits fondamentaux d'un côté, souveraineté de l'autre. Vu les conflits qui déchirent la planète, nous devrions être à l'ONU, et aurions un intérêt fondamental à ce que cette institution assume ses responsabilités. Je n'imagine guère un bras européen de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Mieux vaudrait que dans le système de sécurité collective, les pays de l'Est aient la possibilité de se rallier à un système d'autodéfense planétaire et continental.

L'Europe retrouvée ?

La sincérité exige que l'on dise au peuple, et que chacun sache personnellement, que nous voulons une Europe forte, c'est-à-dire une Europe qui tienne compte du fédéralisme et du principe de subsidiarité. Dans ce cadre, remplissons notre mission spirituelle, économique, écologique et politique.

M. ÉDOUARD GIVEL : p.244 En faisant la part de l'accélération du temps, et en tenant compte du fait qu'il ne reste que quelques mois jusqu'au 1^{er} janvier 1993, croyez-vous que les promesses de la Communauté européenne seront réalisées à cette date ?

M. KURT FURGLER : Dans leur totalité, non. Il y aura des pas en avant, et même de grands pas, mais tout ne sera pas praticable. Il reste des problèmes structurels au sein de la Communauté. Mis à part celui de l'élargissement, dont nous avons déjà parlé, il y a celui de l'approfondissement des disparités dans le monde, qui ont pris une dimension extraordinaire entre le Nord et le Sud en particulier. Je ne serai donc pas déçu si les promesses de la Communauté ne sont pas réalisées dans leur totalité, à la fin de l'année prochaine. L'essentiel est que la volonté existe. Vous avez vu que le dialogue Mitterrand-Kohl, ces derniers jours, s'est ouvert sur le projet d'union monétaire. Il y aura bien sûr des obstacles à surmonter, mais la volonté est là.

M. ION GANEA-ARGES : Je suis réfugié roumain, en Suisse depuis treize ans. Aujourd'hui la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont retrouvé la liberté. La Yougoslavie, la Roumanie et la Bulgarie sont en quête de stabilité politique. La Suisse, avec son pluralisme linguistique, religieux et culturel, vit dans la paix et la liberté. Il est essentiel qu'elle s'ouvre à l'Europe et prenne part à la réflexion engagée sur l'organisation politique de l'ensemble du continent.

Vous avez dit que le pragmatisme devait être accompagné par une conception. La conférence du Conseil de l'Europe, organisée à Vienne en janvier dernier, a décidé que tous les réfugiés venus après la libération des pays de l'Est seraient rapatriés. En Europe, 215.000 Roumains devraient être rapatriés ; en Suisse, ils sont 3.500. Actuellement, il y a dans mon pays un million de chômeurs. Pourquoi les entreprises qui ont ouvert des filiales en Thaïlande n'iraient-elles pas s'installer en Roumanie ? Nous avons presque deux cent mille ingénieurs sans travail. Ils sont prêts à travailler comme ouvriers. Le

L'Europe retrouvée ?

gouvernement roumain, jusqu'à maintenant, n'a proposé aucun plan de privatisation. La privatisation pourrait être introduite en Roumanie de l'extérieur, par des sociétés étrangères. La Suisse pourrait donner en Europe l'exemple de tels projets, qui seraient bénéfiques pour tout le monde. Nous sommes des partenaires valables.

M. KURT FURGLER : Votre question est importante. Après la chute de Ceausescu, nous avons l'espoir que le changement en Roumanie se ferait en direction d'une société plus ouverte. Espérons que cela arrive quand même, dans un proche délai. Ce que vous vivez maintenant, chez vous, prouve à l'évidence que le peuple veut une vraie démocratie, et non la continuation d'une dictature.

p.245 Lorsque vous aurez une liberté d'action, lorsque le gouvernement de demain aura fixé les éléments d'un progrès en direction de l'économie de marché, alors les investissements deviendront possibles. La condition de tout investissement est la confiance. Et la confiance ne pourra s'instaurer qu'à la suite des changements dont j'ai parlé.

En attendant, il faut trouver d'autres mesures de solidarité, pour surmonter la crise actuelle. Etant en contact avec un groupe qui est en train d'élaborer un projet de Constitution pour la Roumanie, je peux vous dire que nous nous rendons compte de l'étendue de vos problèmes. Soyez sûr que notre Gouvernement en prend acte, et cherche les mesures qui permettraient de surmonter l'obstacle de ce que j'appellerai *l'intervalle entre la dictature et la démocratie*. Ne vous résignez pas.

M. ROLAND RUFFIEUX : Une remarque a été faite à propos de la compétition entre les milieux économiques et les milieux politiques, autour du renouvellement de ce qu'on peut appeler, en gros, la *pensée révisionniste*. Je crois qu'il y a là une source très intéressante de réflexion. En fait, la démocratie suisse est largement devenue un phénomène à dimensions multiples, que ce soit dans les domaines intellectuel, politique ou économique. Cela ne pose pas seulement le problème, trop souvent évoqué, de la place des dispositions économiques dans la Constitution. Y a-t-il une idéologie, qu'elle soit néo-libérale ou socialiste de type solidaire, qui puisse nous inspirer, à la porte du XXI^e siècle ? J'ai l'impression que l'Europe de l'Est ne va pas faire mouvement vers

L'Europe retrouvée ?

un libéralisme manchesterien. Où nous rencontrerons-nous ? La notion de retrouvailles de l'Europe, c'est aussi cela. Je crois que la pensée littéraire ou esthétique libre, qui s'est manifestée dans une sorte de résistance aux idéologies officielles, a probablement préparé cette rencontre et façonné ce nouveau moule, que ce soit sous la forme du roman ou sous celle de l'essai. L'idée que la Constitution suisse doit être révisée a eu son origine à Genève, avec Rossi ; elle a eu son origine aux XIXe et XXe siècles, dans les idées de Rappard et d'autres, qui lui ont permis d'évoluer et d'être en avance. Il faut peut-être donner à ces *Rencontres* une signification par rapport à la réflexion sur une nouvelle Constitution suisse. Il faut réfléchir sur le sens des circonstances absolument imprévues dans lesquelles nous nous trouvons aujourd'hui. La douzaine d'années qui s'est écoulée entre le projet de Constitution de M. Furgler et les grands bouleversements de ces dernières années, représente une chance et un nouvel élan. Je ne pense pas que l'état actuel de la réflexion gouvernementale sur la révision aille dans ce sens. Peut-être faudrait-il que le peuple donne ici une impulsion.

M. PETER TSCHOPP : J'aimerais connaître votre estimation du temps qu'il faudra pour que les économies d'Europe centrale et d'Union soviétique puissent à nouveau fonctionner. Il me semble que ce processus risque d'être assez long.

Par ailleurs, que pensez-vous de la « maison Europe » de M. Gorbatchev ?

M. KURT FURGLER : p.246 Le facteur temps joue un rôle essentiel dans notre vie, et il est difficile de répondre à votre première question. Cela durera beaucoup plus longtemps qu'on ne pense. L'opération est déclenchée, mais on ne peut en connaître les résultats, et le chemin à parcourir est semé d'embûches. Des générations entières, en Union soviétique surtout, ne connaissent tout simplement rien de ce système qu'on appelle l'*économie de marché*, et de ce système qu'on appelle la *démocratie*. Apprendre cela est difficile. C'est pourquoi je répète toujours qu'ils ont besoin de nous. Le capital humain est la condition de développement du capital financier. Cette décennie sera déterminante, pour une sorte de *sanatio in radice*. Pour l'Union soviétique, ce sera encore beaucoup plus long. C'est pourquoi nous devons commencer immédiatement.

La « maison européenne » de Gorbatchev ? Il conviendrait d'abord de nous

L'Europe retrouvée ?

demander jusqu'à quand le propriétaire Gorbatchev disposera de sa maison ! Avec la *perestroïka* et la *glasnost*, il a déclenché une opération extrêmement importante pour l'avenir de l'Europe. Mais il faut maintenant reconstruire l'Union soviétique. C'est là une bataille permanente, dont nous ne pouvons dire jusqu'à quand elle sera accompagnée — et non dirigée — par Gorbatchev. L'Union aura désormais beaucoup moins de compétences. Si elle s'affaiblit trop, j'espère qu'un équilibre se rétablira peu à peu. La Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan constituent actuellement le trio clé pour la reconstruction de l'Union. Un deuxième cercle concentrique inclut les républiques du Sud, Azerbaïdjan, Arménie, etc. Peut-être s'organisera-t-il en *Staatenbund* et rejoindra-t-il le premier cercle. Le troisième cercle comprend les Etats qui resteront indépendants, comme les Républiques baltes.

L'image de la maison européenne s'applique au tout. Pour la construire, nous aurons besoin de toute notre énergie, pendant les deux prochaines décennies au minimum. Et les générations suivantes devront continuer. C'est un défi extraordinaire, et une chance extraordinaire. Rappelez-vous ce que Schuman et Monnet ont fait. Ils ont créé la Communauté de l'acier et du charbon, pour éviter que les Allemands ne recommencent. Ils disaient alors quelque chose qui reste essentiel : la guerre ne doit plus seulement être impensable, elle doit devenir impossible. Effectivement, nous avons fait des progrès dans la direction d'une Europe forte. Même si trop de personnes oublient ce chapitre de l'histoire, il faut recommencer sans cesse, y penser et y repenser, et persévérer dans ce sens. C'est possible, si nous nous donnons nous-mêmes.

M. CLAUDE CAILLAT : J'aimerais reprendre brièvement ce que M. Aubert a dit tout à l'heure. Je ne crois pas qu'il y ait vraiment divergence entre lui et M. Furgler, à propos de la procédure *opting out*. A ma connaissance, il n'y a pas encore en cette matière de texte définitif. Il y a donc un certain flottement. Il est exact que les négociateurs suisses sont partis en guerre avec l'idée de demander que les pays de l'AELE puissent participer aux mécanismes de décision communautaires. Il est également exact que cette demande était inacceptable pour la Communauté, qui a déjà suffisamment de problèmes pour arriver à des décisions cohérentes.

^{p.247} En ce qui concerne le droit d'*opting out*, nous en sommes réduits à des hypothèses. Je vais néanmoins vous lire un texte très court, rédigé par M. Jean

L'Europe retrouvée ?

Russotto, avocat à Bruxelles et spécialiste du droit communautaire : « Le droit individuel des pays AELE de ne pas reprendre une nouvelle règle dans l'Espace économique européen a définitivement été écarté. La Communauté n'acceptera qu'un droit collectif de l'AELE de s'opposer à l'inclusion de nouvelles règles dans l'Espace économique européen, tout en pénalisant une telle décision par une suppression quasi automatique de l'accord EEE pour le secteur faisant l'objet du désaccord. » Je crois que la première phrase est un peu trop affirmative. En tout cas, il faut attendre pour savoir où nous en sommes sur ce point. C'est pourquoi la réserve de M. Furgler me semble tout à fait justifiée.

@

IDENTITÉ NATIONALE ET DÉFI DES TEMPS MODERNES ¹

INTRODUCTION

par Bronislaw Baczko
professeur honoraire à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève

@

p.249 C'est avec une très vive émotion que j'accueille en votre nom Adam Michnik.

Adam Michnik représente remarquablement cette catégorie nouvelle d'acteurs politiques qui ont fait leur apparition après la chute du communisme. Cette figure nous est devenue tellement familière que nous risquons d'oublier ses particularités, son caractère inédit et, en quelque sorte, insolite. Je pense aux anciens dissidents — intellectuels, écrivains, historiens, etc. — qui, après des années de luttes marquées par des persécutions et des prisons, de combats menés souvent en solitaire ou avec une poignée d'amis, sont devenus des politiciens ou plutôt des hommes d'État. Ce passage s'est produit très rapidement, en l'espace de quelques mois, parfois même de quelques jours. Je pense aux Havel, aux Geremek, aux Mazowiecki. Je pense aussi à Adam Michnik.

Les biographies de ces hommes se ressemblent. Mais chaque biographie est unique. Celle d'Adam Michnik se distingue par plusieurs particularités en commençant par le fait que sa dissidence débute très tôt, à l'âge de seize ans. Ensuite, notamment après 1968, sont venues les années marquées par ses prisons, mais aussi par ses textes, livres et essais rédigés très souvent précisément en prison. Ces textes ont imprégné toute une génération en Pologne et sont largement connus au-delà de ses frontières. Dans les prisons, Adam a passé six ans, et je reconnais dans la salle ceux qui à l'époque ont signé des appels et des protestations exigeant la libération de ce jeune homme qui pourtant n'était alors que peu connu. N'oublions pas que la solidarité des intellectuels, de ce que l'on appelait autrefois la *République des lettres*, fut un des facteurs qui, modestement peut-être, mais sûrement, a consolidé les

¹ Le 4 octobre 1991.

L'Europe retrouvée ?

résistances au communisme. Espérons que cette solidarité ne disparaîtra pas, qu'elle saura contribuer à endiguer le déchaînement des nationalismes, les haines et les violences qui marquent la sortie du communisme.

p.250 Ce n'est pas seulement la précocité de sa résistance qui distingue le parcours d'Adam Michnik. Surtout depuis 1989, année mémorable, s'affirme l'originalité de son choix, de sa voie à lui. Certes, il est devenu un homme politique : fondateur et rédacteur d'un journal parmi les plus importants en Pologne, député très actif à la Diète, homme politique à l'échelle internationale. (Tout récemment nous sont parvenus les échos de sa visite en Chine où il n'a pas oublié les dissidents de la place Tien An Men et où il en a réclamé la libération.) Cela dit, le parcours d'Adam Michnik est spécifique : il s'oriente de plus en plus de l'action politique vers le travail de l'intellectuel. Il s'impose de plus en plus par sa stature intellectuelle, par la qualité et l'originalité de sa réflexion. Bronislaw Geremek m'a dit récemment, en plaisantant, que l'on rendrait un énorme service à la culture polonaise en bouclant Adam, encore une fois, pour une année dans une prison : il nous fournirait alors des livres que nous attendons de lui et dont nous ressentons le besoin.

Cette évolution et ce choix rejoignent son point de départ. Les biographies ont souvent leur logique propre, au-delà de leurs péripéties et ruptures. D'une biographie à l'autre, à l'origine du refus du communisme se retrouvent des raisons fort diverses : politiques, spirituelles, parfois même esthétiques. Dans le cas de Michnik c'était un refus à la fois politique, intellectuel et moral. Ce qu'il ne pouvait en aucun cas accepter c'était le *mensonge* érigé en système oppressif. Or, le refus du mensonge et, partant, la quête de la vérité, supposent une pensée et une parole libres. Intellectuel, Michnik est aussi un moraliste. Au centre de ses préoccupations se trouvent les valeurs en péril. Ainsi a-t-il situé sa réflexion sur un terrain difficile et périlleux : les rapports entre la politique et la morale, entre les mythes collectifs et la raison critique, entre les identités nationales multiples et l'unité de la culture européenne.

Dans le même esprit il pense et il interroge le monde postcommuniste, avec ses dilemmes et ses contradictions, ses espoirs et ses déceptions, largement ouvert sur l'avenir et pourtant hanté par ses vieux démons. Il est resté fidèle à son premier choix : celui de parler vrai même si ces vérités sont amères. Le monde postcommuniste, il essaie de le comprendre précisément sur ce terrain

L'Europe retrouvée ?

mouvant où les valeurs intellectuelles et morales se heurtent à des réalités et des passions politiques, risquant ainsi l'usure et l'érosion. Cette Europe nouvelle, où les valeurs fondatrices de notre culture s'inscrivent dans des contextes historiques inédits, Adam Michnik l'explore avec un courage moral admirable et une probité intellectuelle exemplaire.

@

L'Europe retrouvée ?

ADAM MICHNIK Né en Pologne en 1946. Docteur en histoire de l'Université Adam Mickiewicz, à Poznan, 1976. Ses études antérieures à l'Université de Varsovie furent interrompues en 1968 lorsqu'il fut expulsé pour des motifs politiques. Arrêté une première fois en 1965, il le fut à nouveau à diverses reprises au cours des années suivantes ; il passa six ans en prison à cause de son opposition au régime communiste.

Adam Michnik est cofondateur du KOR (Comité pour la défense des travailleurs), très actif dans les années 1970 ; au cours de la période 1980-1990, il jouera un rôle de premier plan au sein de Solidarité.

Historien et essayiste, membre du Parlement polonais, Adam Michnik est rédacteur en chef de la *Gazeta Wyborcza*. Auteur de divers livres dont *L'Eglise et la gauche : le dialogue polonais*, Paris, Le Seuil, 1979 ; *Penser la Pologne*, Paris, La Découverte, 1983 ; *Lettres de Bialoleka* ; *Une conversation dans la forteresse*. Adam Michnik est également connu pour ses articles (« Votre président, notre premier ministre », « Pourquoi je ne voterai pas pour Walesa », etc.) publiés dans *Le Monde*, *Der Spiegel*, *Libération*, *New York Review of Books*, *The New York Times*, *Washington Post*, *Times Literary Supplement*.

Adam Michnik a été honoré par de nombreuses distinctions polonaises et étrangères. Il est docteur *honoris causa* de l'Université du Minnesota et de la New School for Social Research, à New York.

CONFÉRENCE D'ADAM MICHNIK

@

p.251 Derrière toute réflexion contemporaine sur l'identité nationale et les valeurs universelles, sur la relation entre l'homme et la société, se dresse l'ombre de Socrate, c'est-à-dire de celui qui osa poser, inlassablement, toutes les questions gênantes, et que les élites athéniennes condamnèrent, pour cette raison, à boire la ciguë. Nos réflexions nous contraignent à endosser une responsabilité toute particulière.

A la source de la modernité polonaise, on trouve un meurtre et un scandale — le meurtre d'un homme et le scandale que fit un livre. Gabriel Narutowicz, assassiné il y a soixante-neuf ans, était un éminent savant et un libéral, et devint le premier président de la II^e République. Elu par le Parlement au scrutin secret, il rassembla les voix des députés de la gauche, du centre et des

L'Europe retrouvée ?

minorités nationales. La réaction des forces politiques de droite ne se fit pas attendre. Aussitôt après son élection, il fut accusé de ne pas être un authentique Polonais, d'être un franc-maçon et un athée, qui n'aurait jamais été élu sans le soutien des voix juives, et dont l'élection n'était par conséquent pas valide. On exigea sa démission, on multiplia mensonges et calomnies, on le traîna dans la boue. La presse nationaliste l'appelait *zawada* (le gêneur), et chercha à le rendre responsable de tous les maux dont le nationalisme agressif, depuis toujours, chargeait la ^{p.252} démocratie libérale. Dans l'atmosphère hystérique créée par cette campagne, un peintre proche de la droite nationaliste, Eligiusz Niewiadomski, assassina le président de la II^e République.

Quelques années plus tard, sortait un roman de Stefan Zeromski, *Przedwiosnie* (« La Veille du printemps »). Ecrivain célèbre et respecté, symbole de sa génération, Zeromski avait déjà publié *Popioly* (« Les Cendres »), *Szyfowice prace* (« Les Travaux de Sisyphe »), *Wierna rzeka* (« La Rivière fidèle »). Ses livres avaient fait avancer d'une lieue la conscience historique polonaise. Il y avait affirmé une certaine idée de la spiritualité et de l'identité nationales, l'image d'une Pologne mûre, luttant désespérément pour son indépendance. Pendant des dizaines d'années, il mit sa plume au service de la cause qui pour lui avait pris les dimensions d'une obsession, d'un devoir et d'un mythe, celle de l'indépendance de son pays.

En 1920, pendant la guerre qui opposa les Polonais aux bolcheviques, il exerça le métier de reporter et publia sa fameuse nouvelle *Na probostwie w Wyszkanie* (« Au presbytère de Wyszkanie »), dans laquelle il condamnait les alliés polonais du bolchevisme, Dzierzynski et Marchlewski.

L'Europe retrouvée ?

Dans *Przedwiosnie*, Zeromski réglait pour la première fois des comptes avec son pays. Il n'hésitait pas à y présenter les aspects les plus sombres de la II^e République, et sensibilisait l'opinion aux dangers du bolchevisme qui fascinait une jeunesse déçue par l'ordre républicain. Ce fut un scandale. On le traita de crypto-bolchevique, on prétendit qu'il était mû par des sentiments antipolonais et qu'il dépravait la jeunesse ; on l'accusa, bien sûr, d'athéisme et de pornographie.

Ces deux événements — le meurtre et le scandale — ont été balayés des mémoires et relégués dans l'inconscient. L'image du passé s'est peu à peu transformée en une imagerie uniformément positive, harmonieuse et belle, en tous points digne d'admiration et d'amour.

L'héritage de la II^e République a été systématiquement attaqué, rejeté et banni par les communistes. La conscience collective a répondu à cet acte de censure par la glorification du passé national. Les drames ont été oubliés. Pilsudski et le culte de l'homme fort, Roman Dmowski et la vision antisémite d'une histoire livrée aux ^{p.253} conspirations, les conflits entre les camps politiques qu'incarnèrent ces deux noms, tout cela s'est évanoui comme par enchantement. Peut-être cet escamotage a-t-il été rendu nécessaire par la confrontation avec la dictature communiste. Peut-être cette illusion a-t-elle été le seul moyen de défendre l'identité polonaise contre le mensonge totalitaire.

Mais elle a entraîné une conséquence directe : il y a en Pologne un « squelette dans le placard ». On cessa de parler des problèmes fondamentaux de l'histoire et de l'identité polonaises. Par un accord tacite, on admit qu'ils ne constituaient plus des sujets dont on pût débattre ou qu'on pût réévaluer. L'histoire se trouva

L'Europe retrouvée ?

cristallisée dans une image idéale. Pour se défendre contre le mensonge destructeur du communisme, on dégrada la réalité. Celui qui cherchait à restituer la complexité du passé national se voyait reprocher d'être l'allié du communisme dans son entreprise de destruction nihiliste de la spiritualité polonaise.

Qu'était le communisme ? Il a été un immense effort en vue de transformer les Polonais en un peuple soviétique. La conscience polonaise a été réduite à l'état de paille hachée, afin d'être ensuite remodelée selon la recette spéciale dont seuls les communistes détiennent le secret. Le communisme ne voulait pas seulement s'emparer du travail et de la liberté des hommes, il voulait encore posséder leur conscience et leur mémoire. C'est pourquoi il a été inlassable dans sa croisade antinationaliste. Pour les communistes, le nationalisme polonais représentait la tradition de l'indépendance — celle de la lutte pour l'indépendance et celle de l'État indépendant. Il représentait la volonté de conserver une identité, et incarnait donc la totalité du patrimoine culturel du pays. Par patrimoine, il faut entendre bien plus que les simples débris tolérés par la sélection communiste de l'héritage historique : il s'agit des œuvres littéraires et des manuels d'histoire, des chants patriotiques et des vestiges architecturaux, aussi bien que des lieux où l'on célèbre les fêtes nationales ou des cimetières. La volonté de sauvegarder le patrimoine était qualifiée de *nationaliste*, tout comme le fait de se rappeler que la religion catholique était une partie intégrante de l'identité polonaise. Notre tradition, amputée du catholicisme, se retrouvait falsifiée, brisée, en total ^{p.254} désaccord avec la conscience nationale et la connaissance courante de l'histoire.

Les communistes luttaient également contre le cosmopolitisme.

L'Europe retrouvée ?

Ce mot ne désignait pas seulement, pour eux, la chasse aux juifs ; c'était plus généralement un mot-massue et un mot-bâillon, qui servait à détruire tout lien avec la culture européenne, à détruire la certitude que la culture polonaise fait partie de l'héritage intellectuel européen, et à occulter le fait que le principe européen des Droits de l'homme et du citoyen est un élément constitutif du passé et du présent polonais. En d'autres termes, celui qui cherchait à sauvegarder la mémoire de l'indépendance, de l'identité culturelle et de la religion de son pays, était qualifié de *nationaliste* ; celui qui rappelait que ses compatriotes étaient les cofondateurs de la culture européenne, que leurs modèles culturels étaient européens, et qui voulait rester fidèle à la Déclaration des Droits de l'homme, était traité de *cosmopolite*. En guise de compensation, le communisme offrait la servilité, un passé falsifié et l'aliénation de l'âme. Lorsque j'observe les litiges, les conflits, les changements qui apparaissent aujourd'hui en Pologne et dans d'autres pays postcommunistes, je ne peux m'empêcher de penser que c'est le passé qui prend sa revanche. Ce passé, maudit et voué à l'inexistence, ressort maintenant de son exil dans l'inconscient ; il commence à régner sur le nom des rues, sur le programme des partis politiques, sur l'esprit des foules qui se rassemblent dans les rues.

D'une manière ou d'une autre, nous sommes tous victimes de cette nouvelle agression. Prenons l'exemple de l'Eglise. Quel a été son rôle pendant les quarante-cinq dernières années ? Elle a indubitablement été le lieu où la majeure partie de la résistance contre la dictature totalitaire a trouvé refuge. Cela signifie que toute la résistance ne s'est pas identifiée à l'Eglise ; elle a eu de nombreuses facettes, et l'on ne peut pas la réduire au seul rôle de

L'Europe retrouvée ?

l'Église. Néanmoins, sans cette dernière, elle aurait été beaucoup plus faible, et incomparablement plus facile à briser. L'Église est la seule institution qui ait été respectée par les communistes, quoiqu'ils aient constamment attaqué et sapé son indépendance. En fait, elle a représenté pour eux une menace d'une autre nature, infiniment plus subtile. Le communisme totalitaire avait pour ^{p.255} objectif de faire de l'homme la propriété et l'esclave de l'État. L'Église a imposé une limite à cette volonté, en créant un espace de liberté et de dignité, et surtout en proclamant que l'homme est une créature de Dieu, qu'à ce titre sa liberté et sa dignité sont inaliénables, et qu'il ne doit s'agenouiller que devant son Créateur. L'Église a donc à la fois procédé à une distribution des biens immatériels dans un monde matériel, et ménagé un espace où avait lieu la rencontre avec Dieu. Cette double dimension l'a rendue impossible à accepter et à assimiler par le pouvoir totalitaire.

La stratégie adoptée par le cardinal Stefan Wyszyński consistait à osciller sans cesse entre témoignage et diplomatie. Il devait constamment choisir entre la défense des droits de l'Église, de ses institutions, de ses possibilités d'action pastorale légalement garanties, et la défense des droits de l'homme en tant que tels. Au début, le principe de la défense des droits ecclésiastiques a prévalu — quoiqu'en s'opposant à la dictature totalitaire et aux tentatives de subordination de l'Église à l'État, le Cardinal soit déjà devenu, par la force des choses, un défenseur des droits de l'homme. Plus tard, après le Concile de Vatican II, le langage des lettres pastorales du Primat et de l'épiscopat changea. La défense des droits de l'Église s'inscrivit désormais dans la perspective plus large de la défense des droits de l'homme. Le droit à faire acte,

L'Europe retrouvée ?

publiquement et solennellement, de sa foi devint le signe visible et la condition de tous les autres droits. Cela avait une signification précise : un Etat dans lequel les droits religieux seraient respectés, mais non les droits politiques et syndicaux, était concevable ; en revanche, il était inacceptable que les droits civiques soient respectés, mais non le droit à la liberté de conscience. Vatican II a introduit dans l'Eglise une conviction nouvelle. Elle se devait désormais d'être l'alliée des défenseurs de la liberté et de la dignité humaines, que ceux-ci s'appuient sur l'argumentation catholique ou qu'ils fassent référence à tout autre courant intellectuel et spirituel. De cette manière, l'Eglise a pu créer une plate-forme qui faisait d'elle l'alliée de tous les Polonais qui se battaient pour la liberté, la dignité et le droit ; elle a pu offrir un asile à une société qui cherchait son indépendance, dans le cadre d'un Etat non souverain.

p.256 L'Eglise polonaise et l'Eglise catholique en général se trouvent maintenant confrontées à une situation et à une question toutes nouvelles : que faire, après le communisme ? Pour l'heure, la question reste sans réponse. L'Eglise s'en tient à des conceptions préliminaires et provisoires. Le processus d'acclimatation à la nouvelle réalité est extrêmement lent et douloureux. Les personnes qui hier encore marchaient la main dans la main se séparent aujourd'hui. Différends et conflits se multiplient. Que va-t-il arriver ? Nul n'est en mesure de répondre à cette question. Pour ce qui concerne l'Eglise, on peut néanmoins émettre une hypothèse. Après la chute du communisme, elle voit dans l'exemple des pays occidentaux, laïcisés, la plus grave des menaces qui pèsent sur les valeurs chrétiennes. Ces pays ne répondent pas à l'image qu'elle se fait de la démocratie et de l'économie de marché. A ses yeux, ils

L'Europe retrouvée ?

représentent plutôt le développement néfaste du matérialisme, de l'école laïque, de la narcomanie, de l'indulgence à l'égard de l'avortement ; de surcroît, les églises y sont désertes. C'est pourquoi la formule mille fois répétée par les évêques de l'Eglise, selon laquelle la Pologne appartient à l'Europe, risque fort de prendre une tournure paradoxale. La Pologne pourrait bien ne plus appartenir à l'Europe que par sa situation géographique. Un conflit dramatique se déroule actuellement autour des questions de l'avortement et de l'enseignement religieux dans les écoles publiques ; une coutume se répand, qui consiste à faire tout bénir par des prêtres, les restaurants et les écoles de la police. De tels conflits et de telles pratiques risquent d'ouvrir la voie à une forme d'Etat confessionnel. Cela pourrait entraîner la renaissance, dans la vie publique, de tendances intégristes et fondamentalistes. Les diverses organisations politiques pourraient céder à la tentation de courtiser l'Eglise en exhibant des emblèmes religieux, et de chercher à légitimer ainsi des actions pour le moins peu chrétiennes.

Pendant des années, l'Eglise a représenté le lieu de la résistance. Au nom de la religion et de la tradition, elle a défié les attaques du communisme. En même temps, une *intelligentsia* insoumise a opposé au communisme une autre tradition, celle du doute et de l'esprit de contestation. L'esprit conservateur de l'Eglise et l'esprit contestataire de l'intelligentsia se sont associés, et ont constitué ensemble la ^{p.257} résistance au communisme. Ce dernier représentait le nihilisme. En ce sens, on lui a opposé le doute et la rébellion. Ainsi, le prêtre et le bouffon se sont rencontrés — pour reprendre l'opposition formulée par Leszek Kolakowski dans l'un de ses essais.

L'Europe retrouvée ?

L'Église et l'intelligentsia se trouvent aujourd'hui dans une situation nouvelle, qui d'une certaine manière les surprend elles-mêmes. Quel est ce processus que nous sommes en train de vivre ? Quelle est sa nature ? Comment analyser les événements en cours ? On peut décrire ce processus à la fois comme une révolution et une restauration, comme une prise de pouvoir et une modernisation à grande échelle. C'est pourquoi il s'accompagne — et doit s'accompagner — de toutes sortes d'attitudes contradictoires face au passé, semblables à celles qui se sont manifestées à d'autres époques et dans d'autres pays. La spécificité du cas polonais tient dans le fait que ces contradictions se manifestent toutes au même moment.

Aucun doute n'est possible : ce qui s'accomplit est une révolution. Elle est certes perçue comme un changement de régime. Il s'agit d'un événement fondamental, la chute du communisme à l'échelle internationale, et la laborieuse construction d'un système reposant sur la démocratie parlementaire et l'économie de marché. Mais cette révolution est également perçue comme un retour à la vérité et comme un retour à soi-même. Dans cette perspective, l'idée de nation, qui pendant des décennies a été un refuge et une valeur précieusement sauvegardée, devient aujourd'hui un point d'interrogation et un défi. Si la nation n'a pas pour unique raison d'être de conserver ses souvenirs, et de préserver ainsi la mémoire historique, quel doit être son avenir ? Comment faut-il la définir ? Qui est Polonais, et qui ne l'est pas ? Ces questions nous amènent inéluctablement à affirmer que le processus en cours est aussi une restauration. Une révolution débouchant sur une restauration : voilà un phénomène peu banal, qui demande un examen attentif.

L'Europe retrouvée ?

L'idée selon laquelle la révolution a ouvert la voie à une restauration, repose sur la vision d'une nation comprise en tant qu'héritage et en tant que modèle durable. Il convient toutefois de préciser que l'histoire polonaise est extrêmement riche, et qu'elle fait l'objet d'interprétations multiples. Les divers tableaux qu'on en propose ^{p.258} ne peuvent pas être réunis en une seule et même fresque. Ils sont de natures différentes. Plus vite la conscience collective acceptera cette image pluraliste du passé, meilleures seront les chances de la démocratie polonaise.

L'histoire de la II^e République a souvent été présentée de la manière suivante. Il y avait une Nation indépendante. Les Polonais ont réussi à reconquérir leur indépendance en usant de leur ingéniosité et de leurs armes, après cent vingt ans de captivité. Au XVIII^e siècle, déjà, ils l'avaient perdue, parce qu'ils étaient bons et aimaient la liberté. Ils l'ont perdue une seconde fois, sans qu'il y ait eu de faute de leur part, à la suite du complot fomenté par les deux plus grands bandits du XX^e siècle, Hitler et Staline. Je ne raconte pas cela dans l'intention de prouver que cette image simplifiée est fautive, mais pour dire qu'elle ne laisse aucune place à l'analyse critique. Si tous les malheurs qui se sont abattus sur la Pologne sont les résultats de la mauvaise foi et des agressions étrangères, les seuls points qui méritent une analyse sont précisément cette mauvaise foi et ces agressions. Il ne peut plus être question de parler des fautes et des échecs de la Pologne. Or, la vérité est que la démocratie polonaise ne s'est pas effondrée sous les coups hitlériens ou soviétiques. Elle s'est effondrée parce que les Polonais n'arrivaient pas à s'entendre entre eux.

Arriver à s'entendre : cela ne signifie pas qu'il faille parvenir à la fusion de la politique et de la morale, à laquelle appellent avec

L'Europe retrouvée ?

ferveur les dictateurs, quels qu'ils soient. Cela veut dire qu'il faut parvenir à définir les règles du jeu permettant la cohabitation, au sein d'un même pays et dans une arène politique commune. Cela veut dire qu'il faut établir, ensemble, les procédures qui donneront aux participants à la vie politique la garantie que leur droit au pouvoir sera respecté s'ils gagnent les élections, de même que leur droit à l'opposition, s'ils sont minoritaires. Les violents conflits politiques et sociaux dont nous sommes les témoins font surgir de nouvelles controverses relatives au passé. Ces controverses sont actuellement très nombreuses. Elles portent en particulier sur l'histoire des partis de gauche, que l'on tend à identifier en bloc au communisme, et sur le passé de l'Église catholique, que l'on présente trop volontiers comme une série ininterrompue de manifestations de parfaite sainteté. Indirectement, ^{p.259} elles portent toutes sur la façon de vivre le présent : qui soutenir et à quelle tendance s'opposer, quelle tendance soutenir et à qui s'opposer ?

J'ai dit que le processus en cours est aussi un processus de modernisation, c'est-à-dire une tentative de passage de l'obscurantisme à la modernité. La modernisation a pris, dans les pays postcommunistes, la forme d'un slogan revendiquant le retour à l'Europe. Ce retour signifie pour nous, comme dans le passé, l'adhésion de la Pologne à la démocratie européenne, aux principes européens d'économie et aux normes européennes de civilisation ; il implique l'ouverture, la tolérance, et la diversité culturelle. Il inclut, en d'autres termes, l'ensemble des valeurs que la dictature communiste taxait de cosmopolites. Aujourd'hui, pourtant, le même type d'accusation refait surface. Le terme de *cosmopolitisme* n'est pas toujours ouvertement utilisé, et il n'est

L'Europe retrouvée ?

pas toujours associé à l'obsession antisémite ; il recouvre, en fait, la peur de tout ce qui est étranger et inconnu. Au cosmopolitisme, on oppose la continuité historique, c'est-à-dire le principe du retour à la fin des années 1930. On imagine que la Pologne, pour renouer avec elle-même, n'a besoin que d'effacer les décennies de l'occupation hitlérienne et de la dictature communiste, comme si les effets économiques, politiques, sociaux, juridiques et psychologiques des expériences vécues pendant un demi-siècle pouvaient tout simplement ne pas être pris en considération. On aimerait que les changements intervenus pendant cette période soient effacés des mémoires — et que leur souvenir ne soit cultivé que dans la mesure où il justifierait un juste châtement infligé aux partisans du communisme.

Par l'intermédiaire de Jean-Paul II, l'Eglise a maintes fois affirmé que la Pologne a toujours été présente en Europe. En 1979, année mémorable, date du premier pèlerinage papal en Pologne, nous écoutions ces paroles avec la conviction qu'elles étaient dirigées contre la civilisation totalitaire soviétique, et qu'elles faisaient référence aux valeurs démocratiques de l'Europe. Aujourd'hui, elles n'ont plus nécessairement le même sens. Dire que la Pologne a toujours été présente en Europe, peut fort bien signifier que la Pologne n'a rien à apprendre des pays occidentaux. Cela peut également être interprété comme un acte de croyance en un possible retour de la Pologne à une Europe d'avant la Révolution française.

p.260 Le conflit sur le choix d'une civilisation est propre à l'ensemble des pays d'Europe de l'Est. Le dilemme est le suivant : faut-il choisir l'imitation de l'expérience européenne, ou opter pour une troisième voie, qui nous soit propre, distincte à la fois du

L'Europe retrouvée ?

communisme et du capitalisme ? Il semblerait que la majeure partie des publicistes, ceux-là mêmes qui parlent d'une civilisation de l'amour et d'un Etat catholique, nous proposent précisément cette voie-là tout en prétendant qu'aujourd'hui le patriotisme c'est le nationalisme, et que la foi en Dieu c'est le cléricalisme. Tout se passe comme s'ils ne voulaient pas admettre les différences qui existent entre le nationalisme, c'est-à-dire l'esprit de clôture, et le patriotisme, c'est-à-dire l'esprit d'ouverture, entre le cléricalisme, qui est le souci égoïste de l'Eglise, et la foi en Dieu, qui est l'amour.

Le conflit entre les partisans du retour à l'Europe et les partisans du retour aux sources se répercute également sur le choix des voies de la modernisation. Faut-il travailler à relier l'économie polonaise au marché international, ou faut-il craindre l'invasion des modèles étrangers, cosmopolites et impies ?

Nous ne devons pas simplifier ce problème complexe, comme nous ne devons pas simplifier celui que pose la réapparition de la question juive dans les pays postcommunistes. Personnellement, on s'en doute, je ne suis guère enclin à l'indulgence à l'égard de l'antisémitisme. Le XX^e siècle a montré avec suffisamment de clarté que c'est un antihumanisme, dont on connaît les conséquences. J'aimerais en revanche comprendre pourquoi, cinquante ans après la guerre et l'holocauste, la question juive et la rhétorique antisémite ressurgissent. Sandor Csoori, poète et essayiste hongrois, connu pour son humanisme et son anticonformisme, n'est sûrement pas un antisémite ; c'est bien lui pourtant, qui a expliqué il y a moins d'un an, dans un journal hongrois, que les juifs du début du siècle s'assimilaient à la culture hongroise, alors qu'aujourd'hui ils tentent de la transformer à leur

L'Europe retrouvée ?

propre image. Cette opinion a choqué les esprits européens. En l'évoquant, je ne cherche nullement à taxer son auteur d'antisémitisme. Au contraire, je crois que c'est une formule malencontreuse, lancée dans un emportement polémique, et qu'elle représente pour nous une sorte de défi intellectuel. Pourquoi Sandor Csoori ^{p.261} l'a-t-il exprimée ? Plutôt que de le blâmer, nous devons chercher à le comprendre.

Prenons l'exemple de Romain Rolland, écrivain remarquable, qui n'a strictement rien d'un antisémite. Auteur de *Colas Breugnon*¹, apologie de l'esprit gaulois et libertin, il note avec irritation ses observations sur les intellectuels français d'origine juive, au début du XX^e siècle. Il estime que ces derniers ont marqué la vie culturelle de son pays de manière plus profonde qu'il ne le souhaiterait, et qu'ils ont tendance à vouloir être plus Français que les Français eux-mêmes. En d'autres termes, Romain Rolland s'est trouvé confronté à un phénomène auquel il n'était pas préparé psychologiquement. Il est beaucoup plus facile d'accueillir des étrangers — qu'ils soient juifs, Allemands, Ukrainiens, etc. — qui s'adaptent à la culture de la communauté à laquelle ils veulent s'assimiler, que d'accepter la venue de gens de culture étrangère, qui tentent de transformer le modèle de la société qui les accueille. Cette dernière attitude fait apparaître des mécanismes de résistance, qui prennent souvent la forme, même inconsciente, d'une méfiance instinctive à l'égard de tout ce qui est étranger. Fernand Braudel, dans ses travaux sur le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II, en s'interrogeant sur l'histoire de l'Espagne, s'est trouvé en désaccord avec Léon

¹ Paris, P. Ollendorff, 1919.

L'Europe retrouvée ?

Poliakov, auteur d'une *Histoire de l'antisémitisme*¹. Ce dernier dénonce l'exil des juifs hors d'Espagne, et juge que ce pays a payé sa politique au prix fort : isolement progressif, provincialisation et marasme culturel. Braudel ne conteste pas la justesse de cette thèse. Mais il considère que la nation espagnole a fait ce que toute autre nation aurait fait, en défendant son identité culturelle, même par des moyens barbares. Une identité culturelle en formation, en effet, se met presque toujours en position d'autodéfense face à ce qui lui est étranger. Il faut dénoncer la barbarie, mais il faut aussi comprendre ce mécanisme d'autodéfense. Selon les critères de la fin du XX^e siècle, et en analysant l'expérience des nations pluriculturelles d'Europe et d'Amérique, on ne peut que p.262 constater que l'autodéfense des identités nationales, quand elle passe par l'interdiction faite à quiconque de participer à leur création, débouche sur la barbarie, qui ne mènera jamais à rien de bon. Mais il faut bien constater, aussi, que cette voie est la plus généralement choisie. L'exemple de Romain Rolland, comme celui de Sandor Csoori, montre que les esprits les plus remarquables ne sont pas à l'abri de ce genre de tentation et de danger.

Deux processus parallèles ont actuellement lieu dans nos pays. D'un côté nous découvrons notre ancienne identité nationale et la reconstruisons — processus complexe et conflictuel. De l'autre, nous reconstruisons un espace politique libre. Dans ce second processus, la thématique juive joue un rôle tout particulier. Je l'ai déjà dit, il n'y a presque pas de juifs en Pologne. Aujourd'hui, si quelqu'un vous dit à plusieurs reprises qu'il n'est pas antisémite, au cours d'une conversation, vous pouvez être assuré qu'il l'est. En

¹ *Histoire de l'antisémitisme : l'Europe suicidaire 1870-1933*, Paris, Calmann-Lévy, 1971.

L'Europe retrouvée ?

revanche, si quelqu'un répète qu'il n'aime pas les juifs parce qu'ils sont responsables de tout le mal qui s'abat sur son pays, je crois qu'il ne veut en fait pas désigner les juifs, pour la simple raison qu'en Pologne il n'en trouvera pas suffisamment pour donner la moindre pertinence à son affirmation. Mais alors, de quoi parle-t-il ? Je risque une hypothèse : l'antisémitisme représente pour lui un point de repère, le moyen de se rassembler avec toutes les personnes qui pensent comme lui, sous un même drapeau. L'antisémitisme est le signe distinctif des attitudes xénophobes, populistes et autoritaires, hostiles notamment à l'intelligentsia et aux démocrates.

Nous ne parlons que de l'histoire, et donc de la mémoire. Celle-ci est le domaine auquel nous nous référons pour retrouver et justifier le sens de notre propre engagement. La Yougoslavie nous donne l'exemple d'un retour brutal sur le passé. Il serait illusoire d'imaginer que les conflits d'autrefois ressurgissent seulement à la suite de crises économiques. Le cas yougoslave prouve que le passé peut devenir la source d'une crise, en dépit du succès économique. Ce pays n'a pas sombré parce que l'économie fonctionnait mal. Au contraire, il pouvait se vanter d'avoir obtenu, par ses réformes, de véritables succès : l'inflation avait été stoppée, l'économie s'était ouverte, le marché noir et le déficit du commerce avaient disparu. Et pourtant, le retour ^{p.263} du nationalisme a ruiné toutes ses chances, en créant un climat de haine entre les différentes nations. Après plusieurs dizaines d'années, le passé a réapparu d'un coup et dans toute sa brutalité. Avec les conflits entre Serbes et Croates, Serbes et Slovènes, Serbes et Albanais, ressurgissent les comptes non réglés de la Seconde Guerre mondiale.

L'Europe retrouvée ?

Chaque nation a droit à la souveraineté. Tout homme, toute nation, lorsqu'ils veulent la liberté, luttent pour elle. Cela leur donne, pour ainsi dire automatiquement, le droit à la liberté. La petite Slovénie, avec ses magnifiques paysages, ses hommes travailleurs et intelligents, sa grande littérature, possède un droit évident à l'indépendance. Nous tous, qui lisons les journaux, sommes du côté de cette nation qui a réussi à survivre en tant que nation, pendant des siècles et alors qu'elle était entourée d'ennemis et d'opresseurs, grâce à son ingéniosité, son courage et son travail constant. Mais les Serbes, les Croates et les Albanais ont exactement le même droit à la liberté. Les difficultés commencent au moment où deux nations, ayant le même droit à la souveraineté et à l'autonomie, se heurtent brutalement. On en vient alors à déloger et à déporter les hommes.

Des émotions et des élans patriotiques qui se veulent indiscutables, deviennent alors les vecteurs du drame. La loi du plus fort devient déterminante. C'est à qui sera le mieux armé et le plus déterminé. Le devoir des gens honnêtes et responsables, dans ce contexte, consiste à chercher d'autres solutions, sans effusion de sang ni recours à la force. De telles solutions sont-elles aujourd'hui possibles, en Yougoslavie ? L'Etat yougoslave avait été agencé par Tito de telle manière que chaque nation, chaque groupe ethnique ou religieux, et pratiquement chaque homme, s'y sentait étranger. Les Croates et les Slovènes dénonçaient la domination des Serbes, qui de leur côté estimaient qu'ils faisaient l'objet de discriminations. D'une certaine manière, ils avaient peut-être tous raison.

Nous touchons ici à une question fondamentale. Les mouvements qui se regroupent sous le drapeau des droits

L'Europe retrouvée ?

nationaux étaient-ils et sont-ils mus par un esprit démocratique ou par un esprit chauvin, par des aspirations à l'émancipation nationale ou par une xénophobie à peine dissimulée ? Les frontières entre ces phénomènes sont fines et ^{p.264} fluides. Le nationalisme peut se traduire par la méfiance et l'hostilité à l'égard des autres. Ce phénomène est présent dans chacune des républiques yougoslaves. Mais il traduit aussi le souci de reconstruction de l'identité nationale. Les entretiens avec les Croates, les Serbes ou les Slovènes ne sont pas des plus faciles. Chez chacun, on retrouve le drame d'une nation qui se sent mise à l'écart des grandes tendances de l'histoire européenne, et qui vit dans le souvenir d'années d'humiliation et de captivité. Cela les conduit à la même conséquence : un mélange explosif et amer de complexe d'infériorité et de mégalomanie.

Ce que nous observons aujourd'hui dans le drame yougoslave est une maladie caractéristique de l'après-communisme. Le nationalisme et le chauvinisme en sont les symptômes. A la fin du communisme succède un moment de vide. Les croyances traditionnelles, les modèles de comportement, les stéréotypes s'effondrent. Ni les hommes ni les nations ne peuvent vivre dans le vide. Ils se réfèrent alors à des codes inscrits dans leur mémoire, à leur identité nationale, constituée à travers les conflits avec les identités nationales voisines et distinctes.

Par ailleurs, le cas yougoslave illustre et annonce un processus dangereux, qui peut se produire dans n'importe quel pays postcommuniste. Ce processus part du concept de liberté, passe par le nationalisme et aboutit à l'effusion de sang et à la barbarie. Les nations yougoslaves sont arrivées au bout du chemin. Indépendamment de la genèse du conflit et des

L'Europe retrouvée ?

arguments en présence, le dialogue a d'ores et déjà cédé la place à la haine et à la force. Les Serbes se trompent, quand ils rejettent toute la responsabilité sur les Slovènes ou les Croates ; ces derniers se trompent, en s'acharnant contre les Serbes. Car le seul coupable est le système totalitaire qui a empoisonné, pour de longues années, l'âme de nos nations — y compris celle de la Pologne.

Les réminiscences du passé se font partout sentir, en Croatie et en Serbie, mais aussi en Slovaquie et en Ukraine. En revenant, le passé s'incrute dans toutes les utopies : dans l'utopie nationaliste, bien sûr, mais aussi dans celle d'une nation pure consacrée par une sanction religieuse, dans celle d'une nation catholique ou d'une nation islamique, voire, il faut le dire ouvertement, dans l'utopie européenne, qui consiste à croire que le nationalisme n'est pas l'un des enjeux majeurs ^{p.265} du XX^e siècle, mais une maladie que l'on pourrait guérir en améliorant l'hygiène psychique. Le passé revient encore dans l'utopie égalitaire, qui se sert du cliché de la justice pour condamner la richesse et prôner le culte de la pauvreté. Il revient enfin dans le culte de l'économie de marché, qui proclame sans réserve son mépris des pauvres et son adulation pour les riches. Il est difficile de prévoir ce qui sortira de cette marmite, où les utopies se mêlent au fondamentalisme, aux passions et aux ambitions. Je répète néanmoins, au risque de paraître simpliste, que le clivage fondamental réside dans notre vision de la société et de la nation. Certains imaginent une nation ouverte, respectant les règles du droit dictées par notre civilisation commune, et une société également ouverte, accueillant les modèles étrangers, prête à assimiler d'autres cultures et d'autres croyances. D'autres veulent

L'Europe retrouvée ?

une nation et une société fermées, une nation fondée sur la doctrine nationaliste et le principe de la pureté religieuse, et une société à la fois hiérarchisée et autoritaire. Peu importe ici qu'il s'agisse des nations russe, serbe, slovaque, juive ou polonaise : ce type de philosophie entraînera toujours l'intolérance et la haine envers les autres.

Je le répète, nous vivons tous avec le passé. Dans mon pays, on change constamment le nom des rues et des places. La rue Lénine porte aujourd'hui le nom de Jean-Paul II, et celle de l'Armée rouge est devenue celle de l'Armée nationale. Dans toutes les villes, ce sont là les premières décisions qu'ont prises les autorités municipales fraîchement élues. Je ne dis pas que c'est une mauvaise chose. Je dis simplement que c'est un procédé dangereux, non seulement parce qu'il comporte le risque de fixation et de crispation derrière des masques d'autres époques, mais aussi parce qu'il ne change que les symboles, et ne change ni la mentalité servile ni la mentalité autoritaire. Nous avons été élevés dans une dialectique permanente du maître et de l'esclave. A Moscou, j'ai souvent entendu cette petite anecdote : moi-directeur, toi-imbécile ; toi-directeur, moi-imbécile. Il ne suffit pas de changer le nom des rues et d'accomplir un meurtre rituel sur la mémoire d'un personnage historique. On ne peut revenir à la normalité en renouvelant le meurtre et le scandale rituels — meurtre et scandale de la mémoire. Aussi longtemps que l'on passera sous silence le premier meurtre et le premier scandale de notre histoire contemporaine, c'est-à-dire le meurtre de ^{p.266} Narutowicz et le scandale autour du livre de Stefan Zeromski, nous resterons malgré nous les esclaves d'un passé enfoui dans l'inconscient.

L'Europe retrouvée ?

Pour libérer nos mémoires, nous ne devons pas nous contenter de dire la vérité sur l'hitlérisme et le bolchevisme. Pour libérer ma mémoire, pour devenir un homme libre, je dois dire la vérité sur mon histoire, c'est-à-dire sur moi-même. Alors seulement, je serai libre, je serai en mesure de prendre place dans l'histoire universelle, et pourrai retrouver une Europe fondée sur une histoire pluraliste, à l'image d'un monde composite. Alors seulement, je rejoindrai la dimension existentielle de l'héritage intellectuel européen. Etre un intellectuel européen, c'est prendre le risque du scepticisme et du relativisme, tout en ayant une foi absolue en la vérité. L'intellectuel ne doit jurer fidélité absolue à la vérité qu'à condition de ne pas renoncer à son besoin d'analyser ce qui l'entoure, et à son droit de relativiser les assertions des grands de ce monde. L'intellectuel doit être prêt à devenir un objet de blâme, et s'attendre à être accusé de mépris envers son pays ou de trahison des valeurs nationales. Si, dans notre monde changeant, tu veux être un intellectuel fidèle à la vérité et sceptique à l'égard des puissances officielles comme de l'instinct des masses, tu dois savoir inscrire dans ton propre destin le modèle d'un homme condamné pour outrages. Tu dois te souvenir de Socrate.

*

L'Europe retrouvée ?

Entretien ¹

@

M. MIKLOS MOLNAR : La première fois que j'ai entendu parler Adam Michnik, il y a dix-huit ans, il a développé l'idée de ce qu'il appelait le *nouvel évolutionnisme*. Selon lui, l'espoir mis dans un renouveau des pays de l'Est par le révisionnisme ou le communisme réformateur, était p.267 une illusion ; il faudrait attendre une longue période, pour que l'évolution des sociétés les amène à rejeter le régime totalitaire — ou post-totalitaire. Aujourd'hui, Adam Michnik nous annonce le début d'une toute nouvelle période dans le combat pour la démocratie : après la victoire politique de la démocratie, dans la plupart des pays de la région, ce combat continue sur le plan des idées et sur celui de l'organisation. Ce qu'il dit, il ne l'a pas caché, ne concerne pas seulement la Pologne, mais tous les pays de l'Europe centrale, notamment les plus prometteurs, les plus développés selon les normes de la civilisation européenne, à savoir la Slovénie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie. Adam Michnik a mentionné plusieurs fois l'exemple hongrois. Je me permettrai également de le citer, à propos de l'identité nationale, à propos de la modernisation — cette nécessité reconnue, mais acceptée avec une certaine réticence —, à propos du raffermissement de l'Etat laïc, à propos enfin et surtout de l'intégration des cultures et des mentalités dans cette Europe retrouvée sur laquelle, précisément, nous nous interrogeons ici.

Adam Michnik a dit qu'à cette question, l'élite et les intellectuels polonais d'une certaine tendance répondent en affirmant que la Pologne a toujours été présente en Europe. En Hongrie, les représentants des tendances qui lui sont apparentées donnent la même réponse. Il n'y a pas vraiment de retour à l'Europe, parce que nous en faisons partie depuis mille ans ; la question est résolue depuis saint Etienne. Cela coupe court à toute discussion sur la question

¹ Avec la participation de M. Jean-François Billeter, professeur à la Faculté des Lettres (Département de Chinois) de l'Université de Genève ; Mme Michelle Campagnolo, secrétaire général international de la Société européenne de Culture à Venise ; MM. André Liebich, professeur à l'Institut universitaire de Hautes Etudes internationales de Genève (Histoire des relations internationales) ; Miklos Molnar, professeur honoraire à l'Institut universitaire de Hautes Etudes internationales de Genève ; Claude Reichler, professeur à la Faculté des Lettres (Département de Littérature française) de l'Université de Lausanne.

L'Europe retrouvée ?

de savoir si la tradition héritée du couronnement du premier roi chrétien, en l'an 1001, tradition vénérée par tous les Hongrois, suffit pour assurer l'intégration culturelle et mentale de la Hongrie en Europe.

Le cas hongrois est tout à fait curieux. Il y a deux ans, juste avant le changement — ou la mutation —, le penseur politique le plus respecté par toute l'*intelligentsia* non communiste, qu'elle soit radicalement oppositionnelle ou qu'elle rejette simplement l'idéologie officielle, était Istvan Bibó. Ce maître à penser dénonçait ce qu'il appelait *le monstre du siècle*, à savoir le nationalisme antidémocratique, et critiquait une certaine mentalité hongroise, qu'il disait *distordue*. Or, aujourd'hui, on parle très peu de Bibó. Autre exemple : un historien, auteur d'un ouvrage consacré à l'Europe des trois régions¹, a longtemps été une autorité reconnue par l'ensemble de l'*intelligentsia*. Selon lui, l'Europe était divisée en une région occidentale, une région orientale et une région centrale, celle-ci ayant des affinités et des liens aussi bien avec la partie byzantine qu'avec l'Occident. Cette idée a été largement acceptée, et peut-être assimilée par l'élite hongroise. Aujourd'hui, elle n'est plus de mise. On n'en entend plus parler. En même temps, dans cette même élite, a lieu une sorte de revalorisation des traits de caractère culturels que fustigeaient les maîtres à penser de naguère. Ce qui se produit là, me semble-t-il, est un retour de l'histoire, qui rappelle les années 1930 ou le début du second après-guerre.

Ces exemples confirment ce qu'a dit Adam Michnik. Mais j'aimerais ajouter deux remarques. D'une part, la réflexion sur les conditions actuelles se déroule dans une parfaite légalité, dans le respect des règles du jeu_{p.268} démocratique. D'autre part, à mon avis, les phénomènes que Michnik condamne sont caractéristiques d'une partie de l'*intelligentsia*, et ne viennent pas du pays profond.

M. ANDRÉ LIEBICH : Mes remarques portent sur la question de la mémoire nationale, qui est essentielle dans le texte de Michnik. L'image du passé pré-communiste s'impose aujourd'hui sous une forme étriquée, unidimensionnelle. Sous la I^e République tchèque, sous la II^e République polonaise, les femmes étaient plus belles, le vin était plus doux, le monde était plus heureux... Telle est l'image du passé lointain qui s'impose en Europe de l'Est. Adam Michnik, en

L'Europe retrouvée ?

historien, a raison de nous ramener à une vision critique de cette histoire, de nous inciter à chasser les mythes et à surmonter les nostalgies. Mais on peut se demander si les historiens, comme les généraux qui sont toujours en retard d'une guerre, ne sont pas en retard d'une nostalgie. Michnik en est conscient ; mais en tire-t-il vraiment toutes les conséquences ? Une évaluation plus juste des années 1920-1930 viendra sans doute. Mais quand disposerons-nous d'une évaluation critique et consciente — comme dit Michnik — de la période communiste ? L'histoire récente est elle aussi un terrain fertile pour les mythes, pour la nostalgie d'une époque d'héroïsme et de romantisme. L'un de ces héros romantiques, précisément, est Adam Michnik.

Il serait temps que les historiens de l'Est s'interrogent sur leur vision d'une Europe communiste uniformément ensevelie, pendant quarante-cinq ans, sous la chape totalitaire. Le totalitarisme polonais n'était plus, pendant les années 1970, ce qu'il était avant 1956. Adam Michnik lui-même a parlé, ailleurs, du totalitarisme « édenté » du général Jaruzelski. Le moment est venu de s'interroger sur la prétendue uniformité des ces quarante-cinq années, et de s'attaquer au mythe d'un totalitarisme invariable.

Autre problème, qui concerne moins l'histoire que le moment présent : Adam Michnik a évoqué l'antisémitisme ; il en a brillamment expliqué l'émergence et la fonction, dans un pays sans juifs. Quelle que soit l'importance de cette bizarrerie, il faut se rappeler que le racisme, aujourd'hui et en Europe de l'Est, s'en prend à d'autres : un peuple, surtout, s'y trouve sans patrie, maltraité et méprisé. Ce sont les tsiganes. Cela constitue un problème social majeur. Rares sont ceux qui prennent leur défense. Ici aussi, nous sommes en retard d'un racisme.

Adam Michnik est l'un des plus jeunes leaders de la Pologne récente. Il vivra encore de nombreuses années. Un jour, il pourrait bien devenir le dernier survivant historique de la période qui vient de s'écouler. Alors, semblable à ces généraux de la II^e République qui sont montés sur l'estrade du Congrès de Solidarité, en 1981, et qu'ont applaudis les jeunes générations, il montera sur les estrades du futur. Il y a de fortes chances pour qu'il devienne lui-même un mythe. Suivra-t-il alors l'exemple de Socrate ? Que fera-t-il pour briser les mythes ?

¹ Jenő Szücs, *Les Trois Europes*, Paris, L'Harmattan, 1985.

L'Europe retrouvée ?

M. ADAM MICHNIK : Je ferai simplement quelques observations. Je ne suis pas d'accord avec Miklos Molnar, quand il estime que ^{p.269} les problèmes dont nous discutons ne sont présents que dans les milieux intellectuels, dans *l'intelligentsia*, et qu'ils n'existent pas dans les masses. A mon avis, il faut analyser les relations extrêmement fines et cachées qui s'établissent entre les discussions intellectuelles et les besoins et réactions des masses. La thèse selon laquelle le communisme aurait simplement été une maladie des intellectuels est fautive. Nous voyons bien les conséquences de ce fait en Pologne, en particulier dans les milieux ouvriers. Le communisme a été une idée absolument géniale, parce qu'il expliquait toute la réalité et donnait la clé de tous les secrets de l'histoire, de manière exceptionnellement simple et compréhensible pour tous. Aujourd'hui, dans les meetings ouvriers, dans les discours de protestation contre le chômage et l'inflation, nous entendons le langage marxiste. En Serbie et en Croatie, ce ne sont pas seulement des intellectuels qui discutent à coups de cocktails Molotov ; de même en Transylvanie...

A mon grand regret, je crains que nous ne soyons en train d'assister à la renaissance des fondamentalismes dans le monde. En Israël, par exemple, l'influence des partis religieux orthodoxes est très dangereuse pour la démocratie. Le fondamentalisme progresse dans les pays d'islam. En Europe postcommuniste, il prend deux formes. Il y a le fondamentalisme de l'Etat ethnique pur, et le fondamentalisme religieux — que l'on peut observer en Pologne, en Slovaquie ou en Lituanie. La religion y devient un instrument de l'action politique. On trouve, par exemple, l'idée selon laquelle l'État pourrait être organisé autour du décalogue : le code pénal n'est pas nécessaire, les dix commandements suffisent. C'est cela, le fondamentalisme.

Je suis d'accord, en principe, avec les remarques de M. Liebich. J'ajoute seulement, pour ma défense, que mes thèses sur le caractère invariable du totalitarisme, de Staline à Jaruzelski, ont été formulées dans mes lettres de prison ; elles ont été ma seule arme dans la guerre contre la dictature militaire. Mais dans ce texte, vous trouverez aussi un distinguo : il est évident que dans les prisons de Staline, de telles lettres n'auraient pas été possibles.

Je crois que l'antisémitisme et le racisme antitsigane ne sont pas comparables. Le problème des tsiganes est dramatique. Il y a eu des pogroms de tsiganes en Pologne, à Mlawa, comme d'ailleurs en Slovaquie, en Hongrie ou

L'Europe retrouvée ?

en Roumanie. Ces agressions sont extrêmement barbares. Après le pogrom de Mlava, j'ai publié en première page de mon journal un article intitulé « Honte », qui appelait l'intelligentsia et les autorités à condamner ouvertement ce crime. Mais les tsiganes existent réellement en Pologne, alors que la phobie antisémite relève de la magie, puisqu'elle se passe de la présence des juifs. Pour un antisémite, le juif le plus dangereux n'est pas le juif réel, mais le juif magique. Dans l'antisémitisme que vous connaissez, Untel sera considéré comme un bandit parce qu'il est juif ; dans notre antisémitisme magique, Kovalski sera tenu pour un juif, parce qu'il est un bandit. C'est la grande différence entre la phobie antitsigane — ou antiukrainienne, antiallemande, etc. — et l'antisémitisme. Ce dernier n'est pas dirigé contre le juif réel. Il cache la phobie des intellectuels, des démocrates, des libéraux. Le terme de *juif* est une injure.

Mme MICHELLE CAMPAGNOLO : p.270 La question qu'il m'est offert de poser à Adam Michnik, je choisis de la rattacher à l'ouverture et à la conclusion de sa conférence, où il mentionne Socrate.

Vous avez mis Socrate en exergue, comme avertissement quant à la grande responsabilité qu'entraîne la parole prononcée, la parole critique à l'endroit de ceux qui comptent et qui décident. C'est l'exemple, illustre entre tous, de celui qui profère des vérités mal accueillies par les puissants et donc dangereuses à dire, au point qu'elles peuvent coûter le prix absolu de la ciguë. Et vous revenez à lui, à la fin, pour souligner, à côté de la responsabilité, le lourd poids à soutenir, en fait de malentendus, d'attaques ou d'ostracisme, que comporte ce rôle de censeur de la chose publique.

Ces deux aspects de la vie de la société — *l'establishment* et la volonté de le dépasser — sont présents tout au long de votre texte, même là où ils ne sont pas rendus distinctement explicites. En généralisant le sens des deux allusions à Socrate, on pourrait dire qu'il s'agit de la politique et de la morale — et de leur rapport. Mais il paraît simplificateur et d'une certaine façon déplaisant de départager ainsi la morale et la politique, réservant la première à ceux qui ne détiennent pas la charge directe de la conduite de la cité, et en privant au contraire ceux qui portent effectivement cette charge.

On pourrait dire encore qu'il s'agit de la culture opposée au pouvoir.

L'Europe retrouvée ?

Cependant, là aussi il y a une sorte de manichéisme qui met mal à l'aise, mais qui surtout ne rend pas justice à la complexe réalité.

Il paraît nettement plus satisfaisant et plus éclairant de penser à deux fonctions différentes dans la *polis*, deux fonctions aussi nécessaires l'une que l'autre, l'une étant inconcevable sans l'autre, et se trouvant entre elles dans un rapport dialectique : d'une part la politique de la conscience, ou de la culture, ou de la création. Cette politique a une responsabilité médiate qui relève du long terme. Sa tâche est de dégager les grandes lignes dans l'évolution des situations. Elle se manifeste de la manière la plus sensible dans des temps de crise et de transformation, quand des facteurs nouveaux doivent intervenir dans un développement purement logique par des actes d'invention, de création. D'autre part, la politique de l'institution, la politique au sens ordinaire. A celle-ci appartient la responsabilité de la décision immédiate ; le critère selon lequel elle est jugée est le succès. Pareille distinction apporte une aide très réelle dans la compréhension et l'interprétation de ce qui se passe autour de nous.

Au niveau de cette politique symbolisée par Socrate, y a-t-il dans votre pays un projet positif, une projection vers l'avenir ? Plutôt que d'exposer des projets, vous avez brossé un tableau de la situation actuelle, où il s'agit avant tout de parvenir à la maîtrise du passé : assumer, assimiler, exorciser le passé. Dans l'ordre des problèmes à affronter, vous nous avez exposé les effets du vide laissé par l'effondrement du communisme ; les conséquences d'une concentration trop exclusive sur l'histoire du pays ; ou encore les risques d'un repli autoritaire sur soi à force de rechercher un ancrage dans ce qu'on appelle *l'identité nationale*.

Existe-t-il, au-delà de l'assimilation du passé, une claire vision de la tâche des intellectuels, qui transcende les camps où ils militent ? Car, bien sûr, la conquête advenue fait maintenant qu'il y a débat ouvert, au sein d'une ^{p.271} société pluraliste. Mais les défis fondamentaux à relever ne sont-ils pas aujourd'hui partout semblables ? L'histoire n'admet pas de césures. Vous le faites fort bien comprendre. Et si elle a un sens, ce sens va dans la direction de l'unité, non dans celle du fractionnement. Cette « tension vers » existe-t-elle ? Je le demande parce que, dans les autres pays d'Europe de l'Est, la libération a entraîné le désarroi, les bouleversements et les graves déchirements que nous avons sous les yeux, représentant pour le monde une source d'inquiétude. Je

L'Europe retrouvée ?

voudrais presque suggérer une réponse affirmative, car vous avez vous-même parlé, d'une part, de l'importance de la conscience de votre appartenance à l'Europe et, de l'autre, de la recherche d'une troisième voie. En outre, nous voyons que la Pologne se trouve en deçà du seuil de risque pour ce qui est des rivalités interreligieuses ou interethniques ; le spectre de l'antisémitisme paraît peu dangereux, en comparaison avec d'autres conflits explosifs, très réels ailleurs.

M. JEAN-FRANÇOIS BILLETER : Vous avez mis en relation l'expérience polonaise et le drame qui se déroule actuellement en Yougoslavie. Depuis des années, vous avez certainement fait de nombreuses comparaisons entre ce qui se passe en Pologne et ce qui se passe dans d'autres pays partageant le même destin, comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Bulgarie, la Russie, etc. Ces comparaisons vous permettent-elles de dégager ce qu'on pourrait appeler une *théorie de la sortie du communisme* ou, disons, un ensemble de propositions générales concernant les problèmes auxquels sont confrontées les sociétés qui tentent de s'émanciper du socialisme réel ? Si une telle théorie est en train de se dégager, quelle importance lui accordez-vous ? Est-elle susceptible d'avoir une fonction pratique et de faciliter l'accouchement des sociétés nouvelles que nous appelons de tous nos vœux ?

Ma seconde question concerne la Chine. Beaucoup de gens, en Chine même et à l'extérieur, pensent que tôt ou tard, peut-être prochainement, va s'y produire un épisode important de la fin du communisme. Il se trouve que vous avez visité ce pays récemment — je vous félicite vivement, à ce propos, pour les positions que vous-même et votre délégation avez prises publiquement. J'imagine qu'au cours de vos rencontres avec des dirigeants et avec d'autres personnes, vous avez fait des observations et des réflexions qui étaient inséparables de votre expérience de Polonais. Certaines d'entre elles se rattachent peut-être à votre propos d'aujourd'hui. Si tel est le cas, pourriez-vous nous en faire part ?

M. ADAM MICHNIK : La question de Mme Campagnolo est absolument fondamentale, car la Pologne est vraiment à l'avant-garde du changement. Cela ne me plaît pas toujours, car elle tend parfois à devenir un laboratoire, et les Polonais, les victimes d'expériences inédites, menées sans manuel. Je pense

L'Europe retrouvée ?

néanmoins que nous sommes sur la bonne voie. Il y a certes des problèmes. Mais jusqu'à aujourd'hui, l'Etat de droit et les droits ^{p.272} de l'homme ont été respectés ; la transformation économique se passe bien ; la liberté de la presse est réelle, etc.

Avons-nous des projets positifs ? Je dois dire que je crains les projets trop positifs. Je préfère, comme Milovan Djilas, une société imparfaite, avec des problèmes normaux, des conflits normaux et des prisons normales. Voilà ce que sont, pour l'heure, les projets positifs du gouvernement. Mais les intellectuels sont des oiseaux d'une autre espèce. Ils ont des obligations différentes. L'un de leurs rôles consiste à définir les dangers possibles ; comme des médecins, ils doivent porter des diagnostics. Naturellement, cela n'est pas sympathique pour le pouvoir. C'est pourtant un trait spécifique de l'Europe.

Le processus de décommunisation a-t-il son modèle ? — Oui. Puis-je vous le décrire ? — Non. Le processus est en cours, et demeure inachevé. Quand je suis à Moscou, Budapest, Sofia ou Vilnius, j'entends parler de sujets semblables, de thèmes parallèles ; j'entends les mêmes anecdotes sur les mêmes conflits quotidiens. Mais le paradigme n'apparaît pas encore. Vous connaissez bien, M. Billeter, la liste des « spécialistes » qui se sont permis, comme Jean-Paul Sartre, de donner leur recette pour la Chine après un séjour d'une semaine... Je n'aimerais surtout pas en faire partie ! La question qui se pose est plutôt de savoir si le communisme existe en Chine. Le régime chinois n'est-il pas plutôt la continuation de la tradition impériale et de la dictature ? C'est une variante de la discussion classique autour de la Russie. Soljenitsyne a dit qu'il n'y avait aucune continuité entre la tradition russe et le bolchevisme. Ce dernier serait le résultat des idées occidentales, alors que la Sainte Russie incarnerait une tradition religieuse pacifique. D'autres ont dit tout autre chose. Vassili Grossman estime qu'un lien raffiné et caché existe entre les deux régimes. A mon avis, en Chine comme en Union soviétique et en Pologne, le communisme est un phénomène de première importance ; d'un pays à l'autre, bien sûr, il a été quelque peu différent ; mais le communisme est le communisme. Si j'ai bien compris, nous assistons maintenant au triomphe des thèses sur la continuité. Pourtant, quand j'affirme que le communisme est le communisme, je veux dire que je suis d'accord, en principe, avec Soljenitsyne.

Je crois qu'en Chine, c'est la même chose. Sous les slogans et la langue de

L'Europe retrouvée ?

bois du marxisme-léninisme, il y a la dictature du communisme. Mais ce n'est plus le communisme de l'époque révolutionnaire et triomphale ; c'est le communisme d'après la défaite. Car Tien An Men a été sa défaite. Le moment où les communistes doivent recourir aux chars pour défendre leur pouvoir, marque la mort de leur idéologie. Seules la dictature, la terreur, les structures du communisme restent en place. Les conversations privées que j'ai pu avoir m'ont laissé l'impression que la vie, en Chine, était actuellement sans espoir, mais aussi sans illusion idéologique. Le mécanisme de la chute du régime sera-t-il le même qu'en Europe de l'Est ? Les révolutions anticommunistes ont chacune été un peu différentes. Le paradigme existe pourtant, j'en suis sûr. C'est pourquoi je suis sûr, également, que la Chine se libérera du communisme.

M. CLAUDE REICHLER : Votre force de conviction et l'évidence de votre témoignage sont communicatives. Nous aimerions ^{p.273} suivre avec vous l'exemple de Socrate, avoir une conscience critique à l'égard des pouvoirs qui nous entourent et qui sont en nous-mêmes.

Je veux revenir sur deux points théoriques. Lors de mon premier voyage en Pologne, en 1987, j'ai pu admirer à Wroclaw un panorama — vaste toile circulaire, qui place le spectateur au centre du sujet représenté — de la fin du XVIII^e ou du début du XIX^e siècle, rapatrié il y a dix ou quinze ans de Lituanie. On y voit une scène du soulèvement de Tadeusz Kościuszko, en 1794 ¹. J'ai été frappé de constater que ce panorama faisait l'objet d'un véritable pèlerinage national — bus d'écoliers, groupes d'ouvriers, etc. Visiblement, le régime communiste appuyait cette visite. Le soulèvement de Kościuszko est fêté en Pologne comme un moment d'intense conscience nationale, à la fois contre les Russes et contre les Prussiens. Cela montre à quel point la signification des symboles collectifs peut être ambiguë. Pour le régime communiste, qui faisait visiter ce panorama comme un lieu de mémoire, il s'agissait d'un acte national, d'une affirmation de la Pologne contre l'Allemagne, puisque la ville où il se trouve est l'ancienne Breslau, autrefois allemande. Pour les Polonais qui l'admiraient, on me l'a dit, il représentait une affirmation nationale contre la Russie, contre l'URSS et le communisme. Nous avons donc là deux interprétations presque contradictoires d'un même symbole. Vous nous avez dit

¹ [N.d.E. : Voir une reproduction du panorama [&](#).]

L'Europe retrouvée ?

que ces lieux de mémoire sont investis de l'inconscient de la communauté, qu'ils ne font pas l'objet d'interprétations fixes, mais qu'au contraire ils sont dynamiques, et peuvent accueillir des significations contradictoires.

Je me demande si nous ne tenons pas ici une clé qui permettrait de caractériser le nationalisme, par rapport à d'autres dispositifs d'efficacité symbolique. Il serait possible, par l'analyse critique, de débrouiller les fils des autres dispositifs symboliques, d'en connaître les contradictions et par conséquent de ne pas en être les victimes ; en revanche, une telle démarche serait impossible avec le phénomène national. Dans le monde moderne, en d'autres termes, la nation serait le dispositif symbolique de mémoire et d'efficacité actuel qui absorberait les interprétations contradictoires, et permettrait leur coexistence. On comprendrait mieux, dans ce contexte, pourquoi la nation a pris aujourd'hui la relève du religieux, jusque dans ses manifestations d'intolérance. Cela expliquerait également pourquoi la nation a constitué l'un des grands problèmes du siècle passé et de ce siècle.

Ma deuxième remarque part de l'exemple yougoslave. Vous nous avez parlé de la nation comme recherche d'une identité intérieure, et de l'Europe comme interaction entre les identités nationales. La Yougoslavie est l'exemple catastrophique de cette interaction après la ruine communiste. Vous nous avez montré que le nationalisme, en Yougoslavie, s'accroît par la comparaison. Chacun veut être ce qu'il imagine que son voisin est. Chacun veut posséder le bien qu'il croit que son voisin possède. C'est une explication de la xénophobie. Ainsi, l'identité nationale n'est pas seulement affaire d'appartenance interne. Elle est aussi affaire de ce que René Girard appelle le *désir mimétique*, c'est-à-dire d'un mécanisme sans fin de différenciation et de rivalité. Au sein même du monde moderne, elle relève donc d'un dispositif anthropologique fondamental.

^{p.274} Cette constatation m'amène à ma conclusion. Caractère religieux, dispositif anthropologique : dans les pays postcommunistes, je crois que la chute du régime a mis à nu ces situations catastrophiques. Mais le communisme ne peut pas en être tenu pour le seul et unique responsable. Si nous le tenions pour tel, nous créerions une autre impasse sur le passé, qui à son tour nous empêcherait de comprendre ce que nous devons comprendre aujourd'hui.

M. ADAM MICHNIK : Un livre consacré au panorama de Wrocław illustrerait à

L'Europe retrouvée ?

merveille l'histoire culturelle de la Pologne. Le panorama a été le symbole de la révolte antirusse, à l'époque où nos grands-pères s'opposaient aux soviétiques ; après l'arrivée au pouvoir de Gierek, les communistes de la dernière génération ne comprenaient plus pourquoi les Russes s'étaient opposés à Kosciuszko. Ce fragment d'histoire était devenu trop compliqué pour eux. Nous pourrions prendre d'autres exemples, comme celui d'Adam Mickiewicz, notre plus grand poète. A l'époque stalinienne, il a été largement utilisé par le régime ; pour plusieurs générations, il a été un personnage du panthéon communiste. Jusqu'en 1968, pour cette raison même, je ne l'ai pas lu, bien qu'il ait figuré au programme des lectures obligatoires, dans les écoles. En 1968, le Théâtre national de Varsovie a donné son drame *Les Aïeux*. Le message en faveur de la nation et de la liberté a été si fort que le spectacle a été interdit par la censure communiste. L'exemple est plus probant que celui du panorama, parce que ce dernier relève du kitsch, alors que le drame de Mickiewicz est un chef-d'œuvre ¹.

Je suis d'accord avec vous pour affirmer que la question de la nation, aujourd'hui, est ambiguë. Nous ne pouvons pas vivre sans identité nationale. Je crois qu'il faut distinguer ici les grandes nations des petites. Les Russes, les Serbes, sont de grandes nations. Leur caractéristique est de ne jamais penser que leur existence ne soit pas sûre. Pour les Russes, cela a toujours été certain. Mais pour les Lituanais, non. De même pour les Tatars de Crimée. A l'heure actuelle, la Pologne fournit peut-être l'unique exemple, en Europe centrale, d'une nation à la fois petite et grande. Nous sommes une petite nation face aux Allemands et aux Russes ; nous sommes une grande nation face aux Lituanais ou aux Slovaques. C'est une chance, mais aussi une excellente occasion pour nous de nous montrer mégalomanes, ou de développer le complexe du petit frère d'un côté, et du grand frère de l'autre... L'identité nationale, pour les Polonais, revêt une telle importance que leurs actions seraient incompréhensibles hors du cadre qu'elle fournit. Mais il faut comprendre également que la dégradation de cette identité est toujours possible, et qu'elle serait très dangereuse. Si vous déclarez qu'il ne faut pas lire la littérature russe, parce qu'elle fait partie d'un complot de Moscou pour soviétiser les Polonais, si vous rejetez Tchekhov, si vous brûlez Dostoïevski sous prétexte qu'il était antipolonais, alors tout est clair ! C'est une réalité.

¹ [N.d.E. : Voir [&](#), [&](#), [&](#)]

L'Europe retrouvée ?

En Yougoslavie, c'est la même chose. J'ai lu aujourd'hui un article d'Alain Finkielkraut, qui ramène le conflit yougoslave à une lutte entre le communisme — du côté serbe — et la démocratie — du côté croate. A mon sens, cet aspect du problème existe ; mais il n'en est qu'un aspect, et il p.275 faudrait analyser le conflit dans son ensemble. Dans deux générations, les historiens en expliqueront fort bien les racines et les ramifications. Pour l'instant, les femmes et les hommes doivent mourir !

Ma perspective est très spéciale, dans la mesure où je suis historien de métier, mais où je veux aussi être un constructeur de l'histoire. Je suis allé récemment à Belgrade, où j'ai parlé à un ami, philosophe et sociologue, qui s'oppose de manière très forte et très profonde à la politique de Milosevic et de ses comparses. Je lui ai demandé s'il pensait que la résistance contre cette vague de haine, contre cette folie nationale était possible. Il m'a répondu : « Oui, je crois. Mais sans fanatisme. »

M. BRONISLAW BACZKO : Adam Michnik a dit de l'intellectuel qu'il était celui qui porte le diagnostic. Cela revêt un sens pour nos *Rencontres*. Je crois que la réflexion intellectuelle ne construit pas le monde, ne transforme pas le monde. On nous dit très souvent que nous produisons des paroles, et que ce ne sont que des paroles. Pourtant, je crois que sans cette réflexion, le monde serait tout simplement plus pauvre. Il perdrait en complexité, en profondeur, en signification. Il perdrait ses intellectuels, et quand on a affaire à un bon intellectuel, comme ce soir, on prend plaisir à l'écouter.

@

LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI À MI-CHEMIN VERS L'OCCIDENT ¹

INTRODUCTION

par Georges Nivat
professeur à la Faculté des Lettres de l'Université de Genève

@

p.277 Il y a quatre ans nous avons ici-même analysé les voix de la dissidence à l'Est ², et, il y a deux ans, nous rappelant l'explication que donne Bergson, dans *Les Deux Sources de la morale et de la religion*, de l'émergence des prophètes qui préparent le terrain pour les bouleversements, nous avons émis un jugement d'espoir sur la révolution de l'esprit que ces prophètes dissidents avaient insufflée à notre temps ³. Quatre écrivains venus d'une Union soviétique que beaucoup croyaient encore enchaînée, nous avaient alors bouleversés par leur liberté d'expression, l'espoir qui les animait, mais aussi la peur d'un certain vide spirituel dont ils pressentaient la venue. Que ferons-nous de notre liberté, avait dit Igor Vinogradov, quand sonnera l'heure de l'épreuve ?

L'heure de l'épreuve a sonné. Nous avons vu dans l'inoubliable semaine qui débuta le 19 août dernier ce que la Russie sait faire de sa liberté : un souffle de jeunesse, de foi, d'ardeur nous est venu. Ces visages russes dont Alexandre Soljenitsyne avait dit : « que sont donc devenus, ces visages bons, pieux, généreux ? », ils étaient là, sur nos écrans, certes sans barbe de moujik, mais avec l'extrême sérieux de la certitude morale.

Il y a deux ans Igor Zolotousski était déjà ici. Et sûrement certains parmi vous se rappellent une de ses paroles : « Notre plus grande tentation sera la vengeance. » Ce printemps dernier Igor Zolotousski a paru sur les écrans russes

¹ Le 5 octobre 1991.

² « Dissidence en utopie », in *Normes et déviations*, Boudry-Neuchâtel, la Baconnière, 1988, pp. 377-394, conférence suivie d'un entretien avec J. Starobinski, V. Boukovski, J. Karpinski, A. Liehm, A. Reszler, V. Dimitrijevic et M. Molnar.

³ « *La perestroïka en URSS : une expérience de liberté* », in *Les Usages de la liberté*, Boudry-Neuchâtel, la Baconnière, 1990, pp. 281-320 ; remarques préliminaires de J. Starobinski, introduction de G. Nivat, conférencier : I.I. Vinogradov, invités : T. Amiredjibi, V. Čepaitis, I. Zolotousski et M. Heller.

L'Europe retrouvée ?

de télévision et a traité précisément de ce problème. Un téléspectateur p.278 lui a dit : « Vous prêchez le pardon, mais vos yeux disent la vengeance. » Voilà qui caractérise bien cet homme massif, sérieux, tragique parfois, qui vit et souffre de la littérature comme seul l'« intelligent » russe sait le faire et qui, comme d'autres intellectuels russes soviétiques, a été projeté sur le devant de la scène tout à fait contre son gré. Car, malgré une massive trahison des clercs, que Soljenitsyne a dénoncée dans le recueil *Sous les décombres*¹, quand il fallut chercher des voix audacieuses pour réaliser ce que les prophètes de la dissidence avaient annoncé, le peuple russe trouva en avant de lui le mineur de fond de Vorkouta et l'intellectuel révolté. A eux deux ils ont déclenché la révolution, la jeunesse des 19 et 20 août a fait le reste.

C'est en 1969 que j'ai découpé dans la *Literatournaïà Gazeta* un premier article d'Igor Zolotousski sur l'écrivain Bondarev, article qui me plut par le dialogue que le critique établissait entre le matériau et la pensée. Le matériau souvent pense par lui-même, écrivait-il, et la pensée souvent s'immerge dans le matériau. Le matériau de la pensée d'Igor Zolotousski fut la littérature russe classique. Il a fait plus que s'y immerger, il en a fait sa vie. Gogol est devenu le matériau de sa vie. Gogol le créateur des fascinantes poupées mortes dont un escroc presque vertueux tire les ficelles, Gogol le grand rêveur d'une récupération totale de la Russie, avec ses monstruosité et ses somnolences, ses hystéries et sa rouerie, Gogol l'ascète volontaire, qui dans un livre célèbre, *Morceaux choisis de ma correspondance avec mes amis*, repensait la Russie et toutes ses « Ames mortes », prêchait la conversion de l'âme, le pardon de tous par tous « car la faute est si bien répartie entre tous qu'il est absolument impossible de dire qui est plus coupable entre les coupables qui n'ont pas commis de fautes et les innocents qui se sont rendus coupables ». Ce livre à contre-courant, que le critique radical Bielinski, le « père de l'intelligentsia », condamna avec une virulence stupéfiante, et que la Russie progressiste considéra pendant plus d'un siècle comme une trahison de Gogol par Gogol — Igor Zolotousski en a fait le cœur de sa méditation sur la Russie, sur la littérature. Cette conjonction de la vie personnelle et de la vie nationale que le grand siècle russe manifesta en Gogol, puis en Tolstoï n'a de sens, selon

¹ Melik Agoursky, A.B., Eugène Barabanov *et al.*, *Des voix sous les décombres*, Paris, Le Seuil, 1975, pp. 11-33, 110-148 et 230-274 (en particulier l'article de A. Soljenitsyne « La tribu instruite », pp. 230-274).

L'Europe retrouvée ?

Zolotousski, que dans une perspective chrétienne. En écrivant sa grande biographie de Gogol, en méditant sur le « scandale Gogol », Igor Zolotousski voulait avant tout se ressourcer au christianisme russe du XIXe siècle.

Igor Zolotousski me disait qu'il voulait aller à Bâle voir le [Christ de Holbein le Jeune](#), qui a si fort impressionné Dostoïevski et dont il parle dans *L'Idiot*. En regardant ce cadavre peut-on encore croire à la Résurrection ? demandait Dostoïevski. Autrement dit, n'est-il pas un art qui tue ? La manière posée et studieuse de lire la littérature russe n'est pas celle d'Igor Zolotousski. Je le revois sur l'écran de télévision il y a deux ans, évoquant avec l'higoumène du monastère d'Optino, tout juste rendu au culte, la figure ardente de Gogol venu chercher en ce haut lieu de la spiritualité russe le conseil d'un *starets*. La littérature comme pèlerinage et comme salut, voilà son thème. La sagesse paradoxale des *starets*, voilà son recours.

p.279 Je pourrais énumérer ses livres, ses recueils, depuis *L'Heure du choix* qui plaide pour la formation de l'âme par les classiques russes, réchappés de l'amnésie totalitaire, jusqu'à *L'Eclat de l'incendie*, l'an dernier, qui porte un regard vif et hérétique sur la prose russe contemporaine. Je pourrais évoquer ses articles les plus retentissants, comme « L'anéantissement des abstractions » paru en janvier 1989 dans la revue *Novy Mir* et qui dénonçait féroce­ment la fragilité de la *perestroïka* : « Un geste de main d'en haut et l'aiguille de la pendule reculera sur le cadran. »

Aujourd'hui aucune main d'en haut ne peut plus changer l'aiguille de l'histoire russe. Mais Zolotousski, rédacteur en chef de la partie littéraire de l'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta*, est au centre d'un combat politique complexe. Début septembre 1991 il signait avec quelques autres un texte qui est un cri d'alarme : « Écartons-nous du bord du précipice ». Comme en 1909 Berdiaev et quelques autres avaient lancé un cri d'alarme : attention, l'excès de l'exigence de justice peut étouffer l'exigence de *pravda*-vérité, ainsi ces nouveaux « centristes » supplient leurs frères de ne pas reprendre le chemin des extrémismes. Que le mot *centriste* ici n'effraie pas les âmes pures ! Le juste milieu, la juste vertu a toujours été en Russie le point imaginaire le plus périlleux de ce pays. C'est un « centriste » russe, tragique et hanté par le drame de Gogol et de toute la Russie éparpillée aux quatre coins de l'idéologie, qui va aujourd'hui poursuivre sa réflexion devant nous, et je l'en remercie.

L'Europe retrouvée ?

Le sujet qu'il aborde est le sujet de toujours, revécu sans répit, et aujourd'hui plus aigu que jamais. Hors de l'Europe, en marge de l'Europe, « orientale » de cœur et « occidentale » d'esprit, la Russie est européenne, mais différemment de nous. Cette différence est souvent niée, ou méprisée, parfois hypertrophiée ou objet de culte. Mais elle est toujours là.

@

L'Europe retrouvée ?

IGOR ZOLOTOUSSKI Né en 1930, il est critique littéraire, essayiste, auteur de nombreux ouvrages sur la littérature classique russe, en particulier une biographie de Gogol qui a connu deux éditions en Russie (1979 et 1984) et qui a été traduite en plusieurs langues étrangères.

Ses parents ont été victimes des répressions de Staline et lui-même fut élevé d'abord dans une prison pour enfants, puis dans un orphelinat. Il fit des études de lettres à l'Université de Kazan, fut ensuite enseignant, journaliste, journaliste de radio. Il est actuellement chroniqueur à l'hebdomadaire *Les Nouvelles de Moscou* et rédacteur en chef adjoint à l'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta*. Il a participé aux Rencontres Internationales de Genève en 1989 en tant qu'invité.

Faust et les physiciens, 1968 ; *L'Heure du choix*, 1976 ; *Gogol*, 1979, réédition en 1984 ; *Monologue avec variations*, 1980 ; *La Poésie de la prose, études sur Gogol*, 1986 ; *Sur les traces de Gogol*, 1984, réédition en 1988 ; *Le Frisson du cœur*, 1986 ; *L'Effondrement des abstractions*, 1989 ; *La Confession de Zoïle*, 1989 ; *La Littérature du troisième dégel*, chapitre inclus dans le tome III de *L'Histoire de la littérature russe*, Paris, Fayard, 1990.

CONFÉRENCE D'IGOR ZOLOTOUSSKI ¹

@

p.280 L'histoire récrit nos exposés avec précipitation. Hier encore, nous riions en lisant les prédictions de Nostradamus selon lesquelles le régime venu au pouvoir en Russie en 1917 se maintiendrait soixante-treize ans et sept mois. Nous nous disions que le célèbre Français s'était trompé, que, malgré son état de délabrement, le monolithe communiste tenait bon, et qu'il tiendrait bon peut-être des dizaines d'années encore si un miracle venu du ciel ne le renversait pas. Les trois journées d'août ont suffi à le mettre à terre. C'est ainsi que le mal disparaît sous la scène dans la tragédie antique ; c'est ainsi qu'un tremblement de terre peut effacer une montagne sous nos yeux. Toute comparaison est boiteuse et celle-ci n'échappe pas à la règle, car s'il n'y a plus de parti communiste, les communistes, eux, sont toujours là. Ils

¹ Traduit du russe par Galina et Jean-Philippe Jaccard.

L'Europe retrouvée ?

mettent à l'abri leur or et, cela est tout à fait possible, leurs armes, et il pourrait même y en avoir un qui, dans un accès de folie autodestructrice, soit pris de l'envie d'appuyer sur le bouton atomique. Nostradamus ne nous a toutefois pas trompés : après avoir vécu soixante-treize ans, sept mois et des poussières, l'empire de Lénine s'est évaporé dans le néant. Avec lui s'est évaporée la plus grande anticivilisation de l'histoire, qui a su créer son antireligion, son ^{p.281} antiéthique et son antiesthétique. Qu'on le veuille ou non, le XX^e siècle entrera dans les annales de l'humanité sous le signe de cette anticivilisation, car les épreuves qu'il a eu à endurer sont liées d'une manière ou d'une autre à son existence et à l'influence de son expérience négative.

Nous savons qu'une expérience négative a souvent un résultat positif. En repoussant ce qui est négatif, en s'y opposant et en le refusant, l'idéal prend conscience de soi comme idéal, et la beauté comme beauté. On peut dire qu'en prenant sur elle le coup porté par la barbarie, la Russie a sauvé l'Europe pour la deuxième fois depuis l'invasion mongole. La première fois, elle a protégé la civilisation chrétienne contre les nomades, et la deuxième fois contre les communistes. Après avoir éliminé le communisme au prix du massacre de soixante-dix millions de ses citoyens, elle a permis à l'Europe non seulement de garder son visage, mais encore de faire un bond en avant.

La Russie, quant à elle, est restée en arrière. Saignée à blanc, au bord de l'inanition, déshonorée et affamée, mais, comme on a pu le voir pendant les journées d'août ¹, la tête relevée. Et ce que nous avons vu alors, c'est, non plus l'Union soviétique, non plus

¹ Allusion au putsch manqué des 19-21 août 1991 dans la foulée duquel est écrit cet article (*note des traducteurs*).

L'Europe retrouvée ?

cette hydre dont Gorbatchev essayait avec fébrilité de recoller à la colle bureaucratique les têtes qui s'en détachaient, mais d'un coup plusieurs Etats ayant chacun son histoire, sa langue et sa foi.

Et parmi eux : la Russie.

Ainsi, le mot *Russie*, qui apparaît dans le titre de mon exposé et qui s'appliquait au début à l'URSS dans son ensemble, a trouvé la place qui lui revient. Pourquoi le complot a-t-il échoué en trois jours ? Parce que, en Russie, le sort du communisme était réglé. Mais s'il est mort idéologiquement, il est encore fort physiquement. Toutefois quand meurt une idée, la force ne se maintient pas très longtemps. N'ayant pas connu le goût de la victoire depuis 1945 (des générations entières ont grandi en devant se contenter d'observer des défaites), le pays a jubilé pendant ces journées d'août. Par cette victoire, les gens ont recommencé à croire qu'ils étaient vivants, qu'ils existaient ^{p.282} encore et qu'ils ne s'étaient pas transformés irrémédiablement en bétail fatigué. Jusqu'en août 1991, on estimait en Europe, et chez nous également, que le peuple russe était un peuple fatigué, usé, et qu'il n'y a pas tant en Russie un peuple qu'une « population ». Or, c'est une nation jeune qui est venue à la « Maison blanche » ¹. A la peur congénitale des pères s'est substituée la peur d'être humilié et offensé.

En 1917, c'est un peuple encore ignorant que les communistes ont réussi à séduire. Après trois quarts de siècle, il n'était plus si ignorant. En tout cas, il connaissait parfaitement le prix du mensonge communiste. L'ère communiste en Russie s'ouvre et se ferme sur un acte de violence. « D'un coup d'Etat à l'autre » : c'est

¹ Nom donné au bâtiment abritant le Parlement de Russie, haut lieu de la résistance aux putschistes (*N. d. T.*).

L'Europe retrouvée ?

ainsi que l'on pourrait intituler ce chapitre de son histoire. Le problème de la violence est fondamental pour la Russie et il s'est posé bien avant l'apparition du parti de Lénine. Et il est revenu automatiquement à chaque fois qu'était soulevé cet autre problème qu'est « la Russie et l'Europe ». En 1811, l'historien russe Nicolas Karamzine présenta à l'empereur Alexandre I^{er} un mémorandum intitulé *De l'Ancienne et de la Nouvelle Russie*. Dans ce mémorandum, il analysait le développement de la Russie depuis les temps les plus anciens jusqu'à la fin du XVIII^e siècle. Il donnait pour le XIX^e siècle des recommandations que l'on peut ramener à l'idée que la Russie a besoin d'une « croissance tranquille », et non pas de révolutions basées, comme celle de Pierre le Grand, sur « des explosions et de la violence ». Avant Pierre, écrivait Karamzine, les emprunts à l'Europe se faisaient « un peu à *contrecœur* », alors que sous son règne commença une « appropriation *totale* des us européens ». « Appropriation totale », dans la langue de Karamzine, signifie une appropriation complète, irrévocable et inconditionnelle. Elle ne peut pas se dérouler librement. Aucun peuple ne peut se débarrasser de ses mœurs du jour au lendemain. On ne peut l'obliger à changer ses habitudes séculaires que par la force. Et je ne parle même pas de conceptions plus profondes, comme l'esprit de la nation ou son idéal.

p.283 Pierre le Grand a versé beaucoup de sang en opérant ses transformations. Dans un certain sens, il a engendré Lénine, à cette différence près qu'il a pris pour modèle la *vie* européenne, c'est-à-dire les progrès de l'industrie, du commerce, de l'art de la guerre et de la vie quotidienne elle-même, alors que Lénine était mû par l'intention de dépasser la vie russe sur la base de recommandations empruntées à une *théorie* européenne. Un

L'Europe retrouvée ?

chercheur a remarqué que la Russie avait toujours eu peur de l'influence française, de son « voltairianisme », et que le danger était finalement venu d'Allemagne, bien que le socialisme utopique ne fût pas le fait du seul esprit german. Il est remarquable que l'Europe elle-même n'ait pas suivi la voie tracée par Marx, mais qu'elle ait laissé celle-ci à la Russie, dont le régime et la culture politique permettaient de réaliser cette expérience.

Les tsars russes du XIX^e siècle ont écouté les conseils de Karamzine. Ils ont évité de précipiter l'histoire. Alexandre I^{er} voulait donner une constitution à la Pologne et, par la suite, à la Russie, mais il a compris qu'il était encore trop tôt pour cela. Nicolas I^{er} a créé une commission pour l'émancipation de la paysannerie, mais le temps de la réforme paysanne n'est pourtant pas venu pendant son règne : ce n'est qu'en 1861 que son fils, l'empereur Alexandre II, a pu mettre en application ces projets. Le XIX^e a été le siècle le plus calme en Russie parce qu'il était conservateur. Le principe conservateur a pris le dessus, alors que le principe révolutionnaire qui s'opposait à lui était contenu grâce à l'autorité d'un pouvoir fort. Par la suite, la vie politique s'est dispersée vers les extrêmes. Les sentiments et une certaine passion l'ont emporté sur le bon sens et la raison, ce qui a mené à l'extrémisme, et ce aussi bien du côté conservateur que du côté révolutionnaire.

En Russie, le centre a toujours été mou, sans autorité et même, pourrait-on dire, étranger à l'esprit du peuple, car il n'a ni tradition ni enracinement dans l'histoire russe. Si l'on part du principe que ce sont les génies, et non les talents, qui représentent une pensée nationale, on peut dire que tous les génies de la littérature et de la philosophie russes se sont prononcés comme un seul homme

L'Europe retrouvée ?

contre la violence et contre l'union forcée avec l'Europe et son expérience. Dans cette perspective, il faut citer Pouchkine, Gogol, Dostoïevski, ^{p.284} Leskov, Tolstoï, Tchekhov, et après eux Vladimir Soloviov, Nicolas Berdiaev, Serge Boulgakov, Paul Florenski. Siméon Frank a écrit à ce sujet : « De toutes les influences occidentales, ce sont toujours les plus plates qui ont eu le plus grand succès en Russie et, qui plus est, les mouvements les plus négatifs et les plus destructeurs. Le positivisme, le matérialisme, le socialisme, ce sont là les fruits les plus importants de nos relations avec l'Europe occidentale, en tout cas à partir des années 1940 ; et l'anarchisme est dans une grande mesure une création directe de l'esprit russe, alors que d'autres phénomènes, comme le socialisme chrétien, les enseignements de Carlyle et de Ruskin, les mouvements nationaux et religieux en Occident, n'ont reçu aucun écho chez nous. »

La greffe d'idées occidentales sur le tronc russe à l'aide du couteau bolchevique a entraîné, à la place du rapprochement espéré avec l'Europe, un phénomène de refoulement, refoulement vers l'Orient totalitaire. Maintenant, le pays ébranlé est appelé à choisir où il veut aller. Faut-il adopter sans tarder toutes les formes occidentales d'organisation politique, de relations sociales, ainsi que les principes de l'économie occidentale, ou alors, comme le disait Karamzine, doit-on mélanger tout cela avec l'ancien, avec ce qui nous appartient en propre ?

Comme tout le monde le sait, dans les années 1930 à Moscou, on a fait sauter le temple du Christ Sauveur. Il avait été construit au siècle dernier avec l'argent du peuple en l'honneur de la victoire sur Napoléon. Les communistes voulaient édifier sur son emplacement un Palais des Soviets surmonté d'une immense

L'Europe retrouvée ?

statue de Lénine dont la tête devait filer dans les nuages. Si le temple a bel et bien été détruit, le palais n'en a pas pour autant été construit. A la place du temple dynamité, il y a maintenant une piscine, ou plutôt une mare. Aujourd'hui, le peuple réunit de l'argent pour financer la construction d'un temple au *même* endroit. Nous avons là la métaphore de la Russie actuelle : un objet saint détruit et remplacé par une mare et, finalement, la soif de restituer ce qui a été perdu. Le peuple pourra-t-il élever un temple identique au précédent ? La Russie pourra-t-elle revenir à son état pré-communiste ? Et jusqu'à quelle profondeur le communisme a-t-il semé ses graines empoisonnées dans l'âme du peuple russe ?

p.285 Prenons une expérience hors de Russie. Il y a trois mois, j'ai voyagé en Allemagne. J'ai été dans sa partie occidentale et dans sa partie orientale. J'ai pu me convaincre *de visu* que communisme et Europe libre étaient deux choses incompatibles. Il n'y a plus le mur de Berlin, les frontières sont ouvertes, mais ce sont deux peuples différents qui vivent dans un seul pays, bien que tous parlent la même langue et bien qu'ils aient une histoire et une culture communes. Il est stupéfiant de constater que quatre décennies ont suffi à transformer jusqu'au caractère national des habitants de l'ex-Allemagne de l'Est. Ce fameux amour du travail, de la propreté et de l'ordre, l'habitude de tout construire avec solidité, tout cela a disparu pour longtemps. Le jeune directeur d'une firme de Berlin-Ouest qui m'avait emmené faire un tour dans l'ancienne capitale de l'Allemagne de l'Est s'exclamait en me montrant les maisons, les usines et les gares : « *Alles kaput !* » Il a prononcé ces mots plusieurs fois en les accompagnant d'un geste brusque de la main par lequel il indiquait le caractère définitif de

L'Europe retrouvée ?

son jugement. « *Alles kaput !* », cela signifie qu'il faut tout détruire, puisque tout a été construit à court terme, avec du matériel de mauvaise qualité. A peine construites, les nouvelles maisons sont vétustes et peu économiques, les fabriques sont outillées de machines datant presque de l'époque hitlérienne, les routes sont défoncées. Les rues sont vides et sales. « *Alles kaput !* » : cette sentence ne se rapporte pas seulement aux maisons et aux routes, elle se rapporte également aux gens. Ma nouvelle connaissance m'a raconté qu'il avait engagé dans sa firme quelques Allemands de l'Est. Après quelques semaines, il a dû les licencier. Premièrement, ils ne savaient ni ne voulaient travailler, deuxièmement ils falsifiaient les papiers, accaparant par là le travail d'autrui, et troisièmement, ils se dénonçaient les uns les autres. Mon Allemand de Berlin-Ouest a dressé l'inventaire des classes d'âge de la population de l'Est capables de se fondre dans la vie européenne. Les résultats n'étaient pas très encourageants. « Ceux qui ont vingt ans aujourd'hui pourront peut-être devenir des Occidentaux au sens plein du terme, disait-il, mais je miserais plutôt sur ceux qui sont encore plus jeunes. » Cela fait que plusieurs générations d'Allemands de l'Est doivent tout simplement disparaître physiquement pour que se réalise une véritable unification de l'Allemagne.

^{p.286} Cette manière de compter est bien entendu pessimiste, mais elle est d'autant plus valable pour notre pays. Les Allemands ont vécu quarante ans sous les communistes, et nous presque deux fois plus longtemps. Quand on passe en train de Berlin-Ouest à Berlin-Est, le contraste saute aux yeux. La dernière gare à l'Ouest s'appelle *Zoogarten*, et la première à l'Est *Karl Marx-Friedrich Engels Allee*. A *Zoogarten*, tout est éclat et propreté, tout

L'Europe retrouvée ?

brille et tout est neuf ; à *Karl Marx-Friedrich Engels Allee*, le toit de la gare est cassé, il n'y a plus de vitres, le quai est couvert de mégots, le kiosque à boissons et à cigarettes est fermé. Jamais lavées, les petites lampes accrochées sous le toit de la gare diffusent une lumière pâle. Et encore un détail. A Leipzig, j'ai visité le Musée Bach. Il se trouve près de l'église Saint-Thomas où Bach travaillait comme maître de chapelle. Sur un mur du musée est exposée sous verre la liste des musiciens qui ont occupé cette fonction quasiment depuis le XIII^e siècle. Le nom de Bach y figure, souligné en gras. Mais la liste se termine par un homme dont on essaie aujourd'hui de ne plus prononcer le nom à haute voix à Leipzig. Maître de chapelle tout comme Bach, il est également un agent démasqué des services secrets est-allemands. Telle a été l'évolution vers le communisme de la civilisation européenne : de Bach à un informateur à la solde de la Stasi.

Ce que j'ai vu en Allemagne donne un avant-goût de l'entrée de la Russie dans l'Europe contemporaine. Notre situation se distingue encore par le fait qu'en Allemagne vivent des Allemands, alors que c'est une quantité de peuples différents qui occupent le territoire de la Russie. Quand celle-ci se sera libérée de ses liens avec les pays qui constituent l'Orient de l'ex-URSS, elle pourra en venir plus rapidement à un système monoreligieux. Cela créera les prémices de cette communauté religieuse qui, en dernière analyse, décidera de son sort. De même, cette communauté décidera incontestablement du sort de l'entrée de la Russie chrétienne dans l'Europe chrétienne.

Contrairement à l'Eglise polonaise, l'Eglise russe n'est actuellement pas en mesure de se mettre à la tête du peuple. Elle est corrompue et n'a aucune autorité. Si l'autorité de la foi

L'Europe retrouvée ?

chrétienne grandit, on ne peut pas en dire autant de la confiance accordée à la hiérarchie, dont les effectifs ont été recrutés pendant des dizaines d'années à la ^{p.287} Loubianka et à la place Ancienne ¹. Il y a longtemps, à l'époque des invasions mongoles, l'Église avait aidé la Russie à résister, elle était respectée même par Batu et Gengis Khan. Aujourd'hui, elle est un argument en faveur du « pluralisme d'opinions » et un institut d'observance des fêtes et des rites chrétiens. Pendant le putsch, le Patriarche a attendu le deuxième jour pour jeter l'anathème sur les mutins. Notre Eglise n'est pas encore en mesure de se séparer du pouvoir. Après avoir été à son service pendant tant d'années, elle se redresse lentement et abandonne à contrecœur la station à genoux.

Là aussi, il y aura renouvellement ; là aussi doivent apparaître des gens libres. En supprimant Dieu, les communistes ont mis à sa place l'être suprême qui est le leur : la théorie. Vis-à-vis d'elle, Marx et Lénine n'étaient tout au plus que des petits fonctionnaires qui servaient ses intérêts. Dieu a été remplacé par une somme de chiffres, de syllogismes, par la création d'une logique pure dans laquelle il n'y a plus de place pour ce qui constitue le cœur du christianisme : l'amour. Bien que n'étant pas devenue la croyance du peuple, l'idée communiste a corrompu celui-ci. Elle l'a déshabitué à travailler, elle a étouffé son énergie et sa volonté créatrice, elle l'a vieilli, usé et, de même que les tracteurs des kolkhozes ont écorché la partie la plus précieuse des terres fertiles de la Russie, l'humus qui est en surface et qui nécessitera cinq cents ans pour être reconstitué, elle a détruit son âme. Si elle existe, cette énigmatique âme russe, dont on parle tellement

¹ Loubianka, ancien nom de la place où se trouvait le KBG. A la place Ancienne se trouvait le siège du Comité central du Parti communiste (N.d.T.).

L'Europe retrouvée ?

jusqu'à ce jour en Occident, elle doit être inscrite dans le livre des espèces en voie de disparition.

La particularité de la Russie réside en ceci que domine en elle la pensée sociale et non pas la technique, l'« ingénierie » ou la pratique. Le Russe pouvait bien ferrer une puce pour étonner les Anglais (épisode décrit dans le récit de Leskov *Le Gaucher*), mais il ne le faisait pas dans un but pratique ; au contraire, il le faisait par bravoure, crânerie, par amour de l'art ! Même les médecins, ces praticiens parmi les praticiens, ont été chez nous des idéalistes (qu'on pense à Tchekhov). Il ne leur suffisait pas de soigner des gens, ils voulaient ^{p.288} comprendre le secret de l'immortalité. C'est sur la base de cet idéalisme qu'a été éduquée l'*intelligentsia* russe, laquelle s'est jetée dans les bras de la révolution afin d'expié sa faute vis-à-vis du peuple. Cette faute, elle se l'est vivement reprochée dans les recueils *Vekhi (Jalons)* en 1909 et *Iz gloubiny (Des profondeurs)* en 1918, où elle parle d'« auto-adoration », de « dédain de l'héroïsme », d'« adoration du peuple et de dédain à son endroit ». Pour reprendre les mots des auteurs de *Vekhi*, à la « taille et à la corvée historiques », elle a préféré le « miracle historique ». Et c'est sur cet égarement que les communistes ont joué par la suite. Foncièrement matérialiste, le régime communiste a su utiliser cet idéalisme de l'*intelligentsia* russe et a pris sa revanche sur lui.

Ainsi, ce n'est pas seulement le communisme qui s'est effondré, mais aussi cette foi de l'*intelligentsia* dans le fait qu'elle est élue et qu'elle a une prédestination divine. Il s'agit là de reconsidérer toutes les bases de l'appréhension russe du monde, de les reconsidérer dans le sens d'une recherche d'équilibre entre l'idéal et la pratique, et peut-être même d'une dominante pratique dans

L'Europe retrouvée ?

tout, y compris la foi (l'Église catholique, par exemple, est considérablement plus proche de la vie séculière que l'Église orthodoxe). C'est un mouvement dans le sens d'un rapprochement des Églises, d'une sécularisation du sacré.

Une telle rupture est douloureuse ; de longues années seront nécessaires pour opérer cette révolution de l'esprit. Il est facile de changer le pouvoir, plus difficile de changer le régime et plus difficile encore (et parfois même impossible) de changer l'homme. La destruction de la paysannerie a commencé en Russie communiste en 1929, et en même temps a cessé d'exister l'homme d'affaires, ce moteur du commerce et de l'économie. L'abolition de la NEP ¹ et la collectivisation ont déterminé ces deux événements. « La Russie dans les ténèbres », a écrit jadis Herbert Wells. « La Russie en ruines », voilà son aspect aujourd'hui. Elle se débat dans les ruines de l'État communiste, de ^{p.289} l'idéologie, des coutumes et des habitudes communistes. Sous les communistes, la vie est devenue une habitude et, comme on dit, l'habitude est une seconde nature. La dépravation dont les communistes sont les auteurs est devenue la seconde nature du peuple. L'envie qui tourmente les Allemands de l'Est est un jeu d'enfants à côté de celle qui habite le Russe. Celui-ci ne peut se défaire du sentiment qu'il est un esclave et non pas un maître, que l'Occidental est un homme bien et lui, le Russe, on ne sait trop quoi. Dès l'enfance, il regarde l'Occident non pas comme un exemple spirituel, mais comme un magasin. Il s'habitue au fait que « là-bas », c'est mieux et qu'« ici », c'est pire. Que « là-bas », les gens vivent et

¹ La Nouvelle Politique économique, instaurée en 1921 par Lénine, qui s'appuyait sur une coopération de type contractuel avec la paysannerie et qui autorisait l'existence d'un marché libre passablement développé (*N. d. T.*).

L'Europe retrouvée ?

qu'« ici », ils existent, que « là-bas », il y a une ouverture sur le monde et qu'« ici », il n'y a que la tombe. Ce terrible sentiment d'humiliation engendre l'agressivité. Le Russe n'a jamais été agressif. S'il combattait, c'était pour la Patrie ou, soyons franc, pour les intérêts européens, comme cela fut le cas en 1799, 1805, 1807, 1813. A Leipzig, il y a une église votive en l'honneur de la victoire alliée lors de la « Bataille des Nations » de 1813. Sur le mur extérieur est exposée la liste des pertes alliées. C'est parmi les Russes que la bataille de Leipzig a fait le plus grand nombre de victimes : 22.000 hommes. Comme l'a dit l'auteur du livre *La Russie et l'Europe*, Nicolas Danilevski ¹, après avoir chassé les Français, nous avons combattu deux ans pour l'Allemagne et pour l'Europe. La même chose s'est répétée en 1945. Il est vrai qu'à la différence de 1815, nous n'avons pas quitté l'Europe et que nous nous sommes emparés des pays libérés de Hitler. A l'époque, il faut le dire, les communistes étaient déjà au pouvoir.

Le communisme a altéré la nature du peuple russe en le rendant belliqueux et agressif par désespoir. Un homme animé par un sentiment de dignité personnelle n'est pas belliqueux. Mais un homme offensé, un homme qu'on a mis à genoux, caresse toujours un rêve de vengeance. Le peuple a accumulé un immense désir de vengeance non exploité, qui n'est rien d'autre qu'un désir de violence. A l'heure actuelle, cette énergie est dirigée contre les principaux offenseurs du peuple, les communistes. Mais elle peut se reporter sur n'importe qui. ^{p.290} Les flambées nationalistes éclatent la plupart du temps pour cette raison. Une fois de plus, il ne s'agit pas tant ici d'hostilité de sang que des effets d'une vie

¹ N. Danilevski, *Rossija i Europa*, Saint-Pétersbourg, 1888.

L'Europe retrouvée ?

sombre et malheureuse, dans la pauvreté, sans espoir d'avenir. Rien dans l'avenir, rien dans le présent non plus, et le passé, quant à lui, ne peut qu'exciter en vain l'imagination puisqu'il est perdu à jamais.

Il n'y avait rien de tel autrefois dans la « prison des peuples », pour reprendre l'appellation que donnaient les bolcheviques à l'ancienne Russie. Jamais autant de sang n'a été versé à cause des problèmes nationaux. Jamais il n'y a eu tant de haine chez les Azéris envers les Arméniens, chez les Géorgiens envers les Ossètes, chez les Kirghizes envers les Ouzbeks, etc. Jamais, enfin, les petits peuples n'ont tant haï les populations autochtones, bien que ce communisme qui les a poussés dans l'impasse du fratricide ne soit pas une invention russe. Mais la haine des communistes se transpose avant tout sur eux, comme s'il n'y avait pas en Lénine de sang kalmouk, suédois ou autre. Si les diverses nations de l'ex-URSS vivaient dans l'aisance et le confort, et si cela était garanti dans le futur, il n'y aurait pas cette soif de vengeance affublée d'habits nationalistes qui hante à l'heure actuelle le pays du nord au sud et de la frontière occidentale à l'océan Pacifique. Si le désespoir continue à s'amplifier de la sorte, la Russie peut véritablement devenir un océan de violence. Dans ces conditions, l'*intelligentsia* perd elle aussi le contrôle des opérations. Premièrement, elle est déchirée en divers partis, et deuxièmement, elle est affaiblie par des luttes de factions. L'*intelligentsia* de gauche s'épuise à lutter contre le régime ; elle a dépensé toute son énergie pour ouvrir une brèche dans le mur du communisme. En outre, de par sa nature, elle est proche de ceux qu'elle a écrasés, car communisme et anticommunisme sont également destructeurs, leur culture est une culture de lutte qui

L'Europe retrouvée ?

est contraire, et même hostile, à la culture du labeur et de l'édification.

Pour écraser le communisme, il fallait une certaine culture ; maintenant, c'en est une autre qui est nécessaire. Il faut une relève des générations, des idéologies, des cultures. En tant qu'idée, le communisme est sans passeport, sans nationalité, tout comme est abstraite et sans nationalité la partie qui le réfute.

^{p.291} Maintenant, dans la foulée de la victoire du 21 août, commence la nouvelle vie de cette idée russe qui a toujours tellement effrayé l'*intelligentsia* libérale. La Russie renonce finalement à revendiquer une domination mondiale (ce qui était une ambition du communisme, pas de la Russie), elle se libère et s'isole, et cette idée russe ne peut à présent plus nuire à personne. En devenant une idée d'Etat, elle se défait des entraves du chauvinisme. Dans ce contexte, l'idée russe est en mesure de renaître comme idée positive, comme base pour une politique isolationniste de la Russie, dans le meilleur sens de ce terme, une politique dirigeant ses forces sur la prospérité de son propre peuple. L'idée russe sera ainsi débarrassée de cette teinte d'agressivité que lui conférait, d'une manière ou d'une autre, sa résistance au communisme ou sa lutte contre lui. L'*intelligentsia*, qui était à genoux, se relève, mais elle reste marquée du sceau de son humiliation servile. De ce sceau sont marqués les « occidentalistes » et les « slavophiles » contemporains, les gens « de gauche » et ceux « de droite ». Comme par le passé, les extrêmes sont particulièrement assoiffés de sang, alors que le parti du bon sens, c'est-à-dire *du centre*, reste silencieux. Ou alors sa voix se perd dans le chœur de ceux qui s'égosillent à crier malheur.

L'Europe retrouvée ?

Comme par le passé, l'athéisme domine dans les deux camps, il encourage les *extrêmes*, le pardon et la pitié lui sont étrangers. Malheureusement, « droite » et « gauche » regroupent à ce jour des nihilistes dont le rapport au passé et au présent se bâtit sur la négation, ce qui augmente d'autant leur agressivité. Notre Parlement est le fidèle reflet de cette discorde. Lors de la dernière session du Soviet suprême, un représentant de l'Ouzbékistan a pris la parole et a dit, en montrant les députés de Moscou : « C'est vous qui avez préparé cette salade, à vous de l'avalier ! » Ses paroles concernaient le coup d'Etat du 19 août. Et il ne s'agit pas là de la barbarie ou de la perfidie de l'Orient, mais de la barbarie de l'ignorance. L'ignorance a été cultivée en Russie communiste. L'ignorant était pour les communistes « un des nôtres », indépendamment du peuple auquel il appartenait. Et l'homme intelligent, qu'il soit russe, kazakh ou juif, n'était « pas des nôtres », c'était un étranger. Ce n'est donc pas une guerre de nationalités qui se déroule : les anciens maîtres de l'Union soviétique excitent les gens en ^{p.292} leur imposant la faim et le froid sans que l'appartenance nationale ait une quelconque importance. Car la *nomenklatura* et l'élite du pouvoir soviétique forment une nation, une nation sans territoire ni patrie, mais par contre avec une grande bouche et un estomac insatiable. Les dessous des luttes nationales, ce sont les passions sociales. Si celles-ci n'existaient pas, il n'y aurait pas ces bagarres à couteaux tirés.

Il n'y a pas longtemps, le monde s'est alarmé à l'annonce faite par le président du Kazakhstan qu'il n'avait pas l'intention de restituer ses armes nucléaires à la Russie. Le candidat à la présidence de l'Ukraine a fait une déclaration dans le même sens. Tous deux alléguaient le fait que le redéploiement de l'arme

L'Europe retrouvée ?

nucléaire sur territoire russe coûterait cher. Cela est vrai. Mais il me semble que là n'est pas le problème principal. Les anciennes républiques désirent être en possession d'un argument de poids pour renforcer leur statut. Mais alors, en cas de conflits nationaux, peut survenir une situation où l'on tirera non plus de simples obus, mais des têtes nucléaires. Et remarquez que le communisme de l'ancien Empire soviétique transhume vers l'Orient. Le communisme voit l'Orient comme le dernier sauveur sur lequel s'appuyer. C'est précisément pourquoi, dans les républiques d'Asie centrale et en Azerbaïdjan, les communistes ont enfourché un nouveau cheval de bataille : le nationalisme, lequel à son tour ne veut pas se séparer du communisme. Il a suffi au président du Tadjikistan de proclamer la dissolution du parti communiste pour qu'il cesse d'être président. Le parti a montré qu'il était encore puissant à la périphérie de l'URSS, qu'il était encore en mesure de se battre là où le peuple n'était pas encore instruit et vivait dans des conditions semi-féodales, et même, en déployant l'étendard du nationalisme, de rester au pouvoir.

La Russie également a sur son territoire une périphérie avec ses foyers asiatiques. Ces foyers périphériques, où le vent de Moscou ne souffle qu'avec retard, sont susceptibles de devenir dans une certaine mesure les repaires du parti communiste, d'où celui-ci pourra lancer ses attaques contre les démocrates. En outre, il ne faut pas oublier que presque tous les leaders démocrates actuels, y compris Eltsine, sont d'anciens communistes et que les transformations qu'ils ont p.293 subies ne peuvent avoir changé totalement leur nature. Celle-ci les pousse à accélérer le processus historique et les entraîne à recourir à la méthode forte, tant la culture démocratique authentique leur reste inaccessible. C'est

L'Europe retrouvée ?

pourquoi la démocratie actuelle en Russie se résume d'une part à une domination totale du *demos* et se transforme en ochlocratie, et, d'autre part, à une pression sur l'histoire, de type non communiste certes, mais qui prend ses origines dans le communisme. C'est ce mélange explosif qui remplace aujourd'hui le pouvoir. Les démocrates ont avant tout à nourrir, chauffer, habiller le peuple et à lui fournir chauffage, médicaments en même temps que quelques garanties sur des lendemains sans famine. Ils ont également à se vaincre eux-mêmes, à vaincre ce qui en eux est un héritage du passé totalitaire. La mort de la puissance (répressive, financière et autre) du parti communiste ouvre la voie à une telle tentative. Aujourd'hui, le peuple croit aux démocrates ou, en tout cas, à Eltsine, mais il ne veut pas attendre. Un siècle passé à attendre une vie meilleure l'a usé définitivement. Il peut vivre encore un an ou deux dans la misère. Mais après, il se révoltera.

Et c'est là qu'intervient la question des garanties à plus long terme. Déjà dans la Russie du XIX^e siècle, deux questions étaient à l'ordre du jour : « Qui est coupable ? » et « Que faire ? » Le premier à avoir posé publiquement la question « Qui est coupable ? » est Herzen, en en faisant le titre de l'un de ses romans. La question « Que faire ? », elle, a été posée par le titre du roman de Tchernychevski. Plus tard, Lénine l'a répétée en en faisant le titre de son programme. Mais il existe une troisième question, celle qu'a posée en son temps Léon Tolstoï : « En quoi consiste ma foi ? », changeant par là même l'ordre de succession de la logique russe.

Jusqu'à présent, en essayant de répondre aux deux premières questions, nous n'avons fait que déterminer qui était coupable. Il

L'Europe retrouvée ?

nous semblait que si nous trouvions les responsables de notre situation désastreuse, nous saurions enfin comment vivre, et la réponse à la question « Que faire ? » a toujours été dominée par la seule idée qu'il fallait faire payer les coupables. La tendance révolutionnaire de la pensée russe s'est appuyée sur cette idée. En Russie, on raconte la boutade suivante. En pleine révolution, une vieille noble qui écoute ^{p.294} le bruit de la rue demande à sa cuisinière : « Dis-moi, Macha, que se passe-t-il ? » La cuisinière répond : « La révolution. » — « Et que veulent-ils ? » — « Ils veulent qu'il n'y ait plus de riches. » La vieille dame secoue la tête avec dépit : « Quand il était sur la place du Sénat, mon grand-père décembriste ¹, lui, voulait qu'il n'y ait plus de pauvres. » La vieille noble avait visiblement deviné ce que voulait la société *cultivée*. Je souligne *cultivée*, car le nihilisme et l'esprit révolutionnaire naissent sur la base d'une éducation incomplète, unilatérale ou défailante, une demi-éducation. Lénine connaissait les langues et résumait Hegel, mais il n'en était pas moins, comme l'écrivait Bounine, « un idiot sur le plan moral ». « L'esprit progresse — écrivait Gogol — uniquement lorsque progressent toutes les forces morales qu'il y a en l'homme. » C'est en 1847 qu'il a émis cette vérité, et l'expérience des révolutions européennes, dont il avait vu le début à Naples, n'y est à coup sûr pas étrangère.

L'opposition des occidentalistes et des slavophiles, ces deux courants fondamentaux de la pensée sociale russe au XIX^e siècle, s'est développée en fonction de la lutte entre deux réponses à la

¹ Les décembristes, jeunes nobles soulevés sur la place du Sénat à Saint-Petersbourg en décembre 1825, entre la mort d'Alexandre Ier et l'avènement de Nicolas Ier, exigeaient une constitution, un régime parlementaire et l'abolition du servage. Victimes d'une répression brutale, c'est à eux que certains historiens font remonter la genèse du mouvement révolutionnaire (*N. d. T.*).

L'Europe retrouvée ?

question « Que faire ? ». Les uns ont cherché les coupables à côté d'eux, les autres ont trouvé la faute avant tout en eux-mêmes et ils considéraient que seule la voie de la transfiguration individuelle pouvait entraîner l'élévation de la société. Nicolas Danilevski nommait *occidenterie* (par analogie avec *singerie*) l'attachement fervent de certains à l'Occident. Nos « patriotes » d'aujourd'hui, qui se considèrent comme les héritiers naturels des slavophiles du XIX^e siècle, reprochent eux aussi leur *occidenterie* aux démocrates. Mais eux-mêmes, qui sont-ils ? Hier, ils faisaient bloc avec le parti communiste, avec les généraux, et aujourd'hui, ils composent des odes à la gloire d'Eltsine. Les slavophiles du siècle passé étaient conséquents, eux. Ils se disaient dévoués à la monarchie, mais cela ne les empêchait pas d'être en opposition avec la politique intérieure du monarque régnant. Ils ^{p.295} n'ont pas pu faire l'éloge d'un pouvoir qui avait exterminé les meilleurs fils de son propre peuple.

A la veille du coup d'Etat du 19 août, l'organe des « patriotes », le journal *Den'* (*Le Jour*), a paru avec un énorme chapeau sur deux pages : « Notre cause est juste, à nous la victoire ! » Ces mots sont pris du discours prononcé par Molotov le jour de l'agression allemande contre l'Union soviétique. Dans une des prises de position publiées dans ces pages, la citation de Molotov est donnée en entier : « Notre cause est juste. L'ennemi sera défait. A nous la victoire ! » A qui pense le journaliste quand il dit « ennemi » ? Il n'y a qu'une seule réponse : aux démocrates.

Une fois le putsch terminé et les démocrates victorieux, le journal a paru avec pour sous-titre : « organe d'opposition spirituelle ». Lorsque j'ai demandé à l'un des rédacteurs de *Den'* avec quoi il était en opposition, il a reconnu en toute simplicité :

L'Europe retrouvée ?

« En opposition avec tous ceux qui sont contre les démocrates. » Sainte naïveté ! C'est de cette simplicité qu'on dit en Russie qu'elle est pire que le vol. Aujourd'hui, les gens qui ont écrit cet « Appel au peuple » qui est devenu en quelque sorte l'annonce du coup d'Etat, refusent de reconnaître avoir participé à celui-ci. Ceux qui s'apprêtaient hier encore à vaincre se posent aujourd'hui en victimes. En 1925, dans son roman *La Garde blanche*, qui décrit la ruine d'une ancienne famille, d'une ancienne culture et, par conséquent, de l'ancienne Russie, Mikhaïl Boulgakov écrivait : « Nous avons tous du sang sur les mains. » Nous avons tous du sang sur les mains, c'est ce que le mouvement « patriotique » est incapable d'avouer aujourd'hui. Il est coupé de la tradition spirituelle russe, qui a toujours été une tradition chrétienne.

Et aujourd'hui, alors qu'il n'y a plus de communistes au pouvoir en Russie, l'athéisme et le nihilisme tourmentent non seulement les anciens membres du parti de Lénine, mais encore les démocrates qui les ont vaincus. Le but semble atteint, le communisme battu, et ils sont toujours dans l'incapacité de proposer au peuple un idéal qui, en réunissant le développement russe à l'expérience européenne, mènerait définitivement la Russie au sein des frontières d'une Europe enfin acquise.

^{p.296} Je suis convaincu que cet idéal est indissociable de la foi chrétienne. « Le jeu chrétien n'est aucunement terminé en Europe — écrivait l'historien catholique Folliet — bien que certains fassent semblant de ne pas vouloir y jouer. »

L'Europe retrouvée ?

Entretien ¹

@

M. GEORGES NIVAT : Igor Zolotousski, je crois que vous avez fait entendre, dans un débat fortement occidentalisé, une voix différente. Vous nous avez apporté l'esprit, la ferveur et peut-être, pour certains d'entre nous, l'étrangeté de ce qui se passe en Russie, de ce que Gogol appelait « peurs et terreurs dans la Russie ».

Mon rôle est ici celui d'arbitre. Je donne donc immédiatement la parole à Adam Michnik.

M. ADAM MICHNIK : Je ne puis guère être un interlocuteur objectif, car pendant toute ma vie j'ai observé la Russie dans la perspective particulière de la Pologne. Pour nous, la méthode qui consiste à comparer tsarisme et bolchevisme n'est ni claire ni stricte.

Nous pensons que le système tsariste a signifié l'esclavage de la Pologne. Pouchkine, l'immense poète russe, est aussi l'homme qui a mis sa poésie au service du régime, et qui a été ouvertement antipolonais. Certains de ses poèmes, comme « Aux calomniateurs de la Russie », bénissent véritablement l'action militaire contre la Pologne. Cela ne peut s'expliquer hors de son contexte. Il en va de même de Dostoïevski, malgré son génie et sa profondeur. Bien sûr, il a fait ce qui est peut-être la meilleure analyse du maximalisme. Mais pensez-vous, M. Zolotousski, que les héros de ses romans soient vraiment les produits de la lecture des écrivains occidentaux ? Pensez-vous que Petroucha Verkhovenski soit vraiment l'élève de Marx, plutôt que le descendant de Pougatchev et quelques autres ? Pour nous, l'écrivain russe le plus honorable est Alexandre Herzen, parce qu'il est le seul qui ait eu le courage de prendre la défense des victimes polonaises, lors de l'insurrection de 1863 ; pourtant, le prix de cet engagement a été pour lui la mise à l'index. En face, il y avait tous les publicistes antipolonais comme l'écrivain et journaliste Mikhaïl Katkov.

¹ Avec la participation de MM. Efim Etkind, professeur honoraire à l'Université de Paris X et à l'Institut pédagogique supérieur de Saint-Pétersbourg ; Shimon Markish, chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres (Département de Langues et de littératures méditerranéennes, slaves et orientales) de l'Université de Genève ; Adam Michnik.

L'Europe retrouvée ?

Une remarque encore, sur le problème de l'Eglise. Les Polonais, catholiques, savent bien quel est le rôle de l'Eglise et du sacré dans le monde contemporain. Mais ils connaissent bien, aussi, les mécanismes ^{p.297} pathologiques qu'entraîne le rôle dominant de l'Eglise dans la vie politique et publique. Je crois qu'il existe, dans l'Eglise catholique, une potentialité totalitaire et autoritaire. Comment organiser la coexistence entre le sacré et le profane, entre l'Eglise et les institutions démocratiques, en restant ancré dans la modernité — que celle-ci soit entendue dans un sens conservateur ou libéral ?

Vous avez dit que l'Allemagne était passée de Bach à l'apostasie. Je vous dis *non* ; particulièrement en Allemagne : non. Le communisme n'était pas nécessaire pour que la police secrète totalitaire trouve des collaborateurs, que ce soit sous Hitler ou sous toute autre dictature.

Je crains que la perspective dans laquelle vous avez présenté votre brillante analyse ne soit monolinéaire : elle procède entièrement de l'anticommunisme. Je pense que nous sommes en très grand danger. Après la dictature communiste, nous risquons de voir apparaître la dictature anticommuniste, à la mode iranienne ou géorgienne. Gamsakhourdia constitue un défi pour nous. Car il n'est pas seulement Géorgien : il y a aussi des Gamsakhourdia polonais, des Gamsakhourdia tchèques, roumains et, si je comprends bien, russes.

M. EFIM ETKIND : Nous venons d'entendre un témoignage bouleversant. Parmi les intellectuels russes actuels, Igor Zolotousski fait figure d'homme de conscience, de pensée, d'intelligence et de courage. Ces qualités sont importantes pour comprendre la position qu'il vient de nous présenter. Il y a certes des divergences entre lui et moi. Cela ne signifie pas que je ne sois pas d'accord avec l'essentiel de ce qu'il a dit, et que je ne sois pas solidaire de sa position civique, littéraire et intellectuelle, qui dresse le bilan de soixante-treize ans de dictature communiste, ainsi que des six années de ce qu'on appelle *perestroïka* — mot qui ne signifie pas grand-chose en russe et rien en français.

Deux objections, néanmoins. La première concerne l'évolution de la pensée russe au XIXe siècle. Igor Zolotousski a affirmé qu'il y avait d'un côté le génie national, avec la profondeur de sa pensée et de son esprit, et qu'il n'y avait de l'autre que des journalistes superficiels, des intelligences secondaires. Mais il n'a

L'Europe retrouvée ?

pas mentionné plusieurs noms qu'il me semble important de rappeler, et qui ne correspondent certainement pas à des intelligences de second ordre.

Je pense à Mikhaïl Lermontov ¹, qui est fort éloigné de tout ce que vient de caractériser Igor Zolotousski, qui est tout de même l'auteur du *Démon*, et qui fut le plus grand révolutionnaire de l'histoire européenne. Il n'est ni le poète de la paix et de la consolidation, ni le chancre d'une évolution prudente, du calme et de la tranquillité. Je pense aussi à Herzen, qu'Adam Michnik vient d'évoquer. Tout le monde connaît la lutte impressionnante que le premier grand émigré politique de la Russie a menée contre la tyrannie. Je pense encore à Alexandre Blok. On peut avoir des opinions divergentes sur plusieurs de ses œuvres, et juger qu'il a commis des erreurs morales et p.298 politiques, en 1918 en particulier. On ne peut néanmoins l'éliminer de l'histoire de la résistance politique et littéraire en Russie. Quand on parle de Pouchkine, par ailleurs, je ne pense pas qu'on puisse se contenter de faire référence aux œuvres des deux ou trois dernières années de sa vie, dans la mesure où il n'a pas pu mener sa pensée jusqu'à son terme. Il ne faut pas oublier son attitude à l'égard de la Révolution française. C'est un événement que l'on ne peut pas effacer de l'histoire de l'Europe, tout particulièrement de celle de la Russie. Pouchkine est impensable sans les années 1789-1793 et sans l'épopée napoléonienne (je tiens à rappeler que ce fameux tyran a fait exécuter, en tout et pour tout... quatorze personnes : nous sommes loin du grand terrorisme des XIXe et XXe siècles).

La Russie elle-même demeure impensable sans l'influence de l'Occident. Montaigne et Pascal y ont eu une grande importance. On ne peut oublier l'influence positive de Heinrich Heine. Un de ses poèmes a pris en Russie une signification paradoxale, je dirais même dialectique (au sens hégélien, non au sens marxiste aujourd'hui maudit). C'est *Die wander Raten*, poème qui commence par ces vers : « *Es gibt zwei Sorten von Raten, / Die Hungrigen und die Saten.* » Les rats affamés et les rats rassasiés : ce sont les premiers qui produisent les mouvements sociaux et les révolutions. Pour Heine, la révolution des rats est quelque chose de terrible, d'affreux. Mais elle est juste, puisque précisément les rats sont affamés. « *Die Saten setzen ruhig zu Haus, / Die Hungrigen aber gehen aus* » : c'est ce qui est arrivé en Occident et en Russie.

¹ Mikhaïl Lermontov, *Œuvres poétiques*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1985, pp. 285-321 (traduit par Henri Grégoire).

L'Europe retrouvée ?

Outre Heine, qui est devenu pour les Russes un poète essentiel, j'aimerais mentionner Auguste Barbier, Béranger, Hugo, ou Byron — qui fut un grand poète, et contribua lui aussi à introduire en Russie l'idée révolutionnaire —, sans parler de Dante ou de Shakespeare.

Je ne suis pas d'accord de considérer cet ensemble d'influences comme un phénomène superficiel ou secondaire. De même, je ne suis pas d'accord avec l'oubli de Lermontov ou de Pasternak, qui n'a pas seulement écrit *Docteur Jivago*, mais aussi 1905. Ce chapitre de l'histoire littéraire et de l'histoire de la pensée existe malgré tout. Il ne faut pas, sous l'influence du moment pathétique que nous vivons, remplacer un mythe par un autre. Nous devons respecter l'histoire intellectuelle de ce grand pays.

Ma seconde objection porte sur les résultats de cette aventure que l'on a qualifiée de coup d'Etat, mais qui ressemble plutôt à une caricature de putsch. Ce qu'a dit Igor Zolotousski à propos des acteurs de cet opéra-comique est juste. Mais je ne pense pas que les trois journées d'août 1991 aient à elles seules engendré la Russie d'aujourd'hui. Il y a eu un tournant, bien sûr. J'aimerais rappeler néanmoins que depuis 1987-1988, la Russie a été inondée par une littérature, une philosophie, une culture politique tout à fait inimaginables auparavant. C'est un événement sans précédent dans l'histoire mondiale. Pour faire comprendre à un Français ce qui s'est passé, il faudrait imaginer qu'une génération entière découvre, d'un seul coup et sans jamais les avoir connus, les noms de Baudelaire, d'Apollinaire, de Verlaine, de Rimbaud, de Proust, etc. C'est ce qui s'est passé en Russie. En trois ans, on a découvert l'immense littérature du XXe siècle, qui a été entièrement interdite pendant soixante-dix ans. On a découvert une prose, une poésie, une dramaturgie extraordinaires. De même, on a pu lire enfin la littérature ^{p.299} occidentale de notre siècle : Musil, Kafka, Joyce, etc. Tout cela est plus important que les résultats d'un putsch de trois jours.

Je comprends fort bien les émotions d'Igor Zolotousski, mais je pense à deux vers allemands de Georg Herwegh : « *Wir haben lang genug geliebt, / Wir wollen endlich hassen.* » Pensant au ton sur lequel nous avons parlé aujourd'hui de la Russie, j'aimerais dire : « *Wir haben lang genug gehasst, / Wir wollen endlich lieben.* »

L'Europe retrouvée ?

M. GEORGES NIVAT : Je crois qu'en écoutant Efim Etkind, nous entendons la voix de cette Russie libérale, occidentale, pour qui existe une extraordinaire autonomie de la culture. J'aimerais néanmoins lui dire que ce qui est arrivé en août ne peut pas s'expliquer uniquement par la publication de Musil et d'autres romanciers. Peut-être a-t-il été étonné, voire choqué, d'entendre comment Igor Zolotousski définissait le président Eltsine. Il fallait que quelqu'un aille parler aux mineurs de Vorkouta : la Russie a enfin trouvé, en Eltsine, un dirigeant qui le fasse. Je veux signaler, par cette remarque, qu'il s'agit là d'une donnée profonde de ce qui est arrivé en Russie. Ce qui existait depuis longtemps en Pologne, grâce à Solidarité, n'existait pas en Russie. Alors qu'en Pologne mille raisons, à commencer par le catholicisme, militaient depuis longtemps pour une certaine unité culturelle, en Russie le gouffre entre les classes sociales était énorme. Il n'y avait aucun dialogue entre la classe dirigeante et la classe ouvrière. La reprise d'un dialogue à la base, inaugurée par Sakharov et continuée par Eltsine (qui est allé porter la parole et les mots d'ordre de Sakharov chez les mineurs en grève), a été l'un des facteurs déterminants des bouleversements actuels.

M. BRONISLAW BACZKO : J'ai entendu Igor Zolotousski avec émotion. Son témoignage est important, parce qu'il vient du cœur. Mais pour cette raison même, il m'a inquiété, et parfois m'a fait peur.

J'aimerais en parler en historien. Celui qui veut faire de l'histoire se trouve actuellement dans une situation intéressante, mais compliquée. Comme l'a dit Igor Zolotousski, l'histoire réécrit chaque jour ce que l'historien a écrit la veille. Nous sommes plongés dans un processus inachevé, et le contexte d'aujourd'hui nous échappe. Le témoignage que nous venons d'entendre me suggère pourtant quelques remarques.

Revenons au putsch. Igor Zolotousski y a cherché une dimension métaphysique, et même une dimension sacrée, avec l'analogie entre Eltsine et ces héros du passé qui sont devenus des saints. En tant qu'historien, je ne puis bien sûr chercher le sacré dans un événement qui s'est déroulé il y a deux mois. Qu'était cet événement ? Nous ne le savons pas encore. Mais nous pouvons constater qu'il met fin à un certain passé. D'abord, il a démontré que le système communiste, en Russie, était profondément pourri — il est tombé comme une branche morte. Ensuite, il a ouvert l'avenir : peu à peu, au cours de ces deux

L'Europe retrouvée ?

jours, les gens se sont réunis, se sont rassemblés, et ont vu qu'ils étaient ensemble. L'expérience polonaise a montré l'importance de ce moment décisif où une foule découvre qu'elle peut faire quelque chose.

p.300 S'il est évident que le putsch manqué a ouvert un avenir, en revanche, il n'est pas évident du tout de savoir quel avenir il a ouvert. Nous pouvons reprendre ici la question que Jean-François Billeter posait hier : est-il déjà possible de dégager des éléments communs et spécifiques, qui soient caractéristiques de ce qui commence à s'appeler *la sortie du communisme* ? Quelle est la place de la Russie dans ce processus ? Je ne m'arrêterai pas sur les analogies, parce qu'elles sont évidentes. Le point de départ est le même. C'est le système communiste, à cette — énorme — différence près qu'en Russie il a duré soixante-dix ans et dans les autres pays quarante, qu'en Russie il est issu d'une révolution et qu'ailleurs il a été importé. Malgré les différences, le point de départ commun est l'existence de ce système négatif. Comme vous l'avez dit, citant les Écritures, ce sont les morts qui tiennent les vivants. Le système nous tient parce qu'il est mort. Autres analogies, autres points communs : l'identité nationale, la confrontation avec la modernité, etc.

Les différences, elles, relèvent d'abord de l'ordre politico-démographique. Un empire se désagrège. Une nation, qui était au centre de cet empire, doit maintenant assumer un rôle nouveau. Le poids de sa puissance représente un énorme danger. C'est un problème d'échelle historique. La masse démographique russe est colossale. Quand cent vingt ou cent cinquante millions de personnes se mettent à bouger, cela devient un tremblement de terre. Et quand je lis une déclaration du KGB, affirmant que l'URSS se trouvera dans la situation de la Yougoslavie, non pas demain, mais aujourd'hui, j'ai vraiment peur.

Il y a aussi les aspects intellectuels et spirituels. Ici, la Russie apporte beaucoup. Parmi les composantes spirituelles issues de sa tradition, je crois que la voix de Soljenitsyne, ou du moins une certaine tonalité de la voix de Soljenitsyne, est essentielle. C'est la voix du repentir. Il est extrêmement significatif qu'un film — bon ou mauvais, peu importe — ait été consacré au repentir ¹. Ce thème constitue une contribution majeure de la culture russe.

¹ *Le Repentir*, film du Géorgien Abouladzé, tourné au début des années 1980, autorisé

L'Europe retrouvée ?

C'est un contrepoids important au nationalisme et à tous les démons qui se réveillent. Pourtant, je me méfie d'un certain repentir, que j'appellerai le *repentir orgueilleux*, le repentir qui donne des titres à l'orgueil, au sentiment de la supériorité sur les autres.

La Russie, hésitante sur elle-même, sur son avenir et sur ses relations avec l'Occident, possède ses démons particuliers. Je suis mal placé pour prévoir l'avenir, mais je ne puis m'empêcher de penser à ce que la tradition appelle *l'époque des troubles*¹, à ce long intermède de désordre, où le pouvoir central ne gouverne plus, où le pays est déchiré, n'arrive à se décider ni à faire quelque chose, ni à ne rien faire, où la pensée même devient trouble, et ne parvient plus à se sortir de l'impasse. Ma question, en fait, est plutôt une préoccupation. La Russie n'est-elle pas d'ores et déjà entrée dans l'époque des troubles, et son problème n'est-il pas d'éviter cette impasse ?

M. GEORGES NIVAT : p.301 Comme vous le constatez, on ne peut pas éviter, quand on parle de la Russie, de recourir au vocabulaire théologique — fût-on historien.

M. SHIMON MARKISH : J'aimerais remercier Igor Zolotousski pour une omission. Il n'a rien dit des juifs et de l'antisémitisme. C'est bien. Car la question juive ne se trouve pas au cœur des problèmes de l'Union soviétique et de ses anciens satellites.

Pourtant, si vous lisez la presse russe actuelle, vous avez l'impression que c'est la question principale. Cette publicité est une aberration. Pour reprendre le titre d'un livre d'Alain Finkielkraut, je dirais qu'il n'y est question que du juif imaginaire. Le mythe est là, et devient dangereux. Le juif est représenté comme un étranger, un être différent. Cela pouvait être juste au XIXe siècle, quand les juifs ne participaient pas du tout à la vie et à la culture russes. Aujourd'hui, en revanche, le juif en Russie n'est ni différent, ni étranger.

En matière religieuse, l'immense majorité de la communauté juive n'est plus pratiquante. En cela, elle reflète l'ensemble des sociétés européennes (soit dit

par la censure en 1988.

¹ Appellation donnée à la période qui précède l'élection de Michel Romanov au trône des Tsars (1613).

L'Europe retrouvée ?

en passant, j'éprouve de sérieux doutes sur l'existence de cette Europe chrétienne que veut rejoindre la Russie). En matière culturelle, de même, l'écrasante majorité des juifs est russe à cent pour cent. Ces gens ne sont plus juifs à aucun égard. Cela a commencé avec ma génération, et se poursuit.

Je crois que l'histoire du peuple juif en Russie se termine. Les juifs vont soit quitter le pays pour aller en Israël, soit définitivement s'assimiler, se dissoudre dans la population russe. Je remercie donc M. Zolotousski de n'avoir pas mentionné ce problème, qui n'en est pas un.

M. IGOR ZOLOTOUSSKI : Je suis heureux d'avoir affaire à des interlocuteurs, et parfois à des contradicteurs très vifs. Cela montre que la Russie continue d'exciter les esprits, de susciter des opinions profondes, contradictoires et donc intéressantes.

Je ne vais pas discuter avec Adam Michnik sur le poème de Pouchkine qu'il a cité, « Aux calomniateurs de la Russie ». Mais je tiens à affirmer qu'il n'est pas vrai que Pouchkine ait donné son talent au régime. Ses convictions politiques lui appartenaient à lui seul. Adam Michnik a également demandé si les héros de Dostoïevski étaient nés de la lecture des auteurs occidentaux. Eh bien oui, figurez-vous, oui ! N'oubliez pas que le père de Piotr Verkhovenski, Stepan Trofimovitch, est un Occidental typique ; c'est lui qui a transmis ses idées à son fils. Par ailleurs, le nom même de Piotr Verkhovenski évoque, en russe, la suprématie de la théorie sur l'homme vivant. En ce qui concerne le gouvernement des hommes, il y a peut-être là une utopie politique spécifiquement russe. Gogol, d'ailleurs, estimait qu'il fallait introduire les lois éthiques de la religion dans la sphère politique, et que celle-ci restait sale aussi longtemps que l'enseignement du Christ ne la guidait pas. C'était peut-être une idée utopique, mais elle relevait d'une conception morale, p.302 qui ne s'appliquait à la politique que pour confirmer sa place centrale. On retrouve cela dans les articles que Tolstoï a consacrés aux questions politiques.

Adam Michnik a exprimé sa crainte d'une dictature anticommuniste, d'une sorte de monopole des partis anticommunistes. Je crois que cela ne correspond pas à une menace réelle. La classe intellectuelle est consciente du caractère nihiliste, négatif du communisme comme de l'anticommunisme. Or, actuellement, l'histoire, les intellectuels et la réalité russes se trouvent

L'Europe retrouvée ?

confrontés à la nécessité d'avoir des idées positives. J'ai affirmé qu'Eltsine, son entourage et les intellectuels de sa génération, après avoir consacré leurs forces à la destruction des murs du communisme, avaient perdu leur souffle. Cela voulait dire qu'ils doivent maintenant trouver pour le peuple un idéal positif, qui ne soit pas lié à des extrêmes, qui ne force pas l'histoire, et qui tienne compte de la culture politique du peuple. Voilà le problème numéro un de la Russie.

Efim Etkind a essayé de corriger ce que j'ai dit des courants de pensée représentatifs de la spiritualité russe. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec lui, quand il affirme que Lermontov est le révolutionnaire le plus important de l'histoire européenne. Lermontov a chanté le démon, certes, mais il a aussi chanté l'ange. Si l'on prend sa poésie dans son ensemble, on constate qu'il a écrit et récrit *Le Démon* toute sa vie — il existe plusieurs variantes de ce poème. La figure du démon terrorisait Lermontov. Pourtant, il était également habité par la figure de l'ange. Son âme et sa poésie constituaient le lieu unique où se déroulait la lutte entre le démon et l'ange. Et en fin de compte, dans toute sa poésie, c'est l'ange qui l'emporte. Dans *Le Démon*, c'est l'ange qui finit par emmener l'âme de Tamara dans les cieux. On ne saurait en aucun cas qualifier une telle fin de révolutionnaire. L'ange et la révolution sont parfaitement incompatibles. L'ange incarne le monde, la bonté, la lumière, la paix. La révolution, ce sont les ténèbres.

Vous avez également dit, d'Alexandre Blok¹, qu'il avait participé à l'opposition politique. C'est exact. Il est entré dans la révolution avec le sentiment mystique d'une faute des intellectuels devant le peuple, et souhaitant même mourir pour purifier son âme, pour en effacer cette faute. Vous connaissez son poème « Les Douze ». Le problème de la violence y apparaît sous les traits d'une femme qui meurt. Blok n'a pas trouvé d'autre moyen, pour justifier ce qui se passait dans la Russie de 1917, que de faire intervenir le Christ, face à ses douze matelots et soldats. Il a fait cela par désespoir, car il ne voyait pas d'autre issue pour la Russie. Son dernier poème, d'ailleurs, était consacré à Pouchkine, et chantait ce qu'il appelait la *liberté secrète*.

En ce qui concerne Herzen et le mouvement de pensée démocrate révolutionnaire, il est évident que je distingue Herzen de personnages comme

¹ Cf. Alexandre Blok, *Œuvres en prose*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1974 ; *Œuvres dramatiques*, Lausanne, L'Age d'Homme, 1982.

L'Europe retrouvée ?

Bielinski ou Tchernychevski, aussi bien que de gens comme Lénine, Plekhanov ou Bakounine. Il faut prendre en considération son évolution. A la fin de sa vie, il en est venu à une vision conservatrice des choses. Voyant ce qui se p.303 passait en Europe, il a reculé devant le sang versé par les révolutions. Cela montre bien que Herzen était effectivement un esprit profond — et vous avez eu raison en me reprochant de ne pas le mettre au nombre des esprits remarquables de la pensée russe.

Vous avez dit que nous voulons remplacer un mythe par un autre. La grande littérature russe et ses convictions ne sont pas des mythes. Elles sont réelles. Ce sont les communistes qui ont essayé de créer un mythe, en prétendant que la littérature russe s'était tout entière construite autour de la négation de l'Etat, de la religion, de la foi, du mode de vie russes. Au contraire, toute cette littérature est imprégnée d'un idéal chrétien positif. Cela me ramène à la question de la province et du centre. On a dit que le communisme était un phénomène provincial. Il faut ajouter ceci : ce qui est provincial, c'est ce qui est éloigné de Dieu. La formule est de Nicolas Berdiaev.

M. Baczko a signalé avec raison le danger que représente ce qu'il appelle le *repentir orgueilleux*. Gogol, déjà, avait mis en garde la Russie contre les horreurs qui l'attendaient. L'une de ces horreurs, précisément, était selon lui l'orgueil de sa propre pureté — orgueil que nous retrouvons chez les radicaux d'aujourd'hui. Ces derniers, portés par la vague de la victoire d'août, ont perdu toute mesure : ils croient qu'ils ont le droit de juger et de condamner, de disposer du destin des autres, sous prétexte qu'eux-mêmes seraient purs. Cela ne correspond bien évidemment pas au sentiment et à l'idéal chrétiens. Il y a là un réel danger. Le pouvoir est une épreuve terrible, et il est possible que les démocrates retombent dans l'autoritarisme.

M. Baczko a fait allusion à « l'époque des troubles ». Certes, nous vivons une période troublée. Mais l'époque dont il parle n'a en fait pas duré si longtemps. Les troubles tenaient à la perte de pouvoir du trône, à la fin d'une dynastie et à l'intervention d'une puissance étrangère. Cette époque a pris fin avec l'accession au trône d'un monarque au pouvoir fort, qui a mis de l'ordre dans le pays, a calmé les esprits et s'est engagé dans la voie d'un développement progressif. Le XVII^e siècle, en fin de compte, a été un siècle de paix et de calme, interrompu seulement par l'apparition de Pierre le Grand. Je

L'Europe retrouvée ?

ne pense pas que nous puissions revenir aujourd'hui à un mode de vie monarchique, quoiqu'il existe un parti monarchiste. Pour cela, il faudrait que nous considérions notre futur monarque comme l'envoyé de Dieu, tout monarque russe devant traditionnellement être l'oïnt de Dieu. Nous avons donc encore beaucoup de chemin à parcourir, ne serait-ce que pour nous entendre sur un nom.

Shimon Markish, enfin, a constaté que nous vivons, non dans un monde chrétien, mais dans un monde pragmatique et hédoniste. Pourtant, je ne vois pas d'autre base idéale pour que s'établisse une compréhension mutuelle entre l'Europe et la Russie. Mon pays a subi des malheurs terribles : mort du peuple, disparition du fonds génétique, mort de la culture. Ce sacrifice — au sens religieux — doit servir à rénover l'idéal chrétien de la Russie. Celle-ci n'a pas d'autre voie, et l'Europe non plus. Malgré les différences considérables qui existent entre les Eglises catholique et orthodoxe, nous ne pouvons nous rapprocher que dans et par notre foi commune. Car nous n'avons qu'un seul et même Dieu, qui est le Christ. Nous nous comprendrons, en regardant Son image.

M. GEORGES NIVAT : Je remercie Igor Zolotousski. Je pense que cette séance aura été utile, si nous avons compris une chose. Beaucoup, parmi ceux qui parlent ou écrivent sur la Russie, perçoivent l'interaction entre l'Occident et la Russie comme un système de miroirs, dans lequel ce serait l'Occident qui envoie l'image. Bien sûr, nous avons reçu des images de la Russie : le tolstoïsme, à la fin du XIXe siècle, ou la grande littérature du XIXe siècle, avec son primat éthique. Aujourd'hui, il ne faut pas croire que nous ayons affaire à un système de miroirs. Il ne faut pas demander à la Russie de devenir une sorte de singe de l'Occident. Cette mimésis-là ne donnera rien. Sachons aussi recevoir de la Russie.

@

CONCLUSION

@

p.305 Qu'elle est belle, notre terre, lorsqu'elle est vue de l'espace ! L'image de la grande agate sur fond d'univers nous est devenue presque familière. Dans sa masse bleue, et entourée de ses vapeurs claires, elle nous offre une image de l'unité, et il nous paraît si simple de penser notre destin selon les termes de l'unité. Tous les continents, toutes les îles déchiquetées sont baignés par un même océan. Nous naviguons tous sur le même vaisseau. Et nous pouvons un moment rêver de ce que serait la vie sur terre si elle s'appliquait à l'unique tâche de cette navigation, dans une histoire qui ne serait que celle de notre circuit planétaire, et si tous les hommes se considéraient comme les membres d'un même équipage. Ainsi nous verraient, de très loin, les anges. Mais nous ne sommes pas des anges. Nous habitons dans les vallées de la terre. Dans des vallées séparées les unes des autres. Dans des vallées dont non seulement les crêtes mais aussi les fleuves marquent des frontières.

Qu'il y a loin, donc, de la terre survolée (de la terre que la technique nous a donné les moyens de survoler) à la terre habitée ! Cette terre habitée — celle dont nous tirons subsistance — a vu se ramifier les espèces naturelles, les familles humaines, les langues et les cultures, et elle a vu se multiplier leurs interactions. Interactions qui ont produit l'histoire. Interactions dont la plus habituelle a été la guerre, le conflit, la désunion à laquelle les adversaires, paradoxalement, consentaient le plus souvent d'un commun accord, comme si la réciprocité entre peuples avait pour premier théâtre le champ de bataille.

De l'Europe d'aujourd'hui ce qu'on peut dire avec quelque chance de certitude — et Krzysztof Pomian l'a dit au début de ces Rencontres — c'est qu'elle n'est plus menacée par une guerre générale entre nations. Les armées avaient été nécessaires à la création des grands p.306 Etats-nations, et surtout à la conquête et à la défense de leurs empires. Les empires européens n'existent plus ; l'autorité des Etats-nations n'est plus ce qu'elle était. La violence n'a pas pour autant disparu. Restent les mauvais voisins, les vendettas, les bandes armées, les groupes criminels qui mènent une guerre non déclarée à la société entière. Longtemps, l'Europe avait été déchirée par des guerres de religion. Il en reste des séquelles. Mais les guides spirituels, sur sol européen, savent de

L'Europe retrouvée ?

longue date qu'en renonçant à se combattre par le fer et par le feu, ils ne renoncent pas à leur foi. On peut oublier les guerres de religion sans oublier Dieu. Presque partout (sauf nostalgie théocratique), la ligne de démarcation entre le temporel et le religieux est assez bien tracée. On a fini par le reconnaître : la réponse personnelle apportée par le fidèle à l'appel qu'il perçoit trouve sa garantie dans le code impersonnel des lois et des institutions.

La doctrine de la guerre entre classes, celle de la guerre entre l'Etat laïc et les Eglises, ne trouvent plus preneur aujourd'hui sur notre continent. Je ne vois plus personne qui en proclame la nécessité scientifique. Toute l'importance du travail productif étant reconnue, il n'en découle pas que le prolétariat soit la puissance légitimante unique et universelle. La nation, l'Europe, si elles ne sont que des données de fait, ne peuvent être non plus des idées légitimantes de remplacement. Nous avons besoin de légitimations moins liées à des tracés géographiques. Adam Michnik et Fritz Stern, sans s'être concertés, ont tous deux affirmé qu'en occultant la vérité aucun pouvoir politique ne peut se légitimer durablement.

On voudrait se persuader que les grandes guerres et les grandes doctrines de la guerre sont désormais derrière nous. Que les seules batailles de l'avenir seront d'ordre économique. Mais, je l'ai dit, la violence reste latente et ne demande qu'à passer aux actes. Elle naît du dénuement, de l'ignorance, de la menace qui pèse sur le lendemain : elle ne demande, pour se déchaîner, qu'à imaginer un complot, qu'à rencontrer un visage d'étranger. Elle a pour alliées la dégradation psychique, l'abdication devant les tâches éducatives, la crédulité naïve (qui est de bon rapport pour ceux qui l'exploitent). Je mentionne des maladies qui sévissent parmi nous, sous le couvert des libertés démocratiques, c'est-à-dire en abusant de ce qu'elles permettent...

p.307 Si l'on peut croire que les Etats européens sont guéris de leurs rêves d'empire, savons-nous si d'autres régions du monde sont aussi bien « désabusées » ? Si les nationalistes d'Europe centrale trouvent aisément des mitraillettes au marché aux puces, ils y trouveront peut-être bientôt des armes atomiques. Et les clients ne seront pas seulement des nationalistes, mais encore des mafiosi. Nous y assistons déjà. Ce ne seront plus, sans doute, des guerres mondiales, mais ce seront de terribles massacres. Et les idées légitimantes ne manqueront pas. Même sans avoir la mémoire longue, on trouve toujours dans

L'Europe retrouvée ?

le passé des offenses et des humiliations à venger. Parmi les fanatiques, c'est-à-dire parmi les sentimentaux méchants (car rien ne vire aussi aisément à la haine que la sentimentalité), il peut se trouver des adeptes pour le plus suicidaire des principes : que la justice se fasse, le monde dût-il en périr... Mais à ce point, plutôt que de m'adonner à l'imagination catastrophique, je préfère me reporter en pensée, chimériquement, vers l'image de la terre une et bleue vue par les anges.

Jean Starobinski

@

INDEX

Participants aux conférences et entretiens

@

ASSAAD, Fawzia : 75.
AUBERT, Gabriel : 235, 241.
BACZKO, Bronislaw : 121, 249, 275, 299.
BARILIER, Etienne : **141**, 150, 151, 153, 160.
BILLETER, Jean-François : 271.
BLOT, Jean : 158.
BRUNSWIG GRAF, Martine : 238.
BURGENMEIER, Beat : 204.
BURRIN, Philippe : 79, 112, 113, 120.
BUSINO, Giovanni : 115.
CAILLAT, Claude : 213, 246.
CAMPAGNOLO, Michelle : 270.
CENTLIVRES, Pierre : 207.
DUCRET, Bernard : 6.
ETKIND, Efim : 152, 297.
FAESSLER, Marc : 161, 177, 184.
FAVEZ, Jean-Claude : 13, 63, 66, 67, 73.
FOUILLOUX, Etienne : 74.
FURGLER, Kurt : **215**, 230, 234, 237, 238, 239, 240, 241, 243, 244, 246.
GAGNEBIN, Daniel : 240.
GANEARGES, Ion : 244.
GIVEL, Edouard : 209, 244.
HENDRICKS, Barbara : 201, 210.
HERCEG, M. : 125.
HERSCH, Jeanne : 149, 150, 157, 159, 242.
HOCKÉ, Jean-Pierre : **186**, 211.
HURET, Pierre-Antoine : 209.
JACOB, André : 157, 158.
JOBLIN, Joseph : 122.

L'Europe retrouvée ?

KELLER, Anton : 182.
KONRÀD, György : **129**.
LIEBICH, André : 268.
LUSTIGER, Jean-Marie : **163**, 178, 180, 182, 183.
LÜTHY, Herbert : 63, 64, 73.
MARKISH, Shimon : 301.
MESMER, Beatrix : 66.
MICHNIK, Adam : **251**, 268, 271, 274, 296.
MOLNAR, Miklos : 266.
MONTICELLI DE, Roberta : 181.
NIVAT, Georges : 122, 150, 158, 183, 277, 296, 299, 301, 304.
OUARDIRI, Hafid : 179.
PETITPIERRE, Anne : 185, 200, 207, 210, 212.
POMIAN, Krzysztof : **81**, 116, 120, 124, 126.
RAFFESTIN, Claude : 113, 125.
REICHLER, Claude : 123, 153, 156, 160, 272.
RESZLER, André : 64.
ROBIN, Eliot : 75.
RUFFIEUX, Roland : 229, 245.
SCHNAPPER, Dominique : 159, 205, 210.
SENARCLENS DE, Pierre : 114.
SENE, Alioune : 202.
STAROBINSKI, Jean : 6, 7, 11, 127, 148, 153, 156, 157, 305.
STEINERT, Marlis : 67.
STERN, Fritz : **15**, 64, 69, 75, 76.
TSCHOPP, Peter : 232, 245.
VIRET, Frédérique : 239.
WEIL, Roger : 76.
WIDMER, Gabriel : 177.
ZOLOTOUSSKI, Igor : **280**, 301.

*

Conférences : [Stem](#) - [Pomian](#) - [Konràd](#) - [Barilier](#) - [Lustiger](#) - [Hocké](#) - [Furgler](#) - [Michnik](#) - [Zolotousski](#)

Entretiens : [Stem](#) - [Pomian](#) - [Barilier](#) - [Lustiger](#) - [Hocké](#) - [Furgler](#) - [Michnik](#) - [Zolotousski](#)

@